BALTUS LE LORRAIN

DERNIÈRE PARTIE (1

Longue, longue nuit. Jacques Baltus ne dormit guère, épuisé par les émotions de la veille, et par celle qui, en lui, d'instant en instant, grandissait, car il avait résolu de dire à Marie, dès que le jour serait levé, le secret jusque-là bien gardé : les fiançailles d'Orane.

Les volets fermés laissent passer un peu de la lueur lunaire. Une lame fine et pâle entame les ténèbres. Elle est faible, elle ne traverse pas la chambre, car la tapisserie de papier à fleurs, en face, ne reçoit aucun reflet ; la glace posée au-dessus de la commode reste morte. Marie dort, paisible, sans rêve, tournée du côté du gros mur qui sépare la chambre du jardin. Que va-t-elle penser de cette nouvelle, où tant d'avenir est enfermé, peut-être même tout l'avenir ?

Très lentement, la nuit est devenue complète dans la chambre. Même en penchant la tète hors du lit, et en regardant la place où doit être la fenêtre, on n'aperçoit plus aucune clarté, même légère. Ténèbres au dehors, ténèbres aussi dans l'âme. Baltus repasse en esprit les années de mariage avec celle qui dort là. Ce calme sommeil lui rappelle la créature équilibrée, raisonnable, appliquée, que fut Marie jusqu'à la grande douleur d'avril 1918. Orane doit tenir d'elle cet esprit de décision. Si cette pauvre Marie-au-pain, volonté moins sûre à présent, mais demeurée puissante, s'oppose au mariage d'Orane, ce sera un terrible obstacle. Et, même si elle ne s'y oppose pas, la

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1925, 1er et 15 janvier 1926.

surprise, l'émotion peuvent lui faire beaucoup de mal... Moins cependant que la menace d'éloignement, et la belle illusion détruite : le retour espéré de l'enfant à la maison maternelle...

Les heures s'écoulent. Une ligne de pâleur laiteuse sépare le volet de la muraille. Elle se fait plus claire ; elle traverse la chambre ; un arc de rayons d'or se dessine au sommet de la glace : c'est le jour ! Il est commencé pour les bêtes; l'ombre d'une aile a effacé les rayons sur la glace, ils ont reparu aussitôt, puis disparu, puis reparu encore : passage de corneilles, branchées, la nuit, dans les sapins du Warndt, et volant à l'aurore, pour se répandre et picorer dans les prairies mouillées. Un peu de temps encore, et on entendra rouler et cahoter les longs chariots de Condé. Que vont être, pour l'école, pour Baltus, pour Marie dont le sommeil est encore si paisible, les heures que voici appelées à la vie ?

Il sortit du lit avec précaution, commença de s'habiller, ouvrit la fenêtre, poussa les volets sans les faire crier sur leurs gonds, et revint près du lit. Sa femme s'était retournée, mais non pas éveillée. Dans l'ombre des rideaux, les mains posées sur la poitrine et se touchant par la pointe, les paupières baissées, — les longs cils de sa jeunesse leur faisaient encore une frange brune et relevée au bout, — elle était dans cette torpeur que l'âme va dominer, l'âme à demi consciente déjà de la fin de la nuit.

— Marie ?

Elle ouvrit ses yeux bruns, elle le vit au bord du lit, penché un peu. La voix qu'elle entendait, plus mesurée que de coutume, et l'expression de ce visage où l'inquiétude apparaissait, mêlée au vieil amour fidèle, l'éveillèrent tout à fait. Elle se redressa brusquement.

— Qu'y a t-il, Jacques? Un malheur?

Il lui prit les mains.

— Non, Marie, une joie.

— Il est là?

— Pas encore... Le jour viendra, j'espère. Aujourd'hui, j'ai à te parler d'Orane...

Marie Baltus dégagea ses mains, tendit les bras à son mari, l'attira, et, tout près, demanda :

— Qui est-ce ?

Elle avait deviné. Il ne voulut pas tout dire à la fois Il fallait l'habituer. Le faible cœur battait sous la chemise.

— Femme, elle est belle, ta fille Orane.

— Oui, son moment est venu. Je le pense en la voyant, tous les jours: elle est sur l'espalier. Comment s'appelle-t-il, celui-là qui la veut cueillir ?

— Un très brave homme.

— Oh! dépêche-toi, Jacques; apprends-moi le nom, et les choses qui se sont dites : j'aurais dû les savoir déjà... Il est d'ici ? il est jeune ? il travaille ?

Baltus, pour la mieux voir, s'écarta...

— Non, ne t'écarte pas, reste, reste...

— Je veux voir si tu es heureuse ?

— Alors, contemple.

Les deux mains pâles retombèrent sur le drap. La joie est une lumière; elle éclairait le visage de Marie; elle passait dans le regard; deux larmes coulaient sur les pâles joues, et, rappelée du fond du passé, les lèvres tout allongées, c'était la mère, la jeune mère qui souriait.

— Tu vois bien que je suis heureuse? Dis le nom!

— Mansuy.

Elle tressaillit, parce que l'image était maintenant précise, de celui qui enlèverait son enfant. Mais ce ne fut qu'un moment.

— Mansuy, de la Horgne-aux-moutons?

— Le fort, le brave, le franc Mansuy de la Horgne, oui, Marie.

— Je me souviens à présent: il est venu nous reconduire, et même plus loin que n'avait demandé Léo. C'était pour Orane. Ils allaient devant. Dire que je n'ai pas compris! Un autre m'occupe tout l'esprit!... Ce Mansuy! Quel âge a-t-il?

— Vingt-trois ans. En novembre, il a eu son congé de l'armée.

Marie Baltus, qui ne riait plus jamais, se mit à rire.

— Et il va de nouveau s'engager ! Comme je le plains! Et toi, Jacques?

Elle consentait! Le son d'une âme en joie va plus vite qu'un autre; plus finement, il perce les murailles. A peine la voix rajeunie de la mère avait sonné dans la maison, qu'Orane frappait à la porte. D'en bas, elle avait entendu rire la mère

en deuil. Elle entrait, elle apercevait le père, debout, la mère, blanche dans le lit, grave à présent, avec un air de songe et de prière, comme il arrive si la joie prend toute l'âme et devient reconnaissance.

Orane aux cils d'or n'hésita pas.

— Vous savez tout !

— Oui, bien-aimée !

— Oh ! maman, j'aurais voulu ne vous rien cacher !...

Elles s'embrassèrent. Elles demeurèrent embrassées un peu de temps, se disant de pauvres mots inutiles, car leurs cœurs se touchaient, et leurs âmes se parlaient. Quand Orane se fut redressée, elle comprit qu'elle devait rester là, immobile, parce que sa mère la regardait, non plus comme l'enfant, ni la compagne, ni l'aide du ménage, ni la gaieté de la maison, mais comme l'être marqué d'un signe nouveau. Elle devinait, elle lisait les mots dans le regard enveloppant : « Tu es belle, Orane, ma fille, fiancée de Mansuy ; il me semble que je ne t'ai pas regardée assez, car tu es une joie vivante ; je ne t'ai regardée ainsi qu'au jour de ta naissance, quand tu fus mise dans mes bras, si petite, toute rose, et déjà un petit duvet blond voletait à mon souffle, sur ta tête bien faite. Promise, mon Orane ! Les noces vont venir bientôt, et les enfants de la Horgne saboteront dans l'escalier,et lèveront leur bonnet : « Bonjour, grand mère ! »

Marie dit :

— Quand seront les noces ?

— Quand vous voudrez, et c'est l'oncle Léo qui veut qu'on danse à la Horgne ; il invitera toutes les fermes...

— Oui, ce sera bien... Vous ne m'avez pas consultée parce que mon esprit est faible, à ce que vous croyez... Je ne vous en veux pas. Vous avez dû bien choisir, ton père et toi. Je le connais à peine, ton Mansuy, Orane ! Est-ce depuis longtemps que vous vous êtes accordés ?

— Trois mois, maman.

— Trois mois de ton bonheur où je n'ai pas vécu !

La jeune fille hésita une seconde, regarda tendrement sa mère, et dit :

— A présent que vous savez tout...

Puis elle s'arrêta.

— Que veux tu que je fasse ?

— Que vous veniez bientôt, avec mon père et moi.

— Où donc ?

— Voir l'oncle, et Mansuy, à la Horgne...

L'ombre de la déraison passa sur le visage de la femme. Marie effaça, d'un geste de la main, les mots qui la tentaient.

— Non, je n'irai pas avec vous ! J'ai d'autres visites à faire d'abord. Lui, le petit, il n'a que moi. Moi seule, je le nourris. Moi seule, je puis lui apprendre que sa sœur est fiancée. Il a déjà lu mes lettres. Quand il aura lu celle où j'écrirai : « Rentre vite, Orane va se marier, elle attend son frère Nicolas pour décider le jour des noces » ; ne le pensez-vous pas, toi, mon mari, toi, ma fille, il laissera tous les scrupules, qui le tiennent encore loin de nous ; il se hâtera ; nous l'entendrons, nous le verrons, et alors....

Marie-au-pain pleurait. Le nuage s'était reformé où vivait son esprit. Et pourtant, consciente de la peine qu'elle faisait à ces deux êtres chers, qui s'étaient approchés de son lit, elle dit :

— J'irai plus tard. Tu peux promettre, Orane, que j'aurai de l'amitié pour lui. Ton mari ! Ton mari !

Elle s'efforça de sourire.

— Je ne sais seulement pas la voix qu'il a, mon Orane !

— En effet, il parle peu, maman.

— Sauf à toi, je parie ?

— C'est que nous n'avons plus peur l'un de l'autre. Il faut bien, quand on va vivre ensemble. Il me raconte tout. Il veut toujours que je reste... Tenez, la prochaine fois que vous monterez à la Horgne, ou qu'il trouvera une autre occasion, je lui dirai de vous parler...

Le grand jour emplissait la chambre. Les trois cœurs qui s'aimaient n'avaient pas encore retrouvé la paix.

X. — LA FIN DE LA FENAISON

Ils étaient las de remuer le foin, de le soulever au bout des fourches, de le charger sur la charrette, las de la chaleur que la terre dénudée leur soufflait au visage, et dont ne les garantissaient ni les chapeaux de paille des hommes, ni les hâlettes des femmes. Ils ne se reposaient guère, cependant : ni Léo, le maître, aussi large qu'un muid, vêtu d'une chemise toute

fumante de sueur et d'un vieux pantalon de velours brun, aminci par l'usage et devenu vêtement d'été ; ni la vachère qui aidait les hommes dans les grands travaux ; ni la petite rousselle venue du Nassau, à la fenaison de la Horgne ; ni surtout Mansuy, tête nue, le col de sa chemise ouverte, les manches relevées, opiniâtre et passionné garçon que la vue du travail à faire excitait. La vieille Glossinde avait seule le droit de se reposer. Elle en usait, ayant moins de force qu'elle n'avait de courage. Mais ses pauses ne duraient guère. Son cœur lui répétait : « Aidons, aidons ! » Elle avait passé toute sa vie à aider. Le long chariot, aux deux tiers plein, attendait au bas du pré, car, partout ailleurs, le sol était si fortement en pente, que les deux meilleurs chevaux de la Horgne, *Bayard* et *la Belotte*, n'auraient pu y amener la voiture et la charge. On commençait à voir les pigeons et les tourterelles, les premiers des couche-tôt, se lever du milieu des luzernes et des seigles, et gagner les forêts. Le soleil incliné faisait sortir de l'ombre le tronc des arbres : à la lisière du massif de la Houve, luisaient des colonnades fauves.

— Qu'as tu donc, ma vieille Glossinde, à regarder tout le temps le chemin de la vallée ?

C'était maître Léo Baltus qui parlait ainsi, plus qu'à moitié caché sous les retombées d'un meulon de foin, qu'au bout de son broc d'acier il portait au chariot. Elle répondit :

— Je vois votre nièce Orane qui vient à nous.

Encore une minute, et elle parut, en effet, la souple, la fine, l'heureuse, qui n'avait à porter que sa nouvelle. Mansuy, du milieu du pré, l'avait aperçue, et, courant, tout couvert de son faix d'herbe, lui aussi, il jeta sa fourchée au sommet du chariot, et, derrière la jument de tête, il rencontra Orane, toute pâle malgré la longue marche. Il boutonnait son col pour faire un peu de toilette, car celle qu'il aimait l'intimidait encore.

— Ne crains rien, dit la jeune fille, il y a du nouveau : maman sait que nous causons, elle sait que je suis ici, en ce moment.

— Qui le lui a dit ?

— Mon père, ce matin ; j'étais là : elle a pleuré, elle veut bien. Embrasse-moi !

Ils s'embrassèrent, une fois, deux fois, un peu longuement, si bien que Léo Baltus, qui, de loin, veillait, cria, en haut du pré :

— Eh! là bas! Mansuy, Orane, si vous montiez, au lieu de vous chérir comme ça, devant le monde!

En riant, l'un à côté de l'autre, Mansuy tenant sa fourche sur l'épaule, Orane contant la belle histoire, ils montèrent.

En haut du pré, le maître de la Horgne les attendait, bien planté sur l'herbe tondue, et les femmes regardaient les fiancés monter vers le seigneur rustique. La petite rousselle du Nassau les suivait d'un œil suprêmement curieux; la vachère avait envie de rire ou de pleurer, on ne pouvait savoir; la vieille servante, toute seule, admirait, sans imagination et sans retour sur soi-même, Orane, son enfant, qui traversait la grand prée dans la gloire de six heures. Il était trop bon commandant, Léo Baltus, pour perdre le temps en paroles. Dès qu'Orane, s'arrêtant sur la pente, près de lui, un peu plus bas, lui eut dit la nouvelle, il n'en marqua ni mécontentement ni joie.

— Ce n'est pas en fanant le foin qu'on peut causer de ces affaires-là, espèce de cigale! s'écria-t-il. Finissons vite! Tu monteras, avec Mansuy, sur la dernière charretée, et c'est à la Horgne que je te parlerai.

Le vieux maître savait qu'un mot de lui relevait les courages mieux qu'une lampée de vin. En peu d'instants, les hommes, les femmes, y compris Orane, râtelant les meulons, les piquant au bout des fourches et courant sur la pente, eurent fait la longue charrette toute pleine et débordante de foin. Mansuy, accoutumé à la gymnastique des champs, mit un pied sur le moyeu de la roue, l'autre sur le fer, grimpa sur les montants de bois qui épaulaient la charge, se hissa sur le faîte et y planta sa fourche, qu'il coiffa de son chapeau, afin que les travailleurs, disséminés dans la plaine, pussent voir que c'était là un char de triomphe. Il se pencha, donna la main à Orane, qui fut vite près de lui. Puis, sur le toit branlant, ils s'assirent. Mansuy, dans sa main gauche, prit les rênes de l'attelage; de son bras droit, il entoura la taille de sa fiancée blonde, et « Hue... Hue!... » la charrette s'ébranla, roula, tangua, tourna au bout du pré, et s'engagea dans le chemin, pour gagner la route de Carling à Sarrelouis, tandis que les travailleurs des domaines voisins, disséminés dans la plaine, songeaient : « Ils ont fini les foins, à la Horgne-aux-moutons, voici le char couronné qui s'en va! »

Les domestiques, plus vite que les fiancés, furent de retour à la ferme, car ils n'avaient que la pente à remonter, et, au delà, c'était la cour de la Horgne, avec sa frontière de vieux arbres fruitiers fatigués. Maître Léo, lui, suivit la charrette, de loin, parce qu'il voulait voir ce que promettaient deux champs qu'il avait, le long de la route, l'un de froment, l'autre d'avoine. Il avait remis sa veste; la fatigue le rendait plus lent que de coutume; il marchait à pas comptés, regardant, devant lui, les deux larges bandes de terre où les épis encore verts, mais partout dégagés et pleins, commençaient de mûrir dans le soir immobile. Quand il eut passé la haie du chemin, pauvre haie basse et trouée, et qu'il pénétra dans le premier champ, le maître de la Horgne leva son chapeau. C'était son habitude de saluer son froment. A ceux qui s'en étonnaient, autrefois, il avait répondu : « Mon père faisait ainsi. Je salue mon blé : le blé est noble ; c'est de là que vient l'hostie. » Il s'avança de quelques pas dans une rigole tracée par la charrue, et les tiges, écartées en gerbes par le gros corps de l'homme, faisaient, autour de lui, un murmure de moisson froissée. Belle espérance à perte de vue : pas une mauvaise herbe, pas de rouille sur les feuilles, pas un arpent de blé plus maigre que l'autre, ou versé par le vent! Léo prit un des épis, le pesa dans sa main épaisse et savante, l'égrena, et, ayant compté les grains, les mit dans la poche de sa veste. Un peu plus loin, il prit de même un épi d'avoine, à la lisière, et, tenant entre deux doigts ce petit arbre tout épanoui, dont chaque branche fine portait un lourd pendentif et pliait sous le poids, il sourit à la promesse déjà sûre. Car la tige était blonde, et les écailles des graines commençaient de s'entr'ouvrir.

Lorsqu'il eut, par le chemin, puis, par la charroyère, monté jusqu'à la Horgne, tout était revenu à l'état habituel : la rousselle avait regagné le Nassau, la vachère son étable, Glossinde les chambres; Mansuy achevait de décharger la charrette, arrêtée et dételée près du mur, au-dessous de la lucarne du grenier.

— Viens? dit le maître.

Ils entrèrent dans la cuisine. Orane les attendait.

— Mettez-vous sur le banc, là, devant moi, mes enfants, que je vous voie!

C'était la première fois qu'il disait ce mot-là au pluriel, et

faisait un tel honneur à Mansuy Domangin. Ils s'assirent, elle et lui, sérieux, un peu émus. Leurs épaules se touchaient...

Le chef de la Horgne était devant eux, de l'autre côté de la table, les bras croisés, et il regardait ce blond Mansuy, et cette sœur de Nicolas, cette fille de Jacques Baltus, en qui la race n'avait point eu de diminution.

— Mansuy, dit-il, tu m'as fait de la peine, voilà trois ou quatre mois. Tu ne savais pas si tu devais rester dans ma ferme. Tu parlais de devenir forestier, garde-forestier... Quelle misère! Je t'ai mal jugé ce jour-là. Est-ce que ça tient toujours?

— Non, répondit vivement Orane : il a renoncé ; il ne faut pas vous moquer de lui, oncle Léo ; il avait le goût de l'uniforme, et puis, il voulait faire de l'ordre ; c'était bien.

— C'est mieux de rester ici, petite! Faiseur d'ordre! Est-ce que je n'en suis pas un, moi, qui commande la Horgne?... Allons, je suis content qu'il n'ait plus cette idée-là, et je crois que tu l'as aidé à ne plus l'avoir...

— Nous sommes décidés : il ne vous quitte pas, et moi, je viens avec lui.

Les fiancés, à ce mot-là, virent que le visage du Romain perdait quelques-unes de ses rides, et qu'il devenait pareil à celui d'un vieux père, que rajeunit d'avance la joie qu'il va donner.

— Orane, tu te souviens du jour où tu m'as appris tes accordailles? Je t'ai répondu : « Tes noces dépendent de moi. Je ne veux pas que la noce d'Orane Baltus et de Mansuy se fasse ailleurs qu'à la Horgne-aux-moutons; il faut se marier sur le domaine où on vivra; j'inviterai tous les chefs de ferme, mes voisins, depuis la Houve jusqu'à la Brûlée; je n'épargnerai pas mon bien, pour cette fête-là; toutes mes barriques de cidre et de vin seront mises en perce; on dansera dans ma salle, dans ma cour, dans mon aire à battre; mais il faut que vous attendiez une belle récolte...

Léo Baltus mit la main dans la poche de sa veste, et jeta sur la table les grains d'avoine et de froment.

— Va donc, à présent, annoncer que tu pourras te marier quand ce blé-là sera rentré dans mon grenier. Ton heure est venue! La récolte va être belle!

Mansuy avait pris les grains de blé dans sa main, et il disait :

— Oui, on peut le croire : ça sera une belle récolte d'avoine et de froment.

Le vieux chef de la ferme regarda de nouveau, l'un après l'autre, Mansuy et Orane.

— Vous faites bien la paire, dit-il. Ma Horgne ne dépérira pas entre vos mains, après moi...

Et ils étaient si émus, les uns et les autres, et si près de pleurer, qu'ils se serrèrent les mains, comme s'ils n'avaient plus rien à se dire, et qu'ils se séparèrent presque aussitôt, Orane se hâtant de retourner à Condé-la-Croix, où le père et la mère devaient s'approcher des fenêtres, et songer : « Voici la nuit presque faite, et l'enfant n'est pas revenue ! »

XI. — LE LENDEMAIN DE LA JOIE

Le lendemain, qui était un jeudi, il fut convenu que les fiancés « iraient aux habits », c'est-à-dire acheter les cadeaux de noce, dans la ville de Boulay.

De bonne heure, Jacques Baltus et Orane quittaient l'école de Condé. A la porte, se trouvait une automobile, empruntée à un commerçant du bourg. Au moment où Jacques sortait de la maison, sa femme, l'ayant laissé descendre les marches, disait, debout sur le seuil :

— Au revoir, mes bien-aimés !

Ces deux mots-là firent se détourner l'instituteur et sa fille, déjà montés dans l'automobile. Jacques Baltus se pencha :

— Tu devrais venir avec nous !

Marie-au-pain hocha la tête, et dit :

— Que penserait-il, le pauvre petit, quand il va venir, si je n'étais pas ici, ou à sa recherche ?

L'automobile descendit aussitôt la pente, et, au bas de la place, tourna à droite. A la sortie du bourg, Mansuy attendait, vêtu d'un complet brun, son bâton à la main, et la moustache relevée. Il prit place à l'arrière, près d'Orane. C'étaient trois heureux qui partaient. Après le long village de Creutzwald, ils entrèrent dans l'immense forêt de la Houve, sapins d'abord, puis chênes, et ormes, et bouleaux. La brume dormait encore dans les creux ; le soleil ne touchait que les hautes fron-

daisons; ni lui, ni le vent léger, n'avaient chassé encore le parfum de la nuit amassé sous les arbres, parfum des aiguilles résineuses, parfum des mousses et des fougères. La route était presque déserte. La voiture, dans la longue traversée des massifs sans clairières, croisa seulement deux de ces chars automobiles qui, de tous les points de l'horizon, amènent des ouvriers aux mines de la Houve. Puis, brusquement, la forêt s'ouvrit sur la lumière des champs. Les seigles, les avoines, les trèfles, les guérets nouvellement remués, buvaient le jour limpide et l'air irrespiré. Toute la campagne était dehors, occupée aux travaux de ces longs jours d'été. On eût dit que les gens devinaient le bonheur au passage. Beaucoup, même de loin, touchaient le bord de leur chapeau, ou faisaient signe avec la main. Dans ce matin pur, les choses étaient une caresse pour l'âme, et lui disaient : « Bénis ! » Quelques villages : des enfants par gerbes devant les maisons; des mères qui rappellent, perdrix effarouchées : « Rangez-vous donc ! » des fuchsias au bord des fenêtres; des fumiers, bien dressés en rectangles, et le coq, au soleil, perché sur un tas d'or. « Le temps ne durait à personne », pas même à Jacques Baltus, qui oubliait le maire de Condé, les soucis de la classe, ceux plus graves du ménage, et les menaces de Paris, pour ne penser qu'à ces deux enfants amoureux, et aux rires de jeunesse emportés par le vent.

On fut bientôt rendu à la gare de Boulay, au commencement de cette longue rue, tige unique, au bout de laquelle il y a une place et tout un gros dahlia de maisons et de rues autour d'un vieil hôtel de ville. On ne trouve guère, sur nos frontières, de petite ville plus française que celle-là. Les maisons, presque toutes, ont une modeste figure de France ; quelques-unes, les aïeules, portent la coiffure à la Mansart ; beaucoup ont des fenêtres Louis XV ; l'hôtel de ville est de 1770, l'église de 1780. Mais ce qu'il a de mieux accordé à notre civilisation, à nos coutumes, à nos goûts, à nos amours, ce Boulay d'extrême Moselle, c'est le cœur de ses habitants. Les Allemands, pendant l'interrègne, ne l'ont point gagné, ni changé. Ils appelaient Boulay : « un nid de Français ». Jacques Baltus avait un ami commerçant, établi sur la place de la République. Quand il lui eut rendu visite, et qu'on eut goûté les macarons fameux et le vin blanc du pays, ce furent les jeunes gens qui traversèrent les

premiers la place, l'un près de l'autre ; le père suivait. Mansuy, chez le bijoutier, acheta l'alliance d'Orane, et Orane l'alliance de Mansuy. Chez le marchand d'étoffes, le fiancé offrit à sa fiancée le coupon de belle soie noire, dans lequel serait taillée la robe de mariage ; la fiancée offrit la cravate, et la chemise de fine toile. On retraversa la place, pour choisir, chez le libraire, — c'était l'un des deux amis de Jacques, l'autre étant le maire de la ville, — les deux paroissiens reliés en beau maroquin, dorés sur tranche et riches de signets de soie. Il était de bonne heure encore, lorsque ces présents d'usage, et plusieurs autres, empaquetés, eurent été serrés dans le coffre de la voiture, qu'on avait arrêtée devant la porte de M. Stenger, le libraire. Jacques Baltus, qui connaissait à merveille son chef-lieu, proposa à sa fille et à Mansuy de « faire un tour de vieille ville », de voir la mairie, l'église, les restes des remparts, la rue des Arquebusiers, la rue du Pressoir, celle du Four banal, celle du Chaudron, la place du Couvent, où habitèrent jusqu'à la Révolution des bénédictins irlandais, la place de la Vendée où des femmes de Boulay, pendant la Terreur, mirent en fuite de mauvais gars, qui commençaient à brûler les ornements sacrés et un crucifix de bois. Orane regarda son père, qui s'apprêtait à remettre en marche l'automobile.

— Si vous vouliez nous faire plaisir, dit-elle...

— Je suis venu pour cela...

— Vous nous conduiriez à Bérus, où est le tombeau de ma patronne, et nous déjeunerions chez Johann Haas Kaas.

— Tu le connais ?

— Non : je voudrais montrer à Mansuy des choses qu'on voit de là.

Il savait que cette fille, plus ardente que lui-même, ne parlait jamais à l'étourdie. Sans comprendre bien ce qu'elle voulait, songeuse aux longs projets, il accepta. Rentrer quelques heures plus tard à Condé, qu'importait, ce jour-là ?

Il reprit le volant, et, sortant de la ville, prit une route vers l'Est. On suivit les vallées, quelquefois dans les bois, plus souvent parmi les terres cultivées, ou les prés de la Wéyère. Il faisait chaud. Juin était tout au travail de mûrir les épis. Après Merten, on entra dans la Sarre : les voyageurs aperçurent un paysage étendu, couleur d'herbe, vers la droite, et, de l'autre côté, tout près, un massif escarpé et boisé. On tourna

la hauteur en traversant Bisten. Deux minutes plus tard, un haut éperon apparaissait, cap avancé dans la plaine de Sarrelouis.

— Bérus ! dit Orane. Si vous pouvez, le père, arrêtez-vous quelquefois sur la pente : c'est si beau !

La pente était rude ; on montait parmi des vergers qui, tout du long, couvraient le flanc de la falaise, et au sommet, demi cachées par les buissons, les têtes d'arbres, les bouts de haie, des maisons dormaient en longue file. Une seule rue. Jacques Baltus eut vite fait d'amener l'automobile jusqu'au bourg de Bérus, haut porté par sa roche dans la lumière, et il rangea la voiture à l'ombre des murs de l'église.

La jeune fille et son fiancé prièrent un moment devant l'autel, puis devant la statue de la patronne de la frontière lorraine, qui est près de l'autel. Mansuy, ayant examiné avec attention le médaillon encastré dans le socle, et où la sainte est représentée tenant la croix, vêtue d'une robe rouge et d'un manteau bleu, et la tête couverte d'un voile blanc, dit gravement :

— Tu lui ressembles !

Orane répondit en riant :

— Elle était fille de roi !

— Eh bien ! ça se trouve encore ! dit-il.

Et, comme il disait cela en français, il ne s'expliqua pas davantage.

Dehors, ils retrouvèrent Jacques Baltus. Les dernières maisons du village n'étaient pas loin. On laissa l'automobile à la garde de dix petits Sarrois qui l'admiraient. Les trois voyageurs prirent un sentier et, sous les branches des pruniers et des pommiers, gagnèrent l'auberge qu'avait désignée Orane. Tandis que l'instituteur entrait dans la maison, et faisait mettre le couvert, Orane et Mansuy traversaient le jardin, où, le dimanche, des pèlerins et des promeneurs, de toute la plaine visible de la Sarre, viennent faire de longues beuveries et fumeries. A cette heure-là, et ce jour-là, on n'y voyait personne. Les tables de bois blanc, disposées avec ordre, occupaient presque toute la largeur du rocher. Des brassées de genêts secs, étendues sur des fils de fer, à trois mètres au-dessus du sol, faisaient de l'ombre, par places. Mais, l'espace se resserrant, entre les deux murailles à pic de l'éperon, il avait bien fallu laisser l'extrême pointe aux pierres et aux buissons

de ronces. Là, sur un bloc de roche, Orane et Mansuy montèrent et se tinrent debout, se donnant la main.

— Regarde! dit la jeune fille. Tu es venu ici deux fois, peut-être ?

— Une fois, en septembre, pour le grand pèlerinage du troisième dimanche, et il y a longtemps.

— Moi, je suis une habituée de Bérus, à cause de mon nom, tu comprends. Et puis, notre père nous menait à Bérus, chaque année, au temps des Allemands. Tu vas voir pourquoi.

— Je devine!

— Non, tu ne peux pas deviner pourquoi j'ai voulu venir. Regarde bien!

Au-dessous d'eux, jusqu'à l'extrême horizon, c'était la plaine d'un vert tendre et mouillé, où les villages nombreux, rapprochés, se suivant comme grains de chapelet, formaient des taches d'un rose éteint : puits de mines avec les corons, habitations ouvrières, ateliers de métallurgie, que la fumée couvrait, mais humblement, au bas d'un ciel immense. L'herbe et les moissons vertes gardaient leur seigneurie dans le paysage sarrois. Et puis, çà et là, si loin parfois que les yeux ne pouvaient estimer la distance, on apercevait un massif de brume dont les bords, aux deux extrémités, tombaient droit sur la plaine, et qui la bleuissaient. Et c'était, parmi les prairies, les seigles, les avoines, et plus haut que les toits des villages, une futaie antique, épargnée, détachée des forêts qui couvrent, au delà, les collines.

— Tout cela, Mansuy, fut à la France avant 1815. Le savais-tu?

— On me l'avait dit.

— Tout cela peut nous revenir.

— Oui, je sais.

— Nous cultiverons une des fermes les plus proches de la Sarre. Tu commanderas les chevaux, et les bûcherons, dans les bois de la Sarre, pourront dire : « C'est M. Mansuy, de la Horgne. »

— « Celui qui a épousé une Baltus. »

— Eh! oui, et tu iras quelquefois à Sarrelouis ou ailleurs. Il faut donc que tu saches que tant d'officiers et de soldats d'autrefois avaient laissé, dans les bons cœurs de plusieurs villes, là-bas, un goût de la France. La Horgne, vois-tu, c'est comme

la dernière motte de notre pays. Il faut connaître les mottes voisines.

Elle était fière, cette fille de Lorraine, de confier ainsi le secret de son âme à l'homme qu'elle aimait. L'or des belles rayées de juin était sur son visage. Pas un bruit ne montait de la plaine. Mansuy éprouvait pour elle une admiration qui grandissait son amour et qu'elle devinait. Elle reprit, désignant de la main une région vers la droite :

— Là, ce village a nom Picard : as-tu demandé pourquoi ?

— Non.

— En souvenir du régiment de Royal Picard, qui était de chez nous. Là-bas, en face, pas très loin, tu vois la petite ville rose ? C'est Bourg Dauphin. Encore un nom de notre royauté ! Comme elle en a des filleuls dans la Sarre, la France d'autrefois ! Regarde encore plus loin, Mansuy, la ville, tout devant nous, qu'est-ce que c'est ?

— Sarrelouis.

— Ce Louis-là, on le connaît par toute la terre. Oui, mon Mansuy, tu sais cela. Mais j'ai appris de mon père des choses qui me passionnent, parce que je suis Française, comme tous les Baltus, comme tu l'es toi-même. Il disait, à table, regardant Nicolas, et moi aussi : « Sarrelouis, fortifiée par Vauban, jamais prise par fait de guerre : 1792 ! 1814 ! 1815 ! trois bombardements, des morts, des incendies, point de reddition. Il a fallu la force des traités, pour qu'elle fût prise. Entre ces deux dates extrêmes, que je vous indique, en vingt-trois ans, elle a compté, dans les armées françaises, plus de quatre cents gradés... » C'est pour te dire ces choses-là que je suis venue ici !

— Quatre cents ! dit Mansuy, et c'est grand comme la main ! Es-tu sûre ?

— Oui ; je sais encore les chiffres ; je les avais appris comme un *pater*, avec Nicolas le blond, et nous les récitions. Attends : Ney, maréchal de France, douze généraux, neuf colonels, soixante-neuf capitaines, quatre-vingt-douze lieutenants ou sous-lieutenants ; des sous-officiers, plus de deux cents ! Et ce n'étaient pas des conscrits, mon Mansuy : c'étaient des volontaires, des engagés...

— Chic !

— Tu vois bien que tu sais le français : les mots d'argot te montent du cœur aux lèvres !

— Plus vite que les autres!

— Écoute encore : une seule famille, du nom de Sellier, — si nous n'étions pas en équilibre, tu pourrais lever ton chapeau, — a donné, dans ces temps-là, à la France, sept officiers de cuirassiers, tous sept décorés, tous sept tués à l'ennemi. Ils n'étaient, vois-tu bien, qu'à dix lieues de Metz : le vent portait.

— Dis encore des noms de famille : j'en connais peut-être.

Orane leva les yeux vers le bleu du ciel, comme si les noms avaient été écrits là-haut.

— Les Ganal...

Elle se tut.

— Les Hautz, dit une voix, derrière elle et en bas.

C'était le père, qui était revenu.

— Les Hermann, reprit Orane.

— Les Tellinges.

Baltus ajouta :

— La frange du pays a toujours été belle de ce côté... Allons, mes petits, descendez de votre rocher : la fille de Johann a mis votre couvert. Venez?

Il aida Orane à descendre dans le sentier.

Tous trois, gaiement, ils traversèrent de nouveau le jardin, et ils entrèrent dans une salle que l'aubergiste avait réservée pour eux. La demi-heure qu'ils passèrent là fut d'abord très joyeuse, paisible, et telle qu'ils disaient : « Nous n'en perdrons jamais le souvenir. » Hélas! en parlant ainsi, ils ignoraient à quel point ils allaient avoir raison.

Vers la fin du repas, Orane proposa de téléphoner à sa mère.

— Si elle répond, je lui parlerai, dit Mansuy.

Il sortit de la salle, avec Orane, et, dans une pièce voisine, décrochant l'écouteur du téléphone, la jeune fille demanda « la communication avec Condé-la-Croix, numéro sept. » Presque tout de suite le timbre sonna.

— C'est bien à madame Jacques Baltus que je parle? dit en riant Orane.

— A elle-même. Pourquoi n'êtes-vous pas revenus encore? J'étais tout inquiète.

— C'est ma faute.

— Alors, je pardonne.

— Le père a bien voulu nous mener de Boulay à Bérus. Bonne journée, je vous assure. Mansuy m'a gâtée : non seulement une robe de la plus belle soie, non seulement nos livres, nos alliances, mais un bracelet d'or que vous verrez. Dans cinquante minutes, nous serons à Condé.

— Tu es heureuse, mon Orane?

— Tout à fait.

— Alors, moi aussi, je vais l'être. Croirais-tu...

— Dites la nouvelle?

— Trois des pains que j'avais mis, pour lui, le long de la lisière du Warndt, ont été emportés. Quelqu'un m'a dit avoir vu un jeune homme, tout semblable à celui que j'attends, errer sur la route que vous suivrez en revenant. Regardez bien! Ce jeune homme était vêtu pauvrement, et portait un paquet de hardes sur l'épaule. Il ne cessait d'observer de loin notre Condé, et il s'avançait, et il s'arrêtait.

— Ne vous tourmentez pas, comme vous faites, de ce que les gens vous racontent. Tenez, j'ai là, près de moi, un autre jeune homme, Mansuy, vous savez bien...

— Oh! oui.

— Il demande la permission de causer avec vous.

— Dis-lui de parler.

La voix était tremblante. Orane tendit l'écouteur à son fiancé.

— Est-ce bien vous qui parlez? reprit la voix lointaine.

— Mais oui.

— N'est-ce pas toi, plutôt?

Le pauvre gars ne comprit pas. Il répondit :

— Si vous voulez, moi, je veux bien; tutoyez-moi, ça me fera honneur : bonjour, maman!

Orane poussa un cri d'effroi.

— Qu'as-tu fait? Mon pauvre ami! Donne-moi vite l'écouteur : Maman? maman?... Elle ne répond pas!... Maman?

Deux fois encore, elle essaya d'avoir une réponse, et n'en eut point. Elle se précipita hors de la pièce, et courut jusqu'à la salle où Baltus, ayant achevé de déjeuner, fumait en regardant le jardin de l'auberge.

— Vite! Partons! J'ai appelé au téléphone. Maman, tout à coup, a cessé de répondre. Je l'ai demandée de nouveau, et rien ne répond. Partons, je vous en supplie!

A l'autre extrémité du fil, dans la cuisine de l'école de Condé-la-Croix, Marie-au-pain, entendant la voix de Mansuy, a cru entendre la voix de son enfant. Le sang a battu violemment dans toutes les artères et les veines de son corps. Lorsque le mot lui est parvenu, « maman », elle n'a plus eu de doute : de trop de joie qu'elle a eu, le cœur lui a pâmé.

Doucement, le long du mur de sa cuisine, elle s'est étendue sur le carreau. Elle dit, tout bas, pour se rassurer elle-même : « Ce n'est rien. » Mais elle a mis les deux mains sur son cœur, qui saute trop vite. Son visage est tourné du côté de l'ombre. Une longue, longue minute, elle demeure évanouie. Puis elle se soulève un peu, sur le coude, sans plus rien voir. Elle a une expression de béatitude. Elle ouvre encore les lèvres : « Je savais bien que mon fils reviendrait, et il est revenu ! Maman ! Maman ! » Mais la tête retombe, les lèvres baisent le sol et s'y appuient. Marie-au-pain a refermé les yeux, et plus jamais ne les a rouverts.

XII. — LA DÉCISION

La foule fut grande aux funérailles de Marie. De beaucoup de communes voisines, des instituteurs étaient venus, et d'autres de Metz et de plus loin encore. Mais la Lorraine de la terre, celle de l'étable et de la hache, le peuple croyant, ancien, résistant, fut remué aussi par la nouvelle de la mort de cette mère, et du deuil de Jacques Baltus. On avait su qu'un personnage officieux avait présidé une réunion d'instituteurs à Saint-Nabor, qu'il avait « prêché contre la religion », et que l'instituteur de Condé ne s'était pas laissé intimider. Aussitôt, le nom avait grandi parmi les hommes. Ils s'étaient rassemblés pour voir et honorer celui qui avait été brave en temps de paix, car, dans la guerre, tout le monde ose, et cela paraît naturel.

L'histoire, la légende, la douleur, faisaient donc une gloire à ce pauvre homme, qui marchait en tête du cortège, lorsque le corps de Marie fut porté au cimetière. Les femmes disaient : « Comme il a de la peine ! Il aimait bien cette Marie ! Elle avait gardé pour lui sa tendresse de jeune femme. Voyez aussi Orane, qui va en avant de nous : les vierges des vitraux ne sont pas plus droites qu'elle, ni plus indifférentes aux regards qui les cher-

chent. Je vous le dis, elle est une puissance de foi, de bravoure, d'opiniâtreté, le portrait vivant de notre Lorraine, où les hommes ne sont si braves que parce que l'exemple est auprès d'eux, secret, caché, aimé. » Les hommes, entre eux, parlaient bas, et disaient des choses plus dures à entendre. Beaucoup avaient pris leur tenue de cérémonie, la redingote et le chapeau haut-de-forme, qu'on nomme, sur cette frontière, la capote et le cylindre. Ils disaient : « Faudra soutenir Baltus, c'est notre homme. Nos gens de l'intérieur se sont déclarés contre nous... — Non pas tous, Dominique, n'exagère pas : ceux qui mènent. Ils ne nous connaissent pas. — Tu veux dire qu'ils ne nous connaissent plus : cinquante ans d'absence ! Eh bien! ce Jacques leur a dit, à ce qu'il paraît, des paroles justes, l'autre jour, à la réunion des régents. — Oui, si tu m'en crois, nous le nommerons du conseil l'an prochain. — Ton avis n'est pas mauvais. Mais il faut que le pauvre survive à son chagrin. — Laisse faire : ces sortes d'hommes-là, on les croit abattus : on les touche, ils sont debout ! »

Dans le cortège, on voyait aussi, formant un groupe serré, des mineurs polonais des mines de la Houve. Peut-être leurs enfants avaient-ils été instruits par Baltus. Mais ces hauts gaillards au poil fauve, et aux pommettes écartées, étaient venus là, surtout, comme témoins religieux, attirés par la pitié. Ils se tinrent un peu à l'écart, lorsque, les prières dites, au cimetière, les paroissiens de Condé-la-Croix, les amis de l'instituteur et les amies de Marie, se pressèrent, chacun cherchant à passer devant l'autre, afin d'asperger le cercueil d'eau bénite et de regagner au plus vite la maison, le travail, la vie ordinaire où l'on gagne. Les mineurs de Pologne se présentèrent les derniers. De loin, ils virent qu'un groupe nombreux, de ceux-là qui avaient déjà donné l'eau bénite, s'était formé autour de la croix élevée au milieu du champ des morts. Était-ce un discours qui rassemblait ainsi les habitants?

Non, la scène était presque muette, et elle fut courte. Un jeune homme, un de ces bûcherons qui travaillent dans la solitude, et ruminent longtemps leurs projets, s'était avancé, tout à coup, vers la croix. Le drapeau que Baltus avait planté là, entre deux pierres du piédestal, le jour de l'armistice, était demeuré à la même place. Combien fané, noirci par la poussière, délavé par la pluie, usé aux bords par le vent, il flottait

quand même. Avant que personne n'eût deviné ce qu'il allait faire, le tâcheron avait saisi la hampe, avait soulevé le drapeau, et, maintenant, il le jetait avec mépris sur le socle. Savait-il bien ce qu'il faisait? Cinquante voix grondèrent aussitôt, cinquante Lorrains accoururent et montèrent sur la marche. On eût dit que les hommes se battaient. Le profanateur se glissa parmi eux, et disparut. Puis, subitement, le silence se fit. Un homme s'emparait du drapeau, que toutes les autres mains abandonnaient aux siennes; il le replantait au même endroit, l'enfonçait plus profondément, et disait :

— Que personne n'y touche!

Et c'était le même homme qui, naguère, avait apporté, aux morts de Condé, la nouvelle que la vieille patrie était enfin retrouvée: c'était Jacques Baltus. Il écarta ceux qui voulaient le remercier. Il rejoignit Orane. Seul avec elle, on le vit monter, l'air accablé, sa haute taille toute courbée, vers l'école où, le lendemain, il allait reprendre son métier.

Le lendemain, il reçut la visite redoutée. La lettre qui le prévenait arriva à huit heures, l'automobile à onze. « Le bel homme », comme disaient les dames de l'enseignement, sortit lestement de la limousine, et se tint, un instant, sur la première marche du perron, tourné vers le village, regardant la place en pente, les maisons, la plaine au delà, chercheur de pittoresque dans le bourg inconnu. Puis, d'un geste aisé, il enleva le pardessus d'été qu'il avait mis à cause de la fraîcheur du matin, il le jeta sur les coussins de l'automobile, et, satisfait, dans sa jaquette grise serrée à la taille, la boutonnière ornée de la rosette sur canapé d'argent, il acheva de monter les marches du perron, et sonna à la porte de l'école communale.

Orane vint ouvrir. Il s'inclina.

— Monsieur l'instituteur public de Condé-la-Croix, s'il vous plaît?... Ah! pardon : M[lle] Baltus, peut-être?

— Oui monsieur. Mon père vient de finir sa classe. Veuillez me suivre.

Elle marchait devant lui; elle se sentait regardée; et tandis qu'elle traversait ainsi la grande salle de l'école, puis le corridor, Orane se promettait de ne pas donner, à cet ennemi de son père, l'occasion de causer avec une petite Lorraine de Condé. Arrivée devant le cabinet de travail de Baltus,

elle ouvrit la porte, indiquant à l'envoyé qu'il devait entrer.

— Je vais prévenir mon père, dit-elle : il est au jardin.

Baltus béchait un carré de légumes. Il s'était hâté, dès que les enfants avaient quitté l'école, de prendre sa vieille veste de travail, usée aux coudes, et perdant sa doublure par des crevés sans points d'arrêt. Il arrivait nu-tête, les mains tachées de terre et les moustaches en berne. Et cela signifiait quelque chose, que le délégué comprit très bien. Baltus entra.

— Asseyez-vous, monsieur, je vous prie, prenez le fauteuil : c'est le seul de la maison.

Baltus désignait un fauteuil placé entre deux chaises, le long de la muraille, sous le petit crucifix de plâtre bronzé, et, lui-même, il s'asseyait en face de l'homme officiel, à la table de travail, la tête droite.

Non, vraiment ce n'était plus le même homme que M. Pergot avait interrogé, menacé, et intimidé finalement, après la réunion des instituteurs du canton de Saint-Nabor. La douleur avait creusé les rides du visage et marqué les plans de cette tête dure de Lorrain. Le menton avançant était devenu le trait maître du visage; les méplats des joues n'avaient plus une once de graisse; les tempes, bleuies, serraient le front qui paraissait plus haut; les yeux ne cherchaient ni à plaire, ni à deviner : ils voulaient. Quoi? les mots devaient être prêts, qui allaient formuler cette décision. L'envoyé des bureaux de Paris avait trop l'habitude de traiter avec les hommes, pour ne pas les aborder, d'ordinaire, avec le secret mépris de la force sans charité. Par exception, il soupçonnait, en ce moment, qu'il allait perdre la bataille. Mais il devait la livrer. Il fallait savoir au moins comment elle serait perdue. C'est pourquoi M. Pergot, sans conviction, prit le ton patelin.

— Mon pauvre monsieur Baltus, depuis l'autre jour, vous avez eu un grand malheur...

— Celui que j'ai tant redouté.

— Je vous exprime mes bien profondes condoléances...

Rompant avec le formulaire, Baltus jeta ces mots d'un autre ordre :

— Moi, monsieur, j'ai des excuses à vous faire.

Pergot a-t-il bien entendu ? La souplesse, à présent? Il ressent un plaisir qui passe en éclair dans ses yeux. Le Midi le ressaisit.

— Je l'aurais parié! Je m'étais dit, lorsque vous m'avez quitté : « Ce garçon-là est intelligent. Qu'il réfléchisse un jour seulement, il verra son intérêt, et nous nous comprendrons! »

— Monsieur, je n'ai pas eu besoin de réfléchir un jour.

— Mieux encore!

— Avant même que vous eussiez annoncé, avec un luxe de précautions...

Le personnage sourit, sa barbe s'entrouvrit :

— Nécessaire, dit-il.

— Habile, monsieur...

— Je vous remercie...

— Oui, avant même de vous entendre exposer ce projet d'imposer à la Lorraine l'école neutre, je vous ai dit qu'à mon avis, il y avait là un grand danger.

— En toute franchise, vous l'avez déclaré, en effet.

— Un manque de parole de la France...

— Monsieur l'instituteur, vous allez trop loin...

— Une injustice.

— Je ne puis permettre ce mot-là!

— Ne vous levez pas, monsieur le délégué : pourquoi me quittez-vous avant d'avoir connu ma réponse?

— Parce que, monsieur l'instituteur, je pense que votre deuil si récent ne vous laisse pas le sang-froid nécessaire pour discuter des questions pareilles... Si vous voulez bien éviter les mots violents, je me rassieds.

— A la bonne heure. Mais tout est violent dans cette affaire, monsieur : violence faite aux parents, qui veulent, pour leurs enfants, l'éducation chrétienne; violence faite aux enfants qu'on sépare de leur race; violence aux maîtres, comme moi, je ne m'en cache pas, qui suis croyant autant que mon frère l'abbé; violence dans les moyens, car, pour commencer, ne m'avez-vous pas menacé de me déplacer, si je ne servais pas votre politique?...

— Celle du ministère, monsieur. Je ne retire rien. Je me borne à vous faire observer que votre premier mot, tout à l'heure, annonçait des excuses : je les attends.

— Les voici : je vous fais mes excuses, en très grande confusion, d'avoir pu vous laisser croire, par lâcheté, dans la surprise du premier moment, que j'étais capable de renier ma foi...

Le délégué leva les épaules, et dit, devenu rouge; et dur de regard :

— Je ne vous ai jamais demandé cela !

— Vous n'aurez pour vous, en Lorraine, que certains des immigrés de l'enseignement, les moins heureusement choisis ! Autrefois, les indésirables venaient de l'Est.

— Et à présent, monsieur, achevez !...

— A présent, vous vous préparez à nous en envoyer de l'Ouest, qui ne seront pas moins dangereux pour la Lorraine, et contre lesquels elle se défendra.

— Fort bien !

— J'ai eu grand honte, à la réflexion, de ne vous avoir pas dit aussi clairement ma pensée. Mais vous me menaciez de déplacement...

— Je me souviens.

— Ma femme était malade. Vous le saviez...

L'homme eut un geste digne, évasif. Baltus reprit :

— Lui annoncer que nous allions quitter Condé-la-Croix, c'était la tuer. Je n'aurais pu la décider à me suivre ailleurs. Je me suis tu. Marie est morte à présent, et je me sens, hélas ! bien libre de répondre selon mes convictions...

— Vous en usez !

— J'en use ! Mais, au dernier moment, j'aurais fait de même, si ma pauvre femme avait vécu. J'aurais couru le risque... En vous disant cela, je ne crois pas me vanter.

Il vit que Pergot allait lui répondre, et ne lui en laissa pas le temps. Comme beaucoup d'hommes du peuple, dans la contradiction, à un certain moment, l'ardeur de ses convictions l'empêchait d'écouter les raisons de l'adversaire.

— Révoquez-moi ! Ou bien nommez-moi instituteur à cent kilomètres d'ici... Montrez votre puissance. Allons ! Décidez de mon sort !

Si bien que l'autre, blessé, demanda :

— Que feriez-vous, monsieur, si je vous faisais changer de poste?

— Cela dépend. Si la Lorraine garde sa liberté et ses écoles chrétiennes, j'accepte d'aller où vous voudrez, dans les limites de la province. Si vous changez le régime, je refuse toute complicité...

— Monsieur !...

— Je refuse, vous dis-je, je donne ma démission, je me retire près de mon frère, à la Horgne. Plus tard, je me présenterais aux prochaines élections municipales, à Condé, et, aussi vrai que je vous vois, je serais maire au commencement de l'année prochaine.

— Vous avez songé à tout !

— A tout. Et, je vous prie de croire que la population, dans la lutte pour l'enseignement, serait avec moi !

Il n'y avait plus de distance sociale entre ces deux hommes. Baltus exprimait le fond de son être, sans plus de ménagement, sans feinte, résolu à vivre comme il pourrait, mais à ne point faiblir. Il lui semblait que la Lorraine venait, par lui, de donner sa réponse à la menace, et qu'elle le remerciait : « Bien, bien, mon Baltus! » L'envoyé, lui, voyait clairement quel bénéfice il pourrait tirer de cette disposition d'esprit du Lorrain. Obtenir d'un homme qu'il livre la doctrine entière et le secret d'un parti, d'une province, quelle aubaine ! Au grand étonnement de Baltus, qui s'attendait à recevoir son congé, l'homme puissant avait pris un air satisfait. Il caressa, par trois fois, sa barbe, et, appuyant ses épaules au dossier du fauteuil :

— Mon cher monsieur Baltus, puisque vous êtes si bien informé de la pensée de la Lorraine, je ne serais pas fâché de vous entendre exposer ce que vous voulez, ce que veut, d'après vous, la province.

— Le respect de nos écoles confessionnelles, pas autre chose, monsieur le délégué : l'exécution d'une promesse dix fois répétée.

— Sans doute, mais je voudrais savoir quelle part, quelle place, vos futurs administrés et vous-même, vous estimez que doit avoir la religion dans l'enseignement?

— Oh! la première! Ou plutôt, non, comprenez bien : vous prétendez ignorer toute religion, à l'école, et nous, les Lorrains, nous voulons vivre la nôtre, là comme ailleurs. Elle n'est pas séparable de nous : elle est nous-mêmes.

— Alors, monsieur Baltus, en classe, vous parlez de Dieu tout le temps?

— Non pas : je le suppose toujours; je le nomme, si c'est utile... Au point où nous en sommes, je n'ai pas grand chose à ménager...

— Ni personne, sans doute?

— Ni personne, parce qu'il s'agit de la plus grande chose qui soit. Nous n'accepterons jamais que nos enfants soient élevés comme les vôtres. En les séparant de Dieu, autant que vous le pouvez, vous êtes les ennemis de chacun d'eux. Vous les diminuez; vous tuerez le pays, si vous durez. Vos catholiques de l'intérieur sont de trop bonnes gens. Nous, ici, nous sommes sur la terre de lutte : pas d'Allemands, pas d'impies; Français de la grande manière, voilà tout le programme. Que vous vous y preniez par la force ou par la ruse, vous ne réussirez pas; pour vous être fidèles, nous avons supporté les deux manières de persécution pendant quarante-huit ans. S'il faut que nous souffrions à présent de votre part, eh bien! soit, nous vous vaincrons aussi, pour votre bien, et je sais des mamans, des mères de mes écoliers, qui ont commencé la prière quotidienne pour la conversion...

— De la République?

— Pas précisément : des yeux bénis de la France, qui ne voient pas assez loin! Je ne suis qu'un fils de paysans, monsieur, qu'un maître d'école de la frontière, mais j'ai mon bel honneur, et je vous répète mes excuses de ne pas vous avoir parlé tout de suite comme je viens de faire.

Le puissant, qui écoutait ces mots-là avec une colère mal dissimulée, fit effort pour modérer sa voix et son geste. Il demanda, comme si l'entretien venait de s'ouvrir, et qu'il eût besoin d'un premier renseignement :

— Et vous dites, monsieur Baltus, qu'il y a, en Lorraine, beaucoup d'instituteurs qui vous ressemblent?

— Beaucoup, monsieur : presque tous ceux qui sont Lorrains, et quelques autres, venus de chez vous... J'ai encore ceci à vous dire, après quoi vous pourrez rapporter à Paris notre conversation...

— Je n'y manquerai pas.

— Eh bien! à notre avis, la France officielle se conduit, vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine, comme un amant vis-à-vis de sa maîtresse. Des fleurs, des rubans, des fêtes, de jolies phrases : le mépris est sous-entendu. Ce que nous voulions, nous, c'était nous mettre en ménage avec le grand pays, honnêtement, pour toujours, en respectant la loi divine.

— Fort bien! Je vous remercie.

L'envoyé s'était tourné du côté de la fenêtre. Il eut une espèce de sourire :

— Joli jardin, monsieur l'instituteur !

Il étendit le bras, traçant dans l'air un demi-cercle :

— Et cette large campagne ! Vous êtes privilégiés, vous autres !

— Croyez-vous ?

Ne sachant trop que faire, manquant un peu de ce qui faisait la force de l'autre, l'instituteur de Condé quitta la place où il était, et vint à la fenêtre.

— Tenez, monsieur, ici les petits oignons ; là, des pommes de terre, qui viennent bien dans nos terres légères de jardin...

— Vraiment ?

— Oui, très bien, pourvu que l'année ne soit pas trop pluvieuse...

Subitement, Baltus fut pris de honte, il sentit l'indignité de cette comédie d'un moment, à laquelle il s'était prêté, et, regardant Pergot dans les yeux :

— Dites-moi, à votre tour : suis-je révoqué ?

— Nullement.

— Serai-je changé de poste ?

Un peu gêné par le regard de Baltus, l'envoyé considérait avec attention le plateau montant, qu'on apercevait entre les arbres du jardin.

— Ne vous troublez pas. Je suis venu principalement pour me renseigner : vous m'y avez aidé. Les changements dont j'ai entretenu vos collègues et vous ne sont pas de ceux qui doivent être faits brusquement. Le gouvernement est trop sage pour ne pas se faire un allié du temps... Au revoir, monsieur Baltus, continuez d'instruire les enfants de Condé...

L'envoyé tendait la main, que Baltus serra faiblement.

Les deux hommes passèrent la porte du cabinet de travail, et suivirent le couloir. Quelqu'un marchait dans la pièce voisine.

— Vous avez une fille charmante, monsieur Baltus !

Il ne fut point répondu à cette politesse. L'automobile, auprès de l'école, attendait toujours. M. Pergot monta dans la voiture, et fit un geste d'adieu.

Dès qu'il eut entendu le meuglement bref de l'automobile qui tournait, Baltus ferma, d'une forte poussée, la porte de sa

maison ; il éprouva une sorte de satisfaction à tenir, un moment, sa main appliquée sur le panneau de bois qui le séparait de la place et de l'homme. Il entra dans la cuisine. Orane courut à lui.

— Eh bien ! le père, sommes-nous condamnés ?

Il était aussi blanc de visage que le jour où, dans cette même pièce, il avait aperçu le corps inanimé de Marie-au-pain. Orane s'écarta de lui, doucement ; elle joignit les mains ; elle répéta la question :

— Sommes-nous condamnés ?

Quand Baltus entendit, pour la seconde fois, la voix de celle qu'il aimait, il retrouva un peu de calme, et il dit, croisant les bras :

— Je n'ai pas eu peur. Tout m'est égal à présent. C'est lui qui a eu peur, quand je lui ai dit que je ne serais jamais contre Dieu...

— Bravo, le père !

— Il a calé, Orane ; il a pateliné, il a trouvé des formules rassurantes. Je le connais, maintenant : il est plus puissant que moi, mais il a une âme de pleutre, et moi pas !

— Que je suis contente de vous, le père !... Cela veut dire fière !

Elle souriait de jeunesse et de pitié, et aussi d'admiration Mais lui, il s'assombrissait de nouveau.

— M'avoir parlé comme il a fait ! Je n'ai jamais eu plus de colère contre un Allemand; pourtant, c'est un Français. J'ai été fidèle au pays, Orane !... Mais je suis bien las... Compte les coups que j'ai reçus... Mon fils a été tué par les balles des Français.

— Hélas ! oui.

— Ta mère a perdu la moitié de la raison et puis la vie à cause de son enfant, et donc à cause d'eux.

— Oui.

— Ils m'ont appelé boche !

— Oui.

— Ils menacent, à présent, ma religion, ils me traitent déjà en ennemi ; toute la Lorraine est inquiétée par eux !

Il soupira et dit encore :

— Orane, parle-moi.

Il penchait vers elle sa tête de vieil ouvrier des champs et de l'école, si las de lutter contre les deux puissances qui s'étaient succédé : l'Allemagne, la France. La jeune fille comprenait

bien qu'il lui demandait conseil, qu'elle était appelée au rôle divin de la femme, enfant, sœur, épouse ou mère, qui devient, aux heures troubles, juge de la conscience de l'homme. Au fond de son âme, elle sentit une grande joie, et la plénitude de sa raison, et une sorte d'assurance qu'elle n'avait point, d'ordinaire, à ce degré.

— Le père, ce n'est pas à moi de vous conseiller, c'est à Nicolas, mon frère, dont vous parliez.

— Que veux-tu dire?

— Il n'a jamais voulu, dans le danger, faire du mal à un seul de ces soldats qui étaient en face de lui, à Verdun. Bien sûr, il ne les aurait pas tous aimés, s'il les avait connus. Mais, au-dessus d'eux, il voyait la France, qui n'a pas fait seulement du bien, à la Lorraine, et qui est douée, cependant, mieux qu'aucune nation, pour comprendre la nôtre...

— Bien, ma fille, cela est juste.

— Qui est souvent revenue de ses fautes, vous me l'avez appris, dans vos leçons d'histoire. Ce qu'elle a fait, elle le refera. Tout sera réparé. Tandis que la voisine, elle, ne se repent jamais.

— Pour ça, tu dis vrai!

— S'il faut une merveille pour ramener nos Français à Dieu et à sa gloire, ah! le père chéri, vous me l'avez dit aussi, pour elle Dieu n'en est pas à son premier miracle!

L'homme regarda longtemps celle qui ne doutait pas, et il répondit :

— Qui t'a instruite de ces choses-là?

Elle se mit à rire.

— Mais, vous-même, le père! Je viens de vous le rappeler.

— Pas comme cela, non, je n'ai jamais eu les mêmes mots que tu dis. Tu parles comme ta mère, comme mon frère Gérard : mieux que moi.

Orane redevint grave; il ne lui resta qu'un petit sourire fier, au coin des lèvres, et elle dit :

— Alors, c'est la race qui a parlé.

Il quitta Orane pour entrer dans le cabinet de travail, où il recevait les parents, et il demeura longtemps, immobile et songeant. Il était seul, la porte fermée, devant la fenêtre. Une inquiétude nouvelle l'agitait. Il se disait : « Je suis un pauvre instituteur de village, dont le lendemain n'est guère sûr. Il me

manque beaucoup de choses pour être maire de Condé et, d'abord, la fortune. Ne plus faire mon métier, ce serait dur aussi pour moi. J'ai eu raison de dire à l'envoyé, tout à l'heure, que si l'école reste ce qu'elle est, moi, j'irai où l'on m'enverra : j'accepterai la disgrâce. Ainsi je finirais ma vie loin d'ici, loin d'Orane. Qui sait? Mon départ ne tardera peut-être pas beaucoup... J'aurais voulu expliquer aux gens de Condé, mes témoins, mes amis, ce que je pense de cette agitation qui peut grandir, et nuire à la France... Un discours? Non, je manquerais à mes habitudes, je sortirais de ma profession...

Il s'approcha de son bureau : « Je sais ce que je ferai. » Il prit une feuille de papier, écrivit quelques lignes, ratura, écrivit encore. Il n'avait pas fini ce travail, lorsque Orane ouvrit la porte :

— Avez-vous fait peu de bruit! Venez, le père, c'est l'heure du déjeuner. L'angélus a sonné, en bas du bourg. Qu'écriviez-vous donc?

— Mon testament.

— Oh!

— Tu verras.

XIII. — LA DICTÉE

Le lendemain, les enfants qui jouaient sur la cour de récréation de Condé-la-Croix, en attendant l'heure de la classe, remarquèrent que le maître avait l'air préoccupé. D'ordinaire, notre humeur, s'ils n'en sont pas victimes, leur importe peu. Ils n'eurent point de mérite à observer que Jacques Baltus était moins gai que de coutume, ce fils de la Barisey, ce petit Laitre, ce Noiron, ce Chardat et les autres, compagnons de l'équipe du jeu de balle au pied. Ils étaient avertis qu'il avait dû se passer, ou qu'il allait se passer quelque chose de grave à l'école. Cette automobile devant la porte, la veille : la destinée voyage ainsi. Un chef, et dès lors, probablement, — le peuple a cette idée, — une punition, une menace. Plusieurs mères avaient dit : « On va nous l'enlever, notre bon M. Baltus. Et qui viendra à sa place? Un de l'intérieur, un qui, peut-être, sera mauvais. Mes petits, je le jure : il n'aura pas votre âme. » D'autres avaient demandé : « Retiens bien ses paroles, s'il raconte quelque chose. Et s'il ne raconte rien, tâche de voir

Mlle Orane, la jolie, tu sais bien? — Oui, maman. — Et tu lui diras : « Mademoiselle, est-ce que vous restez? » Ils étaient donc sept ou huit, parmi les élèves, qui regardaient le maître au lieu de jouer, ou qui se détournaient pour le regarder, après avoir lancé la balle. L'instituteur se promenait, les mains dans ses poches, nu-tête comme à l'ordinaire, mais, contre son habitude, il ne parlait à aucun de ses élèves; on ne l'entendait pas demander : « Eh! Jérôme, tu n'as plus mal aux dents?... Ton père a-t-il rentré tous ses foins, mon petit Thierry?... Viens ici, mon pauvre Pierre : est-ce que la maman va mieux? » Le maître avait l'air de ne porter intérêt qu'aux nuages d'orage qui montaient, de l'est et de l'ouest, noirs d'un côté, fauves de l'autre, et ne laissant entre eux qu'un intervalle bleu, étroit, — la paix, — des deux côtés rongé.

Un coup de sifflet, et les élèves se sont mis sur deux rangs, sans un mot.

— Au pas! dit le maître, et entrez sans bruit : gauche, droite, gauche, droite!...

La prière récitée, Jacques Baltus donne une leçon à repasser, aux plus petits de la classe.

— Pour les grands, maintenant. Cahiers de dictées : un! deux! trois!

Les pupitres s'ouvrirent ensemble, se fermèrent de même et silencieusement; au commandement de « trois! » les grands de l'école de Condé, porte-plume en main, tête levée, étaient prêts à écrire ce que le maître allait dicter.

Jacques Baltus ne prit pas un livre; il déplia une feuille de papier qu'il avait tirée de sa poche, et posée sur le bois de la chaire.

— Écrivez!

Les têtes se penchèrent, mais plusieurs enfants levaient les yeux, quand la voix du maître marquait un point, et ils trouvaient bien pâle le visage que le soleil touchait au front.

« Ne jugez pas un pays sur le premier homme de son peuple que vous rencontrez, ni d'après le premier journal que vous lisez, ni selon les commères, — attention! commères, c'est un mot difficile! — qui remplacent trop souvent le savoir par l'invention. Ne le condamnez pas parce qu'il a commis une erreur, ou deux, ou même plus. Étudiez son histoire. Voyez s'il a toujours eu des saints chez lui, car alors les pauvres y

sont aimés; s'il a encore aujourd'hui des saints parmi ses hommes et ses femmes, car alors on peut tout espérer pour lui; s'il ne tient pas trop à l'argent, s'il est plus facile qu'un autre à tromper par de belles paroles, car alors il y a des chances pour qu'il soit chevalier. C'est ce que nous faisons, en étudiant l'histoire de France, notre patrie retrouvée. Vous n'avez point à approuver les injustices qu'elle peut commettre, mais souvenez-vous, mes enfants, que notre finesse et celle de nos pères, c'est elle qui l'a embellie ; que le courage des nôtres l'a servie en tous lieux, et qu'on ne connaît pas de peuple qui ait si vite quitté la barbarie, et y soit moins souvent retombé. La France a été secourue pendant la Grande Guerre, mais ceux qu'elle a sauvés, en se sauvant elle-même, ont eu peur de sa gloire, et de voir ainsi victorieuse la Catholique. Elle, de son côté, n'a pas assez bien compris d'où lui venait et d'où lui viendra son salut. Elle a besoin de sa Lorraine, comme nous avons besoin d'elle. Vous l'aimerez mieux si vous la comparez. Servez-la, et elle sera meilleure encore. Quand elle se trompe de catéchisme, cette missionnaire, ce n'est jamais pour longtemps. Elle a toujours eu Dieu pour ami, à cause de la charité qu'elle ne cesse d'inventer et de pratiquer. Croyez-en la parole de ceux qui savent plus de choses que vous et moi. Mon frère l'abbé me disait : « La preuve qu'elle ne sera point abandonnée, et qu'elle refleurira, c'est que Dieu n'a préparé aucune nation pour la remplacer ».

Il s'arrêta, toucha sa poitrine, comme s'il avait eu mal, puis il dit encore :

— Vous montrerez à vos parents la dictée de ce matin. Vous leur porterez vos cahiers.

Un enfant, un des grands, leva la main :

— M'sieu !

— Que veux-tu ?

— De qui elle est, m'sieu ? Vous le dites toujours ?

Jacques Baltus ne répondit pas. Deux larmes coulèrent sur ses joues. Un élève, un des petits, dit au grand :

— Pourquoi demandes-tu ça ? Tu vois bien que c'est de lui !

René Bazin.

NOS GRANDES ÉCOLES

I

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE [1]

On comprendrait mal ce qu'est l'École normale supérieure, le rôle qu'elle a joué dans la vie nationale, et celui qu'elle est encore appelée à jouer, si on ne la situait d'abord dans un ensemble d'institutions destinées à assurer le recrutement et la formation de l'élite.

Toutes les sociétés qui ont atteint un certain degré de civilisation se trouvent, à un moment donné, en face du problème de la formation du personnel à qui est remise la charge de diriger et d'administrer. Le problème se complique lorsque cette élite n'est point donnée par la naissance, ni désignée par le choix arbitraire d'une autorité despotique, et qu'il faut la recruter par une sélection méthodique en même temps que la former. C'est le cas des sociétés modernes, toutes plus ou moins évoluées vers la démocratie, et qui ont inscrit dans leurs constitutions le principe du mérite personnel. Il s'agit donc de découvrir dans chaque génération, et pour chaque catégorie de fonctions, les individus aptes à devenir des chefs.

(1) Les lecteurs curieux de connaître par le détail l'histoire de l'École et son rôle au XIXe siècle, n'auront qu'à consulter l'ouvrage intitulé, *le Centenaire de l'École normale* (1795-1895), gr. in-8, Hachette, 1895. Je leur signalerai en particulier, dans ce volume, les deux études très documentées de M. Paul Dupuy, *l'École normale de l'an III* et *Résumé de l'histoire de l'École normale de 1810 à 1895*. On lira aussi avec profit les discours prononcés à l'occasion du centenaire dans la plaquette qui a paru chez Hachette, ceux notamment de M. Georges Perrot, directeur de l'École, et de M. Poincaré, ministre de l'Instruction publique.

Une nouvelle complication a été introduite par le progrès des connaissances et des techniques. On a pu, à certaines époques lointaines, soumettre toute la classe supérieure d'une nation à la même éducation, soit qu'il fût encore possible à une seule tête de loger toute la science de son temps, soit que l'individu, pourvu simplement d'une éducation générale, pût acquérir sans peine et rapidement, dans les emplois divers auxquels il était appelé successivement, les compétences spéciales que leur exercice requérait, soit enfin que, conservant encore le prestige mystique de la naissance, le chef pût abandonner aux subalternes le soin d'acquérir les capacités nécessaires pour réaliser ses volontés.

Ces temps-là sont passés sans retour. Au cours des trois ou quatre derniers siècles, les sciences, les arts, les organismes sociaux ont reçu de tels développements qu'il n'a plus été possible de se flatter de former une élite homogène, apte à satisfaire à tous les besoins de la société. Il a fallu former des élites spéciales, et donner à chacune une éducation différente en vue du mode d'activité qui lui serait assigné. Tout ce qu'on a pu faire, dans une mesure plus ou moins large et avec plus ou moins de succès selon les époques et les pays, ç'a été de maintenir entre ces élites spéciales une certaine communauté d'esprit, d'habitudes et d'idéal, afin qu'une certaine unité subsistât sous la diversité des cultures et des techniques.

Dans la plupart des pays, notamment dans les pays germaniques et anglo-saxons, la formation des élites a été assurée par les Universités. Ces grands corps, par la multiplicité de leurs enseignements, de leurs séminaires ou de leurs laboratoires, suffisent à l'éducation de toutes les catégories de spécialistes, et en même temps constituent des milieux jusqu'à un certain point homogènes. L'unité qu'ils maintiennent est d'ailleurs une unité sociale plutôt qu'une unité de culture; ils forment un esprit de classe plutôt qu'une communauté d'intelligence.

En France, les Universités, en somnolence depuis la fin du XVI[e] siècle, disparues dans la secousse révolutionnaire, n'ont été restaurées qu'à la fin du XIX[e] siècle. La Révolution et le premier Empire ont confié aux *grandes Écoles* le soin de recruter et de former les élites, et elles ont rempli cette fonction pendant tout le cours du dernier siècle. Ces grandes Écoles sem-

blaient répondre mieux au besoin moderne de spécialisation, qu'au besoin ancien et perpétuel d'une formation homogène. Autant d'écoles, autant d'élites. Le danger était que chacune fût enfermée dans la culture de sa spécialité et prisonnière des habitudes intellectuelles que sa destination lui imposait. Il était à craindre que les esprits, parqués dans des compartiments séparés, n'eussent point de vues sur les domaines voisins, et qu'il n'y eût ni liaison ni communication entre les divers groupes. Notre sauvegarde fut dans la forte constitution de notre enseignement secondaire qui assura partout une base solide de culture générale. La répartition put se faire ensuite sans dommage entre les écoles spéciales. Il faut ajouter que, du moins au début, — et des survivances de l'état primitif s'aperçoivent encore çà et là dans notre régime de spécialisation intensive, — les Écoles spéciales firent une place à la culture générale. C'est pour cette raison qu'à l'École polytechnique on voit encore figurer au programme des cours un enseignement de littérature et d'histoire.

L'École normale supérieure a pris place dans le plan de réorganisation sociale qui, plus ou moins ébauché par la Révolution, a été réalisé par Napoléon. Mais cette École spéciale a, entre toutes, un caractère singulier. Destinée avant tout à fournir des maîtres à l'enseignement secondaire, on peut dire que sa spécialité consiste à former le meilleur type de culture générale et à développer l'aptitude à transmettre la culture générale. Sa spécialité est de rassembler, de dominer et de relier toutes les spécialités d'enseignements. A l'origine, il n'y a point de distinction entre *littéraires* et *scientifiques*; ce n'est qu'une fois admis à l'École que les élèves se posent la question d'être professeurs de latin et de grec, ou de mathématiques. Plus tard, quand la section des lettres et la section des sciences se recrutent par des concours différents, et même après que le baccalauréat ès sciences a été établi, on exige encore des candidats scientifiques le baccalauréat ès lettres. D'autre part, au début, les littéraires recevaient un enseignement de mathématiques et de physique. Pendant longtemps la section des lettres tout entière suivit les mêmes cours en première et en seconde année, et ne se sépara en sections spéciales que pour la préparation de l'agrégation. La spécialisation s'est imposée en seconde année vers la fin du siècle dernier, et bientôt après, l'unité

de la première année, qui avait toujours subsisté, a été brisée. Puis la réforme de 1903 a introduit la spécialisation jusque dans le concours d'entrée. En revanche, elle a permis à des candidats provenant de la section *latin-sciences* des lycées, d'assurer par leur culture scientifique leur succès au concours des lettres, et inversement, à des élèves de la section des lettres d'évoluer, pendant leur séjour à l'École, vers une des sections scientifiques, celle des sciences naturelles.

La section des sciences s'est scindée elle aussi d'assez bonne heure en mathématiciens et physiciens ; une troisième section spéciale est née plus tard, celle des sciences naturelles. Mais il est à noter que les études des mathématiciens et des physiciens demeurent encore aujourd'hui les mêmes pendant la première année.

J'ajoute que, jusqu'à l'organisation d'une section spéciale de langues vivantes, il y a trente ou trente-cinq ans, l'anglais et l'allemand n'étaient traités que comme des instruments de culture générale. L'enseignement de ces deux langues s'adressait aux élèves de toutes les spécialités ; et il est regrettable qu'il ait disparu sans compensation. Cet enseignement commun, qui élargissait l'horizon intellectuel de tous les esprits, n'aurait pas fait double emploi avec la section spéciale destinée au recrutement des professeurs de langues vivantes.

Enfin, si chaque élève peut se spécialiser étroitement par ses travaux personnels, les exigences des examens et concours le contraignent toujours à des études d'une large généralité. Car les divisions admises à l'École correspondent à de très vastes provinces du savoir humain : pour les lettres, littératures grecque, latine et française, grammaires de ces trois langues, philosophie, histoire et géographie, langues vivantes ; pour les sciences, mathématiques, physique et chimie réunies, zoologie, botanique et géologie réunies.

On peut donc dire que l'École normale a suivi le mouvement général de la civilisation moderne qui imposait dans tous les domaines de la science et de la pratique une spécialisation croissante, mais qu'elle l'a fait, au total, avec mesure, et en conservant l'équilibre nécessaire entre le savoir spécial et la culture générale.

LE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES

Tous nos lecteurs connaissent sans doute l'admirable page où Michelet raconte comment, dans sa petite salle de conférences, sous les combles du Lycée Louis-le-Grand, il croyait saisir dans les figures de ses jeunes auditeurs les physionomies vivantes de toutes les provinces dont la variété composait l'unité de la patrie. Cette impression émouvante, tous ses successeurs ont pu depuis un siècle l'éprouver, et depuis quelques années cette variété s'est enrichie d'un type que Michelet n'avait pu connaitre ni prévoir, le Français de l'Afrique du Nord, le fils du colon ou du fonctionnaire tunisien, algérien, ou marocain.

Michelet aurait pu ajouter que, dans son auditoire de l'École normale, il reconnaissait l'image de ce peuple de France auquel il a consacré un de ses plus beaux livres. En effet, l'École normale, par son recrutement, est peut-être, et a toujours été, la plus populaire, la plus démocratique des grandes Écoles. Nulle part, je crois, la proportion des jeunes gens issus des classes laborieuses de la nation par rapport au nombre total des élèves, n'a été plus forte. On y a vu assurément entrer, de temps à autre, des fils de la haute bourgeoisie, fils de hauts fonctionnaires, de médecins ou chirurgiens des hôpitaux, d'avocats, de financiers, d'industriels. Mais le recrutement a été assuré principalement par la petite bourgeoisie, celle qui se saignait pour instruire le fils unique : petits médecins de ville et de campagne, petits fonctionnaires, modestes gens de loi, employés de toutes sortes, détaillants et artisans de toutes catégories ; Duruy est le fils d'un ouvrier des Gobelins ; Pasteur, le fils d'un tanneur d'une petite ville. Très nombreux ont été toujours les fils de professeurs, mais surtout les fils d'instituteurs. A mesure que le service des bourses d'études dans les lycées et collèges s'est développé et perfectionné, c'est-à-dire à mesure que les bourses plus nombreuses ont été données moins à des clientèles diverses qu'aux enfants les mieux doués de familles peu fortunées, on a vu pénétrer à l'École des éléments de plus en plus populaires, des fils de paysans et de manœuvres. La doctrine si chère à M. Bourget, des étapes nécessaires dans l'ascension sociale

d'une famille, s'est vérifiée bien des fois chez nous : l'aïeul, ouvrier ou paysan, le père instituteur, ou petit commerçant, le fils normalien, et — qui sait? — à la fin membre de l'Institut. C'est ainsi que l'École a contribué, non seulement à faire dans la bourgeoisie la sélection des plus aptes à toutes les activités d'ordre intellectuel, mais encore à accroître les forces vives de la classe dirigeante par l'adjonction des meilleurs éléments que l'instruction pouvait tirer des classes populaires.

LA CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE A L'ACTIVITÉ NATIONALE

La question particulière de la formation des maîtres s'était posée pour la France avant que la Révolution ne posât la question générale de la réorganisation nationale d'où devaient sortir les *grandes Écoles*. La suppression de l'ordre des Jésuites avait ouvert en France pour l'éducation publique une crise à laquelle la Convention avait essayé de porter remède, et qui ne prit fin que par la fondation de l'Université impériale et de l'École normale (appelée d'abord Pensionnat normal).

Le départ des Jésuites avait fait apparaître la nécessité d'organiser le recrutement et la préparation des maîtres qui seraient chargés d'instruire, dans les collèges, les enfants de la noblesse et de la bourgeoisie. Le problème s'élargit devant nos assemblées révolutionnaires : il devint celui de la formation des éducateurs de toute la nation, le primaire n'étant point considéré à part du secondaire. Aussi la Convention rassembla-t-elle, dans l'École normale de l'an III, environ 1 400 élèves qui devaient, après avoir achevé leur période d'instruction à Paris, s'en aller organiser et diriger l'instruction publique dans les départements. L'Empire, restreignant son intérêt à l'éducation de la bourgeoisie à laquelle il devait demander ses fonctionnaires, fondait encore son Pensionnat normal pour 300 jeunes gens. On peut donc penser que tout le personnel des lycées impériaux aurait dû se former dans cet établissement, si l'Empire avait duré, et si le décret primitif avait été appliqué à la lettre. Mais, en réalité, il n'entra à l'École en novembre 1810 qu'une cinquantaine d'élèves. Sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet, ce nombre fut encore tellement restreint qu'il fut clair qu'on ne demandait à l'École normale que de former des professeurs pour les hautes classes des grands

lycées. Son rôle fut, par conséquent, moins d'assurer le recrutement complet du personnel de l'enseignement secondaire que d'y établir un niveau supérieur. N'ayant point de privilège exclusif, l'École stimulait toutes les capacités en dehors d'elle comme chez elle. Au concours d'agrégation (sauf à certains moments) comme aux examens de licence, ses élèves rencontraient la concurrence des étudiants libres, dont les meilleurs pouvaient venir se placer au niveau des normaliens et servir avec eux jusque dans les plus hauts emplois de l'instruction publique.

Toutefois, jusqu'à la renaissance des Universités, c'est-à-dire jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, on peut dire que le corps des agrégés fut composé principalement de normaliens. Ce sont eux vraiment qui donnèrent à l'enseignement secondaire public son niveau, son esprit, et ses traditions. Il y eut là un travail silencieux, qui fut accompli pendant plus d'un demi-siècle par des générations de professeurs obscurs et dévoués, à l'œuvre desquels il convient de rendre hommage (1).

C'est aussi de l'École normale, par les grands éducateurs et les grands administrateurs qui en sortirent, que vinrent pour une bonne part les diverses réformes qui adaptaient progressivement l'enseignement public aux idées et aux besoins modernes de la société. Il me suffira de citer les noms de ministres comme Victor Cousin, Victor Duruy, Jules Simon, ceux aussi de Gréard et de Liard qui furent les inspirateurs de plusieurs ministres, ceux de pédagogues comme Marion ou Lavisse qui, par leur action, à certains moments modifièrent l'orientation ou l'esprit de l'éducation nationale.

Pendant la longue léthargie de la Faculté des lettres, l'École fut une Faculté des lettres vivante, silencieuse et laborieuse, où les méthodes critiques étaient pratiquées et transmises, où le goût de l'exactitude et de la solidité dans les études littéraires était sévèrement entretenu. En étroite union avec la Faculté des sciences, elle en recevait et lui donnait des maîtres, et la complétait. La renaissance scientifique de la France après 1870 et la restauration des Universités n'ont été préparées nulle part plus efficacement qu'à l'École normale. On ne saurait

(1) On prendra une idée de cette œuvre et de tous les mérites qui y ont concouru en feuilletant les notices imprimées chaque année dans l'*Annuaire de l'Association des anciens élèves*.

oublier la part qu'y prit Renan; mais, à côté de lui, travaillèrent à la même œuvre Pasteur, Bréal, Boissier, Liard et Dumont. Je n'oublie pas non plus l'École des Hautes Études que Duruy avait fondée. Mais lorsqu'il fallut recruter tout un personnel de jeunes savants pour aller étudier à l'étranger dans tous les domaines de l'érudition et de la science, et pour occuper les postes de l'enseignement supérieur reconstitué, le plus fort contingent fut fourni par l'École. Ses élèves étaient prêts pour ces tâches nouvelles.

Malgré le développement de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, alors que s'accroissait constamment, et dans des proportions considérables, le nombre des chaires et des enseignements des deux ordres auxquels il fallait pourvoir, l'effectif de l'École normale ne reçut pendant longtemps que de faibles augmentations. En 1870, la promotion littéraire compta 18 élèves, et la promotion scientifique 10. Bersot avait trouvé le nombre total des pensionnaires fixé à 110; il le fit porter à 120. Ce ne fut qu'en 1903 que, par l'attribution à l'École normale des boursiers de l'Université de Paris, le nombre des normaliens s'augmenta d'une cinquantaine d'unités. Il est donc vrai de dire que la fonction de l'École normale a toujours été moins de remplir les cadres du personnel que d'être un ferment et de donner un niveau, tant dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement supérieur. Les normaliens sont en minorité aujourd'hui dans le corps des agrégés; ils le sont peut-être aussi dans les Facultés; cet état de choses n'empêche pas l'École de continuer à remplir sa fonction.

Je me dispenserai d'insister sur l'importance de la contribution qu'elle a fournie à l'activité nationale; il me suffira de citer quelques noms qui mettront le fait en lumière. On ne s'étonnera pas que beaucoup de grands professeurs des collèges royaux et des lycées de l'Empire ou de la République en soient sortis : Lemaire, Rinn, Berger, Hatzfeld, Merlet, Gaspard, Aderer, Edet. J'omets ici ceux qui, comme Boissier, ont quitté les lycées où ils s'étaient distingués d'abord, pour s'illustrer ensuite dans l'enseignement supérieur et les travaux d'érudition. Il en fut de même dans les sciences. Et là, il faut remarquer que, pendant longtemps, à peu près tous les professeurs de mathématiques spéciales sont venus, et encore aujourd'hui

le plus grand nombre viennent de l'École normale. Ainsi c'est d'elle, par leur intermédiaire, que la masse des candidats à l'École polytechnique et à toutes les grandes écoles scientifiques, Centrale et autres, a reçu sa préparation; c'est par elle, indirectement, que leurs concours d'entrée ont pris leur niveau.

On trouvera naturel aussi que l'École ait fourni à l'Université de grands organisateurs, à la fois théoriciens et hommes de réalisation, comme ceux que j'ai nommés plus haut. Mais il n'est pas une province de la philosophie, de l'érudition ou de la science qui ne lui doive quelques-unes de ses gloires ou de ses plus utiles ouvriers. L'École normale a donné :

A la philosophie, Victor Cousin, Jouffroy, Cournot, Vacherot, Jules Simon, Taine, Caro, Bersot, Ollé-Laprune, Lachelier, Brochard, Boutroux, Durkheim. — Aux études historiques et géographiques : Augustin Thierry, Chéruel, Duruy, Fustel de Coulanges, Ernest Desjardins, Gabriel Monod, Lavisse, Ernest Denis, Paul Guiraud, Gustave Bloch, Alexandre Bertrand, Ernest Havet, Guigniaut, Vidal de la Blache. — Aux études grecques et latines (philologie, archéologie, histoire littéraire) : Michel Bréal, Egger, Tournier, Thurot, Riemann; Georges Perrot, Heuzey, Homolle (1); Patin, Martha, Boissier, Alfred Croiset. — A l'égyptologie : Maspéro. — A l'histoire littéraire de la France : Hippolyte Rigault, Jacquinet, Gandar, Émile Deschanel, Petit de Julleville, Ernest Dupuy, Pierre-Maurice Masson. — Aux études de littérature comparée et des littératures étrangères : Mézières, Gebhart, Texte. — A la critique littéraire et dramatique : Sarcey, J.-J. Weiss, Jules Lemaître, Faguet. — Dans les sciences, autour de Pasteur, dont le nom suffirait, à lui seul, à illustrer l'École, elle peut grouper : — En mathématiques : Puiseux, Briot, Bouquet, Darboux, Tannery, Tisserant, auxquels il ne faut pas oublier de joindre ce génial élève, mort à vingt ans, qui a ouvert des voies nouvelles, Évariste Galois. — En physique : Verdet, Mascart, Violle, Lippmann, Duhem. — En chimie : Debray, Troost, Gernez. — Pour les sciences natu-

(1) Jusque vers 1900, l'École d'Athènes s'est recrutée à peu près exclusivement rue d'Ulm; et les choses n'ont pas beaucoup changé depuis. Pour l'École de Rome (celle du Palais Farnèse), l'École normale l'a alimentée avec l'École des Chartes et l'École des Hautes Études. Pour celle-ci, d'ailleurs, les élèves qu'elle a envoyés à Rome ont été parfois des normaliens.

relles : Van Tieghem, Duclaux, Edmond Perrier, Giard, Dastre, Bonnier, Noël Bernard.

En dehors de l'enseignement et des sciences, il n'y a guère de forme d'activité intellectuelle où l'École n'ait été représentée. Dans la littérature, ce sont des romanciers comme Edmond About et Alfred Assollant; des auteurs dramatiques, comme Jules Lemaître (nous pouvons revendiquer aussi Casimir Bonjour). — Nos poètes sont : Charles Loyson, Louis Ménard, Eugène Manuel, Emmanuel des Essarts, Jules Lemaitre, Ernest Dupuy, Péguy. — Dubois, fondateur du *Globe* ; Amédée Jacques, fondateur de la *Liberté de Penser*; Eugène Yung, fondateur de la *Revue Politique et Parlementaire*, sont des nôtres, comme Adert, rédacteur en chef du *Journal de Genève*. C'est de la rue d'Ulm aussi que sont partis des journalistes comme Prévost-Paradol, Hervé, Charles Bigot, sans parler d'About et de Sarcey, que j'ai déjà nommés.

A l'éloquence parlementaire et à la politique, nous avons donné, après Victor Cousin, Challemel-Lacour, Burdeau, Jaurès. — A l'Église : le Père Cambier, missionnaire ; le Père Olivaint, fusillé en 1871 ; l'abbé Bautain, l'abbé Barnave, l'abbé Thenon, l'abbé Huvelin, et Mgr Perraud, évêque et cardinal.

La liste de nos anciens élèves contient des magistrats, comme Accarias, qui dut sa vocation juridique à son exclusion de l'École sous l'Empire; on y trouve deux ambassadeurs de la troisième République, Patenôtre et Gérard (1). Les industriels et les commerçants y sont rares; on ne s'en étonnera pas (nous avons eu pourtant un Hachette), ni que les militaires en soient absents. Les membres de l'enseignement, jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, étaient exemptés du service, et rien ne poussait les normaliens vers l'armée. Aux occasions pourtant, des qualités militaires se manifestèrent chez quelques-uns; aux journées de juin 1848, l'élève Mézières fit avec distinction le service de capitaine d'état-major aux côtés du général de Bréa, dont il faillit partager le sort. En 1870, les normaliens de troisième année décidèrent de s'engager. Plusieurs firent campagne dans les armées de Bourbaki et de Chanzy, ou ser-

(1) C'est Bersot, — ce nom dit tout, — qui donna Gérard pour lecteur à l'impératrice d'Allemagne et qui décida ainsi la fortune universitaire de ce normalien. Il croyait par là, en détachant ainsi parfois un normalien pour un service délicat, servir l'École, accroître son prestige, sa force, et son utilité pour le pays.

virent dans les bataillons de marche pendant le siège de Paris.

Je n'ai nommé que des morts. S'il n'était trop délicat de faire une liste des vivants, on verrait que l'École n'a pas cessé de fournir un grand nombre d'hommes distingués et plusieurs hommes supérieurs à toutes les carrières d'enseignement, de science, et, en général, d'activité intellectuelle. Dans le présent comme dans le passé, l'École compte beaucoup des siens dans quatre classes de l'Institut, surtout aux Sciences, aux Inscriptions et aux Sciences morales. Ils ont leur honorable part à l'Académie française. Ils ne sont rares, et on le conçoit, qu'à l'Académie des Beaux-Arts. Dans les vingt-cinq ou trente dernières années, certaines études très spéciales, et tout à fait en dehors du cadre de la culture classique, ont trouvé des recrues parmi nos élèves. Après Burnouf que l'Inde et le sanscrit attirèrent, après Chavannes qui, dès l'École, fut tourné vers la langue et la civilisation chinoises, nous avons vu plusieurs des nôtres diriger leur curiosité vers l'Orient et l'Extrême-Orient. Des normaliens se sont spécialisés dans l'étude du russe, de l'arabe, de l'assyrien, des langues finno-ougriennes. Un normalien a été directeur de l'École d'Extrême-Orient. D'autres ont été membres de l'École du Caire. Ai-je besoin de signaler que, dans la littérature et la presse, les nôtres figurent en nombre aujourd'hui, ainsi qu'au Parlement? Jamais plus de ministères n'ont été occupés par des normaliens.

On voit que toutes les curiosités, toutes les vocations peuvent s'éveiller et s'armer dans la maison de la rue d'Ulm ; tout ce qui s'apprend, tout ce qui s'enseigne, tout ce qui est matière de recherche critique et de construction méthodique y trouve place. Elle est l'école spéciale de l'enseignement public, oui ; mais quelle est la connaissance humaine qu'on puisse affirmer n'être pas ou ne pouvoir devenir, dans l'ordre supérieur ou technique, objet d'enseignement? Quel est l'ordre d'activité pour lequel ne confère un avantage l'apprentissage des méthodes critiques et scientifiques?

Certains estimeront qu'il y a là un danger ou un abus. Rassembler des jeunes gens pour les laisser, en somme, se développer librement dans leur sens et obéir à l'appel de leur vocation intérieure ou à la séduction des mondes nouveaux que la science découvre à leur jeunesse, ne leur demander que d'acquérir la plus haute valeur qu'ils pourront dans le domaine

qu'ils auront choisi, n'est-ce pas oublier par trop que l'École est faite pour former des professeurs, et d'abord des professeurs de lycée, des agrégés de lettres et de sciences?

On se plaint même quelquefois que les normaliens se portent trop volontiers vers l'enseignement supérieur au détriment de l'enseignement secondaire : c'est oublier que, dès l'origine, l'École normale a été considérée comme chargée de former des professeurs de Facultés en même temps que des professeurs de lycées. Cette fonction lui est expressément assignée par l'un des décrets qui l'ont réorganisée sous le règne de Louis-Philippe. Un normalien qui choisit de se vouer au travail scientifique, de passer sa vie dans les bibliothèques, les archives ou les laboratoires, fait exactement et fidèlement la chose, ou, si vous préférez, l'une des choses pour lesquelles l'École a été fondée.

Le reproche adressé aux normaliens qui désertent dès qu'ils peuvent l'Université et qui préfèrent, aux mérites obscurs et aux maigres traitements du professeur de classe et même du professeur de Faculté, les risques de toute sorte de carrières plus aventureuses, mais plus éclatantes, et où le succès trouve des récompenses plus substantielles, — ce reproche a plus d'apparence.

Je le comprends de la part de ceux qui ont pour devoir immédiat d'assurer le recrutement du personnel universitaire; et à coup sûr, ce ne serait pas à un directeur de l'École normale qu'il appartiendrait de provoquer indiscrètement les vocations excentriques, et de travailler à éparpiller les normaliens sur tous les chemins de la société contemporaine.

Mais il faut aussi replacer l'intérêt universitaire dans l'ensemble des intérêts nationaux, et l'École dans le plan général de l'éducation publique. Le cas des normaliens évadés de l'Université n'est pas un cas unique et isolé; il est celui de tous les possesseurs de diplômes spéciaux, de tous les élèves d'écoles de tout ordre, qui abandonnent, à un moment donné, les voies professionnelles où leurs diplômes et leurs écoles les avaient engagés. Toutes ces « désertions » doivent être jugées du point de vue français, et rapportées à l'utilité générale. Il y a de grandes fonctions sociales qui doivent être remises aux meilleurs hommes, et auxquelles pourtant ne prépare aucune école spéciale, pour lesquelles ne qualifie aucun diplôme professionnel. Où est l'école des députés, des sénateurs et des

ministres? Où est l'école des critiques, des gens de lettres, des journalistes? Il faut bien que tous ces emplois recrutent leur personnel en le prélevant sur celui des professions définies pour lesquelles une préparation spéciale est organisée. En quoi est-il plus fâcheux qu'un normalien déserte sa chaire pour entrer dans un journal ou au Parlement, qu'il ne l'est de voir, pour le même but, un Polytechnicien abandonner l'armée ou un emploi d'ingénieur, un médecin abandonner sa clientèle, un avocat renoncer à plaider? Toute la question est que l'homme ait les talents et la conscience que sa nouvelle profession exige. Qu'aurait gagné la marine à ce que le lieutenant Viaud restreignît son activité à la conduite des bateaux? Mais qu'aurait perdu la France à n'avoir pas Loti? Qu'aurait gagné le corps des ingénieurs sortis de Polytechnique à retenir courbés sur le travail professionnel les deux romanciers à qui l'Académie française s'est ouverte? L'éclat de la civilisation française n'eût-il pas été diminué, si Taine n'avait voulu être qu'un bon professeur de philosophie, si Sarcey avait peiné toute sa vie sur des explications d'Horace et des corrections de thèmes latins, si Jaurès s'était trouvé content de faire recevoir chaque année beaucoup d'élèves au baccalauréat? N'oublions pas que tel qui, sous l'impérieuse pression de son génie, est devenu dans un ordre quelconque une des illustrations de la France, n'était et n'aurait jamais été qu'un professeur très ordinaire.

Évidemment, l'École ne remplirait plus sa fonction si la majorité de ses anciens élèves se détournait de l'Université. C'est une question de mesure; et jusqu'ici on n'a pas le droit de dire que la mesure ait été dépassée (1). Si elle l'a été à un moment, c'est sous l'Empire, lorsque l'Université fut soumise à un régime de surveillance et de compression qui en fit sortir les esprits les plus fiers et les plus indépendants. La liberté intellectuelle est assurée aujourd'hui; et aucune autorité tracassière ou tyrannique ne jette les normaliens hors de l'Université. Si quelques-uns se laissent séduire aux illusions de l'amour-propre ou aux mirages de l'ambition en abandonnant leur

(1) En prenant dans l'*Annuaire de l'Association des anciens élèves* la liste des membres au 31 janvier 1925, j'ai constaté que, dans les dix premières pages, environ un dixième des membres (ou un peu plus) avaient pris d'autres carrières que celle de l'enseignement (secondaire et supérieur, en France ou à l'étranger), avec ses issues régulières vers la science pure et l'administration.

chaires de professeur, le plus grand nombre, aujourd'hui comme dans le passé, sont poussés par la force de la vocation et par une estimation réfléchie de leurs aptitudes. Au total, l'apport de l'École normale dans la civilisation française contemporaine, en dehors de l'Université et des carrières scientifiques, n'est point négligeable; et qui osera dire qu'il eût mieux valu pour la France que cet apport n'ait pas été fourni ?

Il est possible que l'ébranlement imprimé à tout l'ordre social par la guerre et par les conditions de vie qu'elle a suscitées, ait contribué à disperser des normaliens dans toutes les directions en dehors de l'Université. Mais le phénomène, comme je l'ai montré, ne date pas de la guerre ; il a été observé à tous les moments du XIXe siècle.

Si le mouvement s'est accentué de nos jours (mais bien avant 1914), la cause en est que l'état social fournit à l'individu énergique ou ambitieux des facilités de plus en plus grandes pour s'évader des compartiments où la naissance, l'éducation, l'habitude parquaient les générations antérieures. Les possibilités d'ascension, ou simplement de changement de voie, sont de moins en moins limitées pour chaque particulier, et quiconque joint à un talent déterminé un peu de savoir-faire, ne risque pas trop à sortir du rail où ses diplômes semblaient le condamner à glisser toute sa vie.

Il est certain que la formation philosophique et scientifique a toujours tenu plus de place à l'École, que la formation pédagogique ; et cela a pu fournir à certains individus les ressources intellectuelles qui leur ont permis de chercher fortune hors de l'Université. De temps à autre on s'est plaint, et parfois non sans raison, qu'on n'accordât pas chez nous une importance suffisante à la préparation professionnelle que la destination spéciale de l'École semblait exiger. Mais il est juste que le développement de la culture passe avant l'acquisition du métier; et l'une des sources de la valeur de notre enseignement secondaire est que, dans la formation de ses maîtres, on retarde le plus possible le moment où ils seront séparés du personnel destiné à l'enseignement supérieur et aux recherches originales. On s'occupe d'abord de faire des lettrés, des érudits et des savants solidement armés ; et l'on fait ensuite des professeurs.

Ce n'est qu'aux degrés élémentaires de l'instruction, quand la somme des notions à transmettre est restreinte et strictement

déterminée, que l'art de transmettre peut prendre le pas sur l'intérêt d'acquérir. A mesure qu'on s'élève à des degrés supérieurs, le professeur doit se rendre capable d'être surtout un éveilleur des esprits. Il faut qu'il étende sa culture le plus possible pour dominer à la fois son programme et ses élèves, pour répondre à tous les besoins, à tous les appels des intelligences dont il aura la charge. Il doit se faire d'abord une personnalité, réaliser toute celle dont il est capable, pour avoir des prises plus fortes et une pénétration plus profonde. La pédagogie théorique et pratique n'est certes pas négligeable. Mais là où l'action du maître pour être efficace doit rester libre et se diversifier infiniment, la pédagogie théorique se réduit à quelques instructions sur le but de l'enseignement secondaire, sur la part qui revient à chaque discipline, et sur la psychologie des adolescents, à quelques conseils généraux, précis pourtant, sur ce qu'il convient de faire dans une classe, et surtout de ne pas faire. La pédagogie pratique, dont toute la vie du professeur sera une étude, doit, faute de temps, pendant le séjour à l'École, se réduire à quelques expériences dirigées dans lesquelles, mis en présence d'une vraie classe et guidé par un professeur expérimenté, le normalien se rend compte des exigences, des difficultés et des périls du métier.

Une bonne partie, d'ailleurs, de l'instruction professionnelle est inséparable de l'enseignement scientifique. Exposer une question, clairement et avec ordre, la discuter avec précision, être exact sans minutie ni encombrement, simplifier sans mutiler, montrer les idées générales sans perdre le contact du concret et de la vie : il n'y a pas de professeur français dans nos Facultés, qui, sous prétexte qu'il fait de la science pure, renonce à exiger de ses étudiants ces qualités d'exposition, et à leur montrer, sur un sujet donné, comment on peut s'y prendre pour les avoir. Or, n'est-ce pas là de la pédagogie, et de la meilleure, quoique le mot ne soit jamais prononcé?

Voilà pourquoi, à l'École, on a toujours parlé de science plutôt que de pédagogie. L'organe essentiel y a toujours été non pas un lycée annexe, qu'on n'a jamais réclamé, mais la bibliothèque, cette admirable bibliothèque de près de 400 000 volumes, pour la section des lettres, — les cinq laboratoires, ces laboratoires, illustrés par Sainte-Claire Deville et tant d'autres, pour la section des sciences. Là sont, pour nous, les centres

de vie, les foyers d'activité. Il s'y est ajouté récemment, grâce à la libéralité d'un généreux donateur, un organe original, le *Centre d'études de documentation sociale*, sorte de séminaire ou de laboratoire, où des philosophes et des historiens viennent apprendre à recueillir, à classer, à interpréter les faits contemporains de l'ordre social et économique, et à soumettre cette matière, toujours si difficile à connaître, aux règles de la méthode critique.

L'ESPRIT NORMALIEN

Il vaut la peine de se demander si tous ces Normaliens qui dépouillent la toge universitaire, portent dans leurs nouvelles carrières autre chose que leurs originalités personnelles. Abandonnent-ils leur formation de professeurs? ou conservent-ils les habitudes intellectuelles qu'ils ont prises pendant les trois années de séjour à l'École de la rue d'Ulm? En d'autres termes, y a-t-il un esprit normalien ? et s'il y en a un, quel est-il?

Jules Lemaitre, il y a trente ans, s'était déjà posé la question et se déclarait un peu embarrassé pour y répondre; il y répondait pourtant, et je me risquerai à mon tour à dire mon mot.

Lemaitre pensait que l'esprit normalien, c'est en somme l'esprit universitaire. Ce ne serait pas étonnant, étant donné l'intime union de l'École et de l'Université depuis leur fondation, et le rôle prépondérant tenu par les normaliens au XIX[e] siècle dans l'Université. Il resterait à savoir ce qu'il faut entendre par esprit universitaire, qui n'est, je le crois bien que l'esprit normalien un peu dilué et atténué.

Lemaitre tenait aussi beaucoup à démontrer qu'il n'y a pas de moule normalien pour les esprits, et que l'extrême diversité des talents sortis de l'École prouve que le libre développement de la personnalité n'y est aucunement gêné. Je crois que la démonstration n'est plus à faire; la cause est entendue. L'École normale n'a jamais accepté aucun dogmatisme, ni religieux, ni politique, ni même intellectuel ou littéraire. Ni la Restauration, ni Victor Cousin, ni l'Empire, n'ont réussi à y comprimer l'essor des libertés et à imposer aux curiosités fougueuses de cette jeunesse, je ne dis pas un *credo* ou un autre, mais

simplement des directions ou des limites. Aujourd'hui moins que jamais la chose est possible. La tendance libérale, plus tard la tendance démocratique ont toujours dominé à l'École. Les sentiments républicains y sont très forts. Il y aurait pourtant un moyen sûr d'y affaiblir les croyances libérales, démocratiques ou républicaines, ce serait de les déclarer obligatoires.

Vers 1848, quand l'École était voltairienne, des catholiques y vivaient en paix. D'homériques batailles d'idées s'engageaient entre About et le futur abbé Barnave; mais jamais le droit pour personne de penser et de vivre selon sa croyance, ne fut mis en question.

Aujourd'hui, comme à toutes les époques, l'École est une petite image de la France. Toutes les Églises et tous les partis y sont représentés, sans parler des individus, assez nombreux, qui n'entendent s'enrôler dans aucun groupe. Toutes les opinions sont libres, libres d'être aussi extrêmes, absolues et violentes qu'il leur plaît; mais chacune accorde aux autres le droit qu'elle réclame pour elle-même. Les discussions sont passionnées, et la tolérance entière. Il y a là une tradition saine et forte qu'aucune influence mauvaise des mœurs du dehors n'a encore réussi à entamer.

Avec ce goût de liberté et cette habitude de tolérance, le caractère le plus marqué de l'esprit normalien me paraît consister dans une prédominance de l'intelligence sur l'imagination et la sensibilité. Le besoin de comprendre, de définir, d'expliquer est le besoin essentiel; l'horreur du vague, de l'obscur, de l'irrationnel est poussée au dernier point. Nisard ne disait pas mal, lorsqu'à l'impératrice Eugénie, qui avait eu la fantaisie de savoir ce que c'était que l'École qu'il dirigeait, il répondait : « Madame, l'École normale, c'est l'École de précision de l'esprit français. » Nisard exagérait un peu; l'École normale n'a peut-être pas été la seule école de précision que la France ait eue, mais à coup sûr elle a été chez nous une école de précision, très active, sans aucun doute, et très efficace. Si l'on examine les travaux des hommes les plus éminents qui sont sortis de la rue d'Ulm, on y trouvera, à travers toutes les différences des tempéraments et des talents, le même besoin de clarté, d'ordre et d'enchaînement. On a pu remarquer, dans l'énumération que je faisais plus haut des hommes qui ont fait

le plus d'honneur à l'École normale dans le passé, que, si elle a apporté de très brillantes contributions à la critique, à la philosophie, à l'érudition et à la science françaises, elle n'a point fourni des étoiles de première grandeur au roman, au théâtre, à la poésie; et, dans ces arts, les esprits qu'elle a formés se distinguent plus par la souplesse intelligente que par la puissance créatrice.

A la base de la formation des futurs éducateurs et des futurs savants est d'abord la passion de la vérité, et puis le souci des moyens par lesquels la vérité peut être atteinte. La foi dans la valeur suprême de la vérité, la conviction réfléchie qu'elle, et elle seule, est le but légitime d'une intelligence saine, la condition de toute création durable dans l'ordre spéculatif, de toute construction solide dans l'ordre pratique, que ni l'art, ni la morale, ni la politique ne peuvent être indifférents à la vérité : ce sont là les principes sur lesquels des générations successives de normaliens, pendant un siècle, ont réglé leur vie intérieure et dirigé leur activité scientifique ou sociale.

Mais dès qu'on atteint un certain degré de culture, on s'aperçoit que la vérité absolue et totale n'est pas accessible à l'homme : il ne saisit que des vérités, jamais la vérité. Souvent même il ne saisit pas les vérités partielles, mais seulement des faces ou des fragments de ces vérités, les limites entre lesquelles il faut les chercher, l'approximation qui les laisse toujours à quelque distance de nous. Dans chaque problème, des esprits diversement façonnés ou diversement placés n'aperçoivent pas les mêmes vérités ou croient apercevoir des vérités contraires. En un mot, nous n'avons accès qu'à des vérités relatives.

De là suivent le respect de la diversité des opinions, et l'effort pour saisir le point d'où chaque opinion se justifie, la mesure dans laquelle elle peut faire fonction de vérité. Mais cette tolérance réciproque implique pour tous le devoir de vérifier leurs opinions et de chercher sans cesse à s'élever de quelques degrés vers la vérité.

On conçoit sans peine que, sur ces principes, l'École normale ait toujours et surtout formé des esprits critiques, et qu'elle ait paru former des sceptiques et des dilettantes. On est toujours un sceptique pour le mystique à qui on demande ses preuves, un dilettante pour le fanatique dont on ne partage pas les fureurs.

En tout temps, l'exercice de la critique a révolté les dogmatiques qui prétendent élever leur dogme au-dessus de la critique.

L'enseignement de l'École a toujours été fondé sur le libre examen, la libre discussion. Les *Conférences* devaient être, selon l'esprit de leur institution, et n'ont jamais cessé complètement d'être, des entretiens du maître et des élèves; et, comme le disait M. Georges Perrot en 1895 : « Admettre et même inviter les élèves à discuter avec le professeur, c'est reconnaître que dans l'ordre de la pensée, il n'y a point d'autorité, fût-ce celle du maître le plus savant et le plus respecté, qui ne soit tenue de donner ses raisons et de fournir ses preuves. » S'il en est ainsi entre élèves et maîtres, on peut deviner ce qu'il en sera entre camarades.

La vie de l'École, c'est la discussion. Les anciens collèges perpétuellement retentissants de l'argumentation scolastique, où se heurtaient les syllogismes contraires dans d'interminables disputes, sont largement dépassés. De l'actualité politique la plus éphémère, aux éternels problèmes de la métaphysique et de la religion, ou aux problèmes les plus nouveaux de l'art ou de la science, il n'y a pas un objet de la pensée humaine, pas un principe de l'action individuelle ou collective qui ne soit agité, et livré à la plus implacable contestation : âpres luttes, où volent d'un adversaire à l'autre les qualificatifs les plus véhéments! On use, sans ménagement, du droit que le grand Arnauld reconnaissait aux géomètres d'employer des termes durs, s'ils étaient les termes propres. Après ces assauts forcenés, les adversaires se réconcilient instantanément dans l'affirmation de la *nullité* d'un professeur, ou s'en vont bras dessus, bras dessous, au réfectoire conspuer le *pot* qui ose servir un pareil rata.

Qu'il puisse y avoir, et qu'il y ait réellement, des inconvénients et des abus dans la critique illimitée et dans la discussion effrénée, c'est certain ; mais, au total, le bien domine. Car il y a deux choses qui conservent à l'esprit sa solidité et l'empêchent de se dissoudre dans la subtilité des controverses ; c'est la bonne foi intellectuelle qui incline toute cette jeunesse, sinon immédiatement, du moins après l'assaut, lorsque la tête est reposée, devant l'argument valable et l'idée qui s'est prouvée juste ; et c'est la persuasion égale chez tous les disputeurs qu'à

chaque ordre de recherches correspond une méthode particulière, qui, seule, donne des résultats, à la condition de l'appliquer comme il faut.

Ce goût du résultat exact et cette capacité de travail méthodique, ont fait estimer les Normaliens par leurs chefs pendant la guerre et, la paix rétablie, ont fait rechercher leur collaboration par des chefs d'industrie, des commerçants, des banquiers, des directeurs de services publics (en particulier, mais non pas uniquement, ceux des Affaires étrangères et de la Société des nations), qui les avaient vus à l'œuvre aux armées et dans toute sorte de missions.

Estime de l'intelligence, de la clarté, de la logique, développement de l'esprit critique, connaissance et pratique des méthodes : tout cela composerait un esprit solide et utile, un bon outil pour le travail scientifique et social, mais un esprit peut-être un peu sec, un peu acide et insuffisamment orné de grâces, s'il ne s'enveloppait souvent d'ironie et de « blague ». La joie du Normalien est de faire « monter à l'échelle » le camarade, le professeur, le directeur, et surtout l'homme du dehors, depuis le candidat qui va subir le concours d'entrée jusqu'au journaliste qui vient quêter une information. Humour féroce, mystification énorme, fantaisie voltairienne ou truculence rabelaisienne, toutes les formes et tous les degrés se rencontrent; et la joie est au comble quand le non-initié « y coupe », et s'effare. Il faut un flair particulier que seuls possèdent ceux qui ont vécu trois ans rue d'Ulm, pour dépister le *canular* (c'est ainsi que cela s'appelle dans l'argot de l'École) partout où il se cache. Celui qui a été normalien sait se défier à propos et rabattre ce qu'il faut. Edmond About et Jules Lemaître ont représenté dans le passé les formes les plus délicates de cet esprit, qui a touché jusqu'au plus sérieux des Normaliens, le *Cacique* de la fameuse promotion de 1848, Hippolyte Taine, et a fait du lecteur de Spinoza le collaborateur de *la Vie parisienne* : Thomas Graindorge est certainement un produit de l'admiration de Taine pour les humoristes anglais, mais l'idée ne lui serait pas venue de donner un pareil tour à sa pensée, s'il ne s'était laissé imprégner du goût d'ironie et de mystification qui régnait rue d'Ulm.

On retrouverait aisément des formes analogues d'esprit dans l'œuvre de certains littérateurs d'aujourd'hui qui ont passé

par l'École, dans l'œuvre notamment d'un des plus renommés parmi les jeunes; et je ne sais si je me trompe en suivant la trace du *canular* normalien à travers un certain nombre de productions contemporaines dont les auteurs sont entièrement étrangers à l'École. D'ailleurs, toutes ces délicates questions d'influences étant mises à part, il est vraisemblable que le *canular* normalien, la gaieté du Quartier latin, la fantaisie de Montmartre ou de Montparnasse ne soient que les variétés modernes, étroitement apparentées entre elles, de ce qu'on appelait jadis l'esprit gaulois, de ce génie malin que les étudiants du xve siècle employaient si bien à tourmenter les bourgeois et désespérer le prévôt de Paris.

L'esprit que je viens de définir, essentiellement intellectuel et analytique, est, par là même, essentiellement classique. Non pas par une soumission aveugle à la doctrine traditionnelle du classicisme littéraire. Le romantisme, le Parnasse et le naturalisme ont été aussi bien accueillis à l'École normale que nulle part en France. Vers 1830, on y conspuait volontiers Boileau, et je ne crois pas que depuis il y ait retrouvé beaucoup de dévots, en dehors de l'admiration historique qu'on est forcé d'avoir, quand on connaît bien le xvii[e] et le xviii[e] siècle, pour l'étendue et la durée de l'action qu'il a exercée. Le classicisme des normaliens a sa source, d'une part dans le commerce familier et l'étude attentive des grandes œuvres du xvii[e] siècle, d'autre part, dans ce besoin de clarté, de raison et de vérité que j'ai signalé tout à l'heure comme une des caractéristiques de l'esprit de l'École.

On sera sans doute curieux de savoir si cet esprit n'a pas été touché par les courants récents de pensée et de sentiment qui ont paru modifier la littérature et la société. L'École normale où, depuis l'origine, tous les grands événements qui marquaient dans la vie de la France et en remuaient l'âme, ont eu leur répercussion, l'École n'est pas restée étrangère et indifférente aux mouvements qui, depuis vingt-cinq ou trente ans, ont renouvelé, ou prétendu renouveler, la philosophie, l'art, l'esthétique littéraire, et la poésie. Le courant bergsonien l'a traversée avec d'autant plus de facilité et de force que M. Bergson est un des nôtres, et que le bergsonisme (bien ou mal compris, je laisse à de plus compétents le soin de le décider) offrait des satisfactions profondes à l'intelligence et à l'esprit critique en

les employant à battre en brèche les constructions de l'intelligence, et à marquer l'insuffisance du procédé critique. La philosophie a toujours été en grand honneur à l'École, et depuis Victor Cousin, Jouffroy et Taine, elle a attiré les plus subtils, les plus vigoureux esprits des promotions successives. Nulle part l'invention d'une philosophie nouvelle, originale et profonde, qui souvent faisait disparaître les anciens problèmes et en faisait apparaître d'insoupçonnés, n'a excité un intérêt plus passionné. Une fois l'anti-intellectualisme introduit dans la place, toutes les tendances nouvelles se sont fait admettre : l'aversion de l'histoire, la répugnance à considérer le réel, l'inclination à remplacer l'expérience méthodiquement organisée en vue d'un résultat objectif, par l'expérience intime du sentiment, la tendance à régler la vérité par la croyance et à mettre à la place du fait vérifié l'image subjective du fait que la doctrine ou la sensibilité exigent; en un mot, toutes les formes diverses du mysticisme et de l'idéalisme contemporains. Dans cette agitation inquiète qui tendait toujours à élever l'irrationnel au-dessus du rationnel, le mysticisme religieux et le mysticisme révolutionnaire ont trouvé des conditions plus favorables qu'elles n'avaient été pendant la plus grande partie du XIXe siècle. Ce n'est peut-être pas que les adhésions individuelles aux tendances extrêmes soient devenues beaucoup plus nombreuses qu'autrefois, mais une discipline plus ferme lie les volontés individuelles, et donne aux groupes une forte cohésion. En littérature, l'École, qui avait toujours produit plus de prose que de poésie, a senti, elle aussi, s'éveiller où s'exalter la passion de la poésie pure. Nos aînés donnaient volontiers à leurs vers les qualités de la belle prose, nos jeunes camarades aujourd'hui se plaisent à faire rendre à leur prose des effets de poésie et de musique, en y réduisant au minimum les éléments trop grossiers de logique ou de réalité.

Cependant je ne crois pas qu'il faille conclure à une révolution ou rénovation totale. Les courants nouveaux et actuels de sensibilité, d'imagination et de pensée traversent l'École : cela veut dire qu'on ne les ignore pas, non pas qu'ils entraînent ou submergent tout. Certains esprits se lancent éperdument dans les voies nouvelles, se donnent à fond aux diverses mystiques, se grisent de toutes les sortes d'idéalisme ou de fantaisie. Pour quelques-uns, ce sont des exercices d'assouplissement, des études

techniques de langue et de style. Mais le plus grand nombre regardent curieusement les nouveautés, les tâtent, cherchent à en tirer quelque chose pour l'accroissement de leur culture, l'enrichissement de leur vie intérieure, l'orientation de leur activité créatrice. Ils s'efforcent surtout d'y comprendre tout ce qu'il est possible de comprendre. C'est dire que, chez la plupart, la tare de l'intelligence demeure ineffaçable; la *libido sciendi* les tient solidement. On n'est pas près de renoncer chez nous à l'habitude logique, ni à l'aptitude critique, ni à la curiosité exigeante qui ne se contente que du réel bien constaté et du vrai dûment démontré.

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE L'ÉCOLE NORMALE

Il ne manque pas d'universitaires distingués, de théoriciens de l'organisation de l'instruction publique en France, qui, après avoir rendu justice à l'œuvre de l'École normale au XIXe siècle, disent : « Oui, c'est un glorieux passé, mais c'est du passé. Il n'est si beau livre dont on ne vienne enfin à tourner la dernière page. L'époque des grandes écoles est passée, celle, en particulier, de l'École normale. Elle a contribué à former l'esprit général et la tradition de l'enseignement secondaire; c'est fait. Elle a contribué à la restauration des Universités; par là elle s'est rendue inutile, elle n'est plus qu'un double emploi. Il y a incompatibilité entre le système des Universités et le système des grandes écoles. Les Facultés, d'où sortent aujourd'hui la plus grande partie du personnel de l'enseignement secondaire et une bonne partie du personnel de l'enseignement supérieur, sont capables de fournir à tous les besoins. »

Une question préalable s'impose à notre considération. Il faut remplacer ce qui meurt, la chose est hors de doute. Mais il est toujours mauvais, pour une société, de détruire un organisme vivace, actif et productif. Notre France, en particulier, n'est-elle pas assez mutilée pour que nous ménagions soigneusement toutes les forces qui lui restent? Ce serait un crime de tarir chez nous une des sources, quelles qu'elles soient, de l'énergie nationale. Pis encore : supprimer une réalité robuste par respect pour une théorie abstraite, pour la beauté d'une symétrie, pour la grâce d'un alignement, ce serait une sottise.

La vitalité de l'École normale ne saurait être mise en question. On a pu en douter quand, il y a une vingtaine d'années, un décret a bouleversé l'ancienne organisation de l'École. Une réforme, assurément, était nécessaire. L'École avait pu être au XIXe siècle, pendant la somnolence des Facultés des lettres, une petite Faculté se suffisant à elle-même. Après la renaissance des Universités, ce régime d'isolement n'était plus possible, ni raisonnable : et il fallait mettre le régime de l'École en harmonie avec la condition nouvelle de l'enseignement supérieur. Ce fut sans doute l'intention du décret de 1903 ; mais, à la façon dont il fut appliqué, il sembla qu'on voulait aboutir à la destruction de l'École normale, peut-être à son remplacement par quelque chose dont on n'arriva jamais à donner une idée précise.

Les maîtrises de conférences permanentes furent supprimées; le corps des maîtres fut versé dans les Facultés des lettres et des sciences de l'Université de Paris. Les enseignements intérieurs, du moins pour les lettres, disparurent; et ce qui se fit encore de conférences dans les locaux de la rue d'Ulm, furent des conférences ordinaires de la Faculté des lettres adressées à tous les étudiants. En même temps, le transfert au titre de l'École normale de toutes les bourses de licence et d'agrégation de l'Université de Paris, annexait à l'École une quantité d'externes, un tiers environ de l'effectif, qui pouvaient ne paraître que rarement rue d'Ulm, et n'être des normaliens que sur le papier, dans les documents administratifs.

Alors aussi s'achevait la réforme du régime de l'internat, entreprise sous la direction de M. Perrot et continuée sous la direction de M. Lavisse par le secrétaire de l'École, M. Paul Dupuy. Cette réforme, libérale et excellente en son principe, consistait à traiter les jeunes gens que le concours faisait entrer à l'École, en hommes. Les multiples contraintes, commandements et défenses, qui, du matin au soir, liaient le normalien d'autrefois, disparurent l'une après l'autre; et l'échelle des sanctions, qui paraissait construite pour des *potaches*, fut mise au rancart. Les normaliens furent maîtres de régler eux-mêmes leurs allées et venues, leur travail et leur repos. Le décret de 1903, qui envoyait les normaliens recevoir leurs enseignements à la Sorbonne, tomba au milieu de ce mouvement, en précipita le cours, et fournit aux habitants de la rue

d'Ulm toute sorte de raisons de n'y pas rester. Il en résulta, assurément, dans les premiers temps, une certaine confusion, un tourbillon de sorties et de rentrées; et la légende fut formée que l'École normale n'était plus qu'un hôtel garni, et un hôtel garni dont les locataires n'étaient jamais là. On put même entendre un jour au Parlement, au cours d'une discussion budgétaire, un orateur émettre cette affirmation, sans être contredit par le ministre de l'Instruction publique ni par personne : « Il n'y a plus d'internes à l'École normale. » Il y en avait toujours 120 ; seulement, une centaine s'appelaient alors « pensionnaires libres ».

Comme il est plus facile de supprimer les règlements anciens que de créer des habitudes nouvelles, on ne s'étonnera pas que la discipline volontaire, qui devait remplacer le régime des contraintes et des sanctions, ait été lente à s'organiser. Des jeunes gens de vingt ans, auxquels on retire un beau jour toutes leurs entraves, prennent naturellement des allures de poulains échappés. Comme il n'y a point de vie commune sans une règle commune, il faut dans un régime de liberté, que la règle commune soit imposée par une discipline volontaire, par la soumission de tous aux exigences de l'intérêt commun. Il y a certes encore aujourd'hui des progrès à faire dans cette direction. Peu à peu, pas à pas, à très petits pas si l'on veut, ils se font.

Si on eut le droit, dans les premiers temps qui suivirent le décret de 1903, de penser que l'École était condamnée, et qu'il n'y avait qu'à faire au plus vite la liquidation nécessaire, l'erreur, pour les observateurs impartiaux, ne dura pas longtemps. D'abord, il apparut que, en raison des liens étroits qui n'avaient pas cessé d'exister entre la section des sciences et la Faculté des sciences, grâce aussi à l'action intelligente et mesurée du sous-directeur Tannery, l'application du décret de 1903 n'avait apporté aucun changement essentiel dans la vie de l'École scientifique. L'École littéraire fut plus bouleversée; mais le travail s'y organisa vite dans les conditions nouvelles, et il ne parut pas que le niveau des études eût fléchi. L'esprit de la maison, la cohésion du corps normalien subsistèrent; et la majorité des externes fut peu à peu attirée, s'agglutina au noyau que, même toutes portes ouvertes, l'internat continuait de former.

La guerre de 1914 ne permit plus à personne de douter de l'existence, de la vitalité de l'École. Les normaliens, en défendant la patrie, firent ce que tous les Français de toutes conditions et de toutes professions ont fait (1). Ils le firent avec le même cœur que tous, mais avec l'esprit et les ressources que leur formation spéciale leur permettait de mettre au service du pays. La façon dont ils remplirent leur devoir a eu assez d'éclat pour que la question de savoir si l'École normale doit être conservée, soit résolue définitivement.

On peut aussi évaluer la force que constitue pour notre pays l'École normale, par le prestige dont son nom jouit à l'étranger. Jamais ce prestige n'a été plus grand, et, chaque année, plusieurs étudiants distingués de différentes nationalités ambitionnent l'honneur d'y être admis. Dans le passé, on a vu séjourner rue d'Ulm quelques Suisses, des Roumains, des Haïtiens, deux Chinois, qui ont éveillé la vocation du regretté Chavannes, plusieurs autres encore de divers pays. Un traité, depuis longtemps, nous a liés au Luxembourg, et peu à peu, pendant le dernier demi-siècle, s'est constitué dans ce pays un groupe de normaliens où se sont entretenues ensemble la reconnaissance pour l'École et l'affection pour la France. Ce traité a été remis en vigueur après la guerre. Nous avons conclu des accords analogues avec la Belgique et avec la Roumanie. Nous avons accueilli un mathématicien grec, un littérateur bulgare. Plusieurs autres nations nous ont fait des ouvertures. J'en recevais hier encore d'un Syrien, d'un Hindou. Il nous faut maintenant chaque année songer à réserver, dans notre internat, trois ou quatre places pour les étrangers, quitte, s'il nous en arrive davantage, à les placer dans la condition de nos externes. Entre ces étrangers et nos élèves se forment les mêmes liens, étroits et forts, de camaraderie qu'entre les Français; des amitiés fidèles et durables se nouent; et quiconque sait la difficulté que trouvent, dans beaucoup d'Universités, à Paris notamment, les étudiants étrangers à pénétrer dans les milieux d'étudiants français, comprendra l'importance que prend cet aspect,

(1) Sur 800 mobilisés environ, 239 morts (élèves et anciens élèves), soit environ 29 pour 100. Sur 240 élèves inscrits en 1914 au cadre de l'École, 120 morts : soit 50 pour 100. L'École vient d'être citée (juillet 1925) à l'ordre de l'armée, et M. Painlevé, président du Conseil et ancien normalien, lui a apporté la Croix de guerre avec palme.

en apparence secondaire, de la vie normalienne, pour l'expansion française au dehors. Et cette puissance d'attraction de l'École, n'est-elle pas une manifestation significative de sa vitalité?

Une autre marque, et qui touche plus directement les intérêts de l'Université, est dans la contribution qu'elle continue de fournir chaque année au recrutement du corps des agrégés. Qu'il me soit permis d'indiquer les chiffres de 1925.

A l'agrégation de philosophie, l'École a eu les trois premiers et le cinquième.

A l'agrégation des lettres : les sept premiers et le quatorzième.

A l'agrégation de grammaire : les deux premiers, le quatrième, le cinquième, le sixième, le seizième; et le premier du classement spécial aux anciens combattants.

A l'agrégation d'histoire : le second et le quatrième.

Aux agrégations de langues vivantes : le premier de l'agrégation d'allemand et le neuvième de l'agrégation d'anglais.

A l'agrégation de mathématiques : les cinq premiers, le neuvième, le douzième et le dix-septième.

A l'agrégation de physique et chimie : le second, le cinquième, le sixième, le douzième et le treizième.

A l'agrégation des sciences naturelles : l'unique reçu.

On conclura, je pense, sans difficulté de ces chiffres, que l'École s'acquitte encore suffisamment de la fonction de maintenir le niveau le plus élevé possible dans les études par lesquelles se forment les maîtres des lycées et des Facultés.

Il n'y a point, d'ailleurs, entre la conception d'une École normale et celle des Universités (en particulier de l'Université de Paris) l'opposition et l'incompatibilité que certaines personnes affirment par une vue abstraite et théorique des choses. C'est ce que l'application du décret de 1903, si imparfaite qu'elle ait été, a bien mis en lumière. L'École normale a été dépouillée de tout ce qui jadis l'assimilait à une Faculté; elle a perdu son cadre particulier de professeurs, et, du moins pour les lettres, ses enseignements intérieurs. Il a été établi, en principe, que ses élèves n'étaient plus qu'une catégorie d'étudiants de l'Université de Paris, celle des étudiants en lettres et en sciences pourvus, à la suite d'un concours, de bourses et de

pensions de l'État. L'École semblait donc ne subsister que par son réfectoire et ses dortoirs : l'*hôtel garni!*

Eh bien! l'expérience des vingt dernières années a montré qu'en dépit de tous les maîtres illustres qui ont été appelés à y enseigner, l'École ne consistait pas, comme une Université, dans son corps de professeurs. On a pu lui retirer ses maîtres ; elle a continué d'exister avec la même intensité.

C'est que l'École normale est essentiellement dans ses élèves. Ce qui la constitue, c'est la vie commune de 100 à 170 jeunes gens (selon les époques), triés par un concours sévère entre les meilleurs élèves de l'enseignement secondaire, et voués à l'étude de toutes les disciplines littéraires et scientifiques. Au moment où ces jeunes gens quittent le lycée, et cessent de recevoir la culture générale qui s'y donne, au moment où ils s'enfoncent dans le travail de la spécialité, la vie commune de l'École leur apporte une autre culture générale d'un ordre supérieur. Littérateurs, philologues, historiens, géographes, philosophes, mathématiciens, chimistes, physiciens, biologistes, géologues, des esprits de toutes formes sont en contact, en frottement continu, pendant trois ou quatre ans, se communiquent leurs acquisitions, s'entretiennent de leurs recherches, poussent à fond l'examen de toutes les idées et la critique de toutes les méthodes. Cette mêlée continuelle de spécialistes de tous les ordres retient l'individu de s'absorber dans la spécialité, sans l'empêcher d'y descendre jusqu'au fond ; elle lui ouvre des vues sur tous les domaines où son travail personnel ne le ferait pas pénétrer, sur les derniers résultats acquis dans toutes les sciences, et lui fait percevoir les liaisons secrètes qui existent entre les connaissances les plus éloignées. Il n'y a pas d'action d'un maître qui soit capable de procurer les avantages qui résultent de la circulation intense d'idées et des échanges actifs dont le milieu bouillonnant de l'École normale est la condition nécessaire. La création ou le maintien d'un tel milieu, c'est là véritablement la fonction propre de l'École normale et la justification de son existence. C'est dire que l'École normale, c'est l'internat. Peu importe que l'heure du lever ou du coucher soit moins rigoureusement déterminée, qu'on ait le droit de fumer ailleurs que dans les cours et à d'autres heures que les heures de « récréation », que la porte reste ouverte du matin au soir : l'internat, même réduit et

assoupli comme il l'est aujourd'hui, assure constamment la présence d'un groupe d'élèves suffisant pour que s'exerce la communication féconde des esprits.

Or, si l'on veut bien y réfléchir, cette chose qu'est l'École normale, est, dans notre enseignement supérieur, une chose unique. On n'y peut comparer, sans parler des écoles normales d'ordre primaire, que les séminaires de théologie et les Écoles militaires. Les universités, même cette grande Université de Paris dont je m'honore d'être membre, ont des *étudiants*, rassemblent à leurs cours des auditoires très nombreux. Elles ne sont pas, leur destination n'est pas d'être, des *séminaires*.

Aussi longtemps que la maison de la rue d'Ulm gardera ses 120 internes, son activité et sa vitalité seront intactes. Ce n'est pas à dire que la suppression totale d'un personnel enseignant particulier à l'École ait été sans inconvénients. Du côté des sciences, le remède s'est trouvé dans le fait qu'un certain nombre de professeurs et de maîtres de conférences de la Faculté des sciences ont toujours été affectés particulièrement aux enseignements de l'École, et surtout dans l'activité de nos laboratoires dont les chefs, assistés de leurs préparateurs, dirigent de très près le travail des élèves. Du côté des lettres, rien ne s'est fait; ou, si l'on aime mieux, tout ce qui s'est fait jusqu'ici, a été tout à fait insuffisant. Il y a quelque chose de paradoxal et de contradictoire à sélectionner chaque année par le concours, une élite présumée d'étudiants, pour la rejeter immédiatement dans la masse, en la laissant se débrouiller comme elle pourra (sauf pour la vie matérielle : mais la vie matérielle est elle tout?). Les étudiants libres, d'ailleurs, ont le droit de prendre le temps qu'ils veulent pour faire leurs études d'Université, et passer leurs examens. Les élèves de l'École normale sont astreints, selon la spécialité de leurs études, à les terminer en trois ou en quatre ans. Ils ont besoin, pour arriver dans les délais prescrits, d'un contrôle assidu et d'une direction attentive qui les oblige à travailler beaucoup, et à travailler bien.

Je suis loin de réclamer qu'on rende à l'École un corps spécial de professeurs qui, par l'âge et les titres, seraient les égaux des professeurs de la Sorbonne, et dont la présence rue d'Ulm risquerait de faire renaître l'âpre et dangereuse rivalité à laquelle on a très bien fait de mettre une fin. Il est nécessaire qu'une

très étroite liaison subsiste entre l'École et les Facultés des lettres et des sciences de l'Université de Paris, que les normaliens continuent (comme il avait été d'ailleurs ordonné dès la fondation) d'aller recevoir l'enseignement de la Sorbonne. Mais il faudrait quelque chose de plus. Il faudrait à la section des lettres un corps peu nombreux d'agrégés répétiteurs, analogue au corps des préparateurs scientifiques : des jeunes gens récemment sortis de la filière des examens et concours, occupés déjà de travaux personnels, docteurs d'hier ou de demain, assez proches encore des élèves par l'âge pour obtenir leur confiance comme des camarades, assez distingués et assez mûrs pour s'imposer à eux comme des maîtres. Tous ceux qui ont passé par le périlleux et dur honneur d'enseigner à l'École normale savent combien cet auditoire est exigeant, comme, à la longue, il épuise et vide le meilleur et plus robuste esprit. C'est un enseignement qui réclame, chez les professeurs, des forces et une ardeur intactes. Il ne faut pas leur laisser le temps de s'user, de perdre leur prise sur les intelligences; il faut que, après quelques années d'effort extrême et de travail à fort rendement, ils aillent poursuivre ailleurs une carrière plus calme dans des fonctions moins dévorantes.

Si l'École était pourvue d'un pareil organisme par un ministre bien inspiré, on pourrait être assuré que le rendement en serait le meilleur possible. En résolvant ainsi le problème épineux des enseignements intérieurs à l'École normale, on ne ferait que la ramener à ses origines. Les premiers maîtres de conférences ont été les meilleurs élèves que l'on retenait, leurs études achevées, ou que l'on rappelait vite à l'École, pour diriger et entraîner leurs camarades; ou bien c'étaient de jeunes professeurs distingués, comme Michelet, dont le talent s'était affirmé de bonne heure, et qui ne paraissaient guère plus vieux que leurs élèves. Seul, le long sommeil de la Faculté des Lettres a fait dévier l'institution des maîtres de conférences de l'École de son esprit primitif ; il serait temps, et il serait bon, d'y revenir.

GUSTAVE LANSON.

MES CAHIERS

IV (1)

SUR ALFRED DE MUSSET

Villemain affecte de dire qu'il aime Musset pour sa prose et non pour ses vers. Comme si la prose de Musset n'était pas celle du poète! Qui a fait les vers a pu seul faire cette fine prose. Mais Villemain, même lorsqu'il se met en frais d'éloge, est chiche et vilain. Ici, il essaie de *couper*, comme je dis, *une abeille en deux* (2).

Musset est celui des poètes français de la nouvelle école qui a le plus du cri et de l'accent passionné de lord Byron; mais il a, de lui aussi, l'insolence et la fatuité.

« La plupart des compositions ou même des pièces de vers de Musset n'ont ni queue ni tête; entre le commencement et la

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1925, 1er et 15 janvier 1926.

(2) Cette *pensée* a été reprise, mais avec quelques adoucissements, dans un article sur Musset (*Lundis*, t. XIII, p. 371) : « C'est alors, écrivait Sainte-Beuve, qu'on entendait dans les salons des gens d'esprit et réputés gens de goût, des demi-juges de l'art, comme il y en a surtout dans notre pays, affecter de dire qu'ils aimaient Musset pour sa prose, et non pour ses vers, comme si la prose de Musset n'était pas essentiellement celle d'un poète : qui avait fait les vers pouvait seul faire cette fine prose. Il y a des gens qui couperaient, s'ils le pouvaient une abeille en deux. » Et afin qu'on n'en ignorât, Sainte-Beuve mettait en note : « Un élégant écrivain qui passe pour un de nos premiers critiques, mais qui n'a jamais été un bon critique, dès qu'il s'agissait de se prononcer sur les contemporains et les vivants, M. Villemain (puisqu'il faut le nommer), était de ceux-là. »

fin des choses, même les plus courtes qu'il ait faites, on sent qu'il y a toujours une *saoulerie.* »

(*Fragment de lettre de Brizeux sur Musset. 1846*) (1).

En fait de vers et de poésie à juger, je ne crois pas qu'il y ait de public plus sot que le public français : il a continué d'admirer pendant plus d'un siècle des vers détestables, plats ou nuls, parce qu'il les croyait jetés dans le moule de ceux de Racine et qu'on lui avait persuadé que c'était beau. Aujourd'hui, il continue d'admirer dévotement les derniers restes de l'École romantique et toutes les ordures musquées que de Musset lui crache au visage, sans s'apercevoir que cela ne vaut plus rien du tout et qu'il y a longtemps que le bon qu'avait cette École est sorti.

(A propos des vers de Musset insérés dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er mars 1849, sur *Trois marches de marbre rose.*)

Musset a combiné le Crébillon fils et le Lauzun avec le Byron. Il a mis de la poésie dans leur rouerie et leur libertinage.

Quant on lit Musset, on peut appliquer à tous ses cris violents, et souvent plus violents que sentis, ce mot de Dollfus : « Il peut y avoir plus de souffrance dans un soupir que dans un cri. »

Le succès du charmant *Caprice* d'Alfred de Musset fait honneur au public, et montre qu'il y a encore de l'émotion littéraire délicate pour qui sait la réveiller (2).

J'ai vu hier (4 août 1848) la petite pièce de Musset au Théâtre Français : *Il ne faut jurer de rien.* Il y a de bien jolies

(1) Dans ses *Notes et Pensées* (*Causeries du Lundi*, édition actuelle, t. XI, p. 406) où il a, à plusieurs reprises, parlé de Musset, Sainte-Beuve a cité un autre fragment d'une lettre de Brizeux. Je ne saurais dire si ces deux fragments sont de la même lettre.

(2) Repris à peu près textuellement dans l'article des *Lundis* (t. I, p. 369), sur les *Poésies nouvelles* de Musset.

choses, mais le décousu et le manque de bon sens m'ont frappé. Les caractères sont vraiment pris dans un monde bien étrange : cet oncle sermonneur et bourru qui finit par se griser; ce jeune homme fat et grossier plutôt qu'aimable et spirituel; cette petite fille, franche petite coquine, vraie modiste de la rue Vivienne, qu'on nous donne pour une Clarisse, qui n'est pas faite pour ramener un libertin, autrement que pour un caprice dont il se repentira le quart d'heure après; cette baronne insolente et commune, qu'on nous présente tout d'un coup à la fois comme une mère et comme une sœur de charité : tout cela est sans tenue, sans consistance, sans suite; c'est d'un monde fabuleux ou vu à travers une goguette et dans une pointe de vin. L'esprit de détail et la drôlerie imprévues font les frais de la scène et raccommodent à tout instant la déchirure du fond; mais il y a des gens qui vont sérieusement s'imaginer que c'était là le suprême bon ton du monde le plus délicat de la société qui a disparu : tandis qu'un tel monde n'a jamais existé autre part que dans les fumées de la fantaisie du poète revenant de la tabagie. Je me trompe : il y a des jeunes gens et même des jeunes femmes qui, s'étant engoués du genre de Musset, se sont mis à l'imiter, à le copier dans leur vie, tant qu'ils ont pu, et se sont modelés sur ce patron. L'original ici n'est venu qu'après la copie et n'est pas du tout un original : Alfred de Musset est le caprice d'une époque blasée et libertine.

Fête de 4 000 francs, organisée par Musset aux *Frères Provençaux*.

Pour moi, le plus grand reproche que je fais à Musset, puisqu'il voulait se passer ce caprice d'imagination et s'accorder, une bonne fois, son idéal d'orgie, c'est d'y être venu déjà ivre et hors d'état de savourer la jouissance *morale* de son désir accompli. Il convient de faire même les choses grossières, en délicat.

Alfred de Musset autrefois semblait assez insouciant sur ses succès; du moins je l'ai connu tel. Tant qu'il a eu d'autres distractions puissantes, son amour-propre littéraire avait l'air de sommeiller; aujourd'hui, cet amour-propre, dit-on, s'exalte et grandit chaque jour.

Alfred de Musset, mort le 2 mai 1857. — Il n'a su que haïr la vie, du moment qu'elle n'était plus la jeunesse sacrée... A la manière dont il entra dans la vie, nul ne donnait plus que lui l'idée du génie adolescent (1).

Septembre 1857.

On exagère bien, depuis quelque temps, sur Alfred de Musset. Il a certainement de belles *poussées*. Et puis après ?

Mais, en fait de passion, on ne discerne en ce temps-ci que les gens qui crient à se tordre les entrailles.

SUR GEORGE SAND

Longtemps j'ai été à côté de celle qui écrivit *Lélia* comme à côté d'un abîme dont le bord était recouvert d'une végétation magnifique, riante, et, couché dans l'herbe haute, j'admirais. Mais, un jour à la fin, je me suis penché, et j'ai vu !

O quanta Charybdis !

Je crois remarquer dans les *Lettres d'un voyageur* (de Mme Dud.) une quantité de larmes, de douleurs, de mystères, d'horribles désespoirs, de dévouements ineffables et d'envies de mourir, qui ne le cèdent à rien au monde, si ce n'est au plaisir de les exprimer.

La coterie George Sand, Lamennais, Liszt, Didier, etc. (Lamennais, le naïf, à part) est un amas d'affectations, de vanités, de prétentions, d'emphase et de tapages de toute sorte, un véritable *fléau* enfin, eu égard à l'importance des talents.

La coterie Liszt, Sand, Lamennais et Didier, me prouve la vérité de ces deux vers rimés à la *de Musset* et dont je me souviens toujours comme si je ne les inventais pas :

... et, croyez-moi, l'on peut,
Se tutoyant beaucoup, se flagorner un peu.

---

(1) Sainte-Beuve a utilisé ces jolies formules dans l'article qu'il a consacré à Musset au moment de sa mort (*Lundis*, t. XIII, p. 305, 373).

Latouche compare très bien le talent de George Sand à un écho qui *double* la voix, mais qui n'a pas lui-même la voix (1) : cette voix qu'elle double et triple, qu'elle profère hautement comme cette magique tête de bronze quand on lui a soufflé à l'oreille, c'est tantôt celle de Latouche lui-même (*Indiana*), de Musset (*Lettres d'un voyageur*, *Léone-Léoni*), de Michel de Bourges (*Simon*), de Lamennais (*Lettres à Marcie*). Dans *Spiridion*, nous avons la vague finissant de Lamennais et le flot montant de Leroux ; tant est vrai le mot de Buffon, comme le remarque très spirituellement Mme Delphine de Girardin, que le style, c'est l'homme, — oui, l'homme, même quand le grand écrivain est une femme.

SUR BALZAC

Ayant lu mon article sur lui dans la *Revue des Deux Mondes*, Balzac dit : « Je me vengerai cruellement de Sainte-Beuve. Je referai *Volupté*. » Et il fit *le Lys dans la Vallée*.

Nous trouverions qu'il s'est bien vengé en effet, si certaines œuvres pouvaient être souillées par certaines approches (2). — Balzac est un médecin (quelque peu suborneur) de maladies sous-cutanées, des maladies lymphatiques secrètes, quelque chose entre Alibert et Cullerier. — Il y a chez lui du docteur à privautés, qui entre par les derrières de l'alcôve,... du manucure et de l'amuseur. Bien des femmes, même honnêtes, y sont prises. On l'aurait pu traduire autrefois en jugement pour maléfice. C'est une marchande à la toilette qui vend, rachète,... et procure (3).

---

(1) Dans un article sur *George Sand* (*Lundis*, t. I, p. 354), Sainte-Beuve écrivait : « C'est un écho qui double la voix, a-t-on pu dire d'elle à cet égard, et en songeant à ceux dont elle prétendait s'inspirer. Et elle a fait mieux que de doubler leur voix, elle la rend méconnaissable. »

(2) Comme on « réalise », en lisant ces lignes, le mot de Sainte-Beuve qu'on a lu naguère, que ses *Cahiers* sont l'« arsenal de ses vengeances » !

(3) Dans une note de son article des *Portraits contemporains* (t. II, p. 328, 329), Sainte-Beuve a glissé ces quelques lignes en les retouchant légèrement. « Cette *pensée*, disait-il, pour devenir tout à fait vraie, ne doit pas craindre de s'énonceri avec plus d'énergie, et je risque ici la variante qu'*un ami plus sévère que moi* (j'ai toujours cet ami-là à mes côtés) me souffle à l'oreille. »

Décidément Balzac est le Pigault-Lebrun des duchesses (1).

Henri IV a conquis son royaume ville à ville. M. de Balzac a conquis son public maladif infirmités par infirmités : aujourd'hui les femmes de trente ans, demain celles de cinquante, après-demain les chlorotiques, dans *Claës* les contrefaites. Nulle part il n'est question de santé (2).

Ampère dit de Balzac : « C'est drôle! quand j'ai lu ces choses-là (certaines descriptions sales, ignobles, triviales), il me semble toujours que j'ai besoin de me laver les mains ou de brosser mes habits (3). »

Il a fallu au plus fécond de nos romanciers, à Balzac, un fumier plus haut que cette maison pour qu'il y poussât quelques fleurs maladives et rares. Et maintenant qu'il n'y a plus de fleurs et qu'il n'en poussera plus, le fumier monte, monte toujours.

Décidément, cette réputation de Balzac s'étend comme un chancre : il faudra appeler Ricord.

Balzac, jusqu'en ses meilleurs romans, a toujours gardé quelque chose de la bassesse et, pour ainsi dire, de la crapule de ses débuts.

Chaque critique a son gibier favori sur lequel il tombe et qu'il dépèce de préférence... Pour moi, c'est Balzac.

---

(1) « Un homme d'esprit à qui je citais, comme singulier, ce rapprochement qu'on avait fait des premiers écrits de M. de Balzac avec Pigault, n'en parut pas étonné : « Mais encore maintenant, me dit-il, voyez! n'est-il pas vraiment, à beaucoup d'égards, un Pigault-Lebrun de salon, le Pigault-Lebrun des duchesses? » (Sainte-Beuve, *Portraits contemporains*, t. II, p. 337, note.)

(2) Cette *pensée* est citée et mise au compte de son « sévère ami » par Sainte-Beuve, dans une note de ses *Portraits contemporains*, t. II, p. 352. Mais, au lieu de dire : « Nulle part il n'est question de santé », il disait : « Nulle part, il n'est question de dents, etc. »

(3) Sainte-Beuve a cité ce mot, avec le plaisir qu'on devine, dans une note de ses *Nouveaux Lundis*, t. XIII, p. 264. Et il l'avait déjà cité, mais sans nommer Ampère, dans une note des *Portraits contemporains*, t. II, p. 346.

SUR MICHELET

Michelet, — un des écrivains les plus insalubres, les plus funestes à la santé de l'esprit public.

On dira de moi ce qu'on voudra et que je ne suis qu'un sybarite de délicatesse; soit. — Pour moi, Michelet n'est qu'un cuistre sans goût et sans génie naturel qui, à force de veilles et d'efforts, s'est guindé jusqu'au sémillant, jusqu'au flamboyant.

Michelet voudrait bien passer pour poète, il le devient à la sueur de son front.

Michelet, au vrai, voulez-vous savoir ce que c'est? — Nature de cuistre qui fait le pimpant.

Michelet a découvert la femme très tard; de là l'éblouissement et les crudités qu'il porte dans la découverte. Le *charme*, il ne l'a pas du tout.

Dans le journal *le Temps* du 12 janvier 1869, Michelet a célébré Paul Huet mort, dans ce style ému et convulsif dont il a le secret et aussi le tic.

J'apprends que c'est à Montreux, sur le lac de Genève, que s'est fait le livre *De l'Amour* de Michelet. Sa femme avait fait la partie délicate, une soixantaine de pages. Michelet a voulu faire la partie sublime; et il y a sué sang et eau. Ceux qui disent que Michelet est l'*imagination même* me font rire; Michelet est la volonté même, l'ambition même, la gageure incarnée.

Michelet est *plat* de nature. Sous la Restauration, pendant que ses jeunes contemporains faisaient bravement de l'opposition, lui il était couvé et mis au monde par Mme de Gontaut qui le fit arriver à être professeur de *Mademoiselle;* de là il passa à la *Princesse Marie*, et de la Princesse Marie à la Répu-

blique. Ce sont là ses phases. Petit homme, comme je le vois toujours, qui se présente avec son livre sous le bras et qui se faufile. Voilà le tribun (1).

SUR EDGAR QUINET

On parlait de Quinet et de ses nuages : « Il a fait une couple d'articles sur l'Allemagne, disait quelqu'un, dans lesquels il avait l'air de vouloir se dégager. » Cousin s'écria : « Il est de ceux à qui Dieu a dit : *Tu ne te dégageras jamais.* »

La poésie de Quinet est de l'époque antédiluvienne. Elle appartient à cet âge qui précédait immédiatement la race humaine, à l'âge des centaures, des Léviathans. C'est ce lion de Milton qui s'essaie, moitié lion et moitié limon ; ce dernier l'emporte.

Quinet est toujours à crier contre l'*invasion :* il devrait bien nous garder un peu de sa propre invasion. Souvent, à le lire, il semble que la forêt Hercynienne se met en marche et vient à nous.

Les vers les plus heureux du poème de *Napoléon* de Quinet sont dans le procédé des invasions des Huns ou des cavaleries de Bédouins; ce ne sont pas des victoires romaines (2).

Quinet, tout enivré de houblon, nous brasse des cuves de poésie (3).

---

(1) A ces jugements secrets un peu bien sévères sur Michelet, il est bon d'opposer une page des *Nouveaux Lundis* (t. IX, p. 9) où Sainte-Beuve, se montrant plus juste pour l'écrivain qui si souvent avait « heurté son goût », reconnaissant qu'il avait « quelque chose d'à part et de profond », nous avoue qu'il s'est « mis à le respecter » du jour où il eut la révélation des « tressaillements » qu'il excitait.

(2) On lit dans l'article des *Portraits contemporains* (t. II, p. 321) sur *Edgar Quinet :* « Ses vers me semblent une levée en masse, indisciplinée, orageuse, ardente ; même lorsqu'il triomphe, c'est par le nombre et l'impétuosité, par la bravoure du talent plutôt que par l'art, à la manière d'une invasion d'Arabes, quand il est brillant, d'une invasion de Huns ou de uhlans quand il est sombre; ce ne sont pas des victoires romaines. »

(3) « Je vois en lui (en Quinet)... un élève lyrique de Gœrres qui, pour nous

Un article de Quinet sur l'Allemagne, que je lis, 13 octobre 1836, me paraît bien beau, bien riche, bien digne des bords du Rhin où il est écrit : il n'y manque pas même la pièce de vers finale, le brouillard du fleuve.

Quinet est comme un cheval échappé qui a perdu son cavalier depuis Waterloo, comme un cheval qui court le monde, qui hennit et qui chante.

Quinet et tous les Dantes et Shakspeares manqués ne sont nullement propres au commerce aimable de la vie, à la société douce et habituelle et fine, qui demande des esprits proportionnés. Dante et Shakspeare y étaient propres; Pétrarque et Goldsmith, et André Chénier, et Catulle, en son temps, y étaient propres ; mais peste soit dans la vie de ces colosses manqués qui ne sont ni du premier ordre de génies, ni du second ! Ils se débattent et roulent dans les intervalles (1).

SUR THIERS

On se sent toujours du premier nid d'où on est sorti. J'accorde que Thiers est l'homme de ce temps-ci qui a le plus d'esprit, j'accorde même qu'il soit le plus grand homme d'État qu'on ait vu depuis Richelieu et que l'historien de Napoléon marche tout à l'heure de pair avec son héros; mais en littérature proprement dite, en ce qui est sentiment et goût poétique et critique, il est purement de l'école du *Constitutionnel* : quelque chose d'étroit et de commun; il y ajoute sa légèreté (2).

Je voudrais être de la Chambre quelques années pour bien comprendre le *jeu parlementaire* et faire un petit livre là-dessus, comme on a fait sur le *jeu d'échecs*. Je commence à entre-

Français, a sans doute trop vécu sur le Rhin, sous les balcons de Heidelberg, et qui n'a pas assez cuvé parmi nous cette première ébriété poétique. » (*Id.*, *ibid.*, p. 323.)

(1) Cette *pensée* se retrouve, avec quelques variantes, dans les *Notes et Pensées* qui figurent au tome XI des *Causeries du Lundi* (p. 444). Mais à la place du nom de Quinet, on lit celui de *Quintus Turbidus*.

(2) *En marge :* « Oui, mais l'idéal attique, puisé dans sa patrie phocéenne, il l'a. » (*Note de Sainte-Beuve.*) Sainte-Beuve a dit ailleurs : « Thiers a dans sa nature un courant de l'esprit léger et rapide de l'antique Massilie. » (*Causeries du Lundi*, t. XI, p. 505.) Toutes ces pensées sur Thiers sont à rapprocher des *Notes et Pensées* publiées par Sainte-Beuve sur le même sujet.

voir la tactique. Thiers, le plus habile de tous, a évidemment celle-ci. Il laisse chaque discussion s'engager, durer, s'épuiser; les parleurs pour et contre vident leur sac, ils se lassent, s'embrouillent et finissent le plus souvent par désapprendre : lui, pendant ce temps-là, il a écouté, il s'est ménagé, il s'est fait un avis, il a appris. Alors il se lève : il commence *ab ovo*, il raconte la question, il l'élucide de point en point historiquement; il l'enseigne. Chacun comprend et devient insensiblement son disciple. On est gagné, on voit dans son jour, on vote avec lui. — Règle générale : de même qu'à la guerre il faut toujours se porter sur un point donné avec une masse de forces supérieures à celles de l'adversaire, de même, dans le jeu parlementaire, il faut laisser en toutes questions les parleurs se lancer, s'épuiser, se mater, et de contradictions en contradictions, tomber en anarchie; alors, si l'on a le talent et si l'on est le génie, on se lève, on fait son 18 Brumaire que chacun invoquait tout bas, on le fait doucement, clairement, persuasivement.

Thiers a du mouvement, mais aucune élévation. Dès qu'il veut s'élever, il est commun. Cela se sent toujours quand il écrit. En causant, le mouvement suffit; il y a peu de place à l'élévation (1).

— Thiers aime tant le naturel qu'à la rencontre il n'aime pas le commun.

M. Thiers commence toujours par parler des choses; il finit quelquefois par les apprendre.

Thiers. — Il vous parle le soir de ce qu'il a appris le matin. Ce sont de ces gens qui ne peuvent garder leur vin en bouteille, et l'on s'en aperçoit à leur style qui n'a ni corps ni bouquet.

M. Thiers est assurément un homme d'esprit, un orateur agréable, un historien attrayant et facile, un improvisateur en toutes choses; mais comment voulez-vous qu'un homme qui depuis vingt ans parle du matin au soir soit un homme d'État?

---

(1) Il faut rapprocher cette *pensée* de ce mot des *Causeries du Lundi* (t. XI, p. 497) : « M. Molé me faisait remarquer que si Thiers était distingué en conversation, il manquait d'élévation en écrivant, et que sitôt qu'il voulait y viser, il tombait dans le commun. »

SUR SON ŒUVRE

Oh! qu'il devrait donc bien y avoir, à chaque biographie de poète, *un petit chapitre secret et réservé, à l'usage des seuls bons esprits,* capables de porter la vérité, toute la vérité, sans la prendre de travers ni en abuser.

Je reviens du Salon de 1857; je viens d'y voir des paysages charmants et naturels. Il y a trente ans tout à l'heure, que j'essayais, dans la poésie de *Joseph Delorme*, d'introduire quelques-uns de ces traits de nature et d'observation dont je vois aujourd'hui le triomphe et l'accomplissement facile dans les tableaux des Rousseau, des Corot, des Français...

Ce que j'ai voulu en critique, ç'a été d'y introduire une sorte de *charme*, et en même temps plus de *réalité* qu'on n'en mettait auparavant; en un mot de la *poésie* à la fois et quelque *physiologie*.

La physiologie gagne avec les années (1).

Ce que je fais, c'est de l'*histoire naturelle littéraire*.

Être en histoire littéraire, en critique, un disciple de Bacon, ce serait ma gloire.

Je voudrais que toutes ces études littéraires pussent servir un jour à établir une classification des esprits.

Je ne suis pas un historien, mais j'ai des coins d'historien.

Si j'avais à me juger moi-même, poursuivant l'amour-propre dans tous ses déguisements, je dirais : — « S.-B. ne fait pas un portrait qu'il ne s'y mire; sous prétexte de peindre quelqu'un, c'est toujours un profil de lui-même qu'il nous décrit. »

Car remarquez bien : c'est soi-même encore, toujours qu'on préfère et qu'on célèbre chez les autres. Chaque critique, dans les types favoris qu'il ramène, ne fait que sa propre apothéose.

---

(1) *Pensée* déjà publiée dans les *Portraits littéraires* (t. III, p. 546), mais sans le mot de la fin, si caractéristique.

Gardons-nous de l'ironie en jugeant. De toutes les dispositions de l'esprit, l'ironie est la moins intelligente.

Il y a longtemps que je le pense. Dans les critiques que nous faisons, nous jugeons encore moins les autres que nous ne nous jugeons nous-mêmes (1).

J'ai longtemps été le critique des poètes (2), de Lamartine et des autres; je ne le suis plus, je le crois bien! Voilà que pour *les Girondins* qui vont paraître, Janin fait à lui seul *huit* articles, commandés par le libraire Furne, et qui vont remplir avec fracas tous les journaux. Il embouche huit trompettes à la fois, on voit d'ici la bouffissure. — Que voulez-vous qu'on fasse pour un poète après cela? — « Je vais avoir besoin d'un coup de votre cloche d'argent », m'écrivait Lamartine à la veille de *Jocelyn*.

Lamartine, après *Joseph Delorme* (1829), m'écrivait : « Si j'avais connu Joseph Delorme, je lui aurais conseillé de ne pas prendre pour modèle André Chénier, ce poète plein de manière à qui il était fort supérieur par la sensibilité, etc. » Et d'autres choses sur ce ton. Lamartine a toujours été fort léger et fort superficiel dans ses jugements. Il n'a découvert le mérite d'André Chénier que tard, et bien des années après, dans un voyage qu'il fit à Dunkerque. Ce jugement sur *Joseph Delorme* qui était celui du commun des esprits, quand ce petit volume parut, Lamartine l'a depuis exprimé et fixé dans l'*Épître* de vers qu'il m'a adressée. C'est là-dessus que, depuis, tous les prétendus critiques se sont réglés pour juger mes vers. L'année même de cette *Épître*, Lamartine la rétractait par les immenses éloges qu'il donnait aux *Consolations*, dont il disait, à qui voulait l'entendre, des choses que j'aurais pudeur de répéter. Et pourtant c'est son *Épître* qu'on m'objecte toujours (3). Quant à mes autres amis poètes, je n'oserais redire non plus quel était leur avis, ou du moins leur langage. Béranger, dans

(1) Il faut rapprocher cette *pensée* de cette autre des *Cahiers* de 1876 (p. 24) : « Le plus souvent nous ne jugeons pas les autres, mais nous jugeons nos propres facultés dans les autres. »

(2) Au fond, ne l'a-t-il pas toujours été?

(3) Et que je ne lui ai jamais pardonnée, pourrait-il ajouter.

une lettre qu'il m'a adressée peu d'années après (et les lettres de Béranger ne sont pas écrites sans réflexion), me disait nettement : « Le public qui vous connaît si bien comme critique et qui ne se doute pas encore que vous êtes plus poète que nous (1). »

Que sont devenus ces jugements si favorables des maîtres du temps à mon égard? A mesure que je suis devenu plus indépendant d'eux comme critique, leur faveur pour moi s'est refroidie; ils ont changé de langage ou du moins ils se sont tus, ils m'ont laissé écraser comme poète par la tourbe des critiques à la suite, qui ont tous répété en prose ce que Lamartine m'avait écrit en vers, avant mon recueil des *Consolations*. Ces maîtres qui auraient pu me couvrir d'une parole supérieure, n'ont trouvé aucun mouvement de générosité pour moi. Béranger n'a jamais prononcé mon nom. Lamartine qui m'écrivait encore la veille de l'apparition de *Jocelyn :* « J'ai besoin d'un coup de votre cloche d'argent, » ne m'a pas même donné sa voix pour me faire entrer à l'Académie. C'est bien, je me passe d'eux et j'attends mon juge, j'ai la conscience que je ne suis pas encore jugé comme poète. Venez à moi, mes chères Muses, mes morts chéris en qui je me réfugie avec transport contre les injures du présent, Théocrite, Parini, Leopardi, Cowper, vous qui avez souffert aussi, consolez-moi.

J'habite au fond de moi des hauteurs désolées,
Comme un pâtre silencieux,
Un pâtre sans troupeau... (2).

Appliquer ceci à nos confidences poétiques de jeunesse et à nos confessions en plein air :

« L'homme a besoin, quand il est jeune, de se répandre ; il se plaît à faire des confidences ; *il ne se connaît pas et se croit un être curieux et rare ;* il n'a pas enfin la force de garder son secret, et la présomption le porte à croire qu'il inspire un intérêt sincère qui le fera écouter avec plaisir. » (Sénac de Meilhan, *Dialogues*.)

(1) « La phrase exacte est celle-ci : « Croyez que je vous aime d'une façon toute désintéressée, que votre talent m'est cher, quoique bien au-dessus du mien, ce que le public ne sait pas assez... » Lettre du 20 août 1832. » (*Note de Sainte-Beuve*.)

(2) Et dire que si Lamartine n'avait pas écrit son imprudente *Épître* à Sainte-Beuve, surtout s'il lui avait donné sa voix à l'Académie, les jugements publics et secrets de Sainte-Beuve sur lui eussent été bien différents!... *Genus irritabile vatum.*

Dans la jeunesse, tout nous est tout nouveau, et l'on se croit soi-même quelque chose de nouveau pour les autres.

Une gloire poétique comme celle de Goldsmith ou Cowper serait la couronne de mes rêves.

Goldsmith ou Cowper chez les modernes, Catulle ou Théocrite chez les anciens.

J'aime surtout le naturel dans l'art. Oui, j'aime mieux boire à la source des Muses dans le creux de ma main. On boit peu commodément de cette manière, on ne boit pas à longs traits, on est obligé d'y revenir à bien des fois; mais c'est plus frais.

Ceux-là sont bien trompés qui, dans ma poésie, cherchent l'harmonie convenue, la forme ordinaire et flatteuse. — Eh! mon cher, vous voulez une lyre : je n'ai qu'un rebec.

SUR LA CRITIQUE

Je ne suis qu'un *imagier* des grands hommes.

J'ai toujours pensé qu'il faut prendre dans l'écritoire de chaque auteur l'encre dont on veut le peindre.

La critique est pour moi une métamorphose : je tâche de disparaître dans le personnage que je reproduis. Je me fais à lui, même par le style, j'emprunte et je revêts sa diction : sentimental et à plaisir nuageux, avec Mme de Krüdner, légèrement abstrait et serré avec M. Vinet, clair et courant à la façon XVIIIe siècle avec Mme de Charrière. C'est là que je vise. Ainsi j'observe les mœurs de mon sujet.

Il n'y a qu'une manière de bien comprendre les hommes, c'est de ne point se hâter en les jugeant, c'est de vivre auprès d'eux, de les laisser s'expliquer, se développer jour par jour, et se peindre eux-mêmes en nous.

De même pour les auteurs morts, lisez, lisez lentement,

laissez-vous faire, ils finiront par se dessiner avec leurs propres paroles.

Je veux de l'érudition, mais une érudition maîtrisée par le jugement et organisée par le goût.

La vraie critique à Paris se fait en causant : c'est en allant au scrutin de toutes les opinions que le critique composerait son résultat le plus complet et le plus juste.

Il y a deux littératures :... une littérature officielle, écrite, conventionnelle, professée, cicéronienne, admirative; l'autre orale, en causeries de coin de feu, anecdotique, moqueuse, irrévérente, corrigeant et souvent défaisant la première, *mourant quelquefois presque en entier avec les contemporains.*

Il me devient presque impossible d'écrire sur les principaux auteurs du temps; j'en suis depuis longtemps à juger, non plus leurs ouvrages, mais leur personne même, et à tâcher d'en saisir le dernier mot (1). Ce genre d'observation touche de trop près à l'homme pour être imprimé de notre vivant.

La littérature ne me paraît jamais avoir plus de saveur que quand elle vient de quelqu'un qui ne se doute pas qu'il fait de la littérature.

Le don de critique... devient même du génie lorsqu'au milieu des révolutions du goût, entre les ruines d'un vieux genre qui s'écroule et les innovations qui se tentent, il s'agit de discerner avec netteté, avec certitude, sans aucune mollesse, ce qui est bon et ce qui vivra; *si, dans une œuvre nouvelle, l'originalité réelle suffit à racheter les défauts.*

Nous ferons l'office de la vigie et notre cri de découverte sera toujours mêlé d'émotion et de joie. Quand on a soi-même

(1) Cette méthode, Sainte-Beuve depuis longtemps l'appliquait non seulement aux vivants, mais aussi aux écrivains du passé.

des portions de l'artiste, qu'on l'a été un moment ou du moins qu'on a désiré de le devenir à quelque degré, la vigilance sur les créations naissantes est extrême ; le clin d'œil est rapide et peu trompeur ; on reconnaît avec un instinct vif, presque jaloux, ces lumières qui pointent à l'horizon et vont à mesure éteindre les anciennes (1).

En fait de jugements, je n'en sais pas de plus original que celui que j'entendais exprimer à la jolie petite Mme de Contades : « J'ai lu *Grandisson*, je ne l'approuve pas, mais il m'a amusée. »

La critique pour moi (comme pour M. Joubert), c'est le plaisir de connaître les esprits, non de les régenter : un lorgnon et point de férule (2).

Il faut laisser certaines figures historiques comme elles sont : à quoi sert d'aller les changer ? Quand Bossuet se serait effectivement marié, quand la Pucelle d'Orléans aussi, comme on l'appréhende, n'aurait point été brûlée et aurait fini par le mariage (3), quel profit d'aller le soutenir et de le vouloir prouver ? Respectons en histoire la chose jugée, et saluons la statue. Il suffit, au pire, de savoir, de soupçonner le vrai tout bas.

J'aime toujours à juger les écrivains d'après leur force initiale et en les débarrassant de ce qu'ils ont d'*acquis*.

J'ai eu des jours sur bien des amours-propres dans ma vie ; mais je dois dire que je n'en ai jamais vu de si grossiers, de si

(1) Sainte-Beuve a intercalé ces lignes à la fin du premier article qu'il a en 1833 consacré à Alfred de Musset, et dans lequel il semblait se résigner avec mélancolie à n'avoir pas eu sa juste part de gloire poétique. « Il y a, ajoutait-il, quelque chose qui nous parvient vite *dans tout ce qui hâte l'oubli qu'on fera de nous*, dans tout ce qui rappelle les honneurs et les palmes *exclusives* auxquelles on avait songé. » (*Portraits contemporains*, t. II, p. 200.)

(2) A déjà été publiée, mais incomplètement, sans le joli mot de la fin, dans les *Cahiers* de 1876 (p. 11).

(3) Ces insinuations, qui ne résistent pas à la plus élémentaire critique, sont bien extraordinaires de la part d'un homme qui a pris pour devise : « Le vrai, le vrai seul. »

insensés, de si monstrueusement cyniques que ceux des poètes ; il est vrai que ce sont les seuls que j'aie complètement sondés.

Nos poètes sont dans un état continu d'exaltation personnelle et vaine, d'infatuation qu'ils ne peuvent dissimuler : je dis d'eux qu'ils ont le *priapisme* de l'amour-propre.

Fatuité des écrivains romantiques.

Au fond... allez au fond !... point de draperie qui tienne ; avant ! plus avant !

PENSÉES PHILOSOPHIQUES

Élevons un peu notre pensée. Qu'est-ce que le désir de la gloire chez les hommes, à bord de cette terre qui vogue dans l'espace infini où elle naufragera un jour ? Il me semble voir à bord d'un gros vaisseau destiné au naufrage, ou plutôt dont le naufrage est continuel et déjà commencé, de nombreux passagers desquels pas un n'arrivera, et dont les premiers morts ont un désir insensé d'occuper la mémoire des survivants, de ceux qui vont bientôt disparaître et s'abîmer à leur tour. Il est vrai qu'à le voir de près, le vaisseau est immense, que les passagers d'un pont ne connaissent pas ceux d'un autre pont, et que la poupe ignore la proue ; cela fait l'illusion d'un monde. Il est vrai encore qu'en même temps qu'on meurt en un coin du vaisseau, on danse, on se marie, on fête les naissances tout à côté, et que l'équipage se reproduit et ne diminue pas. Mais, qu'importe ? il n'est pas moins voué tout entier à un seul et même terme. Nul ne sortira de cette masse flottante pour aller porter son nom ni celui de ses semblables sur les rivages inconnus, sur les continents et les îles sans nombre qui étoilent le merveilleux azur. Tout se passe entre soi et à huis-clos. Est-ce la peine ? — J'ai fait la paraphrase, mais Pascal a rendu d'un mot cette pensée : « Combien de royaumes nous ignorent ! »

Trop de libertinage dans la jeunesse dessèche le cœur, et trop de continence engorge l'esprit.

Ce que l'homme corrompu aime, il ne le dira jamais.

Je suis arrivé dans la vie à l'indifférence complète. Que m'importe, pourvu que je fasse *quelque chose* le matin et que je sois *quelque part* le soir ! — Un travail *quelconque* et une distraction *quelconque*, c'est assez (1).

L'histoire la plus vraie, à distance, me fait l'effet d'être, par rapport aux choses qui ont été et qu'elle a la prétention de rendre, ce qu'est l'anneau de Saturne, par rapport au corps même de cette planète, un anneau mince, peut-être lumineux, et qui s'y rattache par des réflexions changeantes.

Dans la jeunesse, on n'est jamais seul, un monde habite en nous. Mais, en avançant, il arrive que nos pensées et nos sentiments ne peuvent plus remplir notre solitude : ou du moins, ils ne peuvent plus la charmer.

Étudier les choses qu'on sait, voir et revoir les gens qu'on aime : délices de la maturité.

Il vient un moment triste dans la vie, c'est lorsqu'on sent qu'on est arrivé à tout ce qu'on pouvait espérer... (2).

Mot de femme (*de Mme d'Arbouville*, peut-être) sur Lamennais.

En philosophie comme en amour, il est de ces esprits grossiers qui vont droit au fait; ils pensent aussitôt à réaliser. C'est supprimer le plus délicat des plaisirs, qui est de connaître le vrai, de le goûter et de savoir qu'il s'altère aussitôt qu'on le veut mettre en action parmi les hommes. Le vrai, c'est le secret de quelques-uns. En un mot, j'aime à filer lentement l'idée comme le sentiment; c'est la parfaite philosophie, comme c'est

(1) Sainte-Beuve avait déjà publié cette *pensée* au tome III de ses *Portraits littéraires* (éditions actuelles, p. 543), mais sans le trait final qui la précise et peut-être la corrige.

(2) Cette *pensée* beaucoup plus développée, et que Sainte-Beuve s'applique à lui-même, se retrouve dans les *Portraits contemporains*, éditions actuelles (t. V, p. 465).

le parfait amour. Il faut être philosophe comme Hamilton et non comme Saint-Simon (le dieu) (1).

(1864)

Il y a un degré de joies et de délices qu'il faut cacher, sous peine d'offenser l'humanité qui s'en venge en vous attachant l'infamie.

L'humanité, sauf quelques exceptions, est toujours et partout la même, mauvaise, grossière ou gâtée. Mais chacun croit que cela n'a commencé que du moment qu'il l'a découvert, et l'on se flatte qu'il y aura moyen dans l'avenir de la ramener à un meilleur état, lequel n'a jamais existé. C'est une pure illusion d'optique de la part du spectateur.

Les Anciens avaient remarqué que de toutes les écoles de philosophie on passait dans celle d'Épicure, mais qu'une fois dans celle-ci on y restait et qu'on ne passait point à d'autres. Cela est encore vrai, même des modernes; les vrais épicuriens, ceux qui sont allés une fois au fond, m'ont bien l'air de vivre tels jusqu'au bout et de mourir tels, sauf les convenances (2).

Lire Tibulle à la campagne avec une femme qu'on aime.

SUR LA VIE

La nature nous induit vers trente-cinq ans à un genre de tentation nouvelle, à une sorte de crédulité de seconde main, qui ne nous ramènerait pas précisément à l'enfance dorée, mais nous mènerait insensiblement par la famille au paterne et

(1) *Pensée* déjà publiée par Sainte-Beuve, en appendice à ses *Portraits littéraires* (éditions actuelles, tome III, p. 546), mais avec cette curieuse variante : « Il faut être philosophe comme Hamilton, *et non pas comme Condorcet.* » Sainte-Beuve a dû d'ailleurs hésiter entre plusieurs noms, car au-dessous du nom de *Saint-Simon*, il a écrit celui de *Littré.*

(2) Sainte-Beuve avait glissé cette *pensée* dans son article sur *le Chevalier de Méré* (*Portraits littéraires*, t. III, p. 109). Mais dans ses *Cahiers*, il en avait donné une variante, que voici : « On avait remarqué dans l'antiquité que souvent on passait des autres écoles dans celle d'Épicure, mais qu'une fois dans celle d'Épicure on n'en sortait plus. C'est que l'épicuréisme bien compris est la fin de tout. »

au Chremes (1) : si on ne s'y laisse pas prendre et qu'on la déjoue, elle se venge par les âcretés qu'elle jette en nous et les sécheresses qu'en avançant elle jette dans nos cœurs (2).

Je lis la bataille de Marengo, je l'étudie en détail, et je me dis : A la guerre, les vainqueurs pourraient souvent chanter pour *Te Deum :* « Nous l'avons échappé belle ! » Cela est vrai à Cerisolles comme à Marengo.

Je viens du service funéraire de Chateaubriand (8 juillet). Il y avait foule. Béranger y était : il n'a cessé durant l'office de causer avec son voisin, M. de Vitrolles : ils étaient tous les deux en coquetterie. Voilà donc la fin de tout. O néant! Soyez Chateaubriand, c'est-à-dire, royaliste et catholique, faites le *Génie du Christianisme, la Monarchie selon la Charte,* pour qu'à vos funérailles, toutes convictions étant usées comme l'ont été les vôtres, Béranger et M. de Vitrolles se rencontrent et ne se quittent plus !

Au reste, la meilleure fin de toutes ces comédies est encore celle-là, d'être finalement de part et d'autre des gens d'esprit qui ne croient à rien (3).

Révolution de 48.

Ce serait encore une gloire, dans cette grande confusion de la société qui commence, d'avoir été les derniers des délicats (4).

La délicatesse de goût est artificielle dans l'homme (5), comme

(1) Le vieillard de la comédie latine. Voir Térence, *Heautontimoroumenos.*

(2) A rapprocher de cette autre *pensée* (*Portraits contemporains*, t. V, p. 461) : « A un certain âge de la vie, si votre maison ne se peuple point d'enfants, elle se remplit de manies et de vices. » Cf. aussi les *pensées* XIX et XXI.

(3) Sainte-Beuve avait déjà publié cette *pensée* dans ses *Portraits littéraires* (éditions actuelles, tome III, p. 550), mais en ajoutant : « Soyons les derniers de notre ordre, de notre ordre d'esprits. »

(4) Sainte-Beuve avait déjà publié cette *pensée* dans ses *Chateaubriana*, au tome II de son livre sur *Chateaubriand et son groupe littéraire* (éd. actuelles, p. 398), mais sans l'observation finale qui donne à ces lignes leur sens secret.

(5) Cette *pensée* est transcrite sur une feuille volante qui porte ce renvoi : *A l'article Méré.* Il est probable qu'elle était destinée à figurer éventuellement dans cet article (*Portraits littéraires*, t. II) et je la verrais assez bien intercalée à la page 108 aux environs du passage où l'on lit : « Disons vite qu'il est un certain goût primitif et sain, né du cœur et de la nature, plus rude parfois, mais tout généreux, et dont la franche saveur répare et ne s'épuise pas. »

tant d'autres choses excellentes qui sont des créations artificielles aussi. Si on y insiste trop, et si on la cultive à l'état pur, comme si elle était essentielle, elle court risque de devenir précieuse et maniérée. Le mieux, pour la maintenir à la fois exquise et naturelle, c'est de la retremper de temps en temps (à la sourdine) dans la bonne grossièreté sensuelle. Ainsi ont fait tous les vrais délicats.

Charmante épigramme de Philodème :

« Xantho, toute de miel, toute de parfum, au parler suave, bel ornement des amours aux doubles ailes, joue-moi de tes mains aussi fraîches que la rosée cet air funèbre : « Il me faut, dans un petit lit de pierre, tout seul, dormir un jour, bien longtemps, du sommeil immortel ! » Chante-le moi encore, ô ma petite Xantho, oui, oui, chante-moi encore ce doux air... »

Quel délicieux mélange de grâce et de sentiment, d'un sentiment triste et tendre ! Horace n'a rien de mieux. Il y a ici une sorte d'enthousiasme et d'ivresse née du chant funèbre, comme le cri délicieux du plaisir rapide en vue de la mort.

Aiguiser la vie par le sentiment de la mort.

Quel est donc le mystère de la vie ? Elle devient plus difficile et on la sent qui se complique davantage à mesure qu'on avance et qu'elle semble plus dépouillée et plus vive.

C'est ne pas mépriser assez certaines gens que de dire tout haut qu'on les méprise. Le silence seul est le souverain mépris. — Et ce que je dis ici est déjà trop.

Ce serait avoir gagné beaucoup dans la vie que de savoir rester toujours parfaitement naturel et sincère avec soi-même, de ne croire aimer que ce qu'on aime véritablement, et de ne pas prolonger par amour-propre et par émulation vaine des passions déjà expirées en nous : c'est faute de s'écouter de près que, chez la plupart des hommes, la seconde moitié de la vie se perd et manque son vrai sens en même temps que son dernier bonheur.

SAINTE-BEUVE.

VOYAGE EN RUSSIE

(1912)

C'était le dimanche, 11 août, à Peterhof, que l'Empereur devait me donner audience. Je quittai Pétersbourg un peu avant onze heures du matin par train spécial, avec M. Georges Louis, M. Doulcet, conseiller de l'ambassade, et M. Daeschner. Je n'avais vu l'Empereur qu'une fois, lorsqu'il était venu à Paris en 1896 et que je lui avais été présenté comme vice-président de la Chambre. Il m'avait paru simple et timide. Je n'avais, du reste, échangé avec lui que des paroles insignifiantes et, à vrai dire, je ne le connaissais point. J'interrogeais M. Georges Louis et M. Doulcet sur lui et sur l'Impératrice. Tous deux me le représentaient comme intelligent et loyal. L'Impératrice leur paraissait plus énigmatique. Il commençait à courir sur elle et sur son entourage des bruits singuliers. Le 14-27 janvier 1912, M. Menchikoff avait publié, dans le *Novoïe Vremia*, un article qui avait fait scandale. A propos de la déposition et de l'exil de Mgr Hermogène, évêque de Saratoff, ce publiciste avait mis en cause un personnage dont on parlait à mots couverts, un moujick sibérien, un moujicot, écrivait M. Menchikoff, « un moujicot de quarante ans, noueux et laid, traits menus, visage aviné, regard apeuré et fuyant, voix basse ». Bref, le rédacteur du *Novoïe Vremia* avait attribué la disgrâce de Mgr Hermogène à la rancune de Gryscha Raspoutine, que l'évêque avait empêché de devenir pope et qui avait utilisé, pour se venger, les plus hautes relations. Et M. Menchikoff, qui habitait Tsarskoïe-Selo, la résidence de la cour, n'avait pas craint de préciser ses accusations. La campagne s'était étendue à plusieurs journaux; une interpellation avait

été déposée à la Douma; M. Goutchkoff, l'ancien confident de feu Stolypine, le leader des octobristes, avait pris la parole et demandé au Saint-Synode « de défendre contre un aventurier le sanctuaire de l'autel et celui du trône ». Un bruit de craquement s'était fait entendre dans l'empire. L'édifice pourtant restait debout, majestueux et imposant. Quels étaient les souverains qui en avaient la garde? A me le demander, je sentais en moi, avec beaucoup de curiosité, un peu d'appréhension.

Arrivés en trois quarts d'heure à la gare de Peterhoff, nous y trouvâmes un maître des cérémonies qui, à travers le parc du haut, régulièrement planté à la française et décoré d'une monumentale fontaine de Neptune, nous conduisit à un palais qui cherchait à imiter le château de Versailles et qui avait un peu les allures ostentatoires et le ton présomptueux d'un parvenu.

On m'introduisit dans ce vaste bâtiment, décoré et meublé avec un luxe désordonné, où cependant j'admirai, dans le Cabinet des modes et des grâces, les jolis portraits de femmes de Pietro Rotari, et, dans le salon de réception, la ravissante galerie de tableaux, où Levitski a représenté, avec une si ingénieuse variété d'attitudes, les jeunes filles de l'Institut Smolny. En attendant l'arrivée de l'Empereur, je m'approchai aussi de fenêtres qui donnaient sur la terrasse du château, et je regardai les cascades, le *Samson* de Kozlovski, tenant, d'une main ferme, au milieu d'un grand bassin, la gueule d'un lion formidable, et la belle allée d'eau, bordée par le jaillissement des fontaines et par l'ombre des épicéas, qui allait, en ligne droite, se perdre dans la mer de Finlande. J'étais absorbé dans la contemplation de ce spectacle, lorsqu'une victoria attelée de deux chevaux fringants s'arrêta devant la grande porte du palais. L'Empereur et l'Impératrice en descendaient. Tous deux venaient de la villa Alexandria, où ils résidaient modestement, à deux kilomètres du palais. Nicolas II avait le visage bronzé par cette croisière de Finlande, au cours de laquelle il avait rencontré le Kaiser : il portait l'uniforme de colonel du régiment Preobrajensky. L'Impératrice était vêtue d'une toilette de couleur sombre ; un grand chapeau garni de tulle et relevé d'une plume d'autruche noire ombrageait sa figure un peu sèche.

Le maître des cérémonies vint me chercher et me mena

de salon en salon jusqu'aux appartements particuliers de l'Empereur. Nicolas et l'Impératrice m'y attendaient debout, l'un à côté de l'autre. Pendant toute l'audience, qui a duré près d'une demi-heure, ils ne m'invitèrent pas à prendre un siège et eux-mêmes demeurèrent immobiles, sans s'asseoir. Je devais être reçu tout autrement deux ans après, comme président de la République; mais, en 1912, le protocole avait ses rigueurs. L'Empereur m'accueillit, du reste, avec une parfaite bonne grâce. Il fixa tout de suite sur moi son regard clair et, avec une grande douceur dans la voix, m'adressa quelques mots de bienvenue. Il me demanda aimablement des nouvelles de M. Fallières, pour qui il manifesta des sentiments de sympathie, et me dit qu'il serait très heureux de connaître par moi, sur les grandes questions du jour, l'opinion et les désirs du gouvernement de la République. Auprès de lui l'Impératrice était d'abord restée impassible comme une statue. Après quelques minutes, elle se mit à confirmer les propos de l'Empereur d'un signe de tête ou d'une remarque discrète. De temps en temps, une brusque rougeur lui montait au visage, et il semblait qu'elle éprouvât subitement une souffrance au cœur ou une gêne dans la respiration.

J'ai noté, à l'intention du président de la République et des ministres, les points essentiels de cette conversation (1).

Entretien avec l'Empereur. — *Question chinoise*. L'Empereur me remercie d'avoir fait en sorte que la Russie pût entrer dans le consortium : « C'était, me dit-il, une affaire très importante pour nous. » — *Convention navale*. L'Empereur accepte très volontiers l'idée d'un échange de lettres entre M. Sazonoff et moi ; il faut que la convention soit approuvée par les deux gouvernements et constitue, comme l'alliance et la convention militaire, un accord diplomatique. L'Empereur parle de l'alliance sur un ton très catégorique, comme d'une chose indiscutée et indiscutable. — *Chemins de fer stratégiques*. Je lui signale l'intérêt des améliorations demandées par notre état-major. Il trouve la question très intéressante et se rappelle en avoir déjà traité une analogue avec M. Delcassé. Il ne la perdra pas de vue. Il me recommande d'en parler avec M. Kokovtzoff, qu'elle concerne particulièrement et avec qui

(1) Original classé au dossier *France-Russie*. R. A. 252, II.

il s'en entretiendra lui-même. — *Guerre italo-turque.* L'Empereur est très frappé de la suggestion relative à l'envoi d'une mission en Tripolitaine. C'est, dit-il, le premier signe favorable; il faut saisir cette occasion. — *Question Louis.* L'Empereur me déclare n'avoir aucun grief contre M. Louis, dont je lui fais un grand éloge. Il serait déplorable, dit-il, que cet incident eût des suites. En tout cas, il ne peut avoir aucune influence sur les relations des deux gouvernements. — *Varia.* L'Empereur me dit spontanément qu'il suit avec beaucoup d'intérêt ce qu'il appelle le réveil militaire et national de la France. Il trouve absurde qu'on parle, à ce sujet, de notre chauvinisme. Une nation, pour être forte, doit avoir l'esprit militaire. Il se réjouit vivement de l'état d'esprit qu'il constate chez nous; il félicite le gouvernement français de l'entretenir et de le développer. Je lui explique notre attitude dans la guerre italo-turque. Il ne me cache pas que M. Sazonoff nous avait trouvés tièdes pour l'Italie. Il comprend très bien notre position particulière. Il comprend aussi très bien qu'il aurait été inutile de nous compromettre à Constantinople par des démarches inconsidérées, alors que l'Allemagne ne s'y serait pas associée. « Elle nous aurait regardés faire, dit-il, et elle aurait cherché à tirer le profit pour elle. » L'Empereur m'a parlé avec beaucoup de sympathie de M. le président de la République et des hommes d'État français. Il m'a laissé l'impression d'une sincérité absolue dans sa fidélité à l'alliance. »

Cet entretien avait été forcément beaucoup plus sommaire et plus superficiel que ceux que j'avais eus avec MM. Kokovtzoff et Sazonoff. Je ne parlais pas à l'Empereur de chef d'État à chef d'État, j'étais obligé, par déférence, de l'écouter sans l'interrompre, et je me sentais, en outre, talonné par le temps. Tout ce que le Gouvernement attendait de cette conversation, c'était une impression directe sur l'attachement de l'Empereur à l'alliance et, à cet égard, j'avais pleine satisfaction.

Besoin n'est pas d'ajouter que Guillaume II s'approprie dans ses *Tableaux d'histoire* une invention ridicule, lorsqu'il écrit : « Voyage de Poincaré à Saint-Pétersbourg. Il promet au tsar le service de trois ans. » Il serait tout aussi juste de prétendre qu'à Port-Baltique Nicolas II avait promis au Kaiser de désarmer la France. Le Tsar n'a pas dit un mot du service de trois

ans ; je n'y ai moi-même, et pour cause, fait aucune allusion.

L'Impératrice se retira, pour rejoindre ses enfants à la villa Alexandria. Je rentrai dans la salle voisine, où se trouvaient, rangées en cercle, les personnes invitées au déjeuner, et, parmi elles, les princesses Narishkine et Obolensky, demoiselles d'honneur de l'Impératrice. L'Empereur vint, quelques instants après, nous retrouver dans cette pièce et, derrière lui, nous nous rendîmes à une sorte de buffet, où étaient servis, à la russe, des hors-d'œuvre variés. Il m'offrit lui-même le caviar et un petit verre de liqueur forte que, de plus en plus impitoyable, le protocole m'interdit de refuser, et il me remit, en outre, dans une magnifique boîte de cuir rouge, le grand cordon d'Alexandre Newsky, ordre qui devait disparaître quelques années plus tard avec les nombreuses décorations de la vieille Russie impériale.

Le déjeuner fut servi dans la salle d'honneur, dite salle Pierre-le-Grand. L'Empereur nous plaça à ses côtés, M. Georges Louis et moi. En face de nous, le général Friederikcz, ministre de la cour, bavard et jovial, s'assit entre MM. Kokovtzoff et Sazonoff. Le commandant Carré et deux officiers du *Condé* avaient été invités. L'Empereur m'interrogea sur le personnel politique de France, sur M. Briand, sur M. Bourgeois, sur M. Millerand. Il me renouvela, à propos de la guerre italo-turque et à propos des Balkans, les assurances pacifiques qu'il avait données à M. Georges Louis. Au café qui fut servi dans la galerie, en face des jardins du haut, le Tsar causa aimablement avec chacun de ses hôtes, particulièrement avec M. Daeschner et avec les officiers français, puis il nous quitta pour retourner à la villa Alexandria. Après m'être reposé quelques instants dans les appartements qui m'avaient été réservés et dans lesquels mon fidèle Joseph avait apporté mes effets, j'allai, guidé par les ministres russes, visiter les jardins tracés par Le Blond sur le modèle de ceux de Le Nôtre, et embellis par la perspective de la mer. On me montra d'un peu loin les pavillons de Monplaisir, de l'Ermitage et de Marly, et je pus avoir, un instant, l'illusion de me promener à Trianon.

Vers cinq heures et demie, les convives français du déjeuner prenaient avec moi un train spécial, qui nous conduisait à Krasnoë-Selo, où l'Empereur s'était, de son côté, rendu en automobile. La gare de Krasnoë-Selo était magnifiquement

décorée aux couleurs françaises et russes. Le vaste camp était à proximité du chemin de fer. J'y arrivai promptement avec tous nos compatriotes. Seul, le pauvre Georges Louis, jouant de malheur avec le cérémonial russe, avait perdu sa valise. Il fallut la faire chercher, et l'ambassadeur se trouva en retard. Dans le pavillon où j'étais logé, je m'empressai, pour rendre au protocole un nouvel hommage, de revêtir un habit noir et de passer le cordon d'Alexandre Newsky; et, dans cette tenue d'apparat, j'allai, avec tous les personnages officiels, m'installer devant la tente impériale.

Quelques minutes plus tard, l'Empereur descendait d'automobile aux barrières du camp, montait sur un superbe cheval alezan, et commençait l'inspection des troupes. Il était suivi du grand-duc Nicolas Nicolaievitch, commandant en chef des armées russes, maigre comme un squelette, haut comme un gratte-ciel américain, mais vif, alerte, souple, avec la mâle physionomie d'un bel entraîneur d'hommes. Derrière, venait un cortège composé du grand-duc Serge Michaïlovitch, du grand-duc Michel Alexandrovitch et de plusieurs officiers d'état-major.

L'Empereur passait lentement sur le front des divisions déployées en deux rangs devant la longue file de leurs tentes grises. En arrivant à la hauteur de chaque unité, il tournait la tête vers les soldats alignés et leur lançait, d'une voix forte, deux mots qui signifiaient : « Salut, mes frères. » Les hommes répondaient par un cri réglementaire et poussaient, avec une discipline un peu mécanique, des hourras sonores, qui se répercutaient à travers l'espace jusqu'aux extrémités du camp. Les musiques jouaient l'*Hymne russe*.

Cette inspection, je l'avoue, me parut longue, et ma plus forte impression fut de lassitude. J'étais resté debout près de la tente impériale, causant avec MM. Kokovtzoff, Sazonoff et Georges Louis. Les ministres russes et moi, nous étions préoccupés des nouvelles que nous recevions des Balkans et qui n'étaient pas bonnes. La Serbie se disait inquiète de préparatifs militaires auxquels se serait livrée l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine et près du Sandjak de Novi Bazar (1). Deux bombes avaient été jetées par des comitadjis bulgares dans le

(1) *Livre jaune*, « Affaires balkaniques », t. I, n° 47.

marché de Kotchani; la police turque avait immédiatement ramassé un grand nombre de jeunes gens qui avaient été massacrés à coups de baïonnette. L'état de siège avait été proclamé à Salonique. Le Monténégro se plaignait de difficultés de frontières avec la Turquie et réclamait l'intervention des puissances. MM. Kokovtzoff, Sazonoff, Georges Louis, Daeschner et moi, nous nous demandions comment il allait être possible d'apaiser cette agitation croissante. Près de nous, le fauteuil préparé pour l'Impératrice restait vide; elle avait été prise d'une indisposition subite et n'avait pu venir à la revue.

Sa tournée achevée, l'Empereur était descendu de cheval devant sa tente et s'était approché de l'attaché militaire d'Allemagne qui lui avait présenté trois officiers, récemment promus, du régiment allemand dont Nicolas II était colonel honoraire. Tous trois étaient venus exprès de leur pays, à l'occasion de la revue, pour offrir leurs hommages au souverain russe. Cet article spécial avait été introduit à dessein dans le programme de la journée, comme *post-scriptum* à l'entrevue de Port-Baltique, et par égard pour Guillaume II.

Vingt-cinq orchestres militaires, comprenant deux mille musiciens, avaient alors joué, jusqu'à la tombée du jour, une suite de morceaux. Puis, brusquement, s'était fait un grand silence. Toutes les musiques ensemble avaient exécuté la prière. Dès les premières mesures, les soixante mille soldats s'étaient instantanément découverts et, sur cette armée, immobile et recueillie, le soleil couchant avait jeté ses derniers feux.

Avant de se retirer, l'Empereur adressa encore quelques mots aimables au commandant et aux officiers du *Condé*. Il repartit ensuite en automobile pour son chalet de Krasnoë-Selo, modeste demeure, semblable à toutes celles que la famille impériale avait conservées, près du camp, dans la verdure, et qui n'avaient pas changé depuis un siècle. La cérémonie militaire s'était achevée, du reste, sans que le tsar m'adressât la parole; j'y avais assisté en spectateur, au même titre que des centaines d'invités.

J'avais été convié à dîner dans le pavillon du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. La grande-duchesse Anastasie, une des filles du roi de Monténégro, avait fait, avec beaucoup d'empressement et d'obligeance, les honneurs de sa table, autour de laquelle se pressaient MM. Kokovtzoff, Sazonoff, Georges Louis,

Daeschner, les grands-ducs Serge, Michel, André et Boris, M. Isvolsky, le commandant Carré, deux officiers du *Condé* et quelques personnages de moindre importance. Le repas fini, tous les invités partirent pour le théâtre, où, suivant l'usage, une représentation devait être donnée, dans une salle décorée de satin bleu, aux généraux, colonels et commandants des troupes réunies au camp. L'Empereur occupait simplement un fauteuil d'orchestre au premier rang. Il avait à sa droite son frère, le grand-duc Michel, et, à sa gauche, le grand-duc Nicolas. Derrière lui étaient assis les autres grands-ducs. Dans l'avant-scène de droite s'étaient groupées les grandes-duchesses Anastasie, Militza, Hélène et la grande-duchesse de Battenberg. L'avant-scène de gauche avait été offerte à MM. Kokovtzoff, Sazonoff, Georges Louis, Daeschner, Isvolsky et moi.

Une comédie en trois actes, dont je ne devinai pas les paroles et ne compris guère les gestes, fut jouée avec grand entrain par des acteurs qui remportèrent un vif succès. La seconde partie du spectacle fut consacrée à des divertissements et à des danses, où se distinguèrent les artistes du corps de ballet impérial. Je remarquai surtout une danseuse, légère comme une plume, qui, à chacune de ses entrées en scène, faisait d'un air dévot un grand signe de croix. La nuit, dans le chalet où une petite chambre m'avait été réservée, je pensais avec inquiétude aux massacres de Kotchani.

Les fêtes militaires n'étaient pas terminées. Inspection, le dimanche soir; revue, le lundi matin. Le temps était couvert et très refroidi. M. Georges Louis avait endossé son pardessus et passé autour du cou un grand foulard blanc. J'étais debout devant la tente impériale, entre le prince de Battenberg et M. Kokovtzoff. Le défilé des troupes fut très beau. Chaque fois qu'un régiment arrivait, précédé de fifres et de tambours, le colonel allait se placer auprès de l'Empereur, monté sur son alezan. Il repartait au galop, pour reprendre la tête de ses hommes, dès qu'ils avaient défilé. La plupart des drapeaux étaient en loques; on ne les renouvelait que tous les cent ans.

La revue terminée, un grand déjeuner eut lieu sous la tente impériale. Depuis le repas de Peterhof, je n'avais plus eu l'occasion d'échanger un mot avec l'Empereur. Le lundi matin, il m'invita de nouveau à sa table, qui était séparée des autres, et qui comptait une dizaine de couverts.

Nicolas II avait à sa droite son frère le grand-duc Michel, silencieux et triste, et à sa gauche, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, franc et joyeux causeur. Le vieux général Friederickz s'était, comme la veille, assis en face de l'Empereur, et cette fois, M. Louis et moi nous étions à ses côtés.

Les ministres russes et les officiers généraux déjeunaient à d'autres tables. La conversation ne se généralisa guère, chacun parlant discrètement à son voisin, et l'Empereur cherchant à maintenir l'équilibre entre les gais propos du commandant en chef et l'excessive réserve du grand-duc Michel. Après le déjeuner, je pris congé du souverain, que je ne devais plus revoir avant de quitter la Russie et qui, de nouveau, se montra fort aimable pour M. Fallières, pour le gouvernement français et pour moi. Rentré à Saint-Pétersbourg, j'eus au ministère un complément d'entretien avec M. Sazonoff, et je dînai aux Iles, chez M. et Mme Kokovtzoff, que j'avais reçus tous deux, six ans auparavant, au ministère des Finances, lors du voyage qu'ils avaient fait à Paris.

Le mardi matin, j'envoyai au président de la République et à M. Briand ce bref télégramme : « Mes entretiens avec l'Empereur, avec M. Kokovtzoff et avec M. Sazonoff ont été satisfaisants sur toutes les questions; je vous en ferai connaître le détail dès mon arrivée... » J'ajoutai pour M. Fallières : « L'Empereur de Russie, à qui j'ai transmis l'expression de votre fidèle amitié, m'a prié de le rappeler à votre souvenir. » Je reçus M. Motono, ambassadeur du Japon à Saint-Pétersbourg, que j'avais connu à Paris, qui m'avait fait remettre récemment, par son successeur, M. Adatci, une lettre très amicale, et dont je connaissais la grande et intelligente sympathie pour la France. Je me donnai ensuite la joie de visiter le musée de l'Ermitage, malheureusement en plein déménagement. Malgré l'encombrement des salles et le désordre des toiles, on avait eu la prévenance de me laisser la possibilité d'admirer quelques chefs-d'œuvre, momentanément adossés au bas des murs ou couchés sur les planchers : l'*Hercule* et le *Polyphème* de Nicolas Poussin, *les Heures du jour* de Claude Lorrain, *le Paralytique* de Greuze, l'*Annonciation* de Van Eyck, et cette incomparable collection de Rembrandt que les plus riches musées du monde envient à l'Ermitage.

J'allai donner également un coup d'œil à la galerie

Alexandre III. A peine encore installée, bien que Nicolas II l'eût inaugurée en 1898, elle était entièrement consacrée à l'art russe et comprenait des œuvres très mélangées. En regardant la fameuse toile de Rêpine, la *Réponse des cosaques Zaporogues au sultan Mohamed IV*, je crus me retrouver face à face avec le fantôme de l'Orient, qui, décidément, me poursuivait partout.

M. Georges Louis tint à me faire visiter aussi le Palais d'Hiver, dont l'apparence extérieure m'avait un peu rebuté. Je gravis l'escalier du Jourdain, et parcourus, par acquit de conscience, quelques-unes des salles de façade, notamment celle de l'ordre de Saint-Georges où avait eu lieu l'ouverture solennelle de la première Douma. Une autre Douma siégeait encore maintenant dans ce palais de Tauride, que la grande Catherine avait autrefois donné au prince Potemkine, et dont Paul Ier avait fait, plus tard, une caserne de gardes à cheval. Mais, bien que les ministres fussent quelquefois appelés à s'expliquer devant les députés, toute la réalité du pouvoir politique restait dans les mains de l'Empereur, et l'Empereur, maître absolu, vivait là-bas dans sa villa de Peterhof, loin de ce Palais d'Hiver, morne et silencieux, qui donnait l'impression de la solitude et de l'abandon.

Après un déjeuner intime que m'offrit, sous la présidence du duc d'Oldenbourg, l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg et auquel étaient invités avec moi MM. Sazonoff, Georges Louis et Daeschner, et après une visite de l'ambassadeur d'Angleterre, Sir G. Buchanan, je partis par le train pour Tsarskoïe-Selo avec l'ambassadeur de France et M. Daeschner. M. Georges Louis avait, en effet, porté sur son programme de la journée une réception, déjeuner ou thé, chez cette grande-duchesse Wladimir, qu'il avait si véhémentement soupçonnée d'intriguer contre lui. Il semblait revenu de ses préventions et il m'avait adressé, à la fin de juillet, deux télégrammes pour me transmettre cette invitation. Je préférai le déjeuner de l'Académie, et je me bornai à une courte visite dans les jardins de la grande-duchesse. Le soir, M. Georges Louis donna, à l'ambassade, un grand dîner, auquel assistaient les ministres russes, M. Isvolsky, l'ambassadeur d'Angleterre et des membres de la colonie française. A onze heures, je partis pour Moscou avec M. Daeschner. M. Georges Louis s'excusa de ne pouvoir nous accompagner. Il était, disait-il, souffrant et fatigué. Je

n'avais qu'à le regarder pour avoir l'assurance qu'il ne mentait pas.

On a cependant imaginé, après plus de treize ans écoulés, que M. Georges Louis n'avait pas voulu venir à Moscou, d'abord parce que M. Isvolsky avait décidé de m'y suivre et, en second lieu, parce que lui, Georges Louis, désapprouvait ce voyage. Depuis quatre jours, M. Georges Louis ne quittait guère M. Isvolsky; il venait de le recevoir à l'ambassade de France, et leurs relations avaient été très correctes; il eût aussi facilement supporté sa présence à Moscou qu'à Saint-Pétersbourg; il savait du reste, par M. Sazonoff et par moi, que M. Isvolsky n'avait pas pris sur lui les démarches qu'il avait faites à Paris.

Il est vrai, d'autre part, que, le 18 juillet, M. Georges Louis m'avait d'abord exprimé la crainte qu'en allant à Moscou, je n'eusse l'air de calquer mon voyage sur celui de M. Bethman-Hollweg, et aussi que la coïncidence de ma visite avec le centenaire de 1812 ne présentât des inconvénients. Mais j'avais eu, pour ne pas m'arrêter à ces objections, deux sortes de raisons. Puisque j'allais en Russie, j'étais assez naturellement tenté de visiter Moscou, dont j'avais vu des voyageurs revenir charmés, en particulier mon ancien maître du barreau, le bâtonnier du Buit, qui m'avait fait de la ville et du Kremlin des descriptions enthousiastes. Mais surtout, je savais que la colonie française de Moscou était la plus importante de Russie et l'une de celles qui, à l'étranger, faisaient le plus d'honneur à notre pays. Je tenais beaucoup à lui donner un témoignage de sympathie et M. Georges Louis, j'en suis sûr, n'eût pas manqué, comme c'était son devoir élémentaire, de s'associer à ma démarche, s'il eût été mieux portant.

Le centenaire de 1812 ne devait être célébré qu'au mois de septembre. Il n'y avait aucune coïncidence fâcheuse à redouter. J'ajoute que les fêtes avaient été préparées dans des conditions telles que rien n'y pût blesser les susceptibilités de la France. L'Empereur avait promis qu'à cette occasion, il viendrait lui-même, à Borodino, inaugurer le monument français élevé à la mémoire des morts de la grande armée. Le général de Torcy était chargé de représenter le Souvenir français à cette cérémonie. Il devait être accompagné de M. Ternaux-Compans, du vicomte Fleury, du comte de Lariboisière, du duc d'Auerstædt,

du baron de Baye. Il était même décidé qu'à côté de ce groupement officieux, une mission officielle se rendrait en Russie et qu'elle serait composée du général de Langle de Cary et du commandant Buat. Tout s'est, en effet, passé, du 7 au 9 septembre, comme il avait été prévu. Les deux nations alliées ont rendu un commun hommage aux soldats qui s'étaient autrefois combattus ; il n'a pas été dit un mot dont personne pût se froisser; le général de Torcy a remercié l'Empereur, et, s'il faut en croire les journaux de l'époque, le gouvernement russe, pour donner plus d'éclat à ces solennités, a réalisé le prodige d'y faire venir un ancien sergent-major âgé de cent vingt-deux ans et plusieurs autres vétérans de cent vingt ou cent quinze ans, qui avaient été témoins, disait-on, de l'incendie de Moscou.

Aussi bien M. Georges Louis s'était-il, tout de suite, rendu à mes raisons. Il avait organisé lui-même mon voyage, m'avait présenté pour la décoration de la Légion d'honneur M. Girard, doyen de la colonie française de Moscou, et avait accepté, en mon nom, le programme et les heures de réception proposés par nos compatriotes (1). Il n'était pas si sot ni si mal élevé que le feraient croire aujourd'hui ses biographes de rencontre.

***

En arrivant à Moscou, le mercredi 11, à dix heures du matin, j'ai été reçu, Dieu merci ! sans aucun apprêt officiel, par le général Djounkovsky, gouverneur, par M. Nicolas Goutchoff, maire de la ville, frère du leader du parti octobriste, par M. Girard et plusieurs membres de la colonie française. Je me suis aussitôt rendu, avec M. Daeschner, au palais, gris et morose, où l'ancien duc Serge avait été naguère assassiné, et où m'avait été réservé un appartement. J'ai déjeuné avec quelques invités, chez le général Djounkovsky, homme aimable et bienveillant, qui a porté, en très bons termes, un toast au Gouvernement de la République et qui, après l'inévitable caviar, m'a fait manger du plat moscovite le plus vanté : le cochon de lait à la crème. Après ce repas succulent, le gouverneur, le préfet et le maire m'ont emmené en automobile à la montagne des Oiseaux, et, en me montrant ce panorama de la ville et de la Moskova qu'avait contemplé Napoléon, ils m'ont tous parlé de

(1) Télégrammes de M. Georges Louis, n°s 380 et 394, 27 juillet et 2 août.

l'Empereur et de la grande Armée avec beaucoup plus d'admiration que de ressentiment. Nous avons ensuite gagné, par des routes pittoresques, malheureusement en fort mauvais état, l'usine qui fournit journellement à Moscou une centaine de mille mètres cubes d'eau filtrée et qui était alors dirigée par une Compagnie française, et de là, nous sommes partis pour la maison de campagne de M. Nicolas Goutchkoff, où le maire avait bien voulu m'inviter à prendre le thé. Sur le trajet, dans les villages que nous traversions, les paysans me paraissaient de physionomie plus sauvage que ceux de La Bruyère. J'avais la sensation d'être reporté de plusieurs siècles en arrière ou jeté dans les pampas, au milieu de campements indiens. La vue de la charmante villa de M. Goutchkoff m'a tiré de cette plongée dans le passé pour me ramener à la civilisation. Mme Goutchkoff nous a reçus avec beaucoup de bonne grâce. Elle avait fait venir un pope, qui, suivant l'usage du pays, a dit, devant une icone, des prières pour ma santé et mon bonheur. Elle m'a confié que depuis les derniers troubles de Moscou, les ouvriers et même les habitants des campagnes ne lui paraissaient plus avoir le même regard, que la haine semblait couver chez eux, et qu'elle tremblait le soir, lorsque son mari, après avoir achevé son travail de la mairie, rejoignait seul, en automobile, leur jolie maison de campagne.

Nous sommes revenus à Moscou pour l'heure du dîner que m'offrait la colonie française. Cent cinquante de nos compatriotes étaient réunis là, autour de M. de Valécourt, notre consul général. Ils m'ont fait l'accueil le plus émouvant, et, parmi tant d'autres objets qui encombrent aujourd'hui ma mémoire, j'ai gardé de cette réception magnifique un souvenir qui vibre encore. J'avais la gorge étreinte, lorsque je me suis levé pour remercier ces braves gens. « Quand m'est arrivé à Paris, leur ai-je dit, votre appel lointain, j'en ai immédiatement senti toute la cordialité, et j'ai compris que, si je ne pouvais pousser mon voyage jusqu'à Moscou, j'infligerais à votre patriotisme une véritable déception et que je me priverais, en même temps, d'un grand plaisir. Si c'est, en effet, pour vous, qui vivez et qui travaillez loin de France, une satisfaction toute naturelle de recevoir du Gouvernement de la République un témoignage direct de sollicitude et de sympathie, c'est pour le Gouvernement lui-même une bonne fortune trop rare de voir

à l'œuvre, dans un champ d'action très vaste et très fécond, des hommes d'initiative qui ont porté chez une nation amie leur énergie laborieuse et leur ingéniosité créatrice.

« Comme le disait M. le consul général, notre colonie de Moscou est une des plus belles et une des plus prospères du monde entier, parure de la France qui se mêle aux antiques joyaux de cette cité vénérable, grâce parisienne qui habite le lieu sacré où, suivant l'expression de M. le gouverneur, bat le cœur de la Russie. Parmi les inoubliables souvenirs historiques qui s'éveillent ici sous nos pas, il en est qui vont faire, sous peu de jours, l'objet d'une commémoration solennelle. Un siècle s'est écoulé depuis que la Grande Armée s'est, dans cette région, mesurée aux nobles fils de la nation russe et que, des deux côtés, tant d'exemples de courage, d'endurance, d'abnégation ont été offerts à l'admiration de la postérité. Dans cette épopée grandiose, qui va procurer aux deux peuples amis l'occasion d'honorer en commun des morts glorieux, la France et la Russie ne peuvent trouver aujourd'hui que des raisons nouvelles de respect et d'estime réciproques. En vous associant aux fêtes qui se préparent, vous ne ferez que céder vous-mêmes à vos immuables sentiments. Fidèlement attachés à la mère patrie, vous avez, en même temps, pour la Russie une affection que fortifient tous les jours davantage la connaissance du pays et la fréquentation de ses habitants. En vous se rapprochent, dans une intimité symbolique, les âmes des deux nations alliées. »

Si M. Georges Louis avait entendu les bravos qui accueillirent ces paroles, ses derniers scrupules se seraient apaisés. J'ai remis, au milieu des applaudissements, la croix à M. Paul Girard, et nos concitoyens groupés autour de moi m'ont aimablement contraint à les accompagner dans un théâtre de la banlieue, où m'attendaient toutes les familles de la colonie et où j'ai été reçu comme le messager de la patrie. Des chœurs russes, des danses, des chants de tziganes, des mélopées d'un caractère étrange. Mais la représentation n'était rien pour moi, je n'étais plus en Russie. Je me sentais enveloppé de l'atmosphère de France. Je ne sais plus si M. Isvolsky était venu ; en tout cas, je ne pensais guère à lui.

Dans la matinée du lendemain, j'ai visité le Kremlin et, cette fois, l'ambassadeur de Russie a voulu me servir de guide. Pauvre cicerone ! Dans une tournée précipitée, faite au pas de

chasseur à pied, j'ai désespéré M. Isvolsky, qui me suivait à distance, essoufflé. Devant cette somptueuse variété d'édifices modernes, mon imagination désorientée avait grand peine à ranimer les siècles endormis en ces lieux historiques. Je me figurais assez mal, à la place de cette tour de Borovitski, les petites constructions en bois qui s'élevaient jadis au versant de la colline et qui, au XII[e] siècle, donnaient asile aux princes russes, lorsqu'ils venaient à Moscou. Je n'arrivais guère à me représenter les agrandissements qu'avait reçus le Dvor, au XIII[e] siècle, lorsque les grands-ducs avaient choisi pour leur installation cette rive de la Moskova; ni la résidence monacale qu'avait établie là, au XIV[e], Ivan Danilovitch Kalita; ni la magnificence un peu barbare qu'avait revêtue, au commencement du XV[e], le palais de Vassili Dimitrievitch, avec la multitude de ses tourelles, de ses terrasses et de ses échauguettes. Si je m'arrêtais une minute, M. Isvolsky me rejoignait, haletant, et ne trouvait aucun rafraîchissement à me parler du passé. Je parvenais, tant bien que mal, par mon propre effort, à m'imaginer les embellissements qu'avait entrepris, à la fin du XV[e] siècle, après son mariage avec Zoé Paléologue, le grand-duc Ivan II, les deux ou trois rangs de murailles, les meurtrières, les herses, les ponts-levis, et, derrière tout cet appareil de guerre, les vastes cathédrales à coupoles dorées. Ma pensée, dépaysée, se reportait vers le Louvre et vers les quais de la Seine. Elle mesurait l'abîme qui séparait les deux pays alliés. Qu'elles m'étaient étrangères, la plupart des images que j'avais sous les yeux ! Je voyais passer devant moi les ombres de personnages qui me semblaient légendaires : Ivan le Terrible, Boris Godounov, le faux Demetrius. C'étaient ensuite des figures dont les contours étaient plus précis, mais que, cependant, je ne sentais pas familières : Pierre le Grand, qui, les yeux fixés sur la Baltique, laissait à l'abandon ses appartements moscovites; l'impératrice Élisabeth, qui, revenue au berceau des tsars, élevait un Palais d'Hiver; Catherine la Grande, qui méditait une transformation colossale du Kremlin et dont une lézarde survenue dans la cathédrale de l'Archange détruisait tout à coup les projets grandioses.

Puis, de nouveau, je songeais à 1812, et à cet incendie qui avait si aisément dévoré les fastueuses constructions de la colline sacrée. Dévastation qui, à Moscou, était pour les flammes

un jeu coutumier. Déjà le feu avait presque tout anéanti en 1493, en 1547, en 1571, en 1682, et combien d'autres fois encore! Le Kremlin avait pris l'habitude de renaître de ses cendres. Après Rostopchine, il avait été rebâti et agrandi, dès 1817, pour l'arrivée d'Alexandre Ier et restauré sur nouveaux plans de 1839 à 1849. C'est ce Kremlin ressuscité que je regardais avec plus de curiosité que d'admiration, et dont M. Isvolsky, épuisé, renonçait à me vanter les trésors.

Devançant l'ambassadeur, M. Daeschner et moi, nous gravissions l'escalier d'honneur du grand palais, nous traversions l'immense salle qui, en souvenir de l'ordre militaire créé par Catherine II, porte le nom de Saint-Georges et que décorent les armoiries de toutes les provinces russes ; nous saluions distraitement, dans la salle Saint-Alexandre, la mémoire de Catherine première, fondatrice de cet ordre de Saint-Alexandre Newsky, que l'Empereur m'avait remis au palais de Peterhof, et nous jetions un coup d'œil rapide sur les murs de stuc, maladroitement déguisés en marbre rose ; nous nous arrêtions quelques instants dans la salle Saint-André, qui était ainsi appelée en l'honneur de l'ordre institué par Pierre Ier, la plus haute des décorations russes, et qui abritait sous ses voûtes bleues le trône impérial, celui de l'impératrice mère et celui de l'impératrice Alexandra Féodorovna ; nous regardions avec quelque étonnement des aigles à deux têtes, portant sur la poitrine la croix de Saint-André et, en haut, dans un cercle de rayons d'or, l'œil redoutable du Tout-Puissant. Une autre salle, consacrée à l'ordre de Sainte-Catherine, dont l'Impératrice était grande maîtresse, nous apparaissait toute tendue de moire, avec bordures argentées et rubans azurés; et nous négligions au passage le salon d'apparat dont les murs, couverts de brocart d'or à fleurs vertes, la cheminée en marbre de Carrare et les candélabres fabriqués en style chinois et japonais par la manufacture impériale russe, ne laissaient pas de nous effaroucher. Nous prenions plus d'intérêt à trouver dans l'église de la Nativité de la Vierge la fidèle copie de l'icone qui était conservée à la cathédrale de Kostroma et devant laquelle, en 1613, avait été proclamé tsar le jeune boyard Michel Feodorovitch Romanov. La vue de l'ancienne église du Sauveur-dans-la-Forêt, ou cathédrale de la Transfiguration, nous ramenait encore à 1812. Cet édifice avait échappé, lors de

l'incendie, à une destruction totale et il avait été possible d'y entreposer, et de sauver des flammes, comme du pillage, un certain nombre d'objets précieux, telle cette icone, placée sur un lutrin dont Zoé Paléologue avait fait sa compagne et son inspiratrice. Nous eussions dédaigné le Palais à facettes, dont les pierres taillées en pointes de diamant évoquaient dans nos esprits des visions confuses de monuments italiens, si M. Isvolsky n'était arrivé à temps auprès de nous pour nous apprendre ou nous rappeler que c'était là qu'Ivan le Terrible avait fêté la prise de Kazan, Boris Godounov, les fiançailles de sa fille Xénie avec le prince Jean de Danemark, et Pierre le Grand la victoire de la Poltava. Mais la cathédrale de l'Annonciation nous frappait davantage, avec ses coupoles et ses toits dorés, ses fresques tumultueuses et ses riches iconostases. Nous prêtions également plus d'attention à la cathédrale du Saint-Sauveur-en-Haut et à l'église de la Crucifixion, dans laquelle l'empereur Nicolas et l'impératrice Alexandra Féodorovna avaient fait, lors de leur couronnement, les dévotions traditionnelles; et, un peu éblouis de toute cette pompe byzantine, nous achevions notre longue visite par le palais des Térems, dont les pavillons et les belvédères aux formes capricieuses avaient attiré nos regards lassés et dont le troisième étage, avec ses voûtes en berceau, ses fenêtres aux évidements aigus, ses petites consoles sculptées, ses portes cintrées en anses de panier, ses poêles en faïence, ses sièges de vieux style moscovite, triomphait définitivement de nos résistances esthétiques. Nous montions sur la terrasse qui se développe autour du petit Térem au toit doré ou Térémok et, du haut de la cour de pierre, nous découvrions un tableau splendide, auquel ne pouvaient eux-mêmes rester insensibles des esprits occidentaux.

Le Kremlin et la ville, Kitaï-Gorod et Biely-Gorod, s'étendaient à nos pieds, avec leur forêt de coupoles et de croix, leurs tourelles, leurs clochetons, leurs toits aux couleurs vives, tout un immense et prodigieux « Livre de pierre », où, comme disait en 1844, à l'inauguration du nouveau Palais Impérial, le métropolite Philarète, pouvait se lire l'histoire entière de la Russie orthodoxe. Jusqu'ici, les incendies avaient passé sans que, sur ce livre antique, s'effaçât la marque des traditions. Mais les troubles révolutionnaires qui venaient, récemment encore, d'ensanglanter Moscou, et les confidences inquiètes de

Mme Nicolas Goutchkoff, n'étaient pas sans couvrir de quelques nuages la majesté tranquille de ce paysage pétrifié.

Après avoir déjeuné chez M. Adrianof, préfet de Moscou, j'ai visité notre consulat général, les institutions françaises de bienfaisance, auxquelles j'ai laissé une offrande, le musée de la petite industrie paysanne russe, où j'ai fait quelques emplettes, la galerie de tableaux Tretiakoff, où j'ai retrouvé de belles toiles de mon vieux client Verestchaguine, et le musée de 1812, où, sous l'intelligente direction du baron de Baye, avaient été aménagées plusieurs salles en l'honneur de Napoléon Ier et où se trouvaient réunis des armes, des uniformes, d'antiques étendards et des aigles vénérables. Je suis allé ensuite dans des magasins français acheter quelques souvenirs et, le soir, j'ai repris le train de Saint-Pétersbourg.

***

Deux jours après, notre consul général, M. de Valécourt, m'écrivait pour me remercier, au nom de ses collaborateurs, des Fondations françaises et de la colonie, et pour me dire que tous garderaient de ma visite à Moscou et des manifestations dont elle avait été l'occasion, un souvenir ineffaçable. M. Georges Louis m'attendait à l'arrivée du train. Il s'est encore excusé de de ne m'avoir pas accompagné. Pendant ma brève absence de Saint-Pétersbourg, les événements s'étaient précipités en Orient. D'après un télégramme de M. Bompard, le ministre de Bulgarie et le chargé d'affaires de Monténégro donnaient à Constantinople les informations les plus pessimistes. Suivant eux, des coups de feu étaient tirés sans interruption sur la frontière monténégrine, et le gouvernement ottoman se montrait impuissant à réprimer les agressions commises par ses sujets. En Bulgarie, l'agitation gagnait les milieux les plus pacifiques et le cabinet Guéchoff se sentait débordé.

Le 14 août, M. Briand avait reçu, au quai d'Orsay, la visite du comte Somssich, l'aimable chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie, qui lui avait dit (1) : « La situation dans les Balkans inspire de l'inquiétude à mon gouvernement. Une vive émotion se manifeste chez les Bulgares, les Serbes et les Grecs, qui redoutent de voir le gouvernement turc concéder à l'Albanie des

(1) *Livre jaune*, n° 50.

privilèges incompatibles avec leurs intérêts nationaux. Cette agitation risque de provoquer bientôt une crise dangereuse pour la paix. Le cabinet de Vienne désirerait savoir si les grandes Puissances seraient disposées à entrer en pourparlers avec lui en vue : 1° de conseiller à la Porte l'adoption d'une politique de décentralisation progressive, qui procurerait aux nationalités chrétiennes les garanties qu'elles peuvent légitimement rechercher; 2° d'agir auprès des États balkaniques pour qu'ils attendent pacifiquement les résultats de cette politique. »

En plein accord avec toutes nos déclarations antérieures, M. Briand avait répondu : « Le gouvernement de la République examinera avec intérêt les suggestions du comte Berchtold. Vous pouvez toutefois lui déclarer, dès maintenant, que la politique de la France en Orient a principalement pour objet la conservation de la paix générale et le maintien du *statu quo* balkanique. Nous sommes donc heureux de nous rencontrer, à cet égard, en communauté de vues avec le cabinet de Vienne. »

Rentré à Saint-Pétersbourg, le 16 août, je m'entretins immédiatement avec M. Sazonoff de la communication viennoise. L'idée du comte Berchtold n'était pas neuve. Elle était au moins aussi vieille que le congrès de Berlin. Elle n'était pas non plus très précise. Mais elle venait de l'Autriche et fournissait peut-être une occasion de rapprocher la monarchie dualiste et la Russie dans les affaires d'Orient. J'estimai donc qu'il ne fallait pas la laisser tomber. J'appuyai auprès de M. Sazonoff la conclusion de M. Briand, qui m'avait été télégraphiée à l'ambassade. En somme, le comte Berchtold se plaçait résolument, comme aiment à dire les diplomates, « sur le terrain européen ». C'était là un point qui n'était pas sans importance et qui pouvait devenir un gage de paix. Sans doute, M. Sazonoff regrettait-il qu'une proposition russe, à laquelle il songeait, n'eût pas été envoyée la première aux Puissances; sans doute redoutait-il quelque arrière-pensée de l'Autriche. Il craignait qu'elle ne cherchât à développer sur les peuples balkaniques une influence dominatrice et, en même temps, il faisait remarquer que les mots de « décentralisation progressive » étaient bien vagues, que le comte Berchtold ne proposait, en réalité, aucun programme, qu'il se bornait à émettre un vœu platonique. Il n'en restait pas moins que l'Autriche offrait de causer et qu'il y avait tout avantage à accueillir sa proposition

avec un bienveillant intérêt. M. Sazonoff en convint, et je télégraphiai aussitôt à M. Briand : « M. Sazonoff et moi, nous sommes d'accord pour penser qu'il est possible d'accepter la suggestion autrichienne et de donner des conseils conformes par voie séparée et non collective au gouvernement turc en même temps que l'on recommandera le calme aux États balkaniques (1). »

M. Sazonoff désirait que les démarches à Constantinople fussent séparées et simultanées, plutôt que groupées en une démarche collective, et on verra bientôt que, dans le désir de ne pas créer des difficultés intérieures en Turquie, l'Angleterre a manifesté, à plusieurs reprises, la même préférence. Mais cette observation du ministre russe n'était nullement en contradiction avec l'idée du comte Berchtold, puisque celui-ci n'avait rien précisé à cet égard. Notre adhésion était donc complète. Dès le lendemain, M. Briand télégraphiait à Londres dans les mêmes termes (2).

Mais quelle suite allait avoir la proposition du comte Berchtold? Les Puissances allaient-elles l'accueillir toutes avec autant de faveur que la France? Dès le 15, notre chargé d'affaires à Berlin, M. de Manneville, télégraphiait : « Les journaux de ce soir, tout en approuvant la proposition du comte Berchtold, se montrent sceptiques sur les résultats qu'elle peut avoir. Les déclarations faites au bureau de la presse donnent l'impression que la démarche autrichienne a surpris le gouvernement allemand et qu'il n'en a pas été satisfait. » Nous nous étions donc montrés, envers l'Autriche, plus empressés que l'Allemagne.

A Londres, en l'absence de M. Paul Cambon, M. de Fleuriau avait vu Sir L. Mallet, qui remplaçait Sir Edward Grey, en villégiature à Fallodon, et qui lui avait dit : « Le gouvernement britannique est très disposé à soutenir le ministère ottoman, mais il lui semblerait dangereux de donner à ce soutien la forme de conseils. »

A Constantinople, en effet, on paraissait se défier beaucoup de l'Autriche. M. de Manneville rappelait une conversation qu'il venait d'avoir, à Berlin, avec le conseiller de l'ambassade de Turquie : « Une seule puissance nous inquiète en ce moment, lui avait dit celui-ci, c'est l'Autriche. Si elle reste tran-

(1) *Livre jaune*, n° 51. — (2) *Ibid.*, n° 52.

quille, les États balkaniques ne bougeront pas; un mouvement d'elle peut déchaîner tous les appétits. »

A Vienne, cependant, M. Dumaine avait revu le comte Berchtold, qui était sur le point de partir pour Ischl et qui lui avait dit que sa proposition était inspirée par le désir de maintenir la paix et qu'il comptait sur le concours du gouvernement français. Il avait laissé entendre qu'il était prêt à donner son appui au Monténégro pour une rectification de frontières; et comme M. Dumaine objectait que cette faveur ne manquerait pas d'exciter les convoitises des autres États balkaniques, le comte Berchtold avait ajouté que la Porte elle-même admettait les revendications monténégrines et demandait seulement un délai pour y satisfaire. Ces détails n'étaient pas sans justifier quelques soupçons. Pour le reste, le comte Berchtold souhaitait seulement que les grandes Puissances voulussent bien « s'employer séparément à recommander à Constantinople une politique de décentralisation, — mais en s'abstenant de préciser la nature des réformes, comme on a tenté, sans succès, de le faire précédemment. » M. Dumaine concluait : « Dans leur ensemble, les suggestions du comte Berchtold restent très vagues. Il reconnaît que les réponses des gouvernements consultés lui seront utiles pour fixer sa ligne de conduite. »

Pendant ce temps, on continuait à découvrir des bombes dans la région de Kuprulu; les Albanais se rassemblaient dans les sandjaks d'Elbassan et de Dibra.

Les dernières paroles que j'adressai à M. Sazonoff furent pour le prier d'agir avec l'Angleterre et avec nous dans l'intérêt de la paix et de ne pas laisser tomber l'entretien avec le comte Berchtold. Nous nous entendîmes pour publier, au moment de mon départ, un bref communiqué, où nous disions que nos conversations, empreintes d'une grande cordialité, nous avaient permis d'examiner, dans un esprit de confiance et d'amitié, tous les grands problèmes de la politique internationale et de constater notre accord; et nous terminions par ces mots : « Ils ont reconnu, une fois de plus, que l'entente des deux pays amis et alliés, fondée sur des intérêts permanents, consacrée par des sentiments invariables, et progressivement adaptée à toutes les nécessités que doit prévoir une alliance, est et demeure une garantie précieuse pour le maintien de la paix et de l'équilibre européen. »

Je montai alors sur le yacht *Neva*, amarré au quai Nicolas, pour aller me rembarquer sur le *Condé*, mouillé à Cronstadt. Je fus reçu par l'amiral Grigorovitch, par M. Sazonoff et par le général Soukhomlinoff, ministre de la Guerre, dont l'Empereur m'avait dit : « Il ne paie pas de mine; mais il est très bien. » Il ne payait pas de mine, en effet; et qu'il fût bien ou mal, c'est ce que je n'avais pu découvrir. M. Georges Louis, le personnel de l'ambassade, M. Isvolsky, partirent avec moi sur le yacht, et m'accompagnèrent jusqu'au bâtiment français, à bord duquel je les avais conviés à déjeuner avec les ministres russes. Je quittai la *Neva* le premier, pour regagner le *Condé*, y faire hisser les couleurs russes, et y attendre mes invités. Ils vinrent successivement en vedettes ou en canots. M. Kokovtzoff arriva le dernier, de Peterhof, où il était allé faire son rapport hebdomadaire à l'Empereur, et d'où l'avait amené le yacht particulier du président du Conseil. Il m'exprima courtoisement les vœux de Nicolas II pour le Président de la République et pour le gouvernement français.

Les marins du *Condé* s'étaient piqués d'honneur. Avec des soins délicats, ils avaient dressé une grande tente sur le gaillard d'arrière du croiseur, et l'avaient merveilleusement décorée. Entre les canons et les faisceaux d'armes étaient disposées des draperies blanches, traversées de bandes tricolores. Des roses rouges et blanches fleurissaient les tables. Mouillé dans la rade, le *Condé* ne bougeait pas sur ses ancres. Le temps était beau, plus agréable et moins chaud qu'à l'arrivée; le cuirassé russe *Aurora* était toujours à quelques brasses du navire français. Je pus éviter les discours et les toasts. Je portai seulement, sans un mot de commentaire, la santé de l'Empereur et de la famille impériale. Avec la même simplicité, M. Kokovtzoff nous demanda de lever nos verres en l'honneur de la République et à la prospérité de la France. *Hymne russe*, *Marseillaise*, et tout prit fin. A l'issue du déjeuner, je fis visiter le *Condé* en détail à mes invités. Tous, y compris M. Georges Louis et M. Isvolsky, se retirèrent vers quatre heures de l'après-midi, en me renouvelant leurs souhaits de bonne traversée. Le yacht *Neva* hissa le pavillon français et la flamme du signal : « Bon voyage! » Puis, dans la brume qui se levait, il s'éloigna vers Saint-Pétersbourg. Le *Condé* salua de dix-neuf coups de canon; l'*Aurora* répondit et notre croiseur, après avoir appareillé pour

le départ, prit la direction de la France. Le soleil s'était caché. Il tombait une pluie violente.

A peine avions-nous parcouru quelques milles sur le golfe de Finlande que Cronstadt était mis en état de siège. On craignait, paraît-il, une mutinerie des équipages de la flotte. Notre navigation tranquille recommença sur une mer d'un vert pâle, où étaient assez rares les rencontres d'autres vaisseaux. Tantôt, je reprenais mes lectures sur ma plage d'arrière, tantôt je me promenais sur le pont avec M. Daeschner. Je m'instruisais auprès des officiers et des matelots. Je tâchais de m'initier à cette vie de bord, si passionnante dans sa rudesse, si pleine dans sa monotonie. Le dimanche, à l'entrée du grand Belt, devant l'île de Langeland, à la hauteur du château Trauckœr, nous rencontrâmes par tribord, à deux milles de distance environ, un cuirassé allemand, que le commandant Carré me dit être du type *Braunschweig*. Comme à l'aller, des saluts furent échangés. Toute la journée du lundi se passa dans l'enchantement d'une belle traversée et le mardi, 20 août, vers six heures du soir, nous arrivions devant Dunkerque.

J'avais, à la fois, hâte de retrouver la France et regret de me séparer du *Condé*, qui m'était devenu cher, de ses officiers, que j'avais appris à estimer, de ses matelots, dont j'avais admiré l'esprit de discipline et de dévouement. La municipalité de Dunkerque me permit de concilier ces sentiments opposés. Elle me demanda de passer une dernière nuit en rade, sur le *Condé*, et de ne débarquer que le lendemain, mercredi, un peu avant midi, pour venir déjeuner à l'hôtel de ville. Lorsque je quittai le *Condé* à l'heure dite, sur le torpilleur qui devait m'amener à terre, la mer était fortement houleuse; mais le soleil brillait du plus vif éclat. M. Steeg était venu de Paris pour me transmettre les remerciements et les félicitations du Gouvernement. Il m'apportait aussi quelques papiers, parmi lesquels ce télégramme, que M. Georges Louis, m'avait adressé de Pétersbourg, le 19 août, à dix heures, sous le numéro 407 : « En termes très chaleureux, M. Sazonoff m'a exprimé sa satisfaction d'être entré en relations directes avec vous. Il a insisté sur le surcroît de force que devra donner à la politique commune des deux pays la clarté de vos vues et votre esprit de décision. M. Kokovtzoff s'est également félicité des entretiens que vous avez eus avec lui. Il constate que les deux gouverne-

ments sont d'accord sur tous les points où ils doivent concerter leur action. »

Une foule énorme s'était massée sur les quais du port de Dunkerque, et principalement sur le terre-plein de l'écluse Trystram. Je fus reçus par le maire, M. Terquem, les sénateurs et les députés ; et un landau, où je montai avec M. Steeg, nous conduisit, par les rues pavoisées, jusqu'à l'hôtel de ville. Parmi les acclamations, je perçus un cri poussé par un ouvrier : « Vive le bon citoyen ! » Le souvenir de ce simple vivat m'a souvent réconforté et, lorsqu'il l'a fallu, consolé de quelques outrages. Après le déjeuner, je prononçai une courte allocution, dans laquelle je fis surtout l'éloge de nos marins : « Le contact de leurs vertus professionnelles m'a paru, disais-je, pour l'esprit d'un hôte de passage, aussi salubre que peut être pour le corps le contact de l'air salin. » Je me félicitais de l'accueil amical qu'avait fait le gouvernement russe à l'envoyé du gouvernement de la République : « La Russie et la France, remarquais-je, sont également intéressées à la solidité de l'alliance, qui leur permet tous les jours de concerter leur action diplomatique et de coopérer au maintien de la paix, tout en suivant avec vigilance les événements qui se déroulent et en se protégeant d'un commun accord contre les hasards de l'avenir. Cette union se complète et s'élargit par notre cordiale entente avec l'Angleterre et personne assurément ne peut voir, dans ce pacifique groupement de trois Puissances amies, une volonté provocatrice et agressive. C'est à la faveur d'une politique de sagesse, de sang-froid et de dignité que la République a pu maintenir le rang de la France dans le monde. C'est notre force matérielle et morale qui peut seule donner du prix à notre amitié et nous valoir au dehors des concours persévérants. Efforçons-nous donc de conserver et d'accroître les énergies vitales de notre pays, et je ne veux pas dire seulement sa puissance militaire et navale, mais aussi et surtout cette confiance politique et cette unité de sentiment national qui font la grandeur, la gloire et l'immortalité des peuples. »

Le soir, j'étais à Paris. Les ministres m'attendaient sur le quai. Aux abords de la gare, je trouvai ce que je n'avais guère vu en Russie, un peuple qui criait son accord avec son gouvernement.

Raymond Poincaré.

LE MYSTICISME RÉVOLUTIONNAIRE

ROBESPIERRE
ET LA « MÈRE DE DIEU »

III (1)

LA FÊTE DE L'ÊTRE SUPRÊME

Dès les jours qui suivirent le vote du décret sur l'Être suprême, on commença les préparatifs de la Fête, et, tout de suite, les Parisiens, fidèles à leurs habitudes de tous les temps, s'amusèrent à suivre les progrès des travaux que dirigeait le citoyen Hubert, beau frère de David et inspecteur général des bâtiments nationaux. D'abord, on déchargea sur la terrasse du palais des Tuileries, devant le pavillon central, des tombereaux de moellons, de vieux plâtras et de matériaux de démolitions; en même temps, les charpentiers dressaient d'énormes échafaudages et, en quelques jours, prit forme un double et gigantesque escalier dont les rampes circulaires laissaient entre elles libre accès au grand portail du rez-de-chaussée et atteignaient à la hauteur du premier étage, formant là une vaste plate-forme de plain-pied avec le grand salon du château. Dix entrepreneurs de maçonnerie et tout autant de charpentiers contribuaient à la construction de cet amphithéâtre sur lequel,

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1925 et 1er janvier 1926.

d'après le programme tracé par David, le célèbre peintre membre de la Convention, devaient prendre place tous les députés, les artistes, les chœurs et l'orchestre de l'Opéra. La décoration du grand bassin voisin du palais se dessinait avec plus d'hésitation et intriguait davantage les badauds. On recouvrit d'abord ce bassin d'un solide plancher qui en épousait exactement la forme circulaire ; au milieu de ce parquet, on dressa une sorte de croix formée de deux barres de fer dont on modifia plusieurs fois la disposition : c'était l'armature d'une colossale statue de la Sagesse que le sculpteur Pasquier édifiait à grand renfort de plâtras, d'étoupes et de ciment. Cette Sagesse de camelote devait apparaître subitement au cours de la Fête lorsque tomberait en poussière une autre statue représentant l'Athéisme, de construction plus légère et qui, en attendant ce tour de passe-passe, allait dissimuler complètement la Sagesse sous les amples plis de sa robe. On juge que les choses n'allaient pas sans tintouin et que l'on dut tâtonner; quel que fût le talent du citoyen Chaudet, chargé de la besogne, le problème était embarrassant d'improviser une effigie de dimensions imposantes, en toile gommée enduite de soufre, et dont l'attitude et les attributs symboliseraient l'Athéisme, au point que personne ne pût s'y tromper. L'artificier Ruggiéri, qui assistait Chaudet dans ce travail délicat, écrivait *la Théisme*, ce qui laisse supposer qu'il n'était pas très renseigné sur le genre d'emblèmes dont il convenait d'agrémenter cette image.

Les curieux se portaient surtout au Champ de Mars où des nuées d'ouvriers travaillaient à élever une montagne symbolique ; — on sait que la *Montagne*, en jargon parlementaire, désignait le côté de l'Assemblée où siégeait Robespierre. Entreprise ardue, car, pour ne point paraître mesquine au milieu de l'immense espace, ce monticule allait atteindre des proportions d'autant plus considérables que, à son sommet, devait trouver place toute la Convention, et aussi les musiciens, les choristes, les porte-drapeaux des sections armées et bien d'autres. On y verrait aussi une colonne de 50 pieds de haut, une grotte, des sentiers abrupts, un chêne à peu près séculaire, des candélabres-torchères, quatre tombeaux étrusques, une pyramide, un sarcophage, un autel antique, un temple dont vingt colonnes supporteraient la frise. Le décorateur paysagiste Houët assuma ce formidable labeur ; il lui fallait tout créer en

moins d'un mois, sauf quelques accessoires détériorés qu'il empruntait aux ruines de l'autel de la Patrie, abandonné là depuis la sanglante échauffourée du 17 juillet 1791. Maçons, charroyeurs, charpentiers, gâcheurs, scieurs de long, terrassiers, artistes de tous genres, furent mobilisés en hâte et, au bout de quelques jours, la Montagne se dessinait déjà, imposante et pittoresque. Un seul article du mémoire de l'entrepreneur donnera une idée de l'importance du travail : on y employa pour plus de 13 000 francs de chevilles et de clous ! Mais on ne regardait pas à la dépense ; David veillait à tout ; son ami Robespierre, il le savait, voulait que la Fête fût grandiose et qu'elle effaçât, par ses splendeurs et sa nouveauté, le souvenir de toutes les pompes de la royauté. Aussi était-ce à l'*Incorruptible* qu'allait la reconnaissance du peuple de Paris, d'avance émerveillé, satisfait surtout de cette prodigalité où trouveraient à gagner tous les genres de commerce et tous les corps de métier. Pour la première fois depuis le début de la Terreur, une sorte d'accalmie, de détente, résultait de l'activité des affaires : certes, l'échafaud ne chômait pas non plus et, chaque jour, les charrettes du bourreau promenaient à travers les rues un nombreux contingent de victimes ; mais à cette horreur on était accoutumé au point qu'elle ne répugnait plus. Pourquoi, d'ailleurs, se serait-on intéressé aux conspirateurs dont il fallait bien que la République se débarrassât ?

L'histoire de la Révolution, telle qu'elle est établie par d'éminents érudits, experts à étudier et à critiquer les textes, présente un grand défaut : elle ne nous peint jamais le peuple, personnage dont on parle tout au long du drame, mais qui reste presque toujours dans la coulisse et ne paraît sur la scène que quand on l'y traîne. Non point la masse de demi-bourgeois, de boutiquiers, de petits employés, qui vont le soir à la section, se casent dans les comités locaux, écoutent la lecture des gazettes et croient se faire une opinion à entendre pérorer les beaux parleurs de quartier ; mais le peuple des artisans, des travailleurs, des journaliers, des manœuvres, des commères, dont tout le temps est accaparé par la préoccupation du gain quotidien et qui n'ont d'autres moyens d'information que les propos échangés de porte à porte, entendus sur le chantier, à l'atelier, au lavoir, recueillis chez les concierges et les fournisseurs ou dans la queue, à la porte des boulangers. Peut-on

évaluer la quantité de bourdes, d'idées fausses, de racontars extravagants, de niaiseries, d'énormités, de ragots, de sottises qui circule dans cette population, condamnée par son incompétence à ne rien démêler des événements, et qui s'en entretient pourtant avec l'assurance dogmatique de la parfaite ignorance? Imagine-t-on l'idée que ces simples se forment de Robespierre, qu'ils n'ont jamais vu, aux discours duquel ils ne comprendraient pas un mot, mais dont le nom leur est cher, pourtant, comme étant celui d'un Messie qui s'intéresse à leur sort, les aime et s'occupe à leur faire des rentes? Tous savent, — car la légende s'est propagée, — qu'il demeure chez des ouvriers comme eux, qu'il vit dans le bruit du rabot et des scies, et ils se le représentent comme un homme, très savant, certes, mais tout rond, parlant franc, expansif, familier, le cœur sur la main. Sa popularité est faite de ces illusions et toute sa force repose sur la crédulité d'une foule, toujours croissante, de naïfs.

Lui, depuis plus de vingt mois, habitait chez Duplay où le hasard l'avait conduit et dont le logis était devenu, de par son séjour, une sorte de grand quartier général de la Terreur. Quoique les dispositions de l'immeuble aient peu changé, son aspect diffère sensiblement de celui qu'il présentait en l'an II; la maison, ainsi que ses voisines, ne comportait alors qu'un étage au lieu des cinq qui l'écrasent aujourd'hui; l'étroite cour que nous voyons si sombre était largement aérée et ensoleillée, grâce aux vastes jardins du ci-devant couvent de la Conception, sur lesquels Duplay avait une porte de sortie dont subsistent les traces. Dans cette cour où les demoiselles Duplay cultivaient un petit jardin, — une corbeille de fleurs, — débordait l'atelier de la menuiserie et, tout le jour, les ouvriers sciaient, rabotaient, emboîtaient à grands coups de maillet, sous la fenêtre de Robespierre dont la petite chambre s'imprégnait du parfum rustique du bois neuf et des copeaux frais.

C'était une étroite pièce, précédée d'un cabinet exigu, et meublée de quelques chaises de paille, d'un très modeste bureau et d'un lit de noyer garni de rideaux de damas bleu provenant d'une robe de Mme Duplay. Un casier appliqué au mur tenait lieu de bibliothèque. L'escalier conduisant à cette cellule prenait naissance dans la salle à manger, située au rez-de-chaussée au fond de la cour; on y pouvait parvenir aussi par le grand escalier de la maison, escalier que l'on trouvait à

gauche sitôt la porte franchie, et qui existe encore : dans ce cas, il fallait traverser deux étroites chambres dont l'une était occupée par le petit Duplay, le collégien, et l'autre par son cousin Simon qui servait parfois de secrétaire à Robespierre. Simon Duplay, engagé volontaire, grièvement blessé à Valmy, était amputé d'une jambe : on l'appelait généralement *Duplay jambe de bois*.

Habituellement Robespierre sort de bonne heure, après le café du matin pris à la table de famille ; la séance de la Convention s'ouvre d'ordinaire à dix heures du matin et se prolonge jusqu'à trois ou quatre heures de l'après-midi. La soirée est consacrée aux Jacobins qui chôment rarement. C'est donc vers cinq heures qu'on dîne. Ah ! le train de la maison s'est augmenté depuis qu'elle abrite le grand homme ; presque tous les jours Mme Duplay a des convives supplémentaires. Les habitués les plus fréquents sont Pierre Vaugeois, son frère, le menuisier de Choisy ; — Philippe Le Bas, jeune député de l'Artois, de jolie figure, d'âme honnête et enthousiaste : il a été clerc, avant la Révolution, dans l'étude du procureur Bourdon, aujourd'hui le député Bourdon, de l'Oise ; — Buonarotti, un descendant de Michel-Ange, Italien naturalisé français par un vote solennel de la Convention, épris d'égalité, qui conspirera toute sa vie et restera jusqu'à l'extrême vieillesse fidèle au culte de Robespierre ; — Didiée, serrurier à Choisy, ami de Vaugeois, et Gravier, un Lyonnais, distillateur de profession ; tous deux habitent rue Saint-Honoré la maison immédiatement voisine de celle de Duplay ; — un dessinateur italien, Cietty, attaché à la manufacture de papiers peints de Montreuil ; — David qui, parce qu'il est grand peintre, se croit grand politique, et, pour se frotter à Robespierre, daigne descendre de son piédestal et fréquenter chez le menuisier. On y rencontre aussi parfois Lohier, épicier rue Saint-André des Arcs, qui fournit la maison Duplay ; — Nicolas, un Lorrain de Mirecourt, imprimeur, logé à quelques pas de là, au n° 355 de la rue Saint-Honoré ; — la ci-devant comtesse de Chalabre, une excentrique, de mine et de tournure « grotesques », assidue de la Convention et des Jacobins où elle se pâme quand parle Robespierre ; on l'a vue, lorsqu'il descend de la tribune après une discussion orageuse, essuyer pieusement la sueur perlant au front de son héros ; pour se rapprocher de lui, elle viendra

prendre gîte chez l'imprimeur Nicolas et s'y fixera à demeure. Il faut encore mentionner un certain Tranche-la-Hausse, médecin empirique qu'on utilisera à l'occasion; — Calandini, savetier d'Arras, d'origine corse, qui a quitté l'Artois avec femme et enfants, afin de rejoindre à Paris Robespierre ; pour le garder durant la nuit, il couche, dit-on, dans l'étroit réduit qui précède la chambre de Maximilien.

Élisabeth Duplay a consigné, avec une complaisance attendrie, l'emploi des soirées chez ses parents en cet heureux temps de la Terreur qu'elle devait regretter toute sa vie. Robespierre lisait à haute voix quelque tragédie de Racine ou de Corneille, quelque chapitre de Voltaire ou de Rousseau. On rapporte aussi que, à certains jours, quand la société était plus nombreuse, Buonarotti, musicien de profession, se mettait au clavecin après le dîner ; Le Bas chantait une romance ou prenait son violon dont il jouait agréablement. Ces réjouissances artistiques devaient être rares, car, ce que l'on n'aperçoit pas, c'est un instant de loisir dans la vie si pleine de Robespierre. Comment suffisait-il à toutes ses obligations? Cinq ou six heures de la journée à la Convention ; la séance des Jacobins prolongée, la plupart du temps, jusqu'à onze heures du soir; le Comité de Salut public siégeant tout le jour, parfois toute la nuit... Quel temps restait-il pour son travail personnel, la lecture de sa correspondance, la préparation de ses discours? Sa composition était lente et pénible, ainsi qu'en témoignent ses brouillons dont des pages entières sont raturées. On ne discerne pas davantage par qui ni comment il était secondé dans son labeur dont une partie seulement demeure apparente, car on a de lui des pages de carnet ou des feuilles volantes où sont tracées, de sa petite écriture étriquée et rageuse, souvent illisible, des notes rapides indicatrices de projets d'organisation administrative et judiciaire, où sont mentionnés, — accolés de laconiques qualificatifs, — les noms d'individus méritant d'être employés. Il avait donc des agents sûrs pour les lui signaler, et, parmi ceux qui peuvent avoir joué ce rôle, il ne faut pas omettre de mentionner Taschereau, dont, sur la liste dressée par Élisabeth Duplay des familiers de la maison de son père, on rencontre le nom accolé d'un mot indiquant que ses visites étaient fréquentes : — « Souvent Taschereau. »

Robespierre l'a pris en confiance, peut-être parce qu'il peut par lui se tenir au courant des agissements de Collot d'Herbois, son douteux collègue au Comité de Salut public. Taschereau habite en effet, avec sa femme et sa fille, dans la même maison que Collot, au pâté des Italiens, rue Favart. C'est un ancien armateur dont la fortune considérable a été compromise par la Révolution ; très exalté, doué d'une faconde méridionale, il est venu à Paris en 1791 et s'est fait inscrire aux Jacobins ; sa carrière, dès lors, est surprenante ; envoyé par la République en Espagne dans l'hiver de 1793, il est mal reçu à Madrid, houspillé par la populace, échappe à grand peine en sautant par une des fenêtres de son hôtel et rentre à Paris, cherchant à s'occuper. Enrôlé dans la petite bande de ceux que l'on appelle « les satellites de Robespierre », il passe pour être l'un des plus actifs espions de l'*Incorruptible* ; c'est par son intermédiaire, dit-on, que celui-ci communique avec Fouquier-Tinville. Mais sa faveur ne va pas sans à-coups ; soit que Robespierre l'ait soupçonné de trahison, soit qu'il croie utile de feindre l'hostilité envers ce séide précieux, Taschereau sera exclu des Jacobins, emprisonné, et rentrera en grâce au printemps de 1794. Vadier le redoute et lui a voué une haine dont les raisons restent troubles.

* * *

Au vrai, la maison Duplay, si calme naguère, est envahie : Robespierre le jeune, *Bonbon*, député comme son aîné à la Convention, est venu rejoindre Maximilien chez le menuisier. Leur sœur Charlotte s'y est également installée ; Duplay lui a cédé, sans bail, pour mille francs par an, un appartement du corps de logis donnant sur la rue. Bientôt l'ami Couthon s'y établira aussi avec sa famille. Celui-ci n'est pas un locataire commode ; il ne peut faire un pas et, quand il dîne avec les Duplay, il faut le porter dans l'escalier et dans la cour jusqu'à la salle à manger.

Malgré cette affluence d'hôtes, et souvent de convives, rien n'indique que Mme Duplay ait renforcé son personnel ; elle et ses filles suffisent à tout ; Élisabeth trouve même le loisir d'aller souvent bavarder avec Charlotte Robespierre, de la friser et de s'occuper de ses toilettes. Avec sa mère ou sa sœur Éléonore, elle monte aussi la garde dans la cour et veille attentivement

à ce qu'aucun intrus n'approche de Robespierre. Leur surveillance ne se relâche jamais. Qui n'a lu le récit laissé par Barras d'une visite à cette maison impénétrable à tout étranger? Revenant de sa mission du Midi, Barras, accompagné de son collègue Fréron, se dirige vers la rue Saint-Honoré, pénètre sous le porche où sont des planches entassées, parvient à la petite cour, encombrée, elle aussi, de bois de menuiserie; Mme Duplay et l'une de ses filles sont postées là; la fille étendant sur une corde des bas de coton rayé, qu'elle vient de laver et que Barras reconnaît pour être de ceux que porte habituellement Robespierre; la mère, un baquet entre les jambes, épluche des herbes. Fréron, qui connaît le local, va droit à l'escalier qui conduit chez Robespierre; mais les deux femmes assurent que celui-ci est absent; comme Fréron insiste, elles lui barrent le chemin; la mère dit : « Eh bien! je m'en vais prévenir. » Du bas de l'escalier, elle crie : « C'est Fréron et son ami dont je ne sais pas le nom! » Montant devant eux, elle ouvre la porte de la chambre; les deux hommes entrent; ils trouvent Robespierre debout, enveloppé d'un peignoir et sortant des mains de son coiffeur; sa perruque, tout son visage sont enduits d'une épaisse couche de poudre blanche. Sans rendre aux arrivants leur salut, sans dire un mot, sans paraître même s'apercevoir de leur présence, il se tourne vers la petite glace suspendue à la croisée et, avec son couteau de toilette, râcle la poudre qui couvre son front et ses joues, jette sur une chaise son peignoir, se lave dans une cuvette qu'il tient à la main, se nettoie les dents, crache à plusieurs reprises sur les pieds de ses visiteurs, sans leur donner aucune marque d'attention. Fréron a pris la parole, rendant compte de leur mission. Barras parle à son tour; mais Robespierre ne répond mot. Pas un geste, pas un signe permettant de supposer qu'il ne se croit pas seul. Ni colère, ni dédain dans la physionomie. « Je n'ai rien vu d'aussi impassible, écrit Barras, dans le marbre des statues ou dans le visage des morts. » Il se retira avec son compagnon, sans avoir obtenu une parole ni même un regard.

On a aussi les impressions d'un certain Stanislas Lacante qui, ayant à solliciter l'appui de Robespierre en faveur d'un capitaine dénué de ressources pour rejoindre son régiment, réussit à pénétrer jusqu'à la salle à manger de la maison

Duplay, y trouva douze convives attablés, ne parvint pas à formuler sa requête et sortit au plus vite sous les invectives des dîneurs dont l'un le menaçait « d'une volée de coups de bâton ». La prudence exigeait de ne point risquer pareille démarche sans être présenté par quelqu'un de l'intimité : encore fallait-il que l'une des demoiselles Duplay s'intéressât au postulant; leur seule intervention triomphait de l'inflexibilité des consignes. Ouvrard, plus avisé que Lacante, s'étant mis en tête de sauver ses compatriotes nantais déférés au tribunal révolutionnaire, profita d'une absence momentanée de Robespierre pour courir chez Duplay, fut reçu par deux des jeunes filles, les pria instamment de lui ménager un entretien avec leur hôte, et obtint d'elles la promesse d'une tentative. Le lendemain, la plus jeune, toute joyeuse, l'avisa qu'il serait reçu le jour suivant. A l'heure convenue, on l'introduisit sans difficulté, mais fort ému, dans la salle à manger où le terrible tribun prenait son café, à côté d'Éléonore et d'Élisabeth. Robespierre accueillit Ouvrard courtoisement, l'engageant à partager son déjeuner, mais déclarant « qu'il ne pouvait rien pour les Nantais — Voyez, conseilla-t-il, Fouquier-Tinville ou son greffier. »

Robespierre, a-t-on dit, « payait en affection les services que lui rendait sa famille adoptive ». Il ne paie pas qu'en affection, et son crédit dédommage amplement son entourage des soins admiratifs dont il est l'objet. Tous ceux qui l'approchent et lui sont dévoués tirent profit de sa protection : le serrurier Didiée, le distillateur Gravier, — deux fidèles, — sont jurés au Tribunal révolutionnaire, et rien qu'à se déclarer « convaincus », gagnent par an 6 500 francs; — l'imprimeur Nicolas est également promu juré, préposé du Comité de Sûreté générale et, ce qui lui sourit davantage, accablé de commandes officielles : il deviendra riche en peu de temps, ce dont aura l'imprudence de s'égayer Camille Desmoulins : — « En janvier dernier, j'ai encore vu M. Nicolas dîner avec une pomme cuite... Croirait-on qu'à ce sans-culotte qui vivait si sobrement, il est dû, en nivôse, plus de 150000 francs pour impressions, par le Tribunal... C'est ainsi que moi je suis un aristocrate qui frise la guillotine et que Nicolas est un sans-culotte qui frise la fortune. » Garnier-Launay et l'épicier Lohier, dont on déguste les denrées à la table des Duplay, occu-

pent les hautes fonctions de juges au même Tribunal; — Duplay lui-même, pareillement juré, on l'a vu, cumule cet emploi avec d'importants travaux de menuiserie commandés par les Comités : lors de l'aménagement de la salle de la Convention, il a touché d'assez fortes sommes, et l'un de ses mémoires se monte à 60000 livres; c'est lui qui, en prévision de la Fête de l'Être suprême, est chargé de couvrir d'une charpente le bassin des Tuileries où s'élèvera la statue de l'Athéisme, ci 15800 livres; et on le retrouve pour une somme de 12939 livres dans la construction du grand amphithéâtre appliqué à la façade du château. Le dessinateur Cietty qui, quoique Italien, est membre du Conseil général de la Commune de Paris, a néanmoins le loisir lucratif de tapisser de papiers peints les salles du Comité de Salut public, et quand on lit, au *Moniteur* ou ailleurs, des noms d'inconnus tels que Laviron ou Baudement, bombardés membres de la Commission populaire chargée de signaler les suspects et de les servir à Fouquier-Tinville, il faut bien penser que ces personnages ont des titres à pareille faveur : Laviron, menuisier à Créteil, est, en effet, un cousin de Mme Duplay; son frère aîné est, comme Didiée, comme Gravier, comme Duplay, juré au Tribunal révolutionnaire et menace de quitter la place si l'on ne coupe point par jour « de 100 à 120 têtes; » sans quoi « on ne s'y retrouvera plus ». Quant à Baudement, membre, lui aussi, de la Commission populaire, c'est un jardinier de Thiais qui a travaillé pour Pierre Vaugeois... Il se vante d'avoir déjeuné « avec son ami Robespierre » et, plus ferme patriote que son compère Laviron, déclare qu'on ne s'en tirera pas à moins de 70000 têtes. Auzat, le gendre de Duplay, simple « homme de loi » à Issoire, devient directeur des transports militaires; pour ôter à cette nomination toute apparence de favoritisme, le Comité de Salut public s'informe des aptitudes d'Auzat, et, pour être bien renseigné, il s'adresse à l'imprimeur Nicolas... Ça se passe entre amis; — le savetier Calandini fera, lui aussi, son chemin, — et rapidement; comme, avant de s'adonner aux ressemelages, il a été soldat au régiment corse, on lui décerne un grade dans les troupes de la République : il est, en l'an II, adjudant général, chef de la 3e division de l'armée du Nord.

On voudrait décrire l'aspect des soirées de Mme Duplay, quand ces amis de l'*Incorruptible*, — et d'a tres aussi copieuse-

ment nantis, car il serait facile d'allonger la liste, sont réunis dans le petit salon de la rue Saint-Honoré après leur journée de travail. Ils arrivent de la Commune, de la Commission populaire, de l'odieux Tribunal : ils ont employé leur temps à dresser des listes de suspects, à marquer des malheureux pour la déportation ou la guillotine, à fournir l'échafaud de sa pitance journalière. Ils ont entendu des cris de désespoir et des sanglots; ils ont vu de pauvres femmes, blêmes d'horreur, se roidir pour ne pas tomber en recevant leur arrêt de mort; ils ont, pour venir, traversé ces vestibules du Palais, vaste usine à massacre, où les chevelures tombent sous les ciseaux du bourreau, où on lie de corde des mains tremblantes, qui ne seront dénouées tout à l'heure que froides et rigides. Ils ont assisté au chargement des charrettes de moribonds, et les voici attablés, souriants, tranquilles, mangeant bien et galants pour les dames. Pendant que les jeunes filles servent le café, Buonarotti ouvre le clavecin; Le Bas chante *Tandis que tout sommeille* ou *le Bien-aimé ne revient pas*, et les autres écoutent, charmés, heureux de vivre et d'être là.

Une idylle naquit de ces réunions. Élisabeth Duplay, familièrement appelée *Babet*, la plus jeune, la plus gaie des filles du menuisier, devint mélancolique et rêveuse. Charlotte Robespierre la menait quelquefois à la Convention; un jour, Le Bas les ayant aperçues de sa place, s'approcha, pour les saluer, de la tribune où elles s'occupaient à peler des oranges. Il accepta l'un de ces fruits, prêta sa lorgnette à Babet pour qu'elle s'amusât à reconnaître, dans le vaste hémicycle plein de rumeurs et de mouvements, les députés en renom. Il avisa, au doigt de la jeune fille, une petite bague qui l'intrigua et qu'il voulut voir de près. Babet, très émue, sortit l'anneau de son doigt, le lui remit pour qu'il l'examinât à loisir; mais, à ce moment, Le Bas entendit qu'on l'appelait : c'était l'instant d'un vote; en hâte il descendit les gradins, se perdit dans les groupes. La séance s'acheva sans qu'il reparût, et Élisabeth dut rentrer rue Saint-Honoré, enrichie d'une lorgnette accusatrice, dépourvue de sa bague, et en grand danger d'être grondée. Charlotte, qui n'en était plus à s'émouvoir d'un si chaste début de roman, réconforta sa naïve amie. Mme Duplay ne s'aperçut de rien; seul, Robespierre s'étonna du changement d'humeur de la jeune fille : « Petite Élisabeth, dit-il, regardez-

moi comme votre meilleur ami, comme un bon frère; je vous donnerai les conseils dont on a besoin à votre âge. » Mais elle ne confessa rien. Elle était bien triste, ayant appris que Le Bas, gravement malade, ne paraissait plus à l'Assemblée. Elle s'effrayait du sentiment inconnu qui ne quittait plus sa pensée : un grand amour était dans son cœur.

Un jour de juin, elle le revit, si changé! C'était au jardin des Jacobins, par un beau soir de printemps. Ils causèrent : il déclara qu'il cherchait à se marier; il pria Élisabeth de lui trouver une femme, une femme très gaie, aimant le plaisir et la toilette, et qui ne s'embarrassât point du soin de ses enfants. La pauvre amoureuse, confondue, avait peine à ne pas pleurer. Voyant son émoi, il avoua qu'il voulait l'éprouver; il lui prit la main : « C'est vous, dit-il, c'est vous que je chéris depuis le jour où je vous ai vue à la Convention... Oui, mon Élisabeth, si tu veux, je te demanderai aujourd'hui à tes parents. » Elle balbutia d'une voix tremblante : « Moi aussi, Philippe, je vous aime depuis ce jour-là... J'ai encore votre lorgnette... — Et moi, j'ai ta bague; elle ne m'a pas quitté depuis le jour où je suis tombé malade. » Il parla longtemps; elle l'écoutait, comme en rêve. Mme Duplay survint; on alla s'asseoir aux Tuileries, sous les arbres, et Le Bas fit sa demande. La maman n'osa se prononcer; il lui fallait consulter Duplay et, rentrée à la maison, Babet qui, retenant son souffle, guettait à travers la cloison les chuchotements de ses parents, surprit des conciliabules prolongés jusqu'à une heure du matin, et auxquels fut convoqué Robespierre, qu'elle entendit formuler cet oracle : « N'hésitez pas, mon ami, Le Bas est le plus digne des hommes; Élisabeth sera heureuse. »

Philippe se présenta le lendemain matin, à 9 heures. Babet, le cœur battant, repassait du linge dans la salle à manger : « Courage! » souffla-t-il, très troublé lui-même. Et il entra dans le salon où Duplay l'attendait. La conversation fut longue; enfin on invita Élisabeth à comparaître. Le menuisier, qui n'abdiquait jamais son autorité, prit le ton sévère, s'élevant contre l'ingratitude des filles, protestant que, en raison de ses cachotteries et de son manque de confiance envers sa mère, la sournoise Élisabeth n'obtiendrait jamais son consentement paternel. Il s'étendit sur ce thème, tandis qu'elle étouffait de sanglots. Philippe intervint, la suppliant de ne pas se faire de

mal, l'assurant que son bon père lui pardonnait et nè s'opposait pas au mariage. « Allons, fit Duplay, je vous la donne ; c'est une bonne petite fille. » Robespierre descendit de sa chambrette, prononça quelques mots, et on servit le chocolat, que prirent ensemble le père et la mère Duplay, Le Bas et Robespierre, pendant que la fiancée retournait à son repassage.

Le mariage fut célébré à la Commune, le 26 août, par Hébert, *le Père Duchesne*. Robespierre servait de témoin à Le Bas ; Élisabeth était assistée de son oncle, Pierre Vaugeois, le menuisier de Choisy, et les jeunes époux s'établirent provisoirement rue de l'Arcade, dans l'une des maisons que possédait Duplay, puis se fixèrent bientôt rue Neuve-de-Luxembourg, au troisième étage, sur la cour. Élisabeth était là tout près de la maison de ses parents, où l'on ne cessait de bénir l'homme extraordinaire auquel la famille du menuisier était redevable de tant d'éclat et de bonheur.

Et, tout à coup, un drame : le 4 prairial au matin, Paris apprend avec stupeur que Collot d'Herbois a été assassiné dans la nuit. Collot, l'ex-comédien, beau parleur, le collègue, presque le rival de Robespierre au Comité de Salut public ! A l'ouverture de la séance, Barère annonce la terrible nouvelle à l'Assemblée frémissante. Le meurtrier est un certain Admiral, ancien domestique dans une famille noble, actuellement employé à la loterie. Voilà huit jours que ce monstre perpètre son forfait : il a vendu ses meubles pour acheter deux pistolets et un fusil. Son choix s'est d'abord porté sur Robespierre et, le 3 au matin, parti de chez lui, 4, rue Favart, il a gagné par les boulevards la maison Duplay ; il s'informe près d'une laitière, qui lui conseille de s'adresser aux gens de la menuiserie. Entré dans la cour, il y trouve un volontaire portant le bras en écharpe, et une citoyenne. Tous deux l'assurent que Robespierre, très occupé, ne peut recevoir. Dépité, l'assassin déjeune chez Roulot, au bout de la terrasse des Feuillants, où il dépense quinze francs, puis se dirige vers les Tuileries, entre à la Convention et prend place dans l'une des tribunes publiques. Un discours de Cambon l'endort profondément, et il ne se réveille qu'à la fin de la séance. Il rôde quelque temps dans les anti-salles de l'Assemblée ; Robespierre ne paraît pas. Alors, Admiral traîne de café en café jusqu'au soir, fait une partie de

dames avec un jeune homme, soupe chez le traiteur Dufils, rue Favart, et rentre chez lui à 11 heures du soir. Il a réfléchi que Collot d'Herbois habite dans sa maison : à quoi bon perdre son temps à la poursuite d'un député introuvable, quand on en a un autre sous la main? Il remonte donc à son cinquième étage, vérifie ses armes et guette le moment propice.

A une heure on frappe à la porte de la rue : c'est Collot qui rentre; Admiral se penche sur la rampe, aperçoit la servante du député qui, portant une chandelle allumée, sort du troisième et descend pour ouvrir à son maître. Alors il bondit dans l'escalier qu'il dévale quatre à quatre, en furieux, se heurte à Collot près d'atteindre sa porte : « Arrête-là! Voici ta dernière heure! » crie-t-il. Son premier pistolet fait long feu ; il lâche son second coup au hasard, et remonte comme un fou s'enfermer dans sa chambre. La servante épouvantée a ouvert une fenêtre et clame à la garde. En un instant, la maison est pleine de gens; toute une patrouille armée de piques qui satisfaisait, sous les péristyles du théâtre voisin, « aux nécessités de la nature » accourt en tumulte et se bouscule dans l'escalier; un citoyen en chemise, jambes nues, la commande : c'est Bertrand Arnaud, membre de la Commune; il habite, lui aussi, la maison; il s'est jeté en bas de son lit et n'a pris que le temps de passer sur son simple costume son ruban de municipal. On monte au cinquième étage, à l'assaut du logis de l'assassin qui s'est barricadé chez lui; tout à coup sa porte s'entr'ouvre : un nouveau coup de feu retentit, un des assaillants est blessé : c'est « le brave et trop heureux Geffroy », un serrurier de la section. On se précipite, le meurtrier est saisi et traîné triomphalement au poste. Tel fut le thème du récit de Barère : il l'agrémenta de tous les ornements oratoires que lui fournit sa faconde habituelle : « Le crime et l'assassinat veillaient à la porte de ce temple des lois! » — « Ils habitent sous le même toit que les représentants du peuple, pour porter des coups plus assurés. » — « Il faut de nouvelles victimes aux héritiers impies des Capet... Qu'on empoisonne, qu'on assassine, est la réponse des tyrans coalisés. » — « Le gouvernement anglais a vomi parmi nous la trahison et la guerre, entouré la Convention nationale d'assassins... » Et Couthon, après avoir conjuré l'Être suprême de veiller sans cesse sur « les hommes de bien qui honorent sa Providence », s'indigne que l'horrible Admi-

ral ait osé prétendre qu'il était originaire du Puy-de-Dôme. Ça n'est pas vrai, ça n'est pas possible : tous les habitants de ce département le désavouent ; « il n'y a que l'Angleterre qui ait pu vomir un pareil monstre. » Tout cela est haché d'applaudissements frénétiques. Enfin Collot lui-même paraît à la tribune, modeste comme un triomphateur, accueilli par de délirantes acclamations : car il n'est pas mort ; il n'est même pas blessé. Effrayé par l'attaque soudaine d'Admiral, il a laissé tomber sa canne et comme il se baissait pour la ramasser, le second coup de feu a passé au-dessus de sa tète. On conclut en décrétant que, puisque, trois ans auparavant, « en un temps de dégradation et de honte », l'Assemblée constituante écoutait la lecture « des insignifiants et dégoûtants bulletins de la santé d'un roi parjure », la Convention s'honorera d'insérer chaque jour à son procès-verbal l'état de la santé du brave serrurier Geffroy, blessé en sauvant la vie d'un représentant de la nation. Et durant plus d'un mois, on lira au début de chacune des séances, le bulletin des médecins de Geffroy, dont la blessure, d'ailleurs, d'après l'avis des docteurs qui le soignent, n'a jamais mis la vie en danger. Quand, enfin guéri, il apparaîtra à la barre, soutenu par deux chirurgiens et suivi de toute sa famille ; quand Collot, en bon comédien, quittera sa place pour l'embrasser et le conduire à la tribune présidentielle, en déclarant que « la Révolution n'est plus que la pratique constante et journalière des vertus austères et fécondes », l'attendrissement des députés sera tel qu'ils admettront Geffroy parmi eux et le feront asseoir au sommet de la Montagne, aux clameurs d'allégresse de toute l'assistance.

Dans cette affaire, Robespierre se trouvait le plus atteint. Le 4 prairial, jour de l'attentat, Taschereau dinait à la table des Duplay, Taschereau qui, on l'a dit, habitait le second étage de la maison de la rue Favart, théâtre du crime. Robespierre fut donc parfaitement informé des moindres péripéties du drame ; il put juger combien les ovations des Conventionnels, combien leur émoi, évidemment factice, étaient en disproportion avec la réalité des faits. Sa nature soupçonneuse et jalouse devait s'inquiéter de ces pantalonnades ; il y avait là une intrigue dirigée contre lui. En quoi il voyait juste, probablement. A l'heure où il est près d'atteindre au pinacle, quand sa popularité le désigne comme l'homme indispensable, unique, voilà que

toute l'attention, tout l'intérêt du pays se détournent sur cet histrion de Collot qu'il abhorre et dont il se méfie depuis longtemps. Dans douze jours la Convention doit renouveler son bureau : nul doute qu'elle va élire pour président la « victime » d'Admiral : c'est donc Collot qui, en cette qualité, recueillera tout l'honneur de la Fête prochaine dont les somptueux préparatifs agitent Paris d'une émotion qui se répercute dans les provinces et jusqu'à l'étranger. Ainsi Robespierre aura tout conçu, tout conduit, et il sera frustré du succès! Un autre profitera de son œuvre! Lui, inaperçu dans les rangs de ses six cents collègues, il lui faudra entendre les *vivat* qui salueront son remplaçant indigne! Quelle déception douloureuse! Quel nouveau coup du sort acharné! L'Être suprême, pour lequel il avait tant fait, lui devait le miracle d'une revanche. Elle ne tarda pas.

Ce même jour du 4 prairial, — vendredi, 23 mai, — vers neuf heures du soir, une jeune fille, assez jolie, vêtue en petite ouvrière élégante, entra sous le porche de la maison Duplay. Éléonore montait la garde dans la cour,assistée de son voisin, le serrurier juré Didiée, du peintre Châtelet, lui aussi juré au Tribunal, et de Boullanger, compagnon joaillier, second aide de camp de Hanriot, le général commandant l'armée révolutionnaire. Les jacobins chômaient ce soir-là et Robespierre devait être chez lui; l'inconnue demanda à le voir; Éléonore répondit qu'il était absent. Alors la jeune ouvrière, ne dissimulant pas sa déception, bougonna « qu'elle le cherchait depuis trois heures; n'était-ce pas le devoir d'un fonctionnaire public de se tenir à la disposition de tous les citoyens »? Ces propos parurent irrévérencieux; l'aide de camp et les deux jurés l'empoignèrent pour la conduire au Comité de Sûreté générale. En chemin, ils la firent parler : elle dit que, dans le temps, quand on se présentait chez le Roi, on entrait tout de suite; et comme l'un des hommes observait qu'elle semblait regretter les rois, elle répliqua, avec une sorte d'exaltation : « Je verserais tout mon sang pour en avoir un; voilà mon opinion; vous êtes des tyrans. »

Au Comité, elle déclara se nommer Anne-Cécile Renault; elle avait vingt ans, vivait chez son père, papetier, dans la Cité, rue de la Lanterne, à l'angle de celle des Marmousets, près le pont Notre-Dame. Elle subit l'interrogatoire d'une contenance assurée et un peu rogue, alléguant qu'elle voulait connaître

Robespierre « pour savoir s'il lui convenait » et « comment est fait un tyran ». Vadier devait être là, car parmi les questions posées à Cécile, on remarque celle-ci : « Connaissez-vous la rue Contrescarpe? Dom Gerle? Catherine Théot? » Le vieil inquisiteur cherchait à grossir son rapport en germe, jusqu'alors assez peu nourri; mais la petite Renault n'avait jamais entendu ces noms-là. Une femme qui se trouvait au Comité en solliciteuse, la fouilla et trouva sur elle deux petits couteaux de poche : l'un en écaille, l'autre en ivoire garni en argent. L'interrogatoire prenant fin, elle observa que, en allant rue Saint-Honoré, elle avait déposé en route un petit paquet de linge au café Payen, contre la Convention. Didiée et Châtelet coururent l'y chercher : elle ne fit aucune difficulté pour convenir qu'elle s'était munie de ce bagage pour ne pas manquer de linge « là où on allait la conduire ». — « De quel lieu entendez-vous parler? — De la prison, pour aller de là à la guillotine. »

A onze heures du soir, elle était écrouée à la Conciergerie; une heure plus tard, Héron arrêtait le père Renault qu'il trouvait sanglotant, éploré du retard inexpliqué de sa fille à l'heure du souper. Il l'avait attendue dans l'angoisse toute la soirée; Héron emmena en même temps le fils Renault et une vieille religieuse, tante de Cécile : il apprit que celle-ci avait deux autres frères, servant aux armées, et des mandats d'arrestation furent décernés contre eux: il profita de ce qu'il était dans la maison pour visiter la chambre de la petite Renault et y vit, au-dessus du lit, « une espèce de bannière ornée d'une couronne, d'une croix et de fleurs de lys en papier d'argent ». C'est à peu près tout ce qu'on put savoir des sentiments de la « criminelle », bien que le zélé Fouquier-Tinville remuât ciel et terre pour enfler l'affaire et se faire valoir. Au dire de ses voisins, Cécile était une petite coquette, dépensant tout son argent en toilettes et s'endettant même chez les ouvrières et les marchands du quartier. Elle avait récemment commandé chez la citoyenne Cruel, couturière, une robe de taffetas bleu, en l'invitant à « pousser l'ouvrage ». — « On ne sait ce qui peut arriver, disait-elle; je peux aller à la guillotine; je veux mettre mes affaires avant. » Elle ne savait ni écrire, ni même signer son nom et ses réponses aux nombreux interrogatoires que lui fit subir Dumas, l'un des présidents du tribunal et fervent Robes-

pierriste, dénotent, ou qu'elle est folle, ou qu'elle veut mourir pour une raison qu'elle ne révélera pas. Quelqu'un qui la vit à la Conciergerie jugea que « les mouvements égarés de ses yeux semblaient indiquer la démence ».

N'importe! Robespierre gagnait sur Collot la partie : quand, le samedi matin, le bruit courut dans Paris que l'*Incorruptible* venait d'être la victime d'une « nouvelle Corday », l'émotion fut intense; il n'était pas plus blessé que son collègue; pourtant, dans cette joute entre assassinés, il remportait hautement la palme ; son cas surpassait l'autre en mystérieux et en romanesque et, le 6 prairial au soir, à la séance des Jacobins, ce fut triomphal. Collot venait, une fois de plus, de raconter son aventure, enjolivée de détails héroïques et de harangues à la Tite-Live; on avait, d'acclamation, proclamé Jacobin le brave Geffroy, quand Robespierre fit son entrée. Le président Voulland, — l'un du Comité de Sûreté générale, — se jeta dans ses bras et, lorsque l'illustre victime prit la parole, ce fut avec un tact, une modestie qui touchèrent profondément les cœurs. Loin de relater, comme l'autre, son assassinat, — auquel, du reste, il n'avait pas assisté, — il ne voulut l'envisager que sous le point de vue de l'intérêt public et discourut en homme déjà mort : « Jamais les défenseurs de la liberté n'ont cru devoir vivre pendant une longue suite d'années; leur vie est incertaine et précaire... Moi qui ne crois point à la nécessité de vivre, mais seulement à la Vertu et à la Providence, je me trouve placé dans l'état où les assassins ont voulu me mettre... Le fer des assassins m'a rendu plus libre et plus redoutable pour tous les ennemis du peuple... Français, reposez-vous sur nous d'employer le peu de vie que la Providence nous accorde, à combattre les ennemis qui nous environnent. Nous jurons par les poignards rougis du sang des martyrs de la Révolution, et depuis aiguisés contre nous, d'exterminer jusqu'au dernier les scélérats qui voudraient nous ravir le bonheur et la liberté!... » Inquiétante allusion à de nouveaux ennemis que sa méfiance soupçonnait déjà; Voulland le comprit sans doute : ce pauvre homme était vraiment gêné de présider une séance si dramatique sans pouvoir y placer son mot : il glissa que lui aussi avait été menacé de mort, et par une femme; mais il se hâta de rassurer ses frères : « Il n'y a plus de danger; le tribunal a fait justice de cette citoyenne, il y a deux jours. »

Des applaudissements unanimes et prolongés ont salué le discours de Robespierre, discours « où brillent la vraie bravoure, la grandeur d'âme républicaine, le plus généreux dévouement à la cause de la liberté et la philosophie la plus prononcée ». Maximilien est donc bien sûr d'avoir évincé son rival, quand un frère, peu perspicace, Rousselin, lance la motion de décerner au brave Geffroy les honneurs civiques dans la Fête qui se prépare pour le 20 prairial. Si la proposition est votée, Collot et son sauveur seront les héros de la cérémonie... Robespierre reprend aussitôt la parole; en quelques mots le maladroit ou perfide Rousselin est exécuté, présenté comme un suppôt des tyrans, un voleur, pis encore : un Dantoniste attardé; il est sur-le-champ exclu de la Société, jeté à la porte, et traduit au Comité de Sûreté générale, pour avoir osé détourner sur le seul blessé du « massacre » l'intérêt qui ne doit s'attacher qu'à l'*Incorruptible*. A celui-ci, décidément, rien ne résistait : il bravait même impunément le ridicule. Un bon vent le poussait en poupe : il était prudent de se mettre dans son sillage; le 16 prairial au soir, quatre jours avant la Fête, il était, à l'unanimité, élu président de la Convention.

* * *

Paris était en liesse dans l'attente de cette Fête dont il se promettait merveille; jusque dans les prisons on s'apprêtait à célébrer l'Être suprême, avec la pensée que les mauvais jours étaient passés : du moment que le Gouvernement décrétait l'existence du Bon Dieu, fût-ce d'un Bon Dieu révolutionnaire, n'était-ce point pronostic d'une ère de justice. voire de clémence? Et puis, grande nouveauté, le peuple allait jouer son rôle dans la cérémonie : David en avait tracé le programme pompeux et grandiloquent, sous l'inspiration manifeste de Robespierre, et tout y était prévu et réglé, jusqu'à l'enthousiasme, jusqu'aux pleurs de joie des assistants, jusqu'à la beauté du jour et à l'éclat du soleil : « Déjà les sons d'une musique guerrière retentissent de toutes parts et font succéder au calme du sommeil un réveil enchanteur... A l'aspect de l'astre bienfaisant... amis, frères, époux, enfants, vieillards et mères s'embrassent... les portiques se décorent de festons et de verdure; la chaste épouse tresse de fleurs la chevelure flottante de sa fille chérie, tandis que l'enfant à la mamelle presse le

sein de sa mère dont il est la plus belle parure... le vieillard, les yeux mouillés de larmes... etc. » Tel est le ton du tableau des réjouissances auxquelles sont convoqués tous les Parisiens; on a, en outre, répandu à profusion un *Détail de l'ordre à observer* qui indique à chacun des groupes comment il doit se comporter; à cinq heures du matin, rappel général; les quarante-huit sections s'ébranlent : elles doivent se masser de façon à se mettre en marche au signal donné, à huit heures, par le canon du Pont-Neuf; toutes se formeront en bataillons carrés, — douze de front, — les adolescents munis de fusils ou de piques; les hommes seront sans armes, toutes les citoyennes tiendront à la main un bouquet de roses; toutes les jeunes filles porteront une corbeille de fleurs, — comme à la ci-devant Fête-Dieu. Pour guider les mouvements de ces quarante-huit bataillons, sont nommés commissaires de la Fête cinquante membres de la Société des Jacobins, et aussi les vingt-sept artistes qui ont concouru aux préparatifs.

Ces dispositions promettaient un spectacle grandiose : l'immense amphithéâtre plaqué au pavillon central des Tuileries, côté du jardin, s'élevait élégant et majestueux, orné de vases et de statues, jusqu'aux fenêtres du premier étage dont on avait descellé les balcons pour assurer la communication avec le grand salon où devaient se réunir les Conventionnels. Sur le bassin circulaire se dressait, — un peu difforme, vu la matière employée, — l'Athéisme en toile inflammable, trônant à côté de la Folie, parmi l'Ambition, l'Égoïsme, la Discorde, la fausse Simplicité et autres ennemis de la félicité publique. Au Champ de Mars, la sainte Montagne s'élevait abrupte, révélant dans ses flancs sa grotte, ses tombeaux, son temple, ses trépieds et dominée par un chêne vigoureux et une haute colonne. Mais ce qui excitait toutes les curiosités, c'était le char promis par le programme et auquel travaillaient dans les magasins du garde-meuble, le statuaire Michallon et le figuriste Montpellier. Traîné par huit taureaux, ce char symbolique devait porter une image de la Liberté assise à l'ombre d'un chêne, sur un monceau de fruits en carton et d'attributs champêtres véritables, fournis par le citoyen Duchesne, cultivateur.

David n'était point le créateur de tous ces symboles : la province avait, en ce genre, devancé Paris; on écrirait un volume, — et un volume gai, — à grouper les relations des extrava-

gances révolutionnaires émanées de l'imagination des comités départementaux : l'hiver précédent, par exemple, les sans-culottes de Montmédy avaient organisé, pour célébrer la reprise de Toulon, une cavalcade où l'on voyait un char portant la Fécondité : « Elle est représentée, d'après le compte rendu, par une jeune femme qui allaite son enfant ; autour d'elle on voit sauter plusieurs autres petits qui sourient à leur mère. » Suivait un autre char, funèbre celui-ci, « ombragé de noirs cyprès ». Il portait un tombeau surmonté d'une pyramide : « Une beauté touchante, dans un costume négligé, les cheveux épars et gardant l'attitude de la douleur, s'appuie sur la tombe qu'elle arrose de ses larmes. » Cette beauté touchante figurait « la veuve du citoyen Beauvais, représentant du peuple, massacré par les Anglais à Toulon ». Or Montmédy apprit, — après la fête, — que Beauvais n'était pas mort et qu'il était veuf ! Cette fête présentait, au reste, des attractions plus marquantes encore : entre autres l'assaut et la prise d'une ville rebelle par les patriotes : « les murailles sont escaladées ; l'ennemi est mis en fuite ; la ville est livrée aux flammes ; la vengeance nationale s'exerce ; l'infâme Pitt est amené par les Anglais eux-mêmes qui abjurent leurs erreurs et demandent l'alliance ; un bûcher s'élève, le J... F... est grillé... » Le personnage de Pitt, rôle sacrifié, était distribué sans doute à quelque aristocrate. La fête se terminait par la danse de la Carmagnole et « les plus douces étreintes ».

Ces choses-là, fort belles sur le papier, sont d'une réalisation grotesque. David ne l'ignorait pas et voulait que la cérémonie du 20 prairial fût digne de son grand nom ; il ne faisait rien, d'ailleurs, sans consulter Robespierre dont se préparait, à proprement parler, l'apothéose personnelle. Celui-ci s'occupait des moindres détails : ainsi, ayant appris, le 16 prairial, que le Comité d'Instruction avait chargé Marie-Joseph Chénier de composer les paroles de l'hymne qui devait être chanté sur la montagne par les soli et les choristes de l'Institut national de musique et de l'Opéra, il refusa net le poème de ce factieux, de ce girondin, en qui il flairait un ennemi. Les journaux imprimaient déjà les vers de Chénier ; Gossec en avait terminé la musique ; elle était gravée ; n'importe : trois jours avant la Fête, il fallut obéir. Par chance, un poète inconnu, Désorgues, apporta une ode dont le texte

s'adaptait parfaitement à la mélodie du compositeur et la substitution fut opérée en hâte. C'est même probablement Robespierre qui conçut l'idée d'associer le peuple au chœur officiel et, pour éviter une cacophonie qui eût nui à la majesté de la Fête, les enfants des écoles durent se rendre à l'Institut de musique où on leur serina le thème de l'hymne, tandis que des professeurs parcouraient les sections pour le faire connaître aux citoyens. Plusieurs récits montrent même des maîtres tels que Gossec, Lesueur, Méhul, Cherubini, juchés, la veille de la cérémonie, sur un tonneau ou sur une chaise, dans les carrefours et faisant répéter les passants attroupés et dociles. Gossec, peu soucieux d'entendre massacrer son œuvre par ces interprètes improvisés, en avait écrit à leur usage une version très simple, très mélodique, réservant l'autre, « superbe et large composition », aux artistes expérimentés chargés d'en assurer la magistrale exécution.

Enfin le grand jour parut, radieux. Un soleil brillant, une brise tiède, une atmosphère douce, parfumée par les guirlandes de fleurs, par les feuillages verts qui tapissaient les maisons les plus pauvres, et, sur Paris levé dans la fraîcheur de l'aube, un de ces ciels de l'Ile de France, vibrant et nacré, dont nul autre ne peut égaler le charme et l'enchantement. Ce décadi, 20 prairial, 8 juin, était le dimanche de la Pentecôte, et cette coïncidence, — voulue ou fortuite, — semblait aussi d'heureux augure.

A la maison Duplay, on s'était réveillé de bonne heure. Robespierre, paré d'un frac bleu violacé que ceinturait une large écharpe tricolore, d'un gilet de piqué à pointes, d'une culotte de basin et de bas chinés, descendit à la salle à manger où la famille était réunie autour du café au lait, prête déjà à se rendre à la Fête. Élisabeth elle-même, quoique sur le point d'être mère, se promettait d'aller jusqu'au Champ de Mars. Maximilien ne prit pas le temps de déjeuner ; il posa sur ses cheveux, soigneusement frisés et poudrés, son chapeau empanaché de hautes plumes aux trois couleurs, se munit du bouquet d'épis, de bleuets et de coquelicots artificiels qu'il devait tenir en main durant toute la journée, et partit vers neuf heures, par les rues résonnantes du roulement des tambours et animées de citoyens endimanchés, d'adolescents en armes, de

jeunes filles et de femmes uniformément vêtues de blanc, dans l'agitation heureuse du plaisir attendu.

Il alla droit aux Tuileries, non sans s'arrêter, probablement, au pied de la statue de l'Athéisme, à laquelle les ouvriers avaient travaillé une partie de la nuit et apportaient la dernière main. Il lui fallait, en effet, se concerter avec les artificiers sur la façon de mettre le feu à cette effigie, destinée à tomber en cendres sur un geste de lui. C'était la scène la plus difficile de son rôle et celle où il risquait le plus de provoquer les railleries des malintentionnés. Il gravit le grand escalier du portique élevé contre le palais et sur les différents paliers duquel, déjà encombrés de sièges et de pupitres, allaient prendre place les musiciens et les choristes, au nombre de plus de deux cents. Partout des vases de fleurs, des bustes antiques sur des gaines, des guirlandes, des drapeaux flottants. Au sommet de l'amphithéâtre étaient disposées en hémicycle les chaises pour les Conventionnels, et, isolé dans l'espace libre, sur un grand tapis neuf aux couleurs bleue, blanche et rouge, son fauteuil, à lui, posé sur un marchepied, son trône. Au sommet du dôme central du palais, que coiffait un énorme bonnet phrygien tricolore monté sur une carcasse de fer, une oriflamme de dix mètres de long balançait dans l'azur les couleurs de la République victorieuse.

Maximilien pénètre dans le palais, encore vide à cette heure matinale, et pousse jusqu'à la salle de la Liberté, antichambre de la Convention. Là il rencontre Sempronius Gracchus, sans-culotte, petit-maître de vingt-six ans. De son vrai nom Joachim Vilate, né de bourgeois provinciaux, entré jeune dans les Ordres, il s'est défroqué dès 1792, pris d'ivresse révolutionnaire et poussé par « l'enthousiasme du beau et de la vertu ». A Paris où il est arrivé avec, pour tout bagage, une forte instruction classique, il a fait rapidement son chemin. Il a « le cœur tendre », une jolie figure, des manières distinguées et le talent de s'insinuer. Barère l'a pris en affection et l'a mis en rapport avec Robespierre. Vilate sert à tous deux « d'informateur », — on peut lire : d'espion ; — aussi deviendra-t-il bientôt suspect à l'un et à l'autre. En attendant qu'on lui trouve un emploi bien rétribué, on l'a nommé juré au Tribunal révolutionnaire et, afin qu'il soit en position de tout observer, gratifié d'un joli appartement aux Tuileries mêmes ; il est logé au pavillon de

Flore, et ses fenêtres ouvrent sur le jardin national. Il mène l'existence la plus agréable, soupe avec les puissants du jour, « dans les restaurants renommés »; on le convie aux parties fines de Clichy ou de Saint-Cloud; il y amène « son amie », une délicieuse brune « au teint de lys et de rose », folle de gaîté, « brillante d'attraits » et qui doit être, en effet, bien séduisante, car « cette petite » est prise en grippe par les maîtresses de Barère et de Vadier, dont les « soixante ans de vertu » ne répugnent pas à se mêler aux ébats amoureux des bons vivants de la Convention.

Vilate invita Robespierre à venir chez lui jusqu'à l'heure de la cérémonie, et le Président y consentit. Vilate, qui attendait du monde, avait préparé un en-cas pour ses invités et il insista pour que Robespierre, qui était à jeun, prît quelque chose. Celui-ci se débarrassa de son bouquet, mangea peu et parla moins encore. Il semblait porté sur les nuages; ses traits crispés s'étaient détendus; son visage ordinairement sombre rayonnait d'une joie intérieure et toute son attitude révélait un fébrile enthousiasme. Il s'était approché de la fenêtre et, avec une manifeste et profonde émotion, contemplait la foule qui, en cohortes militairement conduites, affluait dans l'immense espace; les femmes, toutes en robes blanches, s'alignaient du côté de la rivière; les hommes, du côté de la terrasse des Feuillants : leurs longues files moutonnantes se perdaient sous la profondeur des marronniers fleuris, laissant libre la grande allée du jardin où prenaient place les groupes de tambours, le bataillon des adolescents entourant les porteurs de drapeaux, les canonniers avec leurs pièces, les corps de musique et les délégations de vieillards, tous massés en bon ordre depuis le Pont Tournant jusqu'aux parterres voisins du château où l'on avait, ce printemps-là, planté des pommes de terre pour démocratiser le jardin royal et dont l'aspect rustique faisait tache dans ce théâtral décor.

Maximilien considéra longtemps cette multitude dont l'animation joyeuse l'emplissait d'orgueil : c'était à son appel que ces centaines de milliers d'êtres se rassemblaient; une même pensée les unissait tous, et c'était lui qui la leur avait suggérée. Vilate l'entendit murmurer : « Voilà la plus intéressante partie de l'humanité. O nature, que ta puissance est sublime et délicieuse! Comme les tyrans doivent pâlir à l'idée

de cette Fête ! » Si ces paroles ont été fidèlement reproduites, voilà établi que, même quand il parlait pour lui seul, l'*Incorruptible* cultivait l'emphase. Il s'attarda dans sa rêverie : tout à coup, voyant l'heure venue d'entrer en scène, il partit si précipitamment qu'il oublia son bouquet, dont Vilate fit don à sa jolie maîtresse. Peut-être est-ce à cette inadvertance de Robespierre qu'est dû son retard à rejoindre ses collègues ; il lui fallut forcément se procurer un autre bouquet, et les quelques minutes employées à cette recherche suscitèrent le mécontentement de certains représentants, mal disposés d'avance contre leur président par la corvée qu'il leur imposait.

Quand il paraît sur la terrasse, les Conventionnels ont déjà pris place. Son entrée isolée fait sensation ; il gagne le fauteuil surélevé qui lui est réservé ; au loin les tambours roulent et le nombreux orchestre rangé sur les degrés du fer-à-cheval attaque une symphonie.

Du piédestal qu'occupe Robespierre, le coup d'œil est grandiose : en demi-cercle autour de lui, les cinq ou six cents représentants présents, presque tous uniformément vêtus d'un costume officiel qu'ils inaugurent ce jour-là ; tous portent au chapeau le haut bouquet de plumes tricolores dont l'ensemble, au souffle de la bise d'été, ondule comme une mer tricolore. Sur les deux rampes, dévalant en courbes élégantes, les artistes et les musiciens de l'Opéra ; toutes les chanteuses, vêtues de blanc, couronnées de roses, tenant en mains une corbeille remplie de fleurs ; au bas de l'escalier, les corps de tambours et les musiques militaires ; puis, jusqu'à l'infini de la perspective, toute la population parisienne, contenue dans un ordre parfait, encadrant les délégations qui vont figurer dans le cortège. L'homme qui, en ce jour ensoleillé, est le but de tous les yeux, l'objet de l'admiration, de la curiosité ou de l'étonnement de cinq cent mille êtres, doit établir dans sa pensée un rapprochement entre cet apogée de sa vie et le souvenir de cet autre jour où, cinq ans auparavant, dans son vieil habit élimé, il a, perdu dans la foule, aperçu de loin, d'en bas, le roi de France, trônant sur une estrade et s'adressant aux députés de son peuple ainsi qu'aujourd'hui, lui, l'ancien petit robin provincial, va parler à la foule immense recueillie à ses pieds.

Il parle, en effet, debout à la balustrade de l'amphithéâtre.

Sa voix, habituellement rauque, est si claire, sa diction si nette, qu'on l'entend au loin. Son bref discours est plusieurs fois coupé par les applaudissements. Maintenant, c'est l'instant critique : il lui faut quitter l'estrade, descendre seul le monumental escalier, parcourir la longue distance qui sépare l'amphithéâtre du bassin des parterres, au milieu duquel se dresse l'Athéisme qu'il s'apprête à pulvériser. Aucune relation n'indique de quelle façon il se tire de ce pas difficile : il s'avance « un flambeau à la main », écrivent les uns; « tenant une torche allumée », selon d'autres. Le moyen de n'être pas ridicule encombré de tels accessoires? Qu'il doit paraître petit et gauche dans ce grand ensemble; et comment marcher? S'il va vite, il aura l'air de courir au feu; s'il adopte une allure lente, il fera mine d'officiant : un maître de ballet saurait seul assumer pareille tâche. Il est très vraisemblable, d'ailleurs, qu'il n'eut ni torche, ni flambeau; certains indices permettent de présumer que Robespierre se contenta d'un geste symbolique. Ruggieri lui présenta une lance à feu; la funeste effigie s'enflamma, dégageant une fumée empestée, et des ouvriers, grimpés sur une échelle, aidaient au miracle en arrachant par lambeaux la toile combustible pour dégager au plus vite l'image de la Sagesse, qui apparut néanmoins très noircie et fort mal en point : « c'était la plus triste Sagesse que l'on eût jamais vue; son col semblait coupé d'un coup de hache; elle regardait tristement ses genoux. » Le public, tenu à distance, acclama le prodige sur la foi du programme; mais quand Robespierre regagna son trône de l'amphithéâtre, ses collègues l'accueillirent par des ricanements et des quolibets : « Ta sagesse est obscurcie », goguenardaient-ils. Et lorsque, reprenant la parole : « Il est rentré dans le néant, dit-il, ce monstre que le génie des rois avait vomi sur la France... », on s'esclaffa sans gêne ni vergogne. Les nombreux matérialistes de l'Assemblée regardaient comme une provocation cette insulte à leur opinion; dès ce moment, le charme fut rompu; le héros de la Fête discernait tout à coup qu'il était entouré d'ennemis, envieux de sa prépondérance et répugnant à son mysticisme.

Pourtant, la cérémonie se poursuivait suivant le plan de David : les chœurs avaient entonné la version populaire de l'hymne de Gossec et Desorgues, — celle qu'on avait répétée la

veille dans les sections, — et le bon peuple était ravi de cette mélodie facile qui lui était déjà familière. Le cortège s'organisait pour gagner le Champ de Mars, révolutionnairement baptisé *Champ de la réunion*. Cent tambours, trois musiques militaires scandaient la marche qu'ouvrait un détachement de cavalerie précédé de ses trompettes; puis venaient les pompiers, les canonniers, les sections, les groupes de vieillards et d'adolescents, le char rustique, un peu trop chargé d'instruments aratoires; on avait renoncé aux « huit taureaux vigoureux » que remplaçaient autant de bœufs, placides et lents, caparaçonnés somptueusement. Entre quatre cornets d'abondance figurait sur ce char l'image assise de la Liberté tenant à la main une massue; on avait, pour plus de solidité, gaîné d'un cylindre de fer blanc le chêne qui l'abritait. La Convention entourait le char; elle marchait en groupe compact, sous la protection d'un ruban tricolore « porté par l'enfance ornée de violettes, l'adolescence ornée de myrtes, la virilité ornée de chêne et la vieillesse ornée de pampres ». Chacun des représentants tenait à la main un bouquet; maugréant contre ces simagrées, ils avançaient indocilement et acceptaient mal les consignes établies par David, qu'on voyait, très affairé, parcourant toute la colonne, veillant au bon ordre, maintenant les distances, agitant son chapeau à plumes en criant : « Place au délégué de la Convention ! » Il y avait aussi le char des aveugles qui chantaient un hymne à la divinité. Un corps de cavalerie fermait le cortège.

Robespierre, à vingt pas de ses collègues, attirait tous les regards.

Un écrivain qui, quarante ans plus tard, se souvenait d'avoir vu l'imposant défilé, a conté que son père, l'ayant amené là, lui toucha l'épaule, disant : « Tiens ! voilà Robespierre; c'est celui qui marche seul... » L'enfant regarda : il vit un petit homme à figure pâle, sèche et grave; il allait à pas mesurés, son chapeau à la main, les yeux baissés; sa démarche composée, et parfois incertaine, témoignait d'un embarras manifeste, et l'expression morne et inquiète de son visage contrastait avec l'agitation du groupe turbulent des représentants. Ce que l'enfant ne pouvait savoir, c'est que cet homme sombre endure, à ce moment même, la plus cruelle de toutes les déceptions de sa vie. Malgré les fanfares, les salves, les

chants, les acclamations saluant son passage, il n'entend que les invectives, les brocards dont le poursuivent ses collègues marchant derrière lui ; il reconnaît les voix : celle de Bourdon de l'Oise, qui le désigne aux autres et à la foule comme un dictateur, un charlatan ; celles de Ruamps, de Thirion, de Montaut et surtout de Lecointre, le marchand de toiles de Versailles, qui, plus de vingt fois, le traite de tyran et menace de le tuer ; Merlin, de Thionville, entendant une femme crier *Vive Robespierre!* la repousse, indigné : « Crie donc Vive la République! malheureuse! » Robespierre intervient : « Pourquoi maltraiter cette pauvre femme? » dit-il d'un ton très doux, — si doux que Merlin se sent perdu... Un autre représentant remarque ironiquement : « Il n'y eut pas beaucoup d'encens pour le dieu du jour... J'entendis toutes les imprécations... proférées assez haut pour parvenir jusqu'aux oreilles du sacrificateur, malgré l'intervalle laissé entre lui et nous... c'est la haine qu'on lui portait qui détermina cette séparation. » Il lui faut marcher crispé de rage, méditant contre sa haineuse escorte d'effroyables représailles. Comment peut-il s'étonner de cette aversion? Ne songe-t-il donc pas que son cortège se compose, sauf peu d'exceptions, de ceux qui s'opposèrent jadis à lui livrer la tête du Roi, et qui, depuis lors, se taisent, attendant leur heure ; d'anciens partisans de la Gironde qui ruminent en silence la revanche ; des amis de Danton qui ne pardonnent point et ne le supportent que par peur ; des montagnards farouches qui regrettent Hébert, Chaumette et leurs manifestations d'athéisme? Sa suite, en ce jour de triomphe, est faite non seulement des vivants qui le bafouent et l'injurient, mais de tous les spectres de ceux qu'il a sacrifiés pour déblayer sa route. Précisément le cortège, sortant du jardin national, parvient à l'emplacement de l'échafaud, démonté dans la soirée de la veille : douze têtes, dont celle d'un volontaire de dix-huit ans, y sont tombées hier, et un citoyen, Prud'homme, dut travailler la nuit « à laver et à couvrir de sable le sang des victimes... » C'est là que Brissot, Vergniaud, Danton, Camille, sa tendre Lucile, la spartiate Manon Roland, et tant et tant d'autres sont morts en maudissant celui qui, le visage clos, l'air impassible, franchit maintenant ce passage tragique.

Les musiques, les chœurs, les batteries de tambour, les sonneries de trompettes accompagnent le défilé dont l'allure est

réglée sur la lenteur de l'énorme char où oscille l'arbre de la Liberté. Le parcours est long par le pont de la Révolution, la berge, la place des Invalides et l'avenue de l'École militaire que termine un arc de triomphe en forme de niveau, sous lequel tous passent avant de pénétrer dans le champ de la Réunion.

Le spectacle fut merveilleux : quand les députés, les chanteurs, les musiciens, amenés certainement en voiture, eurent gravi les sentiers escarpés et les escaliers conduisant au sommet de la Montagne ; quand les divers groupes se furent rangés en cercle autour de la colline emblématique, dominant l'immense arène, le puissant orchestre préluda et les chœurs attaquèrent la noble composition de Desorgues et Gossec, *Père de l'Univers...* dont l'effet, dit-on, fut grandiose, pour ceux du moins qui se trouvaient à proximité de la Montagne, car, dans ce grand espace, les sons n'arrivaient que par bribes à la foule. On peut croire aussi que la tenue des figurants eux-mêmes dut parfois, au cours d'une cérémonie aussi longue, manquer de solennité : plus d'un citoyen, couronné de chêne, tira de sa poche une pipe qu'il fuma discrètement ; plus d'une vierge, « parée des fleurs du printemps », avait dans son réticule du pain et du saucisson, et le nombre fut certainement grand des vieillards chargés de pampres qui dissimulaient une chopine de vin afin de boire un coup et de se donner des jambes. On a, sur ces détails vulgaires, que David n'avait pas prévus, un seul témoignage : c'est celui de deux aristocrates, la mère et la fille, qui, par prudence, s'habillèrent de blanc, se munirent d'un bouquet de roses et, s'étant mêlées à la délégation de leur section, furent menées, tambour battant, marquant le pas, jusqu'au jardin des Tuileries. Alignées militairement avec leurs compagnes, elles attendirent debout, jusqu'à onze heures : la mère, n'en pouvant plus, s'assit par terre ; sa fille en fit autant, et plusieurs femmes les imitèrent ; mais le commandant du groupe leur ordonna de se lever. Elles supplièrent qu'on les laissât se reposer sur les bancs vides placés à quelques pas ; refus brutal ; alors, au début de la fête, l'attention de tous les chefs se portant vers l'amphithéâtre où pérorait Robespierre, elles s'esquivèrent adroitement, gagnèrent les portes du jardin, et rentrèrent chez elles, harassées et mourant de soif.

Ceux que l'enthousiasme soutenait résistèrent jusqu'à la fin

qui fut impressionnante : après le grand chœur de Gossec, on chanta des strophes à la divinité sur l'air de *la Marseillaise*, et la multitude mêla ses voix à celles des artistes, juchés sur la Montagne. Au sommet de la colline, les trompettes marquaient le rythme, et un chef d'orchestre battait la mesure au moyen d'un drapeau. Au dernier couplet, une formidable canonnade éclata, que répercutaient les coteaux de Passy ; dociles au programme, les enfants jetèrent des fleurs vers le ciel, les vieillards bénirent les adolescents, les mères remercièrent l'Être suprême de leur fécondité, et les vierges jurèrent de n'épouser que des citoyens ayant servi la patrie. Aussitôt ce fut la débandade : la nuit était proche et les Parisiens piétinaient depuis cinq heures du matin. Beaucoup s'installèrent au pied de la Montagne pour y manger un morceau ; il était convenu que le cortège se disloquerait à la place des Invalides et que la Convention nationale rentrerait en corps aux Tuileries; mais les estaminets de l'avenue de l'École militaire retinrent des foules assoiffées et le retour des députés s'effectua sans ordre parmi le flot des citoyens regagnant le cœur de la ville.

Dans le relâchement du décorum déposé, les ressentiments s'affirmèrent : on citait ce mot entendu : « Voyez ce bougre-là, ce n'est pas assez d'être le maître, il faut encore qu'il soit un dieu ! » On assure que Lecointre, — un demi-fou, — s'approcha de Robespierre et lui dit en face : « J'aime ta Fête, mais toi, je te hais ! » Vilate raconte que Vadier et Barère avec lesquels il se trouva, soit à la rentrée aux Tuileries, soit ailleurs, parlaient à mots couverts, s'amusant à intriguer Sempronius Gracchus. Barère disait : « La Mère de Dieu n'enfantera pas son Verbe divin... » Vadier, toujours ricanant, reprenait : « L'œuf que la poule couve n'aura pas de germe... » « Je n'entends rien à cette théologie, fit Vilate; dis-moi donc ce qu'est cette Mère de Dieu... — Ah ! répliqua Barère, souriant à ses pensées, ce sont des mystères que les profanes doivent ignorer : c'est la Mère du Sage qui est le centre où le ciel et la terre doivent aboutir... » Et comme Vilate réclamait des explications, Vadier grommela : « Il ne badine pas. Hum ! Hum ! Il y a du vrai dans tout ça. » Qu'ils fussent exactement ou non rapportés, de tels propos témoignaient d'une irritation déclarée et très réelle, car, lorsque Élisabeth Le Bas, qui, malgré sa très prochaine maternité, s'était rendue au Champ de Mars, y retrouva son

mari à la fin de la Fête, celui-ci, consterné, aborda sa femme par ces mots : « La Patrie est perdue ! »

A la nuit close, Robespierre rentrait fourbu à cette maison Duplay d'où il était parti, le matin, si léger ; ses hôtes avaient tous assisté à son triomphe que, en gens simples, ils jugeaient décisif ; ils le félicitaient avec affection : lui les laissait parler, accablé peut-être par la révélation subite d'une disproportion flagrante entre son mérite et le rôle écrasant témérairement assumé. D'avoir vu ce grand peuple à ses pieds, avait-il pour la première fois l'intuition de sa propre médiocrité ? Ou, plus probablement, s'effrayait-il du nombre grossissant d'ennemis qu'il venait de découvrir du haut sommet où il était monté ? Sans rien confier de ses angoisses aux braves gens qui l'entouraient, il leur dit d'un ton prophétique : « Vous ne me verrez plus longtemps. » Au dehors, dans la nuit chaude, la populace prolongeait les réjouissances. Le palais des Tuileries, illuminé, retenait les badauds : une étoile de feu brillait devant le pavillon central ; peu à peu son éclat s'affaiblit ; elle pâlit, s'effaça et disparut.

Cette étoile qui s'éteignait, elle aussi était un symbole.

G. Lenotre.

(*A suivre.*)

LETTRES A
MADAME A. DE CAILLAVET (1)

Mme Arman de Caillavet, dont le salon fut pendant trente ans un centre littéraire, entretint toujours avec ses amis une importante correspondance. C'est à partir de 1876 qu'elle prit l'habitude de garder leurs lettres. Le commandant Rivière fut un de ses premiers et plus fervents admirateurs (2).

Ils se rencontrèrent d'abord chez Dumas; Rivière y dînait tous les mardis. Puis, très vite, il se mit à venir la voir chaque jour quand il était à Paris. Mais les marins n'y sont guère qu'en passant : aussi leur amitié s'épanouit-elle surtout par correspondance. Rivière était un causeur éblouissant et paradoxal, quelquefois cynique, avec des réparties promptes et mordantes. « Il plaisantait de tout, sauf de l'armée et de la marine. » Quand la conversation tombait sur ces deux sujets, pour lui sacrés, une émotion vibrait dans sa voix, on le sentait dominé par une noble passion.

Beaucoup de gens ont connu Rivière, homme du monde, sceptique et railleur ; d'autres ont connu Henri Rivière, romancier, auteur dramatique de grand talent; plus rares sont ceux

(1) Publiées par Mme Jeanne-Maurice Pouquet.

(2) Henri Rivière était né en 1827. Officier de marine, il écrivit des nouvelles et des articles dans la *Revue*; plusieurs de ses romans eurent un grand succès. Dumas tenait *Pierrot* pour un chef-d'œuvre. Rivière fit plusieurs pièces de théâtre: *la Parvenue* fut représentée, en 1869, au Théâtre-Français. Envoyé en Nouvelle-Calédonie, il y réprima une insurrection canaque. A son retour il publia ses *Souvenirs sur la Nouvelle Calédonie.* Plus tard, au Tonkin, il s'empara de Hanoï, le 25 avril 1882. Abandonné à lui-même avec une poignée d'hommes, il fut tué dans une embuscade, le 19 mai 1883.

qui ont connu le commandant Rivière, l'officier intrépide, le savant consciencieux, le héros d'Hanoï et de Nam-Dinh. Mme Arman de Caillavet a connu ces trois hommes. Elle a connu aussi un Rivière presque sentimental qui « portait son cynisme comme une cuirasse » (1) et qui lui conserva, jusqu'au dernier jour, une affection à la fois bourrue et délicate.

Modeste et ne parlant jamais de lui-même, quand on le complimentait sur un de ses romans ou sur une de ses pièces, il riait comme un écolier pris en faute et disait : « Il faut bien s'amuser pendant les récréations! » Si on essayait de l'interroger sur ses campagnes, il éludait toutes les questions.

Dans une de ses lettres à Claretie, on trouve ce passage : « Dites-vous bien qu'il est plus difficile d'écrire un roman que de prendre une citadelle et de faire de l'histoire à coups de fusil. Qu'est-ce qu'on risque à se battre? De mourir. Au moins, il n'y a personne pour vous siffler (2). »

Le 19 mai 1883, il n'y eut même personne pour l'enterrer.

C'était une âme forte, d'une indomptable énergie. Rien ne l'effrayait. Il avait un beau visage aux traits fins, des yeux noirs très vifs, une expression si mobile qu'elle reflétait en un instant toute une gamme de sentiments, mais il savait, quand il le fallait, imposer à cette mobilité un masque impénétrable. Hélas! cette bouche fine a grimacé sous la torture, ces yeux charmants ont été crevés et cette belle tête a été promenée, sur une pique, par de féroces sauvages!



Le 3 mars 1876, à bord de la *Vire*, en rade de Tahiti.

« Madame,

« ...Enfin je suis arrivé à Tahiti, mais je n'en suis pas plus fier pour cela. Je veux seulement vous donner de mes nouvelles et vous dire comment j'en suis venu à avoir la tête en bas et vous la tête en l'air, ou inversement, comme vous voudrez, et à vous écrire aujourd'hui à trois heures de l'après-midi, quand vous êtes au même moment dans votre lit, à la date de demain, deux heures du matin. Je suis parti de Paris le 30 décembre, après vous avoir dit adieu la veille, et j'ai passé tout seul, au Havre,

(1) Victor Du Bled, *la Société française depuis cent ans*.
(2) Publiée dans *la Vie à Paris*, 1883, de Jules Claretie.

la journée du 31. Ah! cette journée-là a été dure! On s'aperçoit, dans cet isolement complet et en face du départ, de l'inconnu et de deux ans d'absence, que l'on n'est qu'une pauvre et faible créature humaine et le cœur désolé crie après toutes ses affections. On dit que les larmes font du bien, c'est vrai, mais ce n'est qu'après qu'on les a répandues. Le lendemain matin, je partais sur le *Labrador*. Nons n'étions que six passagers. Il n'y a que ceux qui ne peuvent pas faire autrement qui traversent l'Océan au mois de janvier. Pendant treize jours, nous avons eu une grosse mer de l'ouest, de grosses brises d'ouest et des grains presque continuels de grêle et de neige. Il y avait aux secondes quatorze petites sœurs des pauvres qui s'en allaient, boulant par tas au mal de mer et au roulis. C'était la seule distraction du bord.

« Le 14 janvier, nous sommes arrivés à New-York, une brutale ville américaine dont je ne vous dirai rien. J'en suis parti, le lendemain 15, par le grand Continental, pour San-Francisco, où je suis arrivé après sept jours et sept nuits de chemin de fer. Je savais que la dernière limite du départ du courrier de San-Francisco pour Tahiti était le 23 du mois et, comme je suis au fond un bon serviteur, je faisais ce que je pouvais pour arriver à temps. Mais j'aurais bien voulu que les neiges nous retinssent dans les Montagnes Rocheuses ou à la Sierra Nevada. C'est le train qui nous suivait d'un jour qui a eu cette chance-là. Cette traversée de l'Amérique est d'ailleurs merveilleuse. A partir de Chicago, on traverse pendant deux jours la Prairie, une mer de terre sans un monticule et sans un arbre ; mais ce qui reste de Sioux, au lieu d'attaquer le train comme à la Porte-Saint-Martin, vient mendier aux différentes stations de la route. Aux Montagnes Rocheuses et à la Sierra Nevada, pendant deux jours, il semble encore que l'on navigue sur un océan immobile, car la neige, avec l'aspect de la houle et de ses longs plis dormants, s'étend à perte de vue.

« Le 22, à sept heures du soir, j'arrivais à San-Francisco, mais j'avoue qu'après avoir fait ma toilette et avoir dîné je n'ai eu que la force de me coucher. Le lendemain matin, qui était un dimanche, je cherchai inutilement le Consul et, dans la journée, j'avais pris mon parti du départ possible du courrier et de mon séjour pendant un mois à San-Francisco, ce qui ne me déplaisait pas, lorsqu'en sortant pour voir la ville, je fus

reçu par de telles rafales que la *Paloma* n'avait pas dû certainement mettre à la mer par ce vent-là. Et, en effet, elle était dans le port, ce qui fit que nous partîmes de compagnie, elle et moi, pour Tahiti, le 25 janvier.

« Quant aux vingt-huit jours de la *Paloma*, il faut les avoir vécus à bord pour s'en faire une idée. Moi, qui cependant n'ai pas de nerfs, j'ai eu vers le dixième jour et vers le vingt-troisième, deux petits accès d'idiotisme ou de découragement, au choix. Je me suis ressaisi en lisant obstinément des livres de marine sur les cyclones et des romans anglais, et en me promenant, en dépit du roulis et du tangage, dans un petit espace de dix pieds de long. Là encore, nous étions six, et chacun parlait une langue différente, un vieux docteur allemand qui baragouinait le français et buvait de la bière, un jeune Irlandais qui fendait les bûches du cuisinier, un Espagnol, le capitaine qui était Danois et sa femme, une demi-blanche de Tahiti. Il y avait aussi huit canaques, un terre-neuve et quatre cochons, trois seulement en arrivant, parce que nous avions mangé le plus petit. La chaleur était effroyable et les puces sans nombre ainsi que les cancrelas. Ah! la *Paloma*! A toute heure, pendant vingt-huit jours, l'Irlandais a fendu ses bûches et le docteur m'a dit, sa bouteille à la main : « Voulez-vous *beer*, monsee? » Et, faisant sauter le bouchon : « *Push, champaign, certainly* très bon! » Enfin, je suis bien content de n'avoir pas manqué la *Paloma* du mois de janvier, parce qu'il m'aurait fallu prendre sa camarade du mois de février et que je n'en aurais pas eu le courage.

« Je ne sais pas ce que la *Vire* va devenir, si elle va rester à Tahiti, aller à la Nouvelle-Calédonie ou à Valparaiso. Je ferai volontiers tout ce qu'on voudra, ne pouvant pas, d'ailleurs, faire autrement...

« H. Rivière. »

* * *

Un an après, il est toujours sur la *Vire*, mais il a quitté Tahiti, l'île délicieuse du *Mariage de Loti*. Il est à Sydnev, d'où il écrit, le 27 août 1877 :

« Madame,

« ... Je ne vous raconte pas mes voyages, car je n'en fais plus, ni ma station qui est monotone. C'est au point qu'on y

deviendrait amoureux pour se distraire et le remède serait pire que le mal. Cette fois-ci, il y a du changement et je vous écris de Sydney. C'est toujours l'hospitalière et aimable ville que je vous ai dite et Rochefort a dû la trouver de beaucoup préférable à Nouméa (1). Moi aussi, si je comprenais la langue, je serais très heureux. Je m'exprime dans un anglais très pur dont on me fait compliment, mais j'ai des oreilles de sourd qui ne saisissent pas les sons, de sorte que je ne comprends pas un mot de ce qu'on me dit. J'ai recours alors, pour répondre, à une pantomime souriante et aimable, mais trop vague. Ce n'est d'ailleurs pour moi qu'une préoccupation momentanée, car nous retournerons à Nouméa dans les premiers jours de septembre.

« Ce qui m'importe, c'est de quitter Nouméa et ce ne sera peut-être pas très facile. Le gouverneur trouve que la *Vire* est encore en état de rendre pendant longtemps d'utiles services dans la colonie. Il m'a dit qu'elle ne retournerait en France qu'à la fin de 1878. Je vais, en conséquence, demander officiellement qu'on me donne un successeur en février, à l'expiration de mes deux années de commandement, et comme j'offrirai à ce gouvernement pingre qu'on appelle la République de revenir à mes frais par le courrier, il est probable que j'obtiendrai. Cela toutefois ne me fera arriver qu'au mois de mai. Il est vrai qu'au lieu d'avoir cinq mois ennuyeux de mer, à reconduire la *Vire*, je reviendrai en touriste, en deux mois, soit par San-Francisco et New-York, soit par la Chine et par l'Inde.

« Cette dernière route me plairait assez, car j'aurais vu alors tous les pays du monde. Pure vanité d'ailleurs, car, en imagination, on se les représente bien mieux qu'en réalité. Il n'y a pas de pays différents, il n'y a qu'un petit être, qui est soi, toujours le même et qui, où qu'il se trouve, veut manger, boire, dormir, faire l'amour de temps en temps et, quand il a des loisirs, user de son intelligence. Quand il peut faire tout cela, il est comme le philosophe Bias. Il porte le monde avec lui. Les Anglais, très pratiques, sont cet homme-là. Au Chili, aux Fidge, aux Samoa, où que ce soit, si on entre dans la maison d'un Anglais, c'est l'Angleterre, avec des *misses*, du thé et

(1) Henri Rochefort, déporté à Nouméa après la Commune, s'était évadé.

des *keepsakes*. Alcibiade, lui, était plus fort, il épousait les mœurs des pays où il allait et s'y faisait le roi de la mode, mais il se dépensait trop, comme notre pauvre et spirituel ami des Varannes, et il est mort de bonne heure.

« Le vrai, c'est que, de même que j'ai eu l'envie de partir, j'ai maintenant le désir de revenir, ayant après tout fait mon devoir et mon métier de marin et d'une façon très platonique et désintéressée, car on ne m'en récompensera probablement jamais. Mais ça m'est égal, je suis un Hindou et je resterai tel. J'ai fait un trou dans ma vie qui s'éparpillait à trop de hasards et tournait sur elle-même. Je reviendrai ayant repris des forces et résigné désormais à vivre doucement. Je ferai dévotement une ou deux nouvelles par an pour la *Revue des Deux Mondes*, j'aurai de loin en loin le mirage du théâtre, j'irai à Puys au mois de septembre et j'irai en décembre à Monte-Carlo. Cela ira de cinquante à soixante ans, puis de soixante à soixante-dix et ainsi de suite jusqu'au jour où je ferai mon dernier voyage de ce monde dans l'autre et où je me présenterai au Très-Haut en disant : « Seigneur, vous ne m'avez fait ici-bas ni célèbre, ni riche, ni puissant, mais j'ai vécu heureux. Recevez-moi à merci et continuez-moi vos bonnes grâces. »

« H. Rivière. »

Le 17 octobre 1877, il est encore à Nouméa et il aspire à revenir en France :

«... Il y a deux ans, le 28 décembre, que je vous faisais mes adieux et je ne sais pas encore quand je reviendrai. Quand on est à Nouméa, c'est pour longtemps. Cependant la *France* est désignée, paraît-il, pour remplacer la *Vire*. Elle partira de France au commencement de janvier, arrivera ici en mai et, alors, nous nous mettrons en route, soit par le cap Horn, soit par le détroit de Torrès, pour être de retour en août ou en septembre. A Paris, on n'a pas la notion du temps. Je rencontrais de mes camarades à qui je disais : « Il y a longtemps que je ne vous ai vu... » et ils me répondaient : « Je viens de passer trois ans en Nouvelle-Calédonie ! » Je croyais ne les avoir quittés que depuis trois semaines ! C'est ce qui doit m'arriver dans le souvenir de mes amis. De loin en loin, ils doivent penser à moi comme s'ils m'avaient vu avant-hier.

Vous me faites tous l'effet des cavaliers des ballades allemandes. Vous allez si vite, enfourchant vos dadas sous l'aiguillon de la vie, que vous ne songez plus à ceux que vous laissez derrière vous ou qui s'arrêtent dans l'absence ou dans l'exil. Ici, c'est tout le contraire. Les jours, très sérieux, ont un peu de la longueur des jours sans pain et les années ont la plénitude et la gravité des matrones à la promenade, dans une ville de province. Ah! on les voit à son aise et l'on marche côte à côte et pas à pas avec elles. Aussi, même dans le travail, prend-on des allures de patience et d'éternité.

« Depuis le 15 février de cette année, jusqu'au 9 décembre, tous les jours, à part ceux passés à la mer, de une heure à quatre heures, avec une même placidité, j'ai écrit ma grande page qui se compose de six mille, six cent vingt-quatre lettres. J'en avais fait autant, pendant six mois de 1876, tandis que, sur les soixante chapitres du roman, je n'en avais écrit que cinq à Paris, de 1872 à 1875. Maintenant que j'ai écrit le mot « fin », je suis un peu désœuvré de une heure à quatre. Je lis les journaux du dernier courrier et *l'Assommoir* de Zola. Cela influe sur mes mœurs et sur ma conversation. Je vais en cheulard, *chelinguer* l'absinthe chez quelque troupier, avant de monter à cheval pour la promenade de l'Anse Vata, un délicieux petit coin de Tahiti, égaré en Calédonie. Je ne suis guère allé que deux cents fois cette année à l'Anse Vata; mais, après tout, il y a des imbéciles qui vont au Bois tous les jours et cela me console. Le soir, quand je ne reste pas à bord, j'ai les plaisirs hiérarchiques, je vais voir l'amiral et nous faisons deux parties de billard et trois parties d'échecs. Il m'a fallu venir en Calédonie pour apprendre les échecs. C'est intéressant, quand on s'en est pénétré et cela, — hiérarchiquement, — dispense de causer.

« Je ne vous répéterai pas que nous continuons à faire, de temps à autre, de petits voyages sur la côte, à Marais-les-Moustiques et Bourail-les-Sauterelles et l'Ile-des-Pins-la-Commune (1).

« J'arrive, hier, de l'Ile des Pins. On n'y croit plus à l'amnistie et l'on s'y pend. Je crois qu'ils ont tort, ce n'est pas le moment, ou la République, dont vous jouissez peut-être, serait tout à fait ingrate et sans cœur.

« D'ailleurs, les déportés sont toujours très polis et, comme à l'ordinaire, nous avons échangé force saluts.

(1) L'Ile des Pins était celle où étaient internés les condamnés de la Commune.

« ...Je n'ai rien à vous dire de mon existence de marin, qui se continue au loin telle que je vous l'ai déjà contée. Si fort que je tarde, je reviendrai et si, quelque jour, comme un voyageur qui s'émeut au passé, — le passé a toujours son charme, — je vous raconte et les îles sauvages et la Calédonie, je le ferai mieux que je ne fais aujourd'hui.

« H. Rivière. »

***

Cinq ans passèrent, après ces lettres, pendant lesquelles Henri Rivière fit de fréquents et longs séjours à Paris. Puis il repartit en 1881, et fut nommé commandant de la marine à Saïgon. En 1882, il fut envoyé en mission, d'abord à Bangkok, auprès du roi de Siam, le jeune Chulalongkorn, puis au Cambodge.

Hanoï, 17 juillet 1882.

« Madame,

« Il y a bien longtemps que j'ai voulu vous écrire. J'avais même commencé deux lettres. La première a été interrompue par un départ précipité pour Bangkok. Quant à la deuxième, j'étais si souffrant à ce moment-là que je ne l'ai pas achevée.

« Ce qu'il y a de dur dans la marine et ce que je n'en connaissais pas, ce sont les perfidies du climat, en Cochinchine surtout, ce poison à la fois subtil et lourd, qui est dans l'air que l'on respire, dans l'eau que l'on boit, dans l'humide pesanteur du jour, dans les fraîcheurs subites de la nuit. On y laisse, par petits morceaux, sa santé, son intelligence et sa force. Si les circonstances me ramenaient à Saïgon, je crois que je demanderais à rentrer en France. Au Tonkin, où je suis depuis bientôt quatre mois, c'est différent : le climat est sain et l'on n'y sent pas un ennemi invisible autour de soi. Nous traversons cependant d'intolérables chaleurs. On ne vit qu'à grands coups d'éventail, par larges bouffées d'air qui nous frappent au visage, le jour et la nuit. Ce sont des Annamites qui sont chargés de ce soin-là et ils le font avec une régularité mathématique et infatigable.

« Par cette chaleur on ne peut plus travailler, mais ce qui ne me déplaît pas, on se laisse vivre de paresse et de rêverie. Vous savez que je ne crois pas aux souffrances morales ; elles ne viennent que d'un mauvais estomac ou d'un système nerveux trop

surexcité. Sous ce dernier rapport, on est ici parfaitement heureux. Les nerfs vivent dans une paix profonde. Il n'y a plus rien des soucis, des exigences, des passions factices de la vie civilisée. Tout en rêvant, on se souvient, et, en caressant les chimères qu'on eût si doucement poursuivies, on les dégage de ce qu'elles auraient eu de réalité positive et gênante. On se sent délivré des liens qu'on s'était faits, et l'on n'a plus besoin de s'agiter violemment dans ses chaînes pour se figurer qu'on est libre. Tout s'estompe d'indulgence et d'oubli. Les habitudes chères, les visages aimés, les amitiés tendres, les ambitions diverses dont on était sollicité, tout cela flotte dans un vague très doux. Eh oui, se dit-on, c'était ainsi, ou cela aurait pu être ainsi et c'était vivant et charmant, mais c'était bien fatigant aussi. On n'existe plus qu'en soi, non pas sans les autres, mais loin d'eux et si loin qu'on se figure qu'ils n'ont plus que des sourires aimables pour vous, avec ce petit mélange d'indulgence et de demi-oubli qu'on a soi-même, sans méchanceté pour eux. Les pays lointains, de soleil et sans femmes, c'est l'égoïste sommeil éveillé de l'épicurien que je crois être et, dirait Dumas, de l'Hindou que je suis.

« Je fais cependant de la marine, de la politique et de la guerre, mais c'est si facile quand on ne passe pas le meilleur de son temps à écrire des nouvelles et des romans. Cela ne dérange pas, distrait un peu. C'est ainsi qu'il m'a fallu prendre la citadelle de Hanoï, que son désagréable gouvernement s'obstinait à fortifier à nos côtés. Je ne sais encore si j'en aurai été approuvé ou non, mais cela m'est égal, j'ai fait ce que je devais et je compte ce calme de la conscience comme un des éléments du bonheur. Voilà qui a l'air très moral et qui n'est que sage, parce que les routes droites sont plus aisées à suivre que les sentiers de traverse où il y a des ronces et des embarras de chemin. En somme, ma vie à Hanoï se résume en ceci : me faire éventer, rêver, monter à cheval de six à sept heures du soir, la seule heure où le soleil le permette, et jouer le soir à la roulette. Cet instrument de perdition, ramené aux proportions peu dangereuses d'un jeu de famille, est notre seule distraction. Il a pour moi l'avantage de grouper mes officiers autour de moi. Je puis les mieux connaître en les voyant plus souvent, car ils ne viendraient peut-être pas pour le seul plaisir de me voir et, s'ils venaient pour cela seulement, ils m'ennuieraient.

« Je vous demande pardon, madame, de cette lettre où je ne vous parle que de moi. Ce sont les nouvelles du marin, et, comme il n'en donne pas souvent, c'est son excuse. Ne me croyez pas aussi égoïste que je me plairais à l'être, ma pensée est souvent près de vous, près de mes amis, chez Dumas, chez Mme Aubernon, avenue Hoche, dans cet hospitalier et joli hôtel qui doit être une merveille maintenant. Me voilà aussi loin du Fleuve Rouge, qui roule sous mes fenêtres, que je l'étais de Paris tout à l'heure. Rappelez-moi, je vous prie, au bon souvenir de votre mari et de toute votre famille, et laissez-moi, du fond de mon exil, vous adresser l'expression de mes sentiments les meilleurs et les plus respectueux.

« H. RIVIÈRE. »

Avec quelle simplicité il parle de la prise d'Hanoï ! Il glisse la nouvelle entre deux peintures de sa vie au Tonkin. Dans une lettre à Dumas fils, il en plaisante : « J'ai pris Hanoï et la dysenterie. Je ne sais duquel des deux le ministère me tiendra le plus de compte. »

Au fond de son Tonkin, le commandant Rivière apprit, par une lettre de Dumas fils, que Mme Arman de Caillavet avait été victime d'un grave accident de voiture en revenant des courses d'Auteuil. Elle était dans une victoria, avec son fils, et Mme de Gévrie. Elle fut assez sérieusement blessée ; l'enfant n'eut que des contusions. Mais la pauvre Mme de Gévrie mourut, quelques mois après, des suites de cet accident. Rivière, tout ému, écrivit :

Hanoï, 14 août 1882.

« Madame,

« Je vous avais à peine écrit ma dernière lettre que j'ai appris le terrible accident qui vous était arrivé. Mais, heureusement, les grands éloignements ont cela de bon qu'il n'y a point de jours d'intervalle pour la même nouvelle et qu'en même temps que le chagrin que l'on ressent vous vient la consolation de ce chagrin. J'apprenais aussi que l'accident, sauf la souffrance, n'aurait point de suites funestes. Je n'ai pas besoin de vous dire combien j'en suis heureux pour vous, pour votre fils, pour Mme de Gévrie, pour tous les vôtres. Quand cette lettre vous arrivera, vous ferez sans doute les vendanges et vous n'aurez de tout ceci qu'un souvenir, — avec une certaine peur des chevaux.

Quoique Buffon dise que ce soit la plus belle conquête de l'homme, ce n'en sont pas moins des brutes et les pires des brutes. Au Tonkin, ils sont vicieux et dangereux. Mon aide de camp vient d'avoir le bras cassé. Son cheval s'était effrayé et emballé à la vue d'un éléphant. Un autre officier a été cruellement mordu. J'apprivoise assez lâchement mon cheval avec des morceaux de sucre, ce qui ne l'empêche pas de me faire des sauts de mouton et des sauts de côté, dès qu'il voit ou qu'il entend la moindre chose qui lui déplait.

« Je crois vous faire plaisir en vous racontant tous les méfaits de ces animaux-là. Il est prouvé d'ailleurs que M. de Buffon ne montait pas à cheval. Je n'ai voulu, madame, que vous dire toute l'émotion que j'avais ressentie et combien je suis heureux qu'il n'y ait eu là qu'un accident et non un malheur, et je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments de respectueuse sympathie.

« H. RIVIÈRE. »

Le marin, le conquérant, poursuivait au loin sa rude existence. Mais, si loin qu'il fût, Paris s'occupait de lui. Dumas fils, qui l'aimait profondément, ne le laissait pas oublier. Il prônait ses livres, montrait toutes les lettres qu'il recevait de lui et préparait, dès cette époque, sa candidature à l'Académie. Mme Arman le secondait, tenant Rivière au courant de ces agréables nouvelles. Il lui répondit d'Hanoï, le 2 février 1883 :

« Madame,

« Je viens vous remercier de votre aimable lettre du 16 octobre. Si égoïstement qu'on s'imagine vivre, dans ces lointains exils, on vit surtout de ce passé qu'on croit oublier. Le joli salon, la salle à manger, les tapisseries de l'avenue de la Reine Hortense (1), me sont, tout à coup, apparus. Je n'ai pas besoin de nommer la maîtresse de la maison. C'est elle surtout, de pied en cap, gracieuse, charmante et bienveillante, que j'ai revue et, en face de mon Fleuve Rouge, au-dessus de mes jardins de cactus, de lauriers-roses et de palmiers, je suis resté rêveur avec un peu de mélancolie, de regret et de désir.

« Il y a dans la vie les rêves qui passent et, mieux que les

(1) L'avenue de la Reine Hortense était devenue, depuis 1879, l'avenue Hoche, mais ce vieux nom rappelait à Rivière de vieux souvenirs.

rêves, des réalités dont l'heure n'est pas venue et ne viendra jamais. Je ne dirai pas : « Qu'importe? » car ce serait affecter un trop grand détachement, qui ne serait pas vrai, des meilleurs biens d'ici-bas, mais il est certain que ces rêves entrevus, tout irréalisés et irréalisables qu'ils soient, ont sur le cœur, sur l'esprit, sur le cours même de l'existence, une influence très douce, tout aimable et généreuse. Ils vous sont amis et on vit avec eux tout à la fois familièrement et respectueusement. On est sûr qu'ils n'en sauront rien, qu'ils s'en douteront tout au plus et que peut-être ils ne s'en fâcheront pas. Mes grandes occupations ici ne sont pas, autant qu'on pourrait le supposer, les Annamites et les Chinois. J'y pense de temps en temps, quand il le faut, et voilà tout. C'est si facile, les choses sérieuses! L'imagination et la paresse, voilà ce qui remplit les longs jours qui sont très courts. C'est l'indépendance dans la solitude et cela seul, en y joignant l'autorité, parce qu'ils l'aiment, m'expliquerait les missionnaires.

« Je ne sais pas trop comment cela se fait, mais je suis, plus ou moins, depuis mon départ de France, en philosophie religieuse. D'abord, dans ma lente et longue traversée de France en Cochinchine, j'ai lu, puis relu et annoté *l'Idée de Dieu* de notre ami Caro. C'est un grand et bon livre, très honnête et très sain. On me dira que les voyages ne servent à rien: sans ces quarante jours de mer, je ne l'aurais jamais lu. Aujourd'hui je lis les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* de Renan... Au fond, tous ces philosophes, en passant par Taine, qui divinise « l'atome en son développement et sa sérénité souveraine » (quant à avoir un dieu, j'aime autant Dieu), se donnent une peine bien inutile.

« Le vrai, chez tous les peuples et dans toutes les religions du monde, c'est l'idée très consolante, très secourable d'un être qu'on appelle Dieu, infiniment bon, puissant et juste qui peut, à la rigueur, s'occuper de chacun de nous en particulier. Je dis « à la rigueur », parce qu'en réalité il ne peut pas s'en occuper, car il lui faudrait pour cela changer à chaque instant les lois immuables dans lesquelles il s'est enchaîné lui-même. Il ne peut, si fort que je l'en prie, moi marin, déplacer l'écueil que je redoute et sur lequel court mon navire. Mais ma prière, qui est ma confiance en lui, me donne la force d'âme et la lucidité d'esprit qui me font éviter l'écueil. Et puis, toutes les

philosophies n'y feront rien, c'est bon de croire en quelqu'un, fût-ce en Dieu, mais comme il est très haut et très loin, c'est meilleur encore et plus pratique de croire à un homme ou à une femme, à l'amitié ou à l'amour. J'écris ce dernier mot avec défiance. L'amour! Est-ce bien l'amour, tel qu'on a la bêtise de le comprendre, qu'il faut chercher? Ne serait-ce pas plutôt quelque chose de moins despotique, de moins enfiévré, de moins extravagant? Une affection tendre plutôt, intelligente et souriante et qui croirait au plaisir, qui a des ailes, plutôt qu'au bonheur qui n'en a pas. C'est un bloc à remuer que le bonheur et il retombe stupidement sur vous, comme son rocher sur Sisyphe. Et puis, ce n'est pas moi qui ai fait ce vers-là :

Le chemin est si doux du plaisir au bonheur...

« Vous voyez que j'en reviens à mes moutons et peut-être aussi aux vôtres, que la vie ne semble pas donner tout ce qu'on a la prétention d'attendre d'elle ; seulement, mes moutons à moi sont enrubannés et il n'y manque que la bergère. Je ne suis ni si asiatique, ni si turc que vous me faites et mon avis n'est pas, sur les femmes, celui que vous me prêtez. Je crois seulement qu'elles n'ont ni le courage, ni la volonté d'être aussi heureuses qu'elles pourraient l'être.

« C'est moi qui, à juste titre, pourrais appeler du verbiage tout ce que je vous écris depuis trois pages et qui m'intéresse pourtant plus fort que la mort de Gambetta, en supposant qu'il soit mort, car, au 2 février où je vous écris, nous n'en sommes pas, ici, autrement certains. Aussi, ayant égoïstement un grand plaisir à causer avec vous, j'ai gardé nos amis pour la quatrième page, pour les expédier plus vite. Ne le leur dites pas. Les journaux, qui arrivent partout, même au Tonkin, m'ont tenu au courant de tous les incidents de Dumas. Mais je ne suis pas ferré sur Mme L...

« ... J'ai reçu de Dumas deux aimables lettres et je lui ai envoyé, pour ses étrennes, un panier de voyage annamite. C'est original, mais incommode en France. Je savais que Pailleron allait être de l'Académie et je sais qu'il en est, et je suis très content. L'Académie, encore un rêve ; et cependant peut-être que tout chemin y mène, comme à Rome. Je me rappelle que vous m'en parliez et avec une bienveillance dont j'étais si heureux qu'il me semblait que je la méritais. Je ne sais encore

quand je reviendrai. On me conseille fort de ne pas passer l'été ici. J'hésite toujours et il va falloir que je me décide, car, avant trois mois, les effroyables chaleurs seront revenues.

« Vous ne m'en voudrez pas, madame, de cette longue lettre, vous n'y verrez que mon désir de me retrouver quelques instants près de vous et, dans tout ce qu'elle renferme, l'expression de mes sentiments tout respectueux, tout dévoués.

« H. Rivière. »

Rivière resta, parce qu'il sentait ses conquêtes menacées et l'effectif laissé pour les défendre insuffisant. Il résista à l'attrait puissant d'aller revoir ses amis et se reposer quelques mois.

* * *

Le début de la lettre suivante est mélancolique. Elle nous paraît tragique, à nous qui savons que, onze jours plus tard, celui qui l'écrivait allait mourir :

Hanoï, 8 mai 1883.

« Madame,

« La lettre que vous avez bien voulu m'écrire, le 22 décembre, s'est croisée avec la mienne, du 2 février, et j'y réponds le 8 mai. Les simples dates en disent bien long sur la distance où je suis de vous, sur la notion du temps qui se perd et cependant sur le temps qui passe. Vous savez mal, vous autres gens de terre, ce que c'est que l'éloignement. C'est d'une amertume un peu triste et cela se supporte. Ce qu'il y a de moins gênant, de meilleur peut-être, de plus conciliant en tout cas dans les affections humaines, la sympathie de la pensée, en allège le poids. On oublie de ses amis ce qu'ils ont pu vous faire souffrir. On ne revoit d'eux que ce qu'ils ont de bon et de charmant : autant vaut qu'ils soient loin. Et les chimères, donc, et les espérances, et les rêves de tendresse qu'on avait pu faire, comme tout cela, loin de la réalité dure, s'épanouit en plein azur de l'imagination et du cœur ! Il y a les jouissances solitaires, où l'on est deux cependant, soi d'abord, et un fantôme aimé qui n'a que des complaisances et des sourires. C'est ainsi que je vis, sans trop m'en faire honte, car à mon âge c'est de sagesse, d'égoïsme, de rêverie et de paresse. De paresse, ce n'est pas tout à fait vrai, car, depuis deux mois, je suis très occupé,

mais comme c'est de choses sérieuses, ça ne compte pas. Ce gouvernement, qui ne se décidait à rien, m'a ennuyé et, comme il avait eu l'imprudence de m'envoyer cinq cents hommes, je me suis mis à faire, de moi-même, ce qu'il ne se décidait pas à me faire faire. J'ai pris possession de toute une contrée minière, dont on avait grande envie, mais qu'on hésitait à prendre, et j'ai pris aussi une seconde citadelle. Leur question du Tonkin sera bien forcée de marcher. La prise de Nam-Dinh a été un peu plus difficile que celle de Hanoï. Il y a un an que la citadelle se hérissait de défenses et de soldats. Nous avons eu cinq blessés et le lieutenant-colonel Carreau, au moment où il mettait à terre un canon en position, a eu le pied droit broyé par un biscaïen. Je viens d'écrire cela à M[me] Dumas, qui vous l'aura peut-être dit, ainsi que le déjeuner qui devient de tradition, dans la pagode royale, avec un poulet froid, du bordeaux et du café.

« Il y a un joli moment d'élan et d'entrain quand la porte vient d'être éventrée par le pétard et qu'on entre, le clairon sonnant la charge. De Nam-Dinh, je revenais précipitamment à Hanoï, qu'on avait attaqué pendant mon absence, mais l'attaque avait été vigoureusement repoussée. Depuis ce temps-là, nous avons autour de nous plus ou moins d'ennemis et je suis devenu administrateur, douanier, justicier, policier, toute sorte de choses qui ne sont ni d'un marin ni d'un romancier. A la fin de l'année dernière, quand la saison fraîche venait, j'ai pu écrire une grosse nouvelle en deux parties, *Edith*, dont le manuscrit est là, dans un bahut à incrustations tonkinoises, et, après cette nouvelle-là, j'avais commencé un roman dont j'ai le plan depuis longtemps et qui a pour titre *Perversité*. Mais il est dit que je ne l'écrirai jamais. J'avais écrit les trois premières pages, pas une de plus, quand les événements sont arrivés, et, outre qu'ils continuent en me prenant un temps matériel assez considérable, voilà les grandes chaleurs qui reviennent.

« Je ne sais pas encore si on sera content, en France, de ce que j'ai fait. J'ai fait ce qu'il fallait et j'ai, en outre, une philosophie tranquille qui s'attend à tout et qui s'y résigne. Comme je relis votre lettre, madame, tout en vous écrivant, je me demande si cette philosophie, très épicurienne, ne me vient pas aussi de ce XVIII[e] siècle que j'aime comme

vous et dans lequel vous vous réfugiez, dites-vous, par ennui du vôtre. On était bien spirituel en ce temps-là, et je prends le mot dans le sens de l'intelligence des plaisirs de ce monde et des affaires du cœur. Un mot du temps, vous voyez. Aujourd'hui, on se dispute le bonheur, les femmes surtout, et on ne ne sait pas trop pourquoi. En effet, elles ne croient plus aux passions du romantisme et elles ne veulent pas, avec assez de raison, du naturalisme. Moi, je ne m'ennuie pas de mon siècle, parce que je suis un homme d'abord et puis parce qu'il me semble qu'en dépit de ses défaillances, il y aurait de grandes choses à y faire. Là où je m'étonne d'être ambitieux, j'ai un peu de mélancolie. Je voudrais avoir dix ans de moins pour essayer de ces grandes choses, mais je ne les ai pas. J'en suis, très prosaïquement, aux dernières années actives d'une existence qui m'a été douce et facile, heureuse en somme. Je n'ai pas à me plaindre, il n'est donné qu'à quelques-uns de se hausser jusqu'aux étoiles, voire même à celles d'amiral.

« Il me reste bien peu de place, madame, pour vous remercier de votre aimable lettre, mais vous vous serez bien aperçue que toute la mienne est, en même temps qu'un remerciement, l'expression d'un sincère et respectueux attachement.

« H. Rivière. »

Encore une fois, il annonce avec simplicité qu'il a pris une citadelle. Et il écrit cette phrase prophétique : « Leur question du Tonkin sera bien forcée de marcher. » La mort est là, en embuscade, il le sait; mais, insouciant, — ou peut-être soucieux uniquement d'éblouir celle à qui il écrit, — il ajoute encore ce mot, huit jours avant l'horrible fin :

« Dumas veut que je me présente à l'Académie. Ne trouvez-vous pas cela prématuré ? Son indulgence pour moi l'aveugle. Je crois qu'il serait prudent, avant, de faire encore un livre et de prendre encore une ville. Qu'en pensez-vous, madame ? »

Commandant Rivière.

UN GRAND RÉALISTE

CAVOUR

V (1)

LE MARIAGE DE LA PRINCESSE CLOTILDE

I

Le 31 juillet, Cavour rentre à Turin.

Sa figure épanouie, la flamme scintillante de ses yeux, le rayonnement de toute sa personne suffiraient à prouver le succès qu'il vient de remporter à Plombières.

Sans perdre une minute, il se met à l'œuvre. Et d'abord, selon sa coutume, il arrête en lui-même les grandes lignes de son programme ; il dispose toutes les pièces de son échiquier.

Naturellement, c'est au Roi qu'il réserve la première confidence de ses projets. Il le trouve, comme il s'y attendait, plein d'enthousiasme, impatient déjà de monter à cheval et de voler au combat. Son esprit simple et droit, mais qui ne manque pas de finesse, apprécie très judicieusement la situation nouvelle : « Surtout, ne tombons plus dans les filets de la diplomatie!... Pour aboutir, il faut du canon, et le plus vite possible! »

Cependant, une des questions abordées à Plombières, sur laquelle d'ailleurs Cavour ne s'est pas engagé, atténue quelque peu la joie de Victor-Emmanuel : le mariage de la princesse Clotilde avec le prince Napoléon.

Certes, la demande si pressante de l'Empereur n'a pas lieu

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er novembre, 1er et 15 décembre 1925.

de l'étonner; il la prévoyait; il y a même acquiescé d'avance. Mais aujourd'hui, l'heure est venue de prendre un engagement ferme, de prononcer la sentence irrévocable. Or, plus il y songe, et plus il répugne à ce mariage. Dans un intérêt politique, il va livrer sa fille, qu'il adore, à un homme qui a vingt et un ans de plus qu'elle!... Et cet homme, qui n'appartient même pas aux vieilles familles souveraines, lui est si antipathique! Va-t-on lui livrer une enfant qui n'est que pureté, candeur, noblesse et dévotion?

Aux révoltes angoissées de la conscience paternelle, Cavour oppose la raison d'État, qui est pour lui « l'impératif catégorique ».

« Assurément, dit-il, le mariage n'est pas une condition *sine quâ non* de l'alliance, et l'on peut admettre que, si le mariage ne se fait pas, l'alliance soit néanmoins conclue. Mais cette alliance, dont tout le sort de l'Italie dépend, aura-t-elle la même valeur dans l'un et l'autre cas? Non certes; car, en refusant la main de la princesse Clotilde, on infligerait à Napoléon III une blessure mortifiante. « Je connais bien l'Empereur; un des traits distinctifs de sa nature, c'est l'invariabilité de ses sentiments; il n'oublie jamais un service, comme il ne pardonne jamais une offense. Il vous garderait donc, Sire, une éternelle rancune de l'avoir blessé dans son orgueil dynastique... Et le prince Napoléon, croyez-vous qu'il accepterait placidement cet affront? Vous auriez en lui désormais un ennemi implacable. Et le rang qu'il occupe dans la famille impériale, son activité, ses talents, l'affection que l'Empereur a pour lui, ne lui offriraient que trop souvent l'occasion de nous faire sentir sa haine... Aussi, je le déclare à Votre Majesté, avec la plus profonde conviction : accepter l'alliance et refuser le mariage serait une faute politique immense, qui pourrait attirer sur notre patrie les plus grands malheurs. »

Puis, abandonnant la raison d'État, le rusé ministre cherche à calmer les inquiétudes et les répugnances du père : « Que Votre Majesté me permette d'envisager maintenant la question, non plus avec l'impassibilité du diplomate, mais avec l'absolu et affectueux dévouement que je lui ai voué... Peut-on dire que l'union de la princesse Clotilde avec le prince Napoléon serait inconvenante? Il n'est pas roi, c'est vrai; mais il est le premier prince du sang du premier empire du monde, et il n'est

séparé du trône que par *un enfant de deux ans!* Il n'appartient pas à une antique famille souveraine, c'est encore vrai ; mais son père lui léguera le nom le plus glorieux des temps modernes et, par sa mère, princesse de Wurtemberg, il est allié aux plus illustres maisons de l'Europe. Le neveu du doyen des Rois, le cousin de l'empereur de Russie, n'est point tout à fait un parvenu qu'on n'épouse pas sans honte... J'arrive aux objections d'un ordre plus intime, aux objections fondées sur le caractère personnel du prince et sur sa renommée fâcheuse. Là, Sire, je vous répéterai ce que l'Empereur m'a dit à Plombières avec un accent de parfaite sincérité : le prince Napoléon vaut mieux que sa réputation. Lancé fort jeune dans le tourbillon révolutionnaire, il s'est laissé entraîner à des opinions excessives, ce qui lui a valu tant d'ennemis. Mais il s'est déjà beaucoup modéré. En outre, — et cela lui fait grand honneur, — il est resté fidèle aux principes libéraux de sa jeunesse, tout en renonçant à les appliquer d'une manière dangereuse ; enfin, il a bravé la colère de son cousin plutôt que de consentir à désavouer ses amis d'autrefois, tombés dans la disgrâce. Non vraiment, ce n'est pas un mauvais cœur... Si Votre Majesté daigne réfléchir aux considérations que je viens de lui soumettre, j'ose me flatter qu'Elle reconnaîtra qu'Elle peut, comme père, consentir au mariage que l'intérêt suprême de l'État, l'avenir de sa famille, l'avenir du Piémont, l'avenir de l'Italie tout entière lui conseillent d'autoriser. »

Ainsi parle Cavour ; tel l'ingénieux Ulysse entremêlait habilement « les paroles de force et les paroles de miel ».

Ne sachant plus que répondre, le Roi finit par céder. Mais qu'on ne lui demande pas de porter lui-même le coup à sa fille ! D'ailleurs, il n'irait pas au bout de sa phrase : le cœur et la voix lui manqueraient. Il chargera donc Cavour de notifier à la princesse le verdict fatal. Encore veut-il que sa décision demeure absolument secrète jusqu'à la dernière minute, jusqu'à la veille des fiançailles publiques. Autant que possible, on abrégera les formalités odieuses.

Quand il aura consommé son sacrifice paternel, Victor-Emmanuel n'aura plus que des pensées braves, des espoirs lumineux, des certitudes intrépides, une indomptable et rayonnante fermeté d'âme. Il est désormais dans le plein et le vif de son rôle historique ; il réalise merveilleusement le héros que

Machiavel se préfigurait déjà, en l'appelant de tous ses vœux : « Que l'Italie, après une si longue attente, voie donc paraître enfin son libérateur! Les expressions me manquent pour dire avec quel amour, quelle fidélité, quelle vénération, quelles larmes de joie il serait accueilli dans toutes nos provinces qui ont tant souffert de l'étranger. Les portes de toutes nos villes ne s'ouvriraient-elles pas devant lui? Quels Italiens refuseraient de lui obéir? Avec quels transports d'allégresse notre commune patrie se rallierait à sa bannière!... »

Envisagée non plus sous l'aspect symbolique, mais dans sa réalité vivante, la physionomie de Victor-Emmanuel accuse beaucoup de ressemblance avec Henri IV. On retrouve, chez l'un comme chez l'autre, la trempe vigoureuse du caractère, la noblesse des sentiments, la haute conception de la dignité royale, puis toutes les vertus guerrières, le courage, l'endurance, la hardiesse, l'élan, le diable au corps. Faut-il ajouter que, si l'on poussait plus loin ce parallèle, notre Béarnais l'emporterait aussitôt, — et de combien! — par l'ampleur des vues politiques, les éclairs de génie, l'art de manier les hommes, enfin l'élégance des allures, les grâces primesautières et savoureuses de l'esprit?

Ayant fait approuver ainsi toutes ses idées par le Roi, qui sera dorénavant pour lui un incomparable soutien, Cavour aborde résolument le premier article de son programme : les préparatifs militaires.

Le général de La Marmora, ministre de la Guerre, est tout à fait *the right man in the right place*, étant plutôt un administrateur qu'un stratège et possédant, à un très haut degré, le sens organique, l'intelligence distributive et coordinatrice.

L'impulsion est déclenchée immédiatement. Et, d'ici peu, quelles que soient les précautions de secret, le travail des arsenaux, des poudrières, des magasins, des forteresses, deviendra si intense que les espions autrichiens le signaleront de toutes parts.

Le second article du programme que s'est tracé Cavour n'est pas moins difficile à réaliser, car les difficultés morales s'y ajoutent aux difficultés pratiques : il s'agit en effet de tout combiner pour que, à l'heure opportune, l'Italie entière se soulève,

comme un seul homme, contre ses maîtres abhorrés. L'instrument de cette explosion générale est déjà construit ; Cavour l'a forgé lui-même, il y a un an, avec le concours docile des grands révolutionnaires, Pallavicino, La Farina et Garibaldi : c'est la *Société nationale italienne*, dont les rouages occultes rayonnent depuis Turin jusqu'aux bords de l'Adriatique, jusque dans les Calabres, jusqu'en Sicile.

Maintenant, il faut arrêter un plan tactique, où les moindres détails soient prévus, où les chefs et leurs principaux acolytes soient nominativement désignés, où les dates, les objectifs, les moyens, les subsides, les mots d'ordre, les rendez-vous, les itinéraires soient rigoureusement fixés. Pour agencer tout ce mécanisme, la plus vaste conjuration que mentionne l'histoire, Cavour s'enferme chaque matin, « dès l'aube », avec La Farina.

Lorsqu'on voit ce ministre d'une vieille monarchie conspirer ainsi contre d'autres monarques de droit divin, organiser dans leurs États des complots, des émeutes, des agressions, des félonies, des bouleversements, on ne peut s'empêcher de sourire en se rappelant cet aphorisme du grave Guizot : « Rien d'élevé, rien de durable ne se fonde par la violence et le désordre, car l'esprit révolutionnaire est fatal aux grandeurs qu'il élève comme à celles qu'il renverse. »

Le 19 octobre, Cavour et son coadjuteur ont achevé leur plan d'opérations. L'événement initial sera un tumulte qu'on fera éclater à Massa et Carrare, dans la nuit du 30 avril 1859. Une troupe d'hommes audacieux en profitera pour séquestrer les autorités, s'emparer de l'arsenal et désarmer la garnison. Aussitôt, Garibaldi et trois cents de ses volontaires débarqueront à Lérici, près de la Spezzia ; puis, traversant les Apennins à marches forcées, ils iront soulever Parme, Reggio, Modène et Bologne. Simultanément, les Lombards et les Vénitiens couperont les fils télégraphiques, détruiront les voies ferrées, incendieront les magasins militaires. Alors, sous le prétexte de protéger son territoire contre l'anarchie ambiante, le gouvernement piémontais fera occuper Massa et Carrare. Là-dessus, les armées autrichiennes franchiront le Tessin : la France volera au secours du Piémont.

Afin de mieux assurer l'exécution du mouvement, Cavour convoque à Turin quelques patriotes de l'Italie centrale, dont

le courage et la discrétion lui inspirent le plus de confiance, par exemple Marco Minghetti et le comte Pasolini, tous deux anciens ministres de Pie IX en 1848 ; et, les yeux dans les yeux, il leur révèle méthodiquement tout ce qu'il prépare. Incrédules d'abord et même se demandant s'il n'est pas devenu fou, ils le quittent convaincus, transformés, ineffablement heureux. Mais, avec des personnages de ce rang social et de cette éducation politique, la tâche de Cavour est aisée.

Il doit maintenant, et sans plus tarder, s'aboucher directement avec le démagogue à la chemise rouge, l'ancien condamné à mort des tribunaux piémontais : Garibaldi.

C'est le 28 août qu'il le fait appeler de Capréra, où le farouche paladin poursuit, en face des flots, son rêve ardent et solitaire. Quand ces deux hommes, si différents et qui n'ont vraiment de commun que leur patriotisme, se sont épanchés l'un dans l'autre, puis, s'étant mis d'accord sur tous les points, se sont cordialement serré la main, on peut dire que l'unité italienne est désormais fondée par l'union du Peuple avec la Monarchie, par le ralliement définitif du parti révolutionnaire à la maison de Savoie.

Ce geste, qui sera d'une portée immense dans le *Risorgimento*, Cavour conçoit le moyen d'en accroître encore la valeur par une sorte d'inversion. Tandis que les forces révolutionnaires travailleront, dans la péninsule, au profit de la cause italienne, il faudra qu'elles travaillent, non moins énergiquement, à disloquer, sur les bords du Danube, la puissance des Habsbourg : il faudra qu'elles soulèvent la Hongrie. Comment l'Autriche pourrait-elle soutenir un grand effort militaire au sud des Alpes, si elle est frappée dans le dos ?

Cavour s'est donc mis en relations secrètes avec un des principaux chefs de l'insurrection magyare en 1848, le brillant émule et le compagnon du grand Kossuth : le général Klapka. Vers la fin de septembre, il le mande à Turin et lui dit : « J'ai rapporté de mon voyage à Plombières la conviction que les problèmes de l'Orient amèneront bientôt un conflit entre la France et l'Autriche. Le Piémont se prépare à cette éventualité ; vous, Hongrois, vous devez vous y préparer aussi, car vous n'y êtes pas moins intéressés que nous... » Ils ont vite fait de s'entendre pour réveiller dans l'âme hongroise les souvenirs

épiques de 1848, organiser des troubles dans les villes et les campagnes, provoquer la désertion des régiments hongrois, constituer enfin, dans l'armée piémontaise, une légion magyare dont Klapka lui-même prendra le commandement.

Jamais encore, l'activité de Cavour ne fut si intense. Tous ceux qui l'ont approché, à cette époque, affirment que c'est lui qui mène tout et que l'on ne peut imaginer sa puissance de travail. Il a pris en main tous les organes moteurs, tous les leviers de commande : il est à la fois président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, ministre des Finances, ministre de la Guerre, ministre de la Marine, ministre des Travaux publics, et il n'en paraît nullement écrasé, tant sa discipline est régulière, précise et forte.

Levé à quatre heures (c'est l'instant où il reçoit La Farina et ses agents secrets), il déjeune, à neuf heures, d'un croûton de pain, de deux œufs et d'une tasse de thé. Vers dix heures, il se rend d'un pas alerte à son cabinet officiel, où il lit ses dépêches, parcourt les journaux, aiguillonne ses fonctionnaires; puis il va chez le Roi, au Conseil des ministres, au Sénat, à la Chambre des députés, à des conférences d'état-major, à des commissions financières, etc... A quatre heures, les audiences diplomatiques. Tout de suite après, il s'accorde quelques minutes de repos, chez sa nièce Alfiéri. A six heures, il est rentré au Palazzo Cavour, où il dîne seul. Après quoi, une courte somnolence dans un fauteuil. Et, de nouveau, jusqu'à minuit, un labeur acharné. Rarement la machine humaine a soutenu un effort si énorme, avec un réglage si parfait.

Un jour, vers 1825, Eckermann demandait à Gœthe par quels éléments constitutifs il s'expliquait le génie de Napoléon, et l'illustre vieillard répondit : « Peu de sommeil, peu de nourriture, une volonté qui ne cessait d'agir, un esprit où la lumière ne s'éteignait pas un instant... » Se fût-il expliqué autrement le génie de Cavour?

II

Cependant, à travers toutes ses tâches et quelque attention, quelque ardeur qu'il y apporte, une pensée ne le quitte pas. Que fait Napoléon III? Se prépare-t-il, lui aussi, à jouer son rôle dans le drame qui doit éclater bientôt? Le rêveur

énigmatique et taciturne poursuit-il encore le même rêve?...

Afin de mieux tenir en main ses informateurs occultes et de stimuler aussi le trop prudent Villamarina, il envoie à Paris un jeune officier, qu'il vient d'admettre dans la diplomatie et dont les manières agréables, la finesse, l'entregent, la promptitude l'ont si heureusement frappé que, l'ayant attaché à sa personne, il en a fait bientôt son plus intime collaborateur : le chevalier Nigra.

C'est par cet habile émissaire que passeront désormais toutes les communications secrètes entre Paris et Turin. De prime abord, il gagnera l'entière confiance de l'Empereur et du prince Napoléon. Il réussira même à s'insinuer dans les bonnes grâces de l'Impératrice, qui ne se cache pourtant pas d'être hostile aux ambitions piémontaises. Mieux encore : il trouvera le moyen d'intéresser la femme en parlant à la souveraine; il saura émouvoir ce cœur impeccable, mais si froid, si pauvre de souvenirs tendres. Et, comme il ne manquera pas d'en instruire ponctuellement son chef, il recevra de lui cette réponse astucieuse : « Votre conversation avec l'Impératrice m'a ravi. Évidemment, elle veut vous séduire. Laissez-la faire ; ne soyez pas trop *Joseph*. A la longue, son influence pourrait nous être nuisible. Il ne faut *rien* négliger pour nous la rendre favorable. Répétez-lui que nous autres, Italiens, nous la trouvons charmante. Au reste, il me paraît que vous n'avez pas besoin de leçon et que vous savez vous en tirer à la Richelieu ou à la Metternich. Je garde pour moi seul ce que vous m'avez écrit et ce que vous m'écrirez sur ce sujet délicat. Vos lettres seront cachetées et vous seraient rendues, si un malheur m'arrivait. »

Cavour ne peut d'ailleurs que se féliciter de tout ce qui lui vient de Paris, dans cet automne de 1858. Quelle que soit la source de ses informations, elles s'accordent à lui montrer l'Empereur fidèle au pacte de Plombières.

Le 4 août, Napoléon III s'est rendu à Cherbourg avec l'Impératrice, pour inaugurer l'achèvement du port et présider à l'érection d'une statue de Napoléon Ier.

La reine Victoria et le prince Albert sont venus les saluer. L'entrevue est pleine de cordialité; les acrimonieuses controverses qui avaient tant préjudicié aux relations de la France

et de l'Angleterre après l'attentat d'Orsini, semblent effacées. Un habile discours de l'Empereur achève de produire, non seulement à Londres, mais dans toute l'Europe, la meilleure impression : « Plus un gouvernement est fort, plus il apporte de modération dans ses conseils et de justice dans ses résolutions. On ne risque pas alors le repos du pays pour satisfaire un vain orgueil ou pour acquérir une popularité éphémère. Un gouvernement qui s'appuie sur la volonté des masses n'est l'esclave d'aucun parti; il ne fait la guerre que lorsqu'il y est forcé pour défendre l'honneur ou les grands intérêts des peuples. Ainsi, continuons à développer en paix les ressources variées de la France. Convions les étrangers à visiter nos travaux; qu'ils y viennent en amis et non en rivaux! etc... »

Dans cette harangue pacifique, dans cet appel à la concorde, au travail, à la sagesse, qui donc aurait pu soupçonner des arrière-pensées belliqueuses? Mais Cavour ne s'est pas inquiété de ce langage débonnaire; car il a compris, — et seul il pouvait comprendre, — ce que signifiait l'innocente allusion aux « grands intérêts des peuples ».

Aussitôt les fêtes de Cherbourg terminées, l'Empereur a continué son jeu d'équivoque : il est parti pour la Bretagne, où il ne s'était pas encore montré depuis son avènement. Les milieux officiels appréhendaient un peu ce voyage dans une province qui, naguère encore, affichait hautement des opinions légitimistes et passait pour la citadelle inexpugnable du drapeau blanc. Mais tout le programme s'est déroulé à merveille. Sur le parcours des souverains, les populations se sont portées en foule, avec leurs prêtres et leurs bannières. La patrie des La Rochejaquelein et des Cadoudal, la terre classique des chouans s'est affirmée plus bonapartiste que n'importe quelle région de France. Pour le dernier acte de cet ingénieux scénario, Napoléon III a voulu célébrer la fête du 15 août à Sainte-Anne-d'Auray. Quand ils ont vu l'Empereur se prosterner devant l'autel de leur vénérée patronne, l'enthousiasme des Bretons n'a plus connu de mesure. Et les évêques, les curés, les préfets, les maires ont rivalisé d'éloquence pour glorifier « le nouveau Charlemagne qui, après avoir rendu au Souverain Pontife son trône, s'est fait le courageux soutien de la Papauté au XIXe siècle ».

De même qu'à Cherbourg, qui donc aurait pu alors soupçonner que l'Empereur venait de s'entendre avec le Piémont pour enlever à Pie IX les quatre cinquièmes de ses États et pour déchainer une guerre dont la conséquence ultime serait la destruction du pouvoir temporel ?

Mais, cette fois non plus, Cavour ne s'est pas inquiété. Il a trop pratiqué l'évangile de Machiavel pour ne pas se rappeler l'axiome du grand docteur en fourberie : « Un prince doit toujours dissimuler ses desseins et marcher à son but par les voies qui paraissent s'en écarter le plus... »

Même à l'égard de Walewski, Napoléon III pousse la dissimulation si loin que l'ingénu ministre se prélasse dans la plus douce quiétude. Ainsi, le 22 août, causant avec Hubner, il se félicite béatement des sages dispositions où il voit l'Empereur, surtout quant aux affaires italiennes. « M. de Cavour, dit-il, exploite dans les journaux sa visite à Plombières et s'efforce de lui donner une portée qu'elle n'a pas. L'Empereur m'en a parlé à Cherbourg : *On voudrait faire croire que j'ai des intentions hostiles envers l'Autriche. Rien de plus faux! Sans doute, le Piémont m'est sympathique; sans doute j'aime l'Italie, et je continuerai toujours à prouver aux Italiens mes sympathies, mais dans certaines limites et pas au point de compromettre la paix.* »

Sa quiétude ne se trouble pas davantage quand, vers la fin de septembre, il apprend soudain que l'Empereur envoie le prince Napoléon à Varsovie pour y saluer le tsar Alexandre II. « Simple mission de cérémonial et d'apparat », déclare-t-il à tous les diplomates qui l'interrogent sur ce voyage imprévu. « D'ailleurs, ce qui prouve bien que le prince n'est chargé d'aucune négociation politique, c'est que l'ambassadeur de France, Montebello, ne l'accompagne pas... »

Il tomberait des nues, s'il pouvait lire la lettre que le missionnaire impérial reçoit de Cavour, dès sa rentrée de Pologne : « Je remercie Votre Altesse des choses aimables qu'elle a bien voulu me faire dire par M. Nigra. J'en ai été profondément touché, car depuis longtemps je professe pour elle une respectueuse sympathie. Et maintenant je me sens attaché à elle par les liens d'une vive reconnaissance pour la part éminente qu'elle prend à la grande entreprise qui doit assurer l'indépen-

dance de l'Italie et la gloire du Piémont. La mission de Varsovie, que Votre Altesse Impériale a remplie avec une si rare habileté, contribuera immensément au succès de cette entreprise. Le concours du Tsar, quand même il se bornerait à empêcher l'immixtion de l'Allemagne dans nos affaires, assure, à mon avis, le résultat de la guerre; en nous le procurant, Votre Altesse a rendu à notre cause le plus grand des services. »

On peut dire que cette lettre ouvre une phase nouvelle dans la conjuration qui se trame entre Paris et Turin : elle marque l'entrée en scène du prince Napoléon. Sa familiarité avec l'Empereur, ses dons rares d'intelligence, de parole et de séduction, sa prestance corporelle, son regard impérieux, ses éclats de colère et d'orgueil, ses allures de tribun, son mépris insultant des hiérarchies et des procédures officielles, son désir fiévreux de montrer sa valeur dans un grand rôle historique, sa prétention d'être le seul et véritable interprète des idées napoléoniennes, son culte passionné de l'Italie, sa haine des Habsbourg, sa haine de Pie IX, sa haine des prêtres, sa haine de l'Impératrice, toute sa puissante nature de « César déclassé », apporteront à Cavour, dans l'instant le plus décisif, un merveilleux renfort.

III

De ce jour, les préliminaires du drame vont s'accélérer, notamment la négociation du « Traité d'alliance offensive et défensive », dont les bases furent jetées à Plombières. Tout se passe dans le plus profond secret, entre Victor-Emmanuel et Cavour d'une part, l'Empereur et son cousin, de l'autre; c'est Nigra qui, toujours en route, assure les échanges de vues.

Le 24 décembre, l'accord est complet. Sauf quelques détails de rédaction, il ne manque plus que les signatures. D'après le traité politique, auquel s'ajoutent une convention militaire et une convention financière, la France s'engage à soutenir le Piémont, s'il est attaqué par l'Autriche; le but essentiel de l'alliance est d'affranchir l'Italie de la domination autrichienne; après quoi, le Piémont s'annexera la Lombardie, la Vénétie, les duchés de Parme et de Modène, les Légations et les

Marches; un royaume indépendant sera constitué au centre de la péninsule; la souveraineté du Pape sera maintenue dans la province de Rome; le duché de Savoie et le comté de Nice seront réunis à la France.

Quand la négociation est achevée, Napoléon III se décide enfin à en instruire son ministre des Affaires étrangères. Stupéfait, consterné, Walewski pousse un cri d'alarme : « Permettez, Sire, permettez à mon dévouement qui ne saurait être mis en doute, de vous dire que vous vous êtes engagé dans une voie fatale!... » Et il donne sa démission. Mais une lettre affectueuse du souverain et peut-être aussi une influence plus intime le décident à la retirer. Il suivra donc son maître « dans la voie fatale ».

Le 1er janvier 1859, le corps diplomatique, en grand uniforme, se présente aux Tuileries pour offrir à l'Empereur ses hommages et ses vœux. Napoléon III a pris, ce jour-là, son regard le plus sibyllin.

Il accueille, avec une cérémonieuse froideur, les compliments du nonce apostolique. Mais, lorsqu'il arrive devant l'ambassadeur d'Autriche, ses yeux s'allument soudain et, d'une voix lente, il laisse tomber ces mots : « Je regrette que les relations de nos deux pays ne soient plus aussi bonnes qu'autrefois; veuillez cependant assurer l'empereur François-Joseph que mes sentiments personnels à son égard ne sont pas changés. »

Ces paroles graves, lancées dans une circonstance solennelle, au seuil de l'an nouveau, se propagent aussitôt à travers le monde, avec un retentissement sinistre.

Nul doute : c'est la guerre. Les opinions publiques s'affolent. A la Bourse de Paris, les transactions s'arrêtent, la rente baisse, les plus solides valeurs dégringolent.

A peine les esprits se sont-ils un peu calmés, que, le 11 janvier, on lit avec stupeur le discours du trône, prononcé la veille à Turin.

C'est encore plus grave que l'apostrophe à Hübner. « L'année s'inaugure sous un ciel sombre, dit Victor-Emmanuel. Notre situation n'est pas sans péril; car, si nous respectons les traités, nous ne sommes pourtant pas insensibles au *cri de douleur* qui monte vers nous de tant de points de l'Italie. Forts de notre union, confiants dans notre bon droit, nous attendons avec

sagesse et résolution les décrets de la divine Providence. »

Les inquiétudes se raniment de plus belle. Dans toute l'Europe, c'est la panique. « On a mis le feu aux poudres », dit le prince Albert qui, d'un jour à l'autre, attend l'explosion. Et Cavour, dont la joie ne se contient plus, écrit à l'un de ses collaborateurs : « Nous avons enfin placé l'Autriche dans une impasse d'où elle ne pourra plus sortir qu'en tirant le canon. »

Là dessus, deux jours plus tard, nouvel incident. *Le Moniteur* annonce que le prince Napoléon est parti pour Turin, accompagné du général Niel; aucune explication du voyage. Mais tout le monde chuchote que le cousin de l'Empereur va solliciter la main de la princesse Clotilde et, sans doute aussi, remplir une grande mission politique.

D'ailleurs, on est bientôt fixé. Le 24 janvier, les fiançailles sont publiées; le mariage sera célébré le 30.

IV

Puisque Victor-Emmanuel n'a pas voulu notifier lui-même à sa fille l'hymen qu'il lui destinait, c'est Cavour qui s'en est acquitté.

On peut croire que le ministre n'a éprouvé aucun scrupule de conscience à remplir cette pénible tâche. Dans une crise nationale, où le sort de la patrie va se jouer, où des milliers d'hommes vont mourir, que pèsent les préférences d'une jeune fille?... Aurait-il dû cependant s'arrêter à l'extrême jeunesse de la victime? Pas davantage. Clotilde a quinze ans et dix mois. Beaucoup de princesses ont été mariées à cet âge, et même plus tôt. La princesse Élisabeth de Bavière n'avait que quinze ans et quatre mois, quand elle a épousé naguère l'empereur François-Joseph.

Du reste, Cavour n'a pas eu à se mettre en frais d'éloquence pour obtenir le consentement de « Mme Clotilde ». Il s'est borné à lui dire que, par ce mariage, elle servirait grandement la cause de l'Italie et la gloire de sa maison. Elle s'est inclinée aussitôt. Se tournant vers le Roi qui venait d'entrer, elle lui dit : « Cette union ne peut que me convenir, puisque vous me la proposez. Je me soumets donc aveuglément à votre volonté... » Elle exprime néanmoins le vœu de connaître le prince Napoléon, avant de prononcer l'irrévocable « oui ».

Pour satisfaire cette demande trop légitime, il faudrait différer quelque peu les noces. L'Empereur y acquiescerait sans trop de peine; car il ne méconnaît pas tout ce qu'il y a de choquant, au point de vue moral, et de périlleux, au point de vue politique, à faire coïncider la signature de l'alliance et la célébration du mariage, comme si l'une était le prix de l'autre. Walewski le lui a représenté courageusement : « Ce que j'ai dit à Votre Majesté, ce matin, sur l'utilité d'ajourner le mariage me semble mériter une sérieuse considération. L'idée que, dans un intérêt exclusivement dynastique et pour procurer un établissement à un cousin, vous exposez le pays à toutes les calamités d'une guerre, cette idée produirait un effet d'autant plus déplorable que ce cousin n'est pas sympathique au pays. Ne vaudrait-il pas mieux convenir secrètement du mariage, en prenant le plus grand soin pour qu'il n'en transpire rien avant la guerre? Le mariage s'effectuerait ensuite, à la paix, sans inconvénient. »

Mais le terrible cousin n'entend pas de cette oreille; il veut brusquer le double dénouement, par crainte que, l'alliance une fois signée, le mariage lui échappe.

Ce mariage est devenu, en effet, pour lui, une sorte de hantise hallucinante, où convergent toutes les ardeurs de sa nature impulsive et dominatrice. D'abord, il désire depuis longtemps avoir un ménage régulier qui, sans gêner aucunement son indépendance, lui permettra de tenir, avec plus de faste et d'autorité, son rôle dans l'État. Puis, quelle jouissance d'orgueil il éprouvera, vis-à-vis de son cousin, à être admis comme époux dans la plus ancienne dynastie de l'Europe! Déjà, de par sa naissance, il prime Napoléon III, puisque sa mère, Catherine, était princesse de Wurtemberg avant de monter sur le trône de Westphalie, tandis que la reine Hortense! une Beauharnais! Combien ne le primera-t-il pas davantage par la comparaison de la princesse Clotilde avec la Montijo! Enfin il a, lui aussi, comme l'Empereur, son rêve secret, un grand rêve dont il ne s'ouvre encore à personne, sinon à quelques affidés. Ce royaume indépendant, que l'on doit constituer au centre de l'Italie, en ajoutant à la Toscane de vastes lambeaux du territoire pontifical, ce royaume qui, par l'histoire, les monuments, la culture, l'élégance, l'atticisme, sera le plus fin joyau de la péninsule, il le veut pour

lui. Donc, avant même que la guerre éclate, il doit s'implanter sur le sol italien. Et comment y réussirait-il mieux qu'en s'apparentant à la maison de Savoie?

Aussi, dès son arrivée à Turin, le 16 janvier, il engage parallèlement, avec la même vigueur, la négociation matrimoniale et la négociation politique.

Pour l'alliance, aucune difficulté. Le travail de rédaction étant déjà presque achevé, les protocoles définitifs seront bientôt prêts.

Le 24 janvier, un aide de camp du prince, le commandant Ferri-Pisani, emporte à Paris le traité d'alliance, la convention militaire et la convention financière. Napoléon III y appose sa signature, le 26. L'aide de camp les rapporte aussitôt à Turin, où Victor-Emmanuel les signe, à son tour, le 29. Cependant, les originaux portent la date des 12 et 16 décembre 1858. C'est l'Empereur qui l'a voulu ainsi : « J'ai tenu, écrit-il à son cousin, j'ai tenu à antidater les documents, afin de ne pas donner gain de cause à ceux qui répètent partout que ton mariage est un marché et qu'il n'a pu s'obtenir qu'à la condition d'un traité. »

Pour la négociation du mariage, le prince n'a pas été moins expéditif.

« Madame Clotilde » a vite fait de s'apercevoir que nul atermoiement n'est possible ; elle n'essaie donc aucune résistance.

D'ailleurs, cette jeune princesse, à peine entrée dans la saison nubile, est déjà remarquable d'énergie, de fermeté, d'empire sur soi-même. Peu jolie, d'aspect guindé, la lèvre autrichienne, elle est Habsbourg jusque dans les moelles. A sa piété, qui est profonde, elle ajoute un esprit fin et très juste. Aussi, du premier coup d'œil, elle a compris l'époux qu'on lui propose et, comme l'Iphigénie de Racine, elle a pu se dire :

Et voilà donc l'hymen où j'étais destinée!

Mais, aussitôt, le sentiment religieux et l'atavisme royal l'ont emporté dans son âme et, sans un murmure, elle a consommé son sacrifice, qui durera autant que sa vie.

A Turin, quand la nouvelle du mariage se répand, c'est une clameur d'indignation. Comment le Roi peut-il consentir

à une telle mésalliance?... La famille royale est bouleversée : le prince de Carignan se jette aux pieds du monarque pour le conjurer, au nom de sa mère, d'épargner cette flétrissure à la maison de Savoie. Dans la noblesse, dans la bourgeoisie, dans le peuple même, la réprobation n'est pas moins violente. Au bal que le président du Conseil offre en l'honneur du prince, la plupart des dames refusent de venir.

Cependant un télégramme de Paris annonce que l'Empereur a signé le traité d'alliance. Rien ne s'oppose donc plus à la célébration des noces.

Ici, une difficulté imprévue. Avant de recevoir le sacrement nuptial, le prince doit comparaître au tribunal de la pénitence. On n'attend certes pas de lui une confession qui soit telle que l'exige le précepte canonique : *humilis et verecunda, mœrens et lacrymabilis ;* on ne cherche qu'à sauver les apparences. Après un imbroglio de comédie, on lui envoie un ecclésiastique, réputé pour son insinuante finesse. Il l'accueille d'un air goguenard..., et s'en tire par un tour d'escamotage.

Le 30 janvier, à dix heures du matin, la *Cappella regia* est toute ruisselante de lumières, sous la coupole fameuse de Guarini. L'archevêque de Verceil, assisté de quatre évêques, préside la solennité.

A quelques pas du Roi, les fiancés ont pris place devant l'autel. Mais, tandis que la princesse, agenouillée, plus blanche que ses voiles, s'absorbe, se plonge et s'abîme en Dieu, le prince affecte de rester debout, la tête haute, les poings serrés sur les hanches, dévisageant d'un œil rogue la foule chamarrée des courtisans, ou bien se tournant de droite et de gauche, le regard en l'air, comme s'il étudiait la structure de l'édifice. Il semble même tellement étranger à la cérémonie que, plusieurs fois, pour la prononciation du consentement mutuel, pour la jonction des mains, pour la remise de l'anneau, un prêtre est obligé de se glisser derrière lui afin de le rappeler à l'accomplissement des rites. La corvée, du moins, n'est pas longue; à onze heures, tout est fini.

Au sortir de l'église, après un rapide changement de costume, les nouveaux mariés prennent le train de Gênes, où ils doivent s'embarquer le lendemain, à destination de Marseille. Victor-Emmanuel les accompagne, suivi de la famille royale et des ministres.

Quand, vers cinq heures, le cortège défile dans les rues pavoisées de la fière cité ligurienne, le monarque est salué par une population en délire, aux cris de : « Vive la guerre!... A bas l'Autriche!... *Vive le roi d'Italie!* »

La mémoire si précise de Cavour doit lui rappeler alors les rêveries enthousiastes qu'il poursuivait, dix-huit ans plus tôt, dans cette même ville de Gênes, sur le sein brûlant de la Giustiniani. Ne se disait-il pas déjà « qu'il trouverait tout naturel de s'éveiller un beau matin *ministre dirigeant du royaume d'Italie* »?

V

A peine le prince Napoléon et la princesse Clotilde ont-ils débarqué à Marseille, que le Piémont jette le gant à l'Autriche. Du haut de la tribune, Cavour dénonce les armements extraordinaires qu'elle poursuit dans le royaume lombard, les forces qu'elle concentre à Crémone, à Plaisance, à Pavie et tout le long du Tessin. « On ne saurait s'y méprendre, dit-il. C'est une offensive qui se prépare; le Piémont doit se mettre, d'urgence, en état d'y répondre. » Et, rappelant une fois de plus « les cris de douleur » qui s'élèvent de toute l'Italie contre la domination des Habsbourg, il se fait autoriser à contracter un emprunt de cinquante millions de francs pour assurer la défense nationale.

Dans cette manifestation précipitée, ce n'est pas seulement l'Autriche que vise le madré Cavour; c'est aussi et plus encore peut-être sa nouvelle alliée, la France, car il se méfie de Napoléon III. Il connaît sa mentalité vacillante et dilatoire; il craint toujours de lui quelque dérobade, quelque revirement. Et, de même que, au sortir de Plombières, il s'est empressé de le compromettre devant l'Europe; de même, aussitôt l'alliance conclue, il fait un coup d'éclat pour engager irrévocablement la politique française dans la voie belliqueuse.

Désormais, il ne procédera plus autrement à l'égard de son impérial complice; il le mènera tantôt par la surprise et tantôt par l'intimidation, soit qu'il le mette en présence de faits accomplis et qu'il force pour ainsi dire ses décisions en les anticipant, soit qu'il lui fasse craindre que, dans un geste d'impatience, il ne divulgue leurs accords, il n'étale devant le monde tous les secrets de leur conspiration.

La méthode n'est certes pas élégante; mais la collaboration avec le sphinx des Tuileries est aussi par trop incommode.

Le cardinal de Retz, qu'on a toujours tant de profit à consulter pour l'analyse des caractères et le maniement des hommes, disait de « Monsieur », duc d'Orléans et lieutenant général du royaume : « Il y avait très loin, chez lui, de la *velléité* à la *volonté*, de la *volonté* à la *résolution*, de la *résolution* au *choix des moyens*, du *choix des moyens* à *l'application*. Mais ce qui était le plus extraordinaire, il demeurait souvent tout court *au milieu de l'application*. » C'est la psychologie même de Napoléon III. Il y faut ajouter cependant un trait particulier, où l'on reconnaît l'influence du romantisme, — cette bizarre déformation de l'esprit, cette méconnaissance de soi-même par laquelle on se façonne une personnalité imaginaire, illusoire, qui ne correspond pas à votre nature propre. On se crée ainsi une figure plus ou moins imposante, plus ou moins prestigieuse, qui se tient à peu près debout, tant que l'on se borne aux manifestations d'apparat, mais qui s'effrite et qui s'écroule dès qu'on se heurte aux forces brutales de la réalité.

Dans une étude inachevée sur « les Césars du second ordre », le terrible Sainte-Beuve avait déjà très finement aperçu tout ce qu'il y avait d'artificiel et de frelaté, « de creux et de plaqué », chez le restaurateur de la dynastie impériale. Élevé dans la religion napoléonienne, convaincu de son rôle messianique, il s'est institué le sauveur de la France, l'arbitre de l'Europe, l'avocat et le porte-glaive des nations opprimées. Une pareille tâche ne réclamerait pas moins qu'un de ces génies de haute race qui sont manifestement nés pour forger l'histoire et conduire les peuples. Or, le fils de la reine Hortense n'a rien d'un homme d'action, ni l'esprit clair, ni la raison droite et ferme, ni les facultés organisatrices, ni les passions vigoureuses, ni surtout la tension égale et continue de la volonté. Lymphatique de tempérament, — ce qui explique sa physionomie impassible, son regard éteint, ses paupières boursouflées, son élocution monotone, ses mutismes prolongés, sa démarche lourde, ses gestes rares, ses torpeurs fréquentes, — il ne se plaît qu'aux rêveries humanitaires, aux conceptions généreuses et indéterminées : c'est un idéaliste, ou plutôt un idéologue, fourvoyé dans la politique.

Les événements ne tarderont pas à justifier Cavour d'avoir pris ses précautions vis-à-vis de son inquiétant partenaire.

Le 3 février, le prince Napoléon et la princesse Clotilde faisaient leur entrée solennelle dans Paris, au milieu d'un silence glacial; car, aux yeux de tous, leur union semblait un présage de guerre.

Le lendemain, une brochure anonyme est lancée dans le public, sous le titre : *Napoléon III et l'Italie*. On apprend aussitôt qu'elle a été inspirée, sinon même dictée par l'Empereur; elle préconise la réorganisation de la péninsule par un système fédératif, qui exclurait toute immixtion de l'Autriche: on y remarque principalement cette phrase: « Napoléon Ier a cru devoir conquérir les peuples pour les affranchir; Napoléon III veut les affranchir sans les conquérir. »

L'opuscule a un retentissement énorme, qui dépasse tout ce que prévoyait l'auteur,... mais juste à l'encontre de son but.

D'abord, dans les milieux de la finance, du commerce et de l'industrie, c'est l'effarement : baisse de toutes les valeurs, arrêt de toutes les opérations, désarroi des changes, ruines, faillites, etc...

Dans les milieux officiels, sauf la petite cour frondeuse du Palais-Royal, on critique avec une liberté de censure, une hardiesse de langage, qu'on ne connaissait plus depuis le Deux-Décembre. Comme toujours, Persigny se distingue parmi les plus audacieux; il écrit à l'Empereur : « L'Europe et la France vous ont accepté parce que, pendant neuf ans, elles ont eu foi dans votre promesse de respecter les traités; vous perdrez leur confiance si vous leur faites croire par votre conduite que vous ne les respecterez plus... » Walewski ne s'exprime pas moins courageusement : « L'effet de la brochure, Sire, est détestable. Le jour où Votre Majesté fait connaître que sa politique ne repose plus sur le maintien des traités, ce jour-là elle a le monde entier contre elle. Je n'hésite pas à vous affirmer que, si la malencontreuse brochure avait un caractère officiel, ce n'est pas demain, mais aujourd'hui que l'Europe serait coalisée, non pas contre la France, mais contre l'Empereur personnellement. Je le répète, Sire : dans l'état des esprits en France et au dehors, la guerre est impossible !... » Drouyn de Lhuys, qui n'a plus l'occasion d'approcher le souverain, va partout répétant, même devant Hübner : « L'Empereur s'est

placé entre les baïonnettes de la coalition et les bombes des conspirateurs; ceux-ci lui accordent un répit, en attendant qu'il déchire les traités et qu'il défie l'Europe... » Fould, Baroche, Maupas, le maréchal Pélissier, le général Fleury ne s'expriment pas autrement. Morny va plus loin encore. Dans une allocution au Corps législatif, dont il est le président, il prononce, aux applaudissements de toute l'assemblée, ces paroles significatives : « La religion, la philosophie, la civilisation, le crédit, le travail, ont fait de la paix le premier bien des sociétés modernes. Le sang des peuples ne se répand plus légèrement; la guerre est le dernier recours du droit méconnu ou de l'honneur offensé. Les communications internationales et la publicité ont créé une nouvelle puissance européenne, avec laquelle tous les gouvernements sont forcés de compter; cette puissance, c'est l'opinion. »

Enfin, dans le parti catholique, la crainte et la douleur sont à l'extrême. L'archevêque de Rouen, Mgr de Bonnechose, qui reçut en 1852 les premières confidences au sujet du sacre, supplie Napoléon III « de ne pas rompre avec sa politique, jusque-là si chrétienne, et de ne pas déclarer la guerre à l'Autriche, ce qui ouvrirait fatalement au Piémont les portes de Rome ». N'ayant obtenu que des assurances équivoques, il exhale cette plainte angoissée : « L'Empereur entraîne la France hors de sa voie. De protectrice du Saint-Siège, elle devient l'auxiliaire de ses ennemis. C'est un délire. Je conjure Dieu d'avoir pitié de nous et de nous épargner les maux qui nous menacent en menaçant le vicaire de Jésus-Christ! »

Déjà fortement impressionné par cette résistance unanime de l'opinion française, l'Empereur voit bientôt se dresser devant lui l'hostilité de l'Europe.

A Londres, où il ne comptait naguère que des amis, c'est un tolle contre ses projets belliqueux. Le diplomate anglais Henry Greville ne fait que traduire l'indignation générale, quand il écrit : « N'est-ce pas révoltant de penser que la paix du monde et le sort d'une grande partie de l'humanité sont entre les mains d'un aventurier sans scrupules, sans foi, sans honneur, qui ne poursuit que des fins égoïstes et qui, malheureusement, dispose d'un pouvoir énorme ?... » Sur ce terrain, tous les partis politiques fusionnent, *whigs* et

tories, lord Palmerston et lord Derby, lord John Russel et lord Malmesbury. Le mouvement devient même si fort, que la reine Victoria écrit à Napoléon III : « Votre Majesté voit, par les discours du Parlement, combien l'Angleterre est attachée au maintien de la paix. La profonde anxiété du pays à ce sujet égale la mienne. Pour calmer les appréhensions de l'Europe, il vous suffit d'affirmer que vous respecterez les traités. Si quelque chose pouvait accroître le chagrin que j'éprouverais en voyant la guerre éclater, ce serait de voir Votre Majesté s'engager dans une voie où il serait impossible à l'Angleterre de la suivre. »

En même temps, le Prince-consort répand l'alarme dans les cours germaniques, où l'on n'est déjà que trop porté à croire que, si les armées françaises sont victorieuses de l'Autriche en Italie, elles voleront, aussitôt après, à la conquête des provinces rhénanes et de la Belgique. Toute l'Allemagne s'émeut; la Prusse prend ouvertement parti contre la France. Ainsi, d'un œil atterré, l'Empereur voit se former la coalition que lui avait prédite Walewski.

Du moins, la France peut-elle compter sur la coopération de la Russie. Le pacte, que le prince Napoléon est allé mystérieusement négocier à Varsovie, n'équivaut-il pas en effet à une alliance diplomatique et militaire qui, d'une part, menacera l'Autriche et, de l'autre, obligera l'Allemagne à se tenir tranquille?

Mais non! Cette fois encore, l'Empereur s'est trompé dans ses calculs; cette fois encore, son ministre des Affaires étrangères, qui vient seulement de connaître les pièces de la négociation, est obligé de lui ouvrir les yeux. Walewski lui a vite démontré que « le prince Gortchakow, se trouvant en face d'un adversaire aussi inexpérimenté que le prince Napoléon, ne s'est pas fait faute d'en user et d'en abuser pour conclure un traité léonin, par lequel le cabinet de Saint-Pétersbourg obtient notre acquiescement à une revision du traité de Paris, sans nous accorder aucune garantie contre une attaque allemande sur notre frontière du Rhin ». Donc, si nous faisons la guerre à l'Autriche, tout ce que nous pourrons attendre de la Russie, c'est une neutralité amicale, nulle intervention coercitive.

Sous le coup de ces déceptions répétées, le conspirateur de Plombières voit peu à peu s'effondrer tout son rêve. Il traverse

alors une de ces crises d'incertitude anxieuse, où sa volonté s'abandonne, où son attention s'obnubile, où son appareil mental n'élabore plus que des pensées contradictoires, fuyantes, diffuses. Entre la paix et la guerre, son esprit désemparé oscille continuellement. Les transes où il se débat sont comme écrites sur son visage : il a le teint blême, le front plissé, la bouche flasque, l'œil errant et morne. Dès le 28 janvier, par conséquent deux jours après qu'il a signé le traité d'alliance avec le Piémont, son accablement frappe tous ceux qui l'approchent. Le maréchal de Castellane, qu'il a convoqué ce jour-là, écrit dans son journal : « L'Empereur avait l'air triste et préoccupé. Il résulterait de notre conversation que, si l'Empereur a eu l'idée de faire la guerre, il commence à sentir la nécessité d'y renoncer. »

L'ambassadeur d'Angleterre ne manque pas d'observer cette crise morale et de la signaler au chef du *Foreign office*, lord Malmesbury. Celui-ci, très habilement, aperçoit aussitôt le parti qu'il en peut tirer : il fait proposer à l'Empereur d'envoyer lord Cowley à Vienne pour y tenter une médiation officieuse qui réglerait d'ensemble tous les problèmes italiens, sur les principes suivants : « retrait simultané des troupes étrangères qui occupent Bologne et Rome, — introduction de réformes administratives dans les États italiens, — abrogation des traités qui inféodent les ducs de Parme et de Modène à la monarchie des Habsbourg, — rétablissement des bons rapports entre l'Autriche et le Piémont. »

Aux Tuileries, ce programme est adopté avec une chaleureuse gratitude. Et même, pour faciliter la mission de l'ambassadeur britannique, Napoléon III fait publier, dans *le Moniteur* du 5 mars, une note courroucée, où il dément les intentions belliqueuses qu'on lui prête, « ces rumeurs absurdes, que la malveillance invente, que la crédulité colporte et que la sottise accepte »; il y déclare enfin catégoriquement n'avoir promis au roi de Piémont qu'une chose, — le défendre contre une agression de l'Autriche, rien de plus. Pour insérer dans le journal officiel de l'Empire de pareilles affirmations, il a fallu à Napoléon III beaucoup d'inconscience ou d'amnésie; car enfin, à Plombières, n'a-t-il pas concerté avec Cavour les moyens d'obliger l'Autriche à prendre l'offensive, sans parler du reste ?

La publication de cette note rassérène aussitôt les esprits; toutes les affaires se raniment; toutes les valeurs de bourse rebondissent gaillardement. L'optimisme s'accentue encore, trois jours plus tard, lorsqu'on apprend que le prince Napoléon quitte le ministère de l'Algérie; on ne doute pas que sa démission ne voile une disgrâce; on prévoit la chute de Cavour.

Mais, tandis que le cabinet de Londres s'évertue à réaliser les conciliantes dispositions que lord Cowley a trouvées auprès de l'empereur François-Joseph et du comte Buol, voici que le prince Gortchakow jette solennellement sur le tapis la proposition d'un congrès. L'initiative est singulière, imprévue, aussi fâcheuse que possible; car elle traverse l'habile manœuvre du Gouvernement britannique et, sous le prétexte d'élargir le débat, elle remet tout en question. Nul ne comprend alors d'où cette idée a pu venir au ministre du Tsar; on sait aujourd'hui qu'elle émanait de l'ambassadeur de Russie à Paris, le général Kissélew, à qui Napoléon III l'avait secrètement insinuée.

Le congrès fut toujours sa chimère; présider un aréopage œcuménique fut toujours son rêve. Hypnotisé par le siècle des Antonins et la majesté de « la paix romaine », il se croit appelé par la Providence à renouveler ce miracle historique, à répandre sur le monde les bienfaits augustes de « la paix napoléonienne ». Il y a sept mois, sous les ombrages de Plombières, il cherchait avec Cavour par quel procédé on pourrait « contraindre l'Autriche à commettre envers le Piémont un de ces bons petits actes bien agressifs ». Et il se voyait déjà, réitérant les prouesses d'Arcole et de Marengo, conduire ses armées au delà des Alpes jusqu'aux portes de Vienne, car l'Autriche ne cédera pas, « tant qu'on ne lui aura pas mis l'épée sur le cœur! »

Maintenant, le voici revenu au fameux discours de Bordeaux: « L'Empire, c'est la paix!... La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais non la guerre. Malheur à celui qui, le premier, donnerait en Europe le signal d'une collision! »

Aussi acquiesce-t-il, les yeux fermés, à toutes les clauses de la proposition russe; il accepte même que, seules, les cinq grandes Puissances, c'est-à-dire la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, participent au congrès; que la question italienne soit donc réglée en dehors du Piémont; que, au surplus, les principes de 1815 soient respectés; enfin que,

avant toute délibération, le cabinet de Turin soit sommé de réduire son appareil militaire. Devant cette brusque volte-face, lord Cowley a le droit d'écrire : « Je ne sais plus ce que veut l'Empereur; je me perds à débrouiller ce qu'il y a de vrai ou de faux dans ses paroles. »

Mais le débile souverain a compté sans Cavour.

VI

Depuis plusieurs semaines déjà, le ministre piémontais observe, d'un œil inquiet, l'évolution qui s'opère chez son complice et qui, du train dont elle va, pourrait bien aboutir d'ici peu à un reniement public de l'alliance.

Or, il sait qu'avec les natures versatiles et fuyantes, il n'y a qu'un remède : la contrainte morale, sous la pression des faits. Il active donc autant que possible, et désormais sans se cacher, les préparatifs de la guerre, afin que l'on comprenne aux Tuileries que le sort en est jeté; que le temps des subterfuges et des manigances diplomatiques est passé; que, sous aucun prétexte, le Piémont n'admettra ni reculade, ni concession, ni délai.

A chaque fléchissement de l'Empereur, il redouble de hardiesse. Tantôt il promulgue un décret qui appelle plusieurs classes de réservistes sous les armes; tantôt il organise avec ostentation une troupe de volontaires lombards et vénitiens, rebelles à l'Autriche; tantôt il laisse filtrer dans la presse quelques divulgations terrifiantes sur la révolte prochaine de toute la péninsule; tantôt enfin, par une lettre du Roi au prince Napoléon, il fait craindre qu'un incident, plus ou moins fortuit, n'oblige bientôt le Piémont à brusquer l'ouverture des hostilités.

Mais, quand survient la proposition du congrès, quand Napoléon III, au mépris de la parole jurée, accepte de soumettre la question italienne à l'arbitrage de l'Europe en commençant par bâillonner le Piémont, alors Cavour bondit à Paris.

Le prince Napoléon, qui lui a ménagé une audience immédiate de l'Empereur, y a pour ainsi dire préludé par une explosion de colère devant son cousin. « Lors de la guerre de Crimée, les soldats piémontais ont été trouvés dignes de figurer

à côté de ceux des grandes Puissances; le roi Victor-Emmanuel a eu l'honneur d'être autorisé à répandre le sang et l'argent de son peuple en faveur de ces grandes Puissances qui, aujourd'hui, dans une question purement italienne, le mettent à la porte. Et cette décision si grave est prise sans l'écouter!... Évidemment, Sire, vous avez mesuré la portée de cet acte. C'est la Sainte-Alliance reformée! C'est la condamnation des peuples italiens! C'est le despotisme des forts contre les faibles! C'est le déchirement du traité avec le Piémont, l'abandon des promesses faites et des plans concertés! Cela vous mène à une expédition de Rome contre le Piémont. Et c'est précipiter une explosion en Italie. Je prévois ce qui va arriver aussi clairement que je vois le soleil. Ou M. de Cavour va donner sa démission et mon beau-père abdiquer, en expliquant au monde les motifs de ces actes; ou le Piémont va protester contre le congrès, résister noblement par les armes et s'immoler. Ce sera un peuple de plus sacrifié et une grande cause perdue! Si vous vous faites quelque illusion à cet égard, les événements vous détromperont avant huit jours... »

Encore mal remis de cette algarade qui lui a brisé les nerfs, l'Empereur reçoit Cavour, le 26 mars.

C'est la première fois qu'ils se trouvent face à face depuis leur conciliabule de Plombières. Entre ces deux hommes, la partie n'est certes pas égale, puisque l'un est le souverain autocrate d'un des premiers empires du monde, tandis que l'autre ne représente qu'un chétif royaume à qui les grandes Puissances n'accordent même pas le droit de se faire entendre. Mais, par l'élan intérieur, par la trempe et le magnétisme de la volonté, par la vigueur incisive et pressante de l'argumentation, par l'acuité du regard qui scintille comme l'éclair d'une épée, c'est le plus petit qui est de beaucoup le plus fort.

Le mystère de leur entrevue ne sera peut-être jamais élucidé. On sait toutefois que le ministre de Victor-Emmanuel s'est violemment élevé contre la prétention de soumettre la question de l'indépendance italienne, c'est-à-dire les droits imprescriptibles de tout un peuple, aux décrets arbitraires d'un synode politique; il ne s'est pas refusé moins acerbement à une réduction préalable de l'armée piémontaise. On ne saurait douter non plus qu'il ait menacé l'Empereur de quitter le pouvoir, si la France l'abandonnait en cette heure décisive, et

d'aller publier aux États-Unis toutes les preuves de leur conjuration. A-t-il poussé l'audace plus loin encore? A-t-il évoqué devant Napoléon III le fantôme d'Orsini? Là-dessus, on est réduit aux hypothèses. Mais n'est-il pas vraisemblable que, à certaines minutes de ce grave entretien, le monarque ait vu se projeter sur les murs de son cabinet, comme au festin de Balthazar, la phrase terrible du meurtrier : *Tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de Votre Majesté et celle de l'Europe ne seront qu'une chimère*?

Quoi qu'il en soit, l'assaut de Cavour a été rude ; car, le lendemain et le surlendemain, Napoléon III a dû garder le lit.

Dans les cercles de la Cour, on s'est vite expliqué l'indisposition du maître, et l'ambassadeur d'Autriche note aussitôt dans son journal : « Peut-être l'empereur Napoléon, par les angoisses qu'il endure actuellement, par la connaissance des dangers qui l'entourent, *par les tortures que M. de Cavour lui inflige, à l'heure où j'écris ces lignes*, peut-être expie-t-il sa faute ; peut-être ne doit-on pas renoncer complètement à le voir revenir de ses erreurs. »

Tandis que le pauvre souverain, au fond de son lit, répare ses forces, Cavour a de longs entretiens avec Walewski, lord Cowley, le général Kissélew, le prince Napoléon et les familiers du Palais Royal.

Le 29 mars, il revoit l'Empereur, cette fois en présence du ministre des Affaires étrangères. Mais il n'obtient encore de lui que des promesses vagues, des assurances de sympathie, des conseils de temporisation. Leurs adieux manquent de cordialité.

A l'instant de monter dans l'express pour Turin, Cavour dit à haute voix, devant un nombreux entourage : « L'Empereur m'a quitté d'un air narquois. Je ne voudrais pas cependant qu'il se f... de nous ! »

Cette boutade n'est pas digne de sa clairvoyance : loin de maugréer, il devrait exulter. Si les profits tangibles de son voyage sont nuls, les résultats moraux sont énormes : il a rétabli son ascendant sur l'Empereur ; il l'a ramené dans le droit chemin ; il lui a définitivement coupé toute retraite ; bien plus, il l'a médusé par ce dilemme effrayant : « la guerre ou le déshonneur !... » Ce sera la guerre.

Aussi, dans les semaines suivantes, les chancelleries des

grandes Puissances auront beau s'ingénier à réunir le Congrès, qui est la suprême chance de paix : elles n'échangeront plus que des paroles creuses, des formules stériles, parce que les expédients de la diplomatie ne peuvent rien contre le déterminisme des réalités.

Le 23 avril, l'Autriche, à bout de patience, fait remettre au Piémont par un envoyé extraordinaire, le baron de Kellersberg, la sommation de réduire l'effectif de son armée dans un délai de trois jours.

Le 26 avril, à six heures du soir, le gouvernement piémontais repousse l'ultimatum.

Après avoir congédié le plénipotentiaire autrichien, Cavour passe dans le vestibule de son cabinet, où se presse une foule anxieuse. Et, le visage rayonnant, il s'écrie : « *Alea jacta est!* Les dés sont jetés!... Nous avons fait de l'histoire. Maintenant, allons dîner! »

Dès le lendemain, l'armée autrichienne, commandée par le général Giulay, reçoit de Vienne l'ordre de passer la frontière. Deux jours plus tard, le Corps du prince Schwarzenberg franchit le Tessin, à Pavie.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

LA MOBILISATION DE L'ASIE

La mystique bolchéviste, — nous l'avons vu à cette place(1), — se réclame du progrès technique et de la science moderne. Elle se prétend l'émanation directe des cliniques et des laboratoires, des musées d'histoire naturelle et des analyses microscopiques. Elle ne se reconnait pas d'autre berceau que le bocal où flotte le premier embryon marxiste, un filament de protoplasme; elle repousse tout avenir inapte à consacrer le mariage du « communisme avec l'électrification ». De là cette conclusion courante, — prétexte à dithyrambes chez les apologistes des soviets, objet de critiques virulentes chez certains de leurs détracteurs : comme tous les révolutionnaires, comme tous les novateurs russes, les bolcheviks s'affirment des « occidentalistes » convaincus ! Ils reprennent les traditions des Variagues. Ils modèlent l' « Orient moujik » à l'image d'une Europe idéale, suivant les procédés infaillibles d'une discipline scientifique. Ébloui par des analogies superficielles, l'enthousiasme compromettant de Maxime Gorky s'est même complu à dresser, entre Pierre le Grand et Lénine, un parallèle tout frémissant de lyrisme historique. Rurik a préparé la voie à Pierre; Pierre a rendu possible l'avènement de Lénine : tels sont les trois géants qui, le regard fixé sur l'Occident, imitateurs d'abord, créateurs ensuite, à force de patience et de génie, ont fait surgir peu à peu, d'une immense plaine anarchique, un État modèle, le prototype des sociétés futures.

Qu'une synthèse de cette envolée doive séduire un homme aussi représentatif que Gorky de la mentalité prolétarienne russe, rien n'est plus naturel. Les primaires se piquent de

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars 1925.

continuer l'œuvre de Darwin ; les bas-fonds se flattent de parachever l'œuvre d'un révolutionnaire couronné. Le léninisme, pour un Gorky, et pour tout ce que le régime bolchévik compte encore de clientèle pensante, — contre-maîtres autodidactes, utopistes d'atelier, moujiks détraqués par les meetings, épaves dévoyées de l' « Intelligence », — c'est la transformation du Scythe primitif en citoyen d'avant-garde, la victoire définitive sur l'Asie autocrate, bref l'européanisation, dans le sens le plus général et le plus élevé, du bipède crasseux et ignare courbé sur sa terre en friche.

Vulgarisé à l'usage d'une consommation en gros, — tant extérieure qu'intérieure, — le communisme a déjà son imagerie d'Épinal; il apparaît sous la forme d'une universelle émancipation du travailleur et d'une mécanisation intégrale de la nature; il prend volontiers comme symbole, dans les prospectus de la IIIe Internationale, le moujik bolchevisé qui préside au fonctionnement des machines rurales en lisant le *Kapital* de Karl Marx. Quoi de moins oriental à première vue, quoi de moins asiatique? Exploité par une propagande inégalable, cet occidentalisme stéréotypé et vulgaire sert toujours de pavillon européen pour passer la contrebande moscovite. Les pires poisons de l'Asie nous parviennent ainsi sous l'étiquette du marxisme scientifique. La Russie a beau mobiliser les puissances des ténèbres ; elle a beau déchaîner contre l'Occident les assauts des anthropoïdes fanatisés, l'étiquette pseudo-européenne suffit pour identifier, aux yeux de tout un prolétariat égaré, le léninisme avec la civilisation et les succès de l'Internationale avec les progrès de l'humanité. Mieux encore : elle suffit pour répandre toujours davantage, dans les milieux conservateurs russes, héritiers du messianisme national, cette conception infiniment dangereuse que le communisme est un fléau occidental par excellence, que la Russie est une victime de l'« Europe pourrie », et qu'il n'existe désormais qu'un seul moyen de salut radical : verrouiller la fenêtre percée par Pierre le Grand et ouverte par Lénine à tous les miasmes de l'Ouest, reprendre le chemin de l'Orient et chercher la régénération dans la profondeur féconde de la nuit mongole. La propagande de Zinovief peut se targuer d'avoir enraciné chez ses adversaires des erreurs non moins funestes que chez ses partisans.

La vérité, la seule à laquelle il convienne de recourir, comme à une boussole, pour déterminer l'exacte orientation des soviets, c'est que, depuis octobre 1917, la frontière occidentale de la Russie se confond avec celle de l'Asie, qu'au triple point de vue moral, intellectuel et politique, l'Oural adosse sa barricade aux confins des États baltes, de la Pologne et de la Roumanie. Toute l'essence du cataclysme bolchevik est là, dans cette lamentable éclipse d'une partie de l'Europe au fond des troubles épaisseurs orientales. Non seulement la révolution russe ne peut se maintenir aujourd'hui qu'avec le concours de l'Asie, mais elle doit encore, comme prix de cette coopération, dépouiller ses derniers vestiges européens et se laisser résorber par la barbarie triomphante. Tous les faits s'accordent à mettre en évidence ces deux abominables réalités dont le développement menace d'entraîner, à la suite de la Russie, l'Europe entière dans le gouffre asiatique.

I

Écoutons Zinovief...

Pour épargner aux diplomates, qui ont bénéficié d'une loge au dernier Congrès des soviets, l'angoisse d'entendre la vérité, Zinovief, maître de l'Internationale, donc maître de la politique étrangère russe, a dressé le bilan de la situation au cours d'une séance fermée, devant un auditoire composé exclusivement des membres communistes du Parlement bolchevik.

« La consolidation définitive du léninisme, déclara le sur-Tchitcherine, est rigoureusement subordonnée à ces deux conditions fondamentales : l'une, d'ordre extérieur, exige le déclenchement d'une révolution sociale dans un ou plusieurs États étrangers ; l'autre, d'ordre intérieur, implique une entente avec les paysans. » Logique impeccable ! La Russie, nation de petits producteurs agricoles, n'est-elle pas, envisagée sous l'angle du marxisme pur, le terrain le moins adapté à la culture du microbe communiste ? La révolution, loin de socialiser les campagnes, n'a fait que parachever l' « embourgeoisement » du moujik, entrepris sous le règne de Stolypine. Elle lui a livré la glèbe des seigneurs à la manière d'un os que l'on jette à un chien : la bouche pleine, disait-on, le moujik ne pourrait plus aboyer... Or, déjà, lors de l'interminable discus-

sion provoquée par l' « hérésie » de Trotzky, des membres du gouvernement, — comme Sokolnikof, commissaire aux finances, — ne craignaient pas de dénoncer les irréductibles contradictions qui faisaient tituber le colosse rouge sur ses pieds d'argile : possesseur de la terre et détenteur du blé, le moujik n'avait plus besoin d'une révolution dont il avait tiré tous les avantages pratiques; la curée agraire achevée, la dictature prolétarienne n'était plus qu'un mot vide de sens, — ou un joug intolérable, — pour les campagnes nanties. Au bout d'une guerre de sept ans contre le paysan, qu'elle avait enrichi par opportunisme communiste, la IIIe Internationale est arrivée, de défaite en défaite, à reconnaître l'impossibilité de supprimer 80 pour 100 de la population russe. Le moujik était vainqueur : son os digéré, il ne se bornait pas à « aboyer » d'une voix qui sonnait le glas du régime ; il montrait aussi les dents à une dictature parasite et famélique ; il dépeçait déjà, à grands coups de crocs, les représentants d'un pouvoir stérile. Et comme toujours, face à l'ennemi victorieux, le communisme s'est répandu en sourires ambigus : comme toujours, des « trêves », des « retraites stratégiques », tous les classiques louvoiements, toutes les manœuvres sournoises de la tactique léniniste.

La *smytchka*, soit l'alliance de l'ouvrier avec le paysan, non seulement avec le paysan pauvre, comme aux temps héroïques de 1918, mais avec la majorité de la population des campagnes, les paysans aisés, les *seredniaks* : la dictature prolétarienne n'a pas eu d'autre *leit-motiv* au XIVe Congrès du parti communiste qui vient d'achever ses travaux à Moscou. Cette capitulation progressive devant le « bourgeois intérieur » a même fini par provoqver la menace d'un véritable schisme; elle a jeté Zinovief en personne, — le plus marxiste peut-être de tous les bolcheviks, — dans une opposition violente contre les périls d'un léninisme par trop édulcoré. Le *seredniak* n'est-il pas souveut un *koulak*, un paysan riche en puissance, donc un « ennemi de classe » en herbe? N'existe-t-il pas déjà 1 500 000 *koulaks* dans la « première république socialiste », 7 pour 100 de plus que sous l'ancien régime? Sans nier l'importance du *seredniak*, l'une des marottes de Lénine, Zinovief rappelle à hauts cris que le prolétariat agricole demeure le seul allié naturel du prolétariat industriel.

Mais laissons là ce byzantinisme stérile : le paysan pauvre

est un *serednіak* potentiel comme le *serednіak* est le *koulak* de demain ; tôt ou tard, si la révolution demeure sourde aux appels de l'Internationale, le *moujik* nanti balayera le bolchevisme sans retour. Qu'il nous suffise, en conséquence, d'enregistrer la thèse vraiment « orthodoxe », expurgée de tout « défaitisme révolutionnaire ».

« Une prompte victoire de la révolution sociale dans plusieurs pays n'atténuera en aucune façon la nécessité d'une jonction de la classe ouvrière avec les campagnes. » Et, d'autre part, « même la plus étroite, la plus intime de ces alliances, laisse entière la nécessité d'une révolution sociale à l'étranger pour défendre le régime communiste contre les dangers d'une restauration bourgeoise ». Ces prémisses posées, le bolchevisme en tire une leçon de conduite pratique : « Tant que la révolution mondiale tarde à venir, il s'agit d'entretenir et de cultiver la révolution russe, germe de tous les bouleversements éventuels ; il faut la sauver, ne fût-ce qu'au prix d'une retraite partielle sur un secteur déterminé du front, en vue d'égaliser la ligne future du front décisif. » « Sans doute, ajoutent en ricanant les chefs de la III[e] Internationale, les socialistes pur sang accuseront le communisme de transgresser les immuables principes de la doctrine marxiste, mais Lénine, depuis longtemps, avait fait litière de tous ces scrupules et de toutes ces démangeaisons de conscience. La révolution est la révolution, la guerre est la guerre : ni l'une ni l'autre ne se font en gants blancs. Ne se produit-il pas, notamment à la guerre, des cas spéciaux où une armée, même victorieuse, se voit obligée de redresser ses positions ?... » La Russie communiste se trouve précisément dans ce cas particulier. Pour assurer le succès de l'offensive finale, elle doit, — les dents serrées et la rage au cœur, — jeter à sa bourgeoisie rurale de nouveaux os à ronger. « Dix ans, vingt ans de rapports réguliers avec les paysans, écrivait Lénine, encore en 1921, et la victoire mondiale devient une certitude, même dans l'absence d'une révolution prolétarienne en dehors de nos frontières. » Toute la politique actuelle des soviets s'étaye sur cet aphorisme du maître.

Pour s'en convaincre, les Chancelleries qui entretiennent des relations diplomatiques avec la léproserie rouge, devraient méditer longuement le texte de la résolution votée par le Comité central du parti communiste russe, en fait le vrai gou-

vernement de la Russie, résolution publiée dans les *Izvestia* du 21 juin dernier et dont on trouve la substance dans les motions du XIV[e] Congrès.

« Il est possible de continuer à relever nos forces productives, tout en restant un facteur sérieux dans le développement de la révolution mondiale, et tout en aidant les ouvriers des autres pays à préparer leur révolution prolétarienne. »

Cette motion mérite, par son outrecuidance cynique, d'être encadrée sur les murs de tous les bureaux qui, de près ou de loin, traitent des affaires russes dans les pays civilisés. Avec une parfaite désinvolture, les soviets affichent leur intention de consolider la Russie sans cesser de travailler à la désagrégation de l'univers, et surtout pour mieux perpétrer cette œuvre de déliquescence mondiale. Ils ont même la complaisance de nous avertir qu'ils entreprennent la restauration économique intérieure avec l'appui des éléments bourgeois qu'ils s'efforcent d'anéantir en France et ailleurs. Si un semblant de thermidor est autorisé comme manœuvre de guerre sur le front intérieur, la terreur demeure toujours la seule méthode de combat sur le front occidental. Le mépris pour la myopie et la bêtise bourgeoises est si invétéré chez les soviets qu'ils ne s'arrêtent même pas devant cet injurieux raffinement : inviter le capitalisme à creuser sa propre tombe en collaborant au « relèvement de la Russie ». « Dans trois ans, dans cinq ans tout au plus, nous prévient très charitablement Zinovief, la Russie communiste sera invincible. » (*Izvestia* du 28 juin.) Il dépend de la bourgeoisie seule de confirmer ce pronostic et même d'abréger le délai fixé par la III[e] Internationale. Pour élever un aventurier au rang de prophète infaillible, il suffira qu'un Rakovsky reste à Paris et qu'un Krassine s'installe à Londres.

Encore une fois écoutons Zinovief, approuvé ici par l'écrasante majorité de son parti :

« La victoire complète, la victoire définitive, ne saurait être obtenue que sur une échelle internationale : les retards qu'accuse encore la révolution sociale n'écartent pas la certitude de cette victoire ; ils ne font qu'en reculer l'avènement à une date ultérieure. » (Discours prononcé à la quatorzième Conférence du parti communiste russe.)

Le Comité central s'est rallié en bloc à cette formule, après l'avoir confrontée, suivant les procédés ordinaires de l'exégèse

bolchévique, avec les textes sacrés du Coran léniniste. Interprète souverain de la doctrine, il a légalisé sur ce point l'orthodoxie de Zinovief et ratifié, chose extrêmement grave, comme conforme au programme du parti communiste russe, l'attitude de la IIIe Internationale. En d'autres termes, il a solennellement identifié la politique de l'Internationale avec celle du gouvernement des soviets, qui n'est pas autre chose, ne l'oublions jamais, qu'une émanation administrative du Comité central.

Reproduites dans le texte de la motion à titre d'axiomes et d'impératifs catégoriques, les principales dispositions de Lénine acquièrent une tragique actualité.

« Livré à ses propres forces, le prolétariat russe est incapable de mener à bonne fin la révolution sociale dans le monde. Mais il est en mesure de donner à la révolution russe une envergure qui créera les meilleures conditions pour le commencement de la révolution sociale. » (Lettre aux ouvriers suisses, 1917.)

« Sans un mouvement révolutionnaire dans les pays étrangers, la victoire finale de la révolution russe est irréalisable. » (Tome XV des *Œuvres complètes de Lénine*, p. 129, 1918.)

« Nous ne vivons pas seulement dans un État, mais dans un système d'États, et la coexistence prolongée des soviets avec les États impérialistes est absolument impossible. Les uns ou les autres vaincront... Il n'y a pas de moyen terme... » (Tome XVI des *Œuvres complètes de Lénine*, p. 102, 1919.)

Cette antinomie érigée en axiome, le problème qui se pose devant la Russie communiste est une question de pure et simple stratégie révolutionnaire. Il consiste à déterminer les moyens les plus rapides, les plus énergiques, les plus meurtriers en un mot, de trancher en sa faveur le dilemme établi par Lénine.

Qu'on se représente une séance démoniaque dans les tréfonds du Kremlin, sous les coupoles décapitées de leurs croix et de leurs aigles : des statistiques, des diagrammes, des dépêches diplomatiques, des rapports d'agents, des fiches, tous les services d'un grand État mis à la disposition d'une tourbe de malfaiteurs, et, penchés sur des cartes semées de taches sanglantes qui indiquent les foyers de gangrène, les profils crochus des principaux incendiaires cherchant l'endroit le plus propice à l'exécution d'un mauvais coup... Gravement, à l'aide

de ses agents, le Comité mesure, de loin, le pouls des cinq continents. Il enregistre les soubresauts de la fièvre, il se délecte à la musique tumultueuse du délire; il note avec une volupté sadique les progrès du poison; il tâche de prévoir la capacité d'une résistance nationale et morale... Hier, la Bulgarie offrait tous les symptômes réconfortants de l'agonie; avant-hier l'Esthonie. Sur quelle terre vouée au fléau, sur quel pays, sur quel continent, le virus inoculé depuis huit ans, et cultivé avec une minutie scientifique, éclatera-t-il demain en éruptions mortelles?

Une fois de plus écoutons Zinovief :

« Dans les pays d'Occident, déclara-t-il, en résumant les « thèses » votées par le Comité exécutif de la IIIe Internationale, force nous est de constater une certaine stabilisation du capitalisme... Sur le front occidental, il faut bien le confesser, la balance penche en faveur de l'ennemi. L'Internationale communiste est obligée de battre en retraite dans un grand nombre d'États; elle doit s'y préparer à une longue et implacable guerre de tranchées; de place en place, elle est même condamnée à l'activité clandestine... Il suffit d'examiner la situation dans les Balkans, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie... Oui, l'ennemi a remporté sur nous des avantages indiscutables en Occident, mais il existe un autre front, un front décisif, un front dont dépend l'issue définitive de toute la lutte : le front oriental... » Dans le discours d'inauguration qu'il a prononcé au XIVe Congrès du parti communiste, Rykof, chef du gouvernement soviétique, ne s'est pas exprimé autrement que le président de la IIIe Internationale.

Rien n'est plus orthodoxe encore; rien n'est plus léniniste. Il convient de rendre cette justice à Lénine qu'il n'a jamais varié, lui, dans son attachement à l'Asie. A l'heure où son nom était connu seulement de l'*Okhrana* et de quelques rares adeptes qui gesticulaient dans les brasseries de Zurich, le futur Padischah de la Russie écrivait déjà, en 1910, que les « vrais peuples d'avant-garde sont les peuples asiatiques, que l'Europe est un continent arriéré ». Libre à l'Internationale majoritaire, — « vassale camouflée du capitalisme, domestique de la haute finance », — de négliger les « immenses gisements de combustible révolutionnaire enfouis dans le sol oriental »; libre aux « social-traîtres » et aux « social-patriotes » de prétendre, à la

suite de Branting, au titre « bourgeois » de grands Européens. Tandis que la Conférence d'Amsterdam avait repoussé la requête de l'hindou Dadabao-Naoredji, la IIIe Internationale, un an après sa fondation, ouvrait son giron aux ambassadeurs des « camarades » noirs, basanés et jaunes. Le fameux « Vatican moujik » devenait une Mecque à l'usage de toutes les revendications coloniales. Il réalisait, suivant l'expression de Lénine, un « pont indémolissable entre l'Orient et l'Occident, entre les sommets du prolétariat russe et les masses profondes de l'Afrique et de l'Asie, destinées à balayer l'univers entier ».

Offensive irrésistible, prédisait Lénine en 1922, dans un article enflammé consacré au jubilé de la *Pravda*. « Les vainqueurs de la guerre impérialiste sont incapables d'imposer leur volonté à la petite Irlande, ils sont impuissants à régler l'imbroglio financier qu'ils ont provoqué en Europe... Comment aspirer, dans ces conditions, à dominer les Indes et la Chine? Or, la Chine comme les Indes, soit au minimum 700 millions d'hommes, écument et bouillonnent. Que l'on y ajoute les autres régions asiatiques, les possessions coloniales : au bas mot, c'est une bonne moitié de la population terrestre qui s'entraîne à la lutte révolutionnaire, prodrome de la révolution mondiale... »

Au dernier Congrès de l'Internationale (juillet 1924), Manouilski, rapporteur pour les « problèmes nationaux », n'a fait que reprendre en détail ces arguments statistiques : « Tout Anglais règne sur neuf esclaves; 46 millions d'Anglais commandent à 429 millions de parias », inventaire dont se dégage une seule conclusion, implacable comme un axiome géométrique : il est impossible de briser les puissances capitalistes sans mettre en mouvement les immenses réserves de l'humanité asservie; l'Empire révolutionnaire ne peut s'édifier que sur les ruines d'une décomposition coloniale; pour compromettre la « stabilisation » sociale des métropoles, il faut les frapper dans leurs œuvres vives d'outre-mer, dans leurs zones d'influence et dans leurs protectorats. Le raisonnement bolchévique, comme d'habitude, revêt le schématisme barbare de la logique léniniste : les troubles allumés sur les terres volcaniques d'Orient ne doivent-ils pas provoquer des interventions européennes, ces interventions ne doivent-elles pas dégénérer en guerres, et les guerres, — l'expérience l'a déjà prouvé, d'une

façon irréfutable, — ne réunissent-elles pas les conditions les plus favorables au développement du bolchévisme?

A un meeting ouvrier, le 15 juin, Zinovief a exhumé une note griffonnée par Lénine quelques semaines avant sa mort, dans un de ces rares moments d'éclaircie qui illuminaient les ténèbres d'un cerveau sclérotique : « En 1923, écrivait Lénine, au plus tard en 1928, il y a lieu de s'attendre à une nouvelle boucherie, cinq fois, dix fois plus sanglante que la guerre impérialiste. » Éclaircie véritable ou délire de paralytique, cette prédiction *in extremis* est surtout un vœu et une espérance. Lorsqu'il rédigeait, en décembre 1922, ses instructions aux délégués soviétiques à la Conférence de La Haye, Lénine, incontestablement, avait encore la pleine possession de ses facultés mentales, et, pourtant, il souhaitait la guerre de toutes ses forces, il l'appelait comme l'unique événement de nature à hâter la révolution sociale. « Le boycottage de la guerre, disait-il avec son cynisme goguenard de fossoyeur, n'est qu'une formule idiote. Les communistes doivent accepter n'importe quelle guerre réactionnaire... Ils doivent tout simplement, au moment opportun, tourner les armes contre les impérialistes de leur propre pays... » Et Zinovief d'exulter : il hume avec délice les odeurs du charnier marocain, il aspire avec une joie satanique les relents du sang répandu à Canton et à Changhaï... « Ce ne sont encore, s'écrie-t-il, que des « interventions et des conflits coloniaux, des petites guerres, mais la nervosité est déjà bien grande chez les impérialistes ! » Les cadavres fument, l'incendie s'étend. Et, pour attiser les flammes, l'Internationale s'époumonne à souffler son haleine empoisonnée.

Nulle part, il faut en convenir, la propagande bolchévique ne se heurte à moins de résistance qu'en Orient. Elle ignore les murailles de Chine. « L'idée des soviets est si simple, affirmait Lénine au deuxième congrès de l'Internationale, elle est si accessible aux grandes masses de la population, qu'elle peut s'acclimater partout, chez les Chinois, chez les Hindous : nous verrons certainement s'établir, un jour, dans ces pays, un gouvernement de forme soviétique. » C'est qu'aux mains des casuistes et des stratèges de la IIIe Internationale, l' « idée de soviet » n'est pas une entité immuable, une catégorie fixe : elle est, au contraire, un cadre infiniment élastique, dont le contenu s'adapte aux latitudes et se plie aux besoins du « chambarde-

ment » mondial. Il importe donc assez peu que l'Orient, théâtre principal de la propagande bolchévique, ne soit guère prolétarien au sens exact de la terminologie marxiste. Cet « obscurantisme » n'embarrasse nullement les continuateurs de Karl Marx : il leur suffira d'orientaliser le manifeste communiste en généralisant ses appels à la révolte. « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !... » Tel est, lancé par Zinovief en personne (*Izvestia* du 26 juin), le nouveau cri de ralliement et de guerre, lorsque l'Internationale harangue à la fois toutes les variétés de sa clientèle.

La formule est complète à souhait et d'une application indéfinie, dans l'espace comme dans le temps. Elle embrasse en bloc l'Orient tout entier, puisque l'Orient tout entier se compose *a priori* de peuples opprimés. Mais, comme la nature des oppresseurs n'est pas homogène, il est logique que les méthodes de propagande répondent très exactement à la mosaïque sociale et politique des conditions locales. Dans un cours d'action directe professé à l'Université communiste des peuples d'Orient, — pépinière d'agitateurs, d'administrateurs et de *tchékistes* pour les futures républiques des soviets, — Staline, l'homme qui détient pratiquement le sceptre des Tzars, a dressé en détail la carte révolutionnaire de l'Afrique et de l'Asie. Les États Orientaux, d'après cet enseignement auquel le Quai d'Orsay ne saurait attacher une trop grande importance, se divisent en trois groupements caractéristiques dont chacun appelle une tactique spéciale. Dans les pays comme le Maroc (lisons le Rif), dépourvus de prolétariat industriel, et où la bourgeoisie locale forme un bloc hostile au capitalisme européen, les communistes doivent collaborer à la création d'un front national unique contre les impérialistes. Dans les États comme la Chine et l'Égypte, où le bloc bourgeois s'est dissocié, mais sans avoir encore lié partie avec l'impérialisme, les communistes doivent s'appliquer surtout à la formation d'une alliance entre les petits bourgeois nationalistes et les ouvriers révolutionnaires. Enfin, dans les pays comme les Indes, où des éléments bourgeois pactisent avec la bourgeoisie impérialiste et combattent l'œuvre de libération, c'est au prolétariat seul qu'appartient l'honneur de se mettre à la tête du mouvement national.

L' « idée soviétique », on le voit, diffère de façon radicale,

suivant qu'elle est exportée à l'est ou à l'ouest de Moscou. Destinée à la consommation orientale, elle s'identifie avec le mouvement anti-européen et recrute, en cas de besoin, ses avocats et ses guerriers dans les classes sociales vouées, en Europe même, à l'autodafé communiste. Caméléon mondial, Staline n'hésite pas à coiffer le fez et le turban pour se conformer à la couleur locale. Citoyen de la patrie socialiste à Paris, à Londres, à Moscou, il est Rifain au Maroc, Chinois à Changhaï, Hindou à Bombay, Égyptien à l'ombre des pyramides. Il n'est pas en Orient d'organisation plus nationale, plus nationaliste, que la IIIe Internationale. Sous prétexte que les intérêts de classe s'y confondent, du moins à titre provisoire, avec les intérêts nationaux, elle s'érige en champion de tous les Piémonts africains et asiatiques. Elle tend une main fraternelle aux Cavours jaunes et aux Bismarcks nègres. Elle renonce aux privilèges et aux traités dont la Russie bénéficiait, en raison de sa qualité européenne; elle devient l'arsenal, la poudrière, le banquier des moindres tribus qui revendiquent leur indépendance et massacrent des missionnaires chrétiens.

Ainsi s'éclairent violemment, d'une lumière qui menace de sombrer dans le crépuscule de la civilisation, les raisons profondes, inéluctables, du *Drang nach Osten* révolutionnaire. Le bolchévisme se plie à la loi du moindre effort. Incapable d'emporter la citadelle européenne d'assaut, il essaye de la contourner et de la prendre en traître : il transige sans rougir avec tous les ennemis de l'Occident ; il lève des renforts dans les bas-fonds de la sauvagerie humaine ; il jette à pleins bras du lest communiste pour rallier, à l'extérieur, des bourgeois orientaux comme il signe, sur le front intérieur, des compromis avec ses propres bourgeois, les moujiks. Application imprévue du précepte classique de Tchadaef, le père spirituel du bolchévisme : « Tout ce qui contribue à la victoire de la révolution est légitime... » Interprétation de maniaques, logique d'aliénés. Que la Révolution triomphe, même au prix d'un cauchemar mondial, même si l'herbe ne doit plus repousser sur la terre piétinée par les coursiers d'Apocalypse, mais qu'elle triomphe !... Le « pont indémolissable entre l'Europe et l'Asie », la seule construction dont puisse s'enorgueillir la IIIe Internationale, c'est la route de l'Occident ouverte, sous un camouflage idéologique, aux ruées des vandales contre la civilisation...

II

Que peut opposer le « marxisme scientifique » à ce réquisitoire de l'Europe trahie?

Seulement des arguments d'opportunisme révolutionnaire. Depuis près de huit ans, c'est en vain que les ouvriers russes appellent au secours leurs « camarades » étrangers. Ils ne sont plus qu'une minorité infime, décimée par la guerre civile, anémiée par une disette chronique, épuisée par un effort de gigantesque rénovation, une minorité prête à disparaître dans la marée montante de la réaction paysanne. Prolonger l'attente serait aujourd'hui compromettre toutes les conquêtes de la révolution russe et toutes les chances d'une révolution mondiale. L'orientation vers l'Asie n'est qu'un acte de désespoir. Du haut de son Kremlin battu par les vagues capitalistes, la sœur Anne bolchévique a beau scruter l'horizon européen, elle ne voit rien venir. Malgré la puissance de ses organisations professionnelles, malgré la supériorité de son éducation socialiste, le prolétariat occidental s'est montré impuissant à seconder ses frères moscovites. Claquemuré dans son égoïsme syndicaliste et tremblant à l'idée de perdre ses gros salaires, il a laissé des serfs d'hier, nés à peine aux libertés politiques, assumer le grand premier rôle dans l'œuvre mondiale. Si le communisme russe se tourne vers l'Asie, la responsabilité en retombe tout entière sur les « classes avancées » de l'Europe.

Plaidoyer pitoyable ! La révolution sociale sera asiatique, ou ne sera pas. Que faut-il en conclure, sinon la nature antieuropéenne du bolchévisme ? Si pernicieux qu'ils soient, les résultats atteints en Occident par la propagande léniniste s'accusent en disproportion flagrante avec les dépenses d'énergie et de fonds. Les lamentations des Zinovief et des Boukharine sur les « inévitables erreurs de prévision », sur les « ralentissements » du *tempo* révolutionnaire, tous ces *mea culpa* de l'Internationale, se réduisent à l'aveu implicite de son incapacité congénitale de s'adapter à l'Occident. Dès 1917, l'un des patriarches de l'orthodoxie majoritaire, Kaoutsky, traitait le communisme russe de socialisme asiatique. Il n'y a pas longtemps encore, revenu à Pétrograd après un voyage à travers les deux mondes, le professeur Pavlof, dégonflait à coups de

bistouri les espérances fondées par les soviets sur une révolution européenne. « Je suis un homme de laboratoire, disait-il, je ne tiens pour certain qu'un fait vérifié une vingtaine de fois... Dans quel laboratoire avez-vous établi vos pronostics révolutionnaires? Où sont vos preuves? Pourquoi êtes-vous inaptes à fixer les échéances? J'ai parcouru la France, j'ai parcouru l'Angleterre : que l'on y constate de l'effervescence dans les partis ouvriers, rien n'est moins discutable, mais rien n'est plus naturel aussi, après les horreurs et les privations de la guerre. Dans aucun des pays qui règnent sur les destinées de l'univers, je n'ai réussi à découvrir le moindre symptôme de révolution mondiale... »

La résistance dont fait preuve l'Occident, malgré la déplorable hygiène de ses gouvernements, de ses hommes d'État, de ses polices, atteste une qualité de tissus réfractaire, en principe, à l'intoxication bolchéviste. Les pays qui paraissaient frappés à mort, la Finlande, la Hongrie, à un moment donné même l'Italie, n'ont pas hésité à recourir aux opérations chirurgicales pour éliminer le poison. Tous les procédés actuels de l'infiltration communiste concordent à prouver que l'Europe n'offre aux toxiques de Zinovief aucun bouillon de culture naturel. S'il en était autrement, la IIIe Internationale devrait-elle s'atteler à la tâche laborieuse d'incruster des « cellules » gangrenées dans une chair encore saine, à un lent et fastidieux travail de piqûres hypodermiques? Finie l'époque héroïque des barricades et des beaux assauts révolutionnaires : le romantisme prolétarien a vécu; il a cédé la place aux méthodes peu glorieuses d'une pénétration microbienne. Mais, pour être savante et systématique, cette dissolution ne progresse que par étapes infinitésimales, avec une lenteur qui permet au capitalisme de regagner des positions perdues et d'organiser sa défense. Le vieux sang de l'Europe dégage des antidotes et neutralise les poisons. Alors qu'en Occident l'Internationale compte un peu plus d'un million d'adeptes, — y compris la Russie, — c'est par centaines de millions qu'elle dénombre son armée noire et jaune.

Car tel est le paradoxal aboutissement du marxisme scientifique : pour Lénine et pour ses disciples, l'Orient est bolchevik d'instinct; il est touché par la grâce communiste ; les coolies de Canton et de Changhaï, les ilotes mongols, les bandits

khounghouses, les tribus turkmènes, les peuplades nègres : voilà la vraie clientèle révolutionnaire. Le léninisme ne fait qu'appliquer sur une échelle planétaire les méthodes de recrutement qui lui avaient assuré la victoire en Russie. Les premiers bourreaux de la Russie n'ont-ils pas été des Chinois ? Le service que demande aujourd'hui à la Chine le marxisme intégral, c'est d'être le bourreau de l'Europe. La Tchéka n'a pas connu de tortionnaires plus méticuleux et plus impassibles que les fauves exotiques, embrigadés par Trotzky au service de la terreur : étrangers à la douleur d'une autre race, ils ont travaillé avec la précision mathématique d'une guillotine. Pour décapiter l'Europe de son élite, ils témoigneront des mêmes incomparables qualités techniques. Insurgés contre l'ordre européen, ils n'en détruiront que mieux l'un de ses aspects : l'ordre capitaliste. Inconscients de la civilisation européenne, ils n'auront pas un frisson de pitié devant les trésors de la culture bourgeoise. Une entreprise de démolition universelle saurait-elle souhaiter une meilleure main-d'œuvre ? Périsse l'Europe, puisque le régime capitaliste ne peut s'effondrer qu'avec elle !

Qu'importe, en effet, aux chefs de l'Internationale rouge la destinée de Paris, de Versailles, de Rome, de Florence, les villes saturées d'histoire, de traditions et d'art, les terres chargées de floraisons aryennes ! Par leur naissance comme par leur éducation, ils ne sont pas européens. Tous s'apparentent à l'Asie. Si les origines tartares de Lénine n'étaient officiellement établies, son faciès kalmouk, la saillie mongole des pommettes, la coupe bridée des yeux, l'épaisse animalité de la lèvre et des narines, suffiraient, en l'absence de toute recherche généalogique, pour révéler une parfaite affiliation au type touranien. Parmi la descendance spirituelle du maitre, pas un aryen de sang pur : des sémites virulents, des métis qui se ressentent des invasions de la Horde d'or, des scythes qui grimacent sous un affublement slave : la révolution mondiale est aux mains de Zinovief et de Staline, d'un formidable juif et d'un métèque oriental. Et, pour atténuer l'âpre exotisme de ces origines, pour apaiser la fermentation d'un sang acide, pour discipliner les véhémences de la pensée, pas une trace d'éducation classique : après le ghetto lithuanien et le bazar de Koutaïs, une formation dans le vide, en dehors de l'Europe; une féroce accumulation de rancunes; une préparation de diabo-

liques vengeances sous prétexte de nihilisme moral, social, intellectuel. Envisagé à vol d'oiseau, le bolchévisme russe est une doctrine sémitique appliquée, sans la moindre atténuation européenne, par des asiatiques primaires. Ce qu'il emprunte à l'Occident, c'est le perfectionnement de l'outillage technique, les procédés mécaniques dont s'accommodent son « matérialisme économique » et ses rêves de domination universelle : la machine sans âme pour industrialiser la production, la machine qui tue pour industrialiser la guerre. Le raid Moscou-Pékin, accompli l'été dernier par quelques aviateurs rouges, contient en puissance toute la terrifiante philosophie du progrès jeté en pâture aux cavernes : invention européenne, les aéroplanes ont apporté aux Chinois des tracts condamnant l'Europe à mort.

Pour que l'Europe devienne communiste, il faut donc qu'à l'exemple de la Russie, elle soit tout d'abord « déspiritualisée », déchristianisée, qu'elle perde, en un mot, la mentalité et la foi qui opposent des digues encore trop robustes à la poussée orientale. Et, pour ébranler les assises de la civilisation chrétienne, n'est-il pas logique qu'une Internationale athée cherche des auxiliaires dans l'Islam, le Bouddhisme, le Tâoïsme, le fétichisme le plus barbare? Alliance avec les mouftis, les derviches tourneurs et les sorciers en Orient, mais en Orient comme en Europe, guerre sans merci contre le christianisme. A la racine du mouvement antieuropéen qui déferle aujourd'hui en Chine, il n'est guère difficile de découvrir, avant tout, un mouvement antichrétien fomenté par les agents des soviets. Dès 1920, une propagande merveilleusement adaptée à la clientèle chinoise de Zinovief, — étudiants révolutionnaires et coolies faméliques, — dénonçait dans le christianisme un instrument de pénétration occidentale et de domination capitaliste. Une « fédération antireligieuse » se fonde à Pékin, une « Ligue antichrétienne » à Changhaï. A la fin de 1925, la jeunesse bolchévisée de Canton exige des autorités la proscription de l'Évangile et de la Bible, l'interdiction aux étrangers d'enseigner dans les écoles chinoises et d'y faire célébrer des offices religieux. Dans la province de Hou-Nan, les élèves célestes des écoles chrétiennes proclament la grève, lacèrent les Bibles, en traînent les feuillets dans la boue. A Changhaï, les étudiants répandent des proclamations dans le style moscovite le plus pur, pour accuser le prosélytisme chrétien de « détruire la civilisation chinoise »

et de « livrer les richesses de la Chine à l'exploitation étrangère ». « A bas le Christianisme ! ce cri, disaient les *Izvestia* du 19 février dernier, est synonyme en Chine d' « à bas l'impérialisme »... Et par impérialisme, il convient d'entendre ici l'influence d'une « Europe arriérée », — arriérée au point de vue révolutionnaire, celui qui prime tous les autres, — sur les peuples avancés de l'Asie, cet éternel berceau de l'humanité, même de l'humanité socialiste.

Conclusion : la Chine aux Chinois, l'Asie aux Asiatiques ! Le nationalisme exacerbé de ces formules s'accommode admirablement de la mystique bolchéviste, mais que l'Europe prétende aux mêmes privilèges, qu'elle s'arroge des droits à l'indépendance, qu'elle réclame le traitement réservé par Moscou aux tribus congolaises, la IIIe Internationale s'empresse de crier à l'hérésie communiste. L'Europe n'est pas aux Européens : elle est vouée à la dictature d'une seule classe, véhicule en l'occurrence d'une pragmatique orientale. Alors qu'un gouffre infranchissable sépare la pensée occidentale du bolchévisme, Lénine, déjà de son vivant, prenait place aux côtés de Confucius et de Mahomet : héritier du Prophète, Messie du Califat, il entrait de plain-pied dans la légende : la poésie s'en emparait; il n'y avait pas d'images assez luxueuses, de métaphores assez tarabiscotées pour dépeindre le « rouge soleil de Moscou projetant sa lumière sur l'Orient ». Après l'apothéose terrestre, une apothéose posthume, encore plus éblouissante. « Lénine n'est pas mort, chante le poète persan Mirsa Mamed Ali Mokrem, puisque sa pensée reste toujours avec nous. Musulmans dont le livre sacré est le Coran, émanation de la volonté divine, musulmans, savons-nous en respecter les saintes paroles? Le Coran maudissait le joug des oppresseurs, il exaltait la gloire de la probité : or, combien pullule-t-il de spéculateurs dans l'Iran?... Lénine vénérait l'Islam, et l'Islam à son tour le vénérera. Les générations futures voueront un culte reconnaissant à celui dont le grand cœur souffrait pour la Perse... » Avec un sérieux imperturbable, les *Izvestia* (11 mars 1925) reproduisent cette suprême abomination : l'alliance du marxisme avec une religion ! Au lieu de repousser comme une injure au matérialisme historique l'annexion du *Kapital* par le Coran, l'organe officiel des soviets ne dissimule pas sa joie au spectacle d'un baiser Lamourette échangé entre Lénine et Mahomet. Zinovief lui-

même s'attendrit dans ses discours sur ce conte des Mille et une nuits communiste : la divinisation d'un athée invétéré, Lénine, accueilli dans le giron d'Allah et récompensé par l'amour des houris.

Gardons-nous d'en sourire, nous aussi, car l'Asie a raison. Elle reconnaît Lénine pour l'un des siens, non seulement d'après l'atavisme qui éclate dans le masque mongol, mais aussi d'après la structure de l'esprit, la filiation orientale de la pensée. En passant par le prisme cérébral de cet étonnant simplificateur, le « marxisme scientifique » s'est appauvri de sa complexité et de ses nuances : émondé, desséché, il n'est plus qu'une suite de sentences comminatoires, qui se traduisent naturellement sous forme d'aphorismes impératifs et brefs comme des versets religieux. Le socialisme de Lénine est celui d'un barbare de génie, mais d'un barbare quand même. Ce pur asiatique a fait irruption dans la sociologie, la politique et l'histoire, à la manière de ses lointains devanciers dans les jardins de l'Empire romain. Il a dévoré les espaces sans transitions; il a saccagé les obstacles; il a effleuré des sommets, puis, bride abattue, il a regagné les steppes pour y fourbir ses armes. Lénine avait toutes les qualités qui font les conquérants et les prophètes d'Orient : cet « intellectuel » bedonnant, au teint brouillé par la bile, éternellement penché sur sa table de travail, s'apparentait à la lignée des Gengis-Khan et des Tamerlans. Les révolutions sociales pour lui se réduisaient à l'idée asiatique d'invasions. Et l'Empire spécial qu'il a créé, la IIIe Internationale, reproduit d'une manière frappante les caractères d'une horde de conquérants nomades.

« Le Comité exécutif, déclara tout récemment Zinovief, peut aussi bien planter sa tente à Londres comme à Moscou, à Berlin comme à Paris... » La IIIe Internationale est toujours prête à suivre les progrès des invasions révolutionnaires comme elle est toujours résignée à battre en retraite aux extrêmes confins de l'Asie, en cas de danger. A l'heure où les Allemands menaçaient Pétrograd, Lénine proposait la fuite à Kazan, — ville tartare par excellence, — dans l'Oural s'il le fallait, même dans les neiges de Kamtchatka... La Russie pouvait s'effondrer sous les bottes germaniques : l'essentiel, c'était de sauver l'« idée soviétique », de trouver n'importe où, dans la désola-

tion des marécages, des glaces ou des sables, un coin de terre assez grand pour pouvoir planter la « tente révolutionnaire », cette acropole ambulante du bolchévisme, et pour hisser l'étendard sanglant des nomades vaincus.

III

Victorieuse et menaçante, voici la horde rouge fixée à Moscou, en pleine Rome byzantine. Le XII[e] et le XIII[e] siècle ressuscitent à la faveur du « marxisme scientifique », ils ressuscitent même sous l'aspect d'un cauchemar plus angoissant, plus complet, que l'époque où les princes de Moscovie baisaient l'étrier du vainqueur mongol. De politique, le joug de l'Asie est devenu aussi religieux, moral, intellectuel. Les Tartares d'aujourd'hui sont moins tolérants que leurs devanciers. Ils polluent les croix et brisent les autels; à coups de yatagan et de nagaïka, ils imposent leurs croyances, leurs thaumaturges pouilleux, leurs mœurs sordides. Le marxisme intégral est un joug intégral.

Mais l'Asie a beau célébrer son sabbat sur le parvis même du Kremlin : tout un groupe de penseurs russes, adversaires déclarés du bolchévisme, école dont le titre seul est un programme et un drapeau, — l'« École eurasiatique » — continue à chercher la délivrance dans l'Asie, l'Asie dont l'ancien Empire des Tzars est pourtant déjà le corridor et le glacis.

« Les Eurasiatiques, écrit M. Pierre Savitzky, dans l'*Evraziisky Vremennik* (n° 4), se rattachent à ceux qui démentent l'existence du progrès universel. Ils constatent que l'Europe érige en principe idéologique le communisme militant, et que ce principe trouve son expression définitive dans le matérialisme historique et dans l'athéisme... La saturnale communiste, en Russie, est l'achèvement de 200 ans d'européanisation... »

Le prince Troubetzkoy, dans le même recueil, précise cette théorie en affirmant que la Russie s'est pliée à deux tyrannies au cours de son histoire : l'une, la domination mongole, féconde et bienfaisante ; l'autre, la domination européenne, inaugurée par Pierre le Grand, destructrice et délétère. C'est au fruit que l'on juge un arbre. Deux siècles de « joug tartare » ont abouti à la cristallisation d'une Russie orthodoxe ; deux siècles de

« joug européen » ont donné naissance à l'Union des républiques socialistes soviétiques. Thèse spécieuse qui peut évidemment séduire et même passionner les amateurs de paradoxes et de schémas historiques, mais qui, malgré toute l'érudition déployée par le prince Troubetzkoy, malgré toute la virtuosité de son analyse, repose sur une conception singulièrement matérielle et simpliste du progrès européen, une conception aisatique, — une conception léniniste. Si la Russie est tombée aux griffes du « matérialisme économique », si, d'Empire à façade européenne, elle s'est transformée en U. R. S. S., c'est parce qu'elle n'a pas eu la force ou le temps d'achever l'œuvre pétrovienne et d'emprunter à l'Europe, après ses machines, ses fusils, ses chantiers, ses bateaux, ses ingénieurs, cette quintessence véritable du progrès : l'esprit européen. Si la Russie seule s'est laissé contaminer par le mal communiste, c'est parce qu'elle restait encore asiatique sous son mince badigeonnage occidental, c'est parce qu'elle était l' « Eurasie ».

Immense plaine amorphe étendue entre deux mondes, la Russie devait fatalement servir d'éternelle arène à la lutte de l'Orient contre l'Europe. Elle a été asiatique avec les Khosars, les Tartares et les Soviets ; elle a été européenne avec Rurik et tout un cortège de grands Romanof, Pierre, Catherine, Alexandre. Et cet entrecroisement d'influences, ces alternatives de tyrannies, ce choc perpétuel de dominations rivales, ont fini par brasser si profondément la glèbe inconsistante de la steppe russe qu'elle est devenue, peu à peu, un simple réceptacle historique, une terre toujours vacante à l'usage de nouveaux maîtres. Pour hausser la Russie au rôle de sujet, il avait toujours fallu l'impulsion d'une volonté étrangère : par définition, elle restait confinée au rôle mélancolique d'objet et de proie, une plaine « passive et féminine » comme disait Merejkovsky, labourée par trop de conquêtes et d'invasions, déchirée par trop de viols, pour pouvoir amasser un patrimoine de traditions, de souvenirs classiques, de personnalité indépendante.

Après Tchadaef, après Merejkovsky, un implacable observateur, Saltykof (*les Deux Russies*), vient de mettre à nu cette irrémédiable misère : « Les extrêmes et les contradictions de l'âme russe ne sont-elles pas le grondement du chaos anarchiste primitif qui nous vient de l'abîme des millénaires ?...

Tendances aux idées rudimentaires et uniformes : tels sont nos goûts naturels. Crainte des altitudes. Crainte de la profondeur. Crainte des pensées complexes, des pensées à facettes. Recherche d'une plate et brutale simplification. Et en même temps, aversion pour l'unité organique. Aversion pour le syllogisme qui, comme l'avait déjà observé Tchadaef, nous frappe d'impuissance et nous inspire une irrésistible appréhension... Et puis une stupéfiante absence de curiosité... Une paresse de la pensée qui décourageait tellement Pouchkine... Comme résultante, enfin, de cette psychologie, aucun attachement véritable à la civilisation, car la civilisation est complexe, alors que nous aimons le simple; — car la civilisation est l'amour de la vie, alors qu'enfants du chaos et de la mort, nous sommes incapables d'éprouver la joie de vivre... »

Diagnostic effroyable, où certains seraient portés à reconnaître un simple effet de l'habitude, si particulière à la mentalité russe, de se flageller en public : *samooplevyvanié*, cracher sur soi-même; ce terme n'a d'équivalent dans aucune autre langue européenne. Mais la maladie est là, certitude implacable qui justifie la cruelle perspicacité du chirurgien : si Saltykof s'était trompé, il n'y aurait pas eu de bolchévisme en Russie, il n'y aurait pas eu de U. R. S. S.

« L'Empereur est tout puissant, disait, au début du siècle dernier, un ambassadeur de la Cour de Saint-Pétersbourg : il peut même changer la date du dimanche de Pâques. » Ce gentilhomme ne commettait qu'une seule erreur, — une erreur de mot : remplaçons le terme « empereur » par celui de pouvoir, n'importe quel pouvoir, pourvu qu'il use sans frein de son despotisme oriental, et les paradoxes les plus échevelés, les possibilités les plus saugrenues, deviennent réalisables en Russie, sur un simple geste du satrape, qu'il se réclame du droit divin ou de la dictature prolétarienne. Une séquelle d'aventuriers athées n'a-t-elle pas dépassé aujourd'hui en puissance une monarchie ointe de Dieu? Les soviets n'ont-ils pas précisément changé la date du dimanche de Pâques?

Déjà, en pleine apothéose impériale, au début du siècle dernier, Joseph de Maistre touchait à la racine du mal. Il constatait que la crainte du Tzar, chez le peuple, s'accommodait étrangement d'un mépris souverain pour son pouvoir. Conséquence directe des tares originelles dénoncées par Saltykof, — « paresse

de la pensée, crainte de l'unité organique, aversion pour la logique », — cette synthèse de contraires, qui tranche sur toutes les conceptions occidentales, a seule rendu possible l'avènement et surtout la durée du bolchévisme, caricature abjecte du régime impérial.

C'est que le peuple russe, anarchiste d'instinct, mais esclave par indolence et par habitude, est toujours resté étranger à la notion de l'État : il l'a toujours confondu avec le gendarme que l'on redoute, que l'on tolère, que l'on méprise et que l'on trompe : hier la police tzariste, avant-hier la « troisième section » et, plus loin dans le temps, les séides de Biron, les *streltzy* de Sophie, les *opritchniki* d'Ivan le Terrible, — aujourd'hui la *Tchéka* et la G. P. Ou.

C'est dans cette impuissance à s'assimiler le principe même du pouvoir et, par suite, dans l'impuissance à perfectionner et à nationaliser les formes gouvernementales, que réside la cause essentielle de tous les cataclysmes russes : l'effondrement de l'antique Moscovie dans la déliquescence de « l'époque trouble »; l'effondrement de l'Empire pétrovien dans la déliquescence communiste. A deux reprises, les « grondements du chaos anarchiste primitif » ont balayé les assises superficielles des régimes bâtis sur les sables mouvants de la steppe eurasiatique. Ce n'étaient pas des révolutions : c'étaient des émeutes — « ces émeutes russes, impitoyables et absurdes, comme écrivait Pouchkine dans son histoire de Pougatchef : que Dieu nous en préserve... » Or, en grande pompe, les soviets viennent d'inaugurer un monument à ce cosaque nomade, un marxiste qui pratiquait le manifeste communiste plus d'un siècle avant sa publication ! Reconnaissance justifiée ! Pougatchef, à la tête de ses bandes orientales, ne déclarait-il pas la guerre à l'Empire européen de Catherine ?

Pougatchef et Lénine : explosions de la lave asiatique qui couve toujours sous l'écorce de la steppe et qui, de siècle en siècle, se répand à sa surface en flots incoercibles...

A cet égard la fondation d'une capitale européenne sur les marécages se présente comme éminemment symbolique de l'œuvre pétrovienne. Au même titre que les rives limoneuses de la Néva, il fallait consolider toute la terre, trop plastique, trop molle, de la Moscovie asiatique, l'épurer de ses scories et de ses germes mortels, la vêtir de granit et de fer, la réduire

à l' « unité organique » d'un Empire, en faire un prolongement de l'Europe. La Russie était sauvée par un nouvel appel aux Variagues. Et, tant que l'Empire ne redoutait pas l'Occident, tant qu'il se développait en communion avec son esprit, tant qu'il ouvrait ses fenêtres à tous les vents de l'Europe et ses portes mêmes aux encyclopédistes, la Russie demeurait un magnifique État moderne, lancé, comme la fameuse troïka de Gogol, à travers les libres espaces d'un avenir ensoleillé. Le déclin, constate M. Saltykof, n'a commencé qu'au moment où l'Empire a pris soudain peur de l'Europe. Par crainte de la révolution occidentale, il s'est barricadé contre l'Occident tout entier : il a cherché des panacées dans les troubles rêveries slavophiles, dans le byzantinisme du style, dans l'idolâtrie du moujik et de la glèbe, dans toutes les vanités du messianisme antieuropéen. Après avoir pris son vol avec le coursier de Falconet, qui hume de ses naseaux dilatés les souffles de l'Europe et se cabre sous l'éperon génial du réformateur, le tzarisme s'est ramassé dans la lourde stature d'Alexandre III, figé sur une bête épaisse, — un bronze soufflé de la décadence : le dernier des autocrates a dépouillé la toge classique du grand devancier; un bonnet de fourrure écrase son front; il tourne le dos à l'Occident pour scruter les horizons asiatiques; retenu d'une main encore puissante, mais atteinte déjà de sclérose, son cheval s'est arrêté au bord du gouffre et mâche son mors, désespérément. Après la galopade ailée, la stagnation, le recul, le retard sur toute la ligne, le retard que Pierre le Grand ne cessait jamais de comparer à la mort. La Russie trahissait son fondateur. Elle redevenait l'« Eurasie » : la Russie négative, pour employer les termes de M. Saltykof, triomphait de la Russie positive. Mais l'on ne fait pas sa part à l'Orient. On n'entrouvre pas impunément les écluses qui contenaient le bouillonnement du « chaos primitif ».

Pendant que les régiments, restés fidèles à Nicolas Ier, mitraillaient à bout portant les décembristes sur la place du Sénat, Pestel aurait eu ce cri de visionnaire : « Nous aurons un jour notre révolution... Une révolution inédite encore... insoupçonnée de tous !... » Et la Russie, environ un siècle plus tard, accomplissait à la lettre cette prophétie tragique en appelant les Scythes à la place des Variagues.

Écroulement de l'œuvre pétrovienne : le communisme russe

n'a pas d'autre signification historique. S'il est vrai qu'une révolution trouve son unique excuse dans l'impossibilité du progrès sans violence, le bolchévisme, qui marie la violence au recul, offre un type de révolution « inédit ». Il n'a été qu'une catastrophe, qu'une destruction stupide et brutale. Cataclysme russe, mais aussi défaite européenne. Comme hinterland de l'Europe, la Russie servait à l'Occident d'avant-poste contre l'Asie : elle européanisait l'Orient à son tour; elle était un facteur et une digue de la civilisation. Aujourd'hui, à la suite d'un vertigineux renversement de rôles, la Russie annule un effort deux fois séculaire ; elle répudie sa mission historique ; elle se contente de charrier les pires ferments de la démence asiatique: elle devient l'iconoclaste de l'humanité. Après avoir, pendant près de huit ans, dépecé la substance grise du peuple russe, la mystique bochéviste s'attaque au cerveau du monde, elle cherche à éteindre le foyer même de la pensée.

Ce n'est qu'au prix de cette monstrueuse offrande, dans une nuit totale, que la troisième Internationale pourra proclamer la dictature universelle de la bête.

SERGE DE CHESSIN.

CEUX QUI S'EN VONT

RENÉ BOYLESVE

16 janvier.

Un de ces soirs de décembre, — si proche de nous et tout à coup reculé, — comme je rentrais avec lui dans notre lointain quartier, ainsi qu'il nous arrivait fréquemment au retour de l'Académie ou de quelque maison amicale, je lui disais : « Mon cher Boylesve, si je reprends un jour ma plume de critique, j'écrirai une étude sur vos beaux livres, dont le monde ne sait pas tout le sens. Je l'intitulerai, pour être agréable à notre confrère Henri Bremond sensible au jeu des syllabes musiciennes : *Du jardin de Courance au jardin de Passy*... — Ne tardez pas trop », me répliqua-t-il, avec ce gentil sourire qui illuminait son mélancolique et beau visage, pareil à un portrait de Clouet, à quelque effigie de Ronsard, gentilhomme vendômois.

Et voici que j'écris cette étude sous forme d'adieu. Je m'excuse par avance de la trop insuffisante esquisse : comment sitôt parler de mon ami perdu avec le calme et la lucidité convenables? Un jardin de Touraine avait offert à ses yeux tout neufs les fleurs et les fruits, et les saisons par surcroît. De sa retraite de Passy, combien de fois ses regards désenchantés suivirent-ils la naissance et la chute des feuilles de ses chers marronniers? Entre les rappels de *la Becquée* et de *l'Enfant à la balustrade* et les *Souvenirs du jardin détruit*, son existence d'écrivain a coulé, de la solitaire enfance où il apprit « la saveur des choses, du jour et de l'ombre, du temps, éternel passant, et de la mort perpétuellement suspendue », jusqu'à l'âge mûr, où cette saveur prend un goût de cendre quand le désir ne s'en contente plus. Notre dernière conversation, — c'était hier, — fut sur le symbolique paradis terrestre, où l'amour avait fait entrer l'homme et la femme et d'où l'amour les fit chasser, car la passion porte en

elle ce qui crée et ce qui détruit, et il s'exaltait sur le divin jardin abandonné. Mourant, de sa voix grave et de sa main effilée aux gestes qui modèlent, il évoquait encore un invisible jardin, aux proportions modestes, mais avec de beaux arbres. Plus tard, dans quelque parc, son buste, sur une stèle cachée par des plantes grimpantes, sourira aux amoureux qui ne se cacheront pas de lui pour s'embrasser, ou à quelque jeune femme assise et absorbée par sa lecture, et ce sourire, moitié complice, moitié railleur, semblera dire : « Prenez garde... »

Il savait que je l'admirais et que je l'aimais plus encore. Nous nous étions rencontrés il y a plus de trente ans au Quartier latin. Chacun de nous sentait son pays natal. Le mien est âpre et sévère, avec des douceurs inattendues. Le sien est harmonieux et délicat, avec des nuances qui parfois l'assombrissent. C'était le temps où le naturalisme était mort, où le symbolisme agonisait. Il n'y avait plus ni écoles, ni cénacles, ni règles. Le règne de la liberté exige de plus étroites disciplines intérieures. Il se fit les siennes avec la subordination au vrai et le souci de la perfection. Déjà il désirait de donner à ses œuvres ce caractère sacré, défini par Alfred de Vigny, « que doit donner la présence divine du vrai, ce caractère qui fait venir des larmes sur le bord de nos yeux, lorsqu'un enfant nous atteste ce qu'il a vu ». Mais la poésie qui chantait en lui depuis que ses yeux s'étaient posés sur les parterres de Courance, était-elle aussi vérité? Il découvrit alors ce qui est le secret de son art, et peut-être de l'art : que la vie a, comme Janus, deux visages, l'un sérieux et souvent pathétique, l'autre railleur. Deux visages qui se superposent comme des masques, deux visages qui se confondent comme si les masques étaient entrés l'un dans l'autre, deux visages qui n'en font qu'un en réalité. Et il ne cessera plus de regarder le mobile visage de la vie pour y surprendre les deux expressions entremêlées, douleur et joie, noblesse et cruauté, candeur et perversité, éternelle confusion de la tragédie et de l'ironie.

La même ferveur de littérature nous exaltait. Il habitait boulevard Saint-Michel et moi boulevard Saint-Germain, lui sous les toits, et moi sur une cour, mais plantée d'un arbre et peut-être de deux. Il me disait : « Vous courez trop vite... » Je tâchais de lui inspirer confiance en lui-même, car le doute, déjà, était son tourment. Ainsi lui arrachai-je la promesse de publier *Sainte-Marie des Fleurs* dont il n'était pas satisfait. Puis je dus quitter Paris. Mais la *Revue hebdomadaire* m'avait chargé de la critique. Il m'a été infiniment doux de

retrouver un de mes premiers articles où j'affirmais que de tous les romanciers de la nouvelle génération, — celle qui n'avait pas alors trente ans, — aucun ne me paraissait plus assuré de la gloire que l'auteur de *Sainte-Marie des Fleurs* et du *Parfum des Iles Borromées*. « Il a, disais-je, ce qui fait les grands écrivains : le don de retenir, des actes humains et des spectacles de la nature, ce qui est essentiel et permanent. » Cependant il ne mêlait pas encore sur le même visage les deux expressions en apparence contradictoires. *Sainte-Marie des Fleurs*, c'était la transfiguration par l'amour de deux êtres ardents et simples : « Tout passera, mais la qualité de notre amour aura fondé un culte au dedans de nous, contre quoi rien d'humain ne prévaudra jamais... Adorons notre amour. Préférons à nous-mêmes cet amour... » Mais cet amour se corrompt, et c'est le thème du *Parfum des Iles Borromées* : « Il contient le mensonge et la trahison, à ce point que l'on s'y trahit l'un l'autre jusque dans l'étreinte. » — « O grâce lascive qui donne du charme au mal même ! » disait Shakspeare. Grâce lascive, qui trop souvent change la nature de notre amour, car c'est le même qui porte les deux masques.

Ces œuvres de jeunesse, avec le méphistophélique *Médecin des dames de Néans*, avaient de la jeunesse son impureté de torrent. La source transparente où René Boylesve vit se refléter, clairement cette fois, l'image de la vie, coulait au bord du jardin de Courance, mais il ne l'avait pas tout de suite aperçue. L'ironie et le tragique se frôlent, se touchent, se confondent dans *Mlle Cloque, la Becquée, l'Enfant à la balustrade, le Bel Avenir*. Romans provinciaux, a-t-on écrit des premiers, parce que les décors et les types ont l'effigie de nos petites villes, mais qui contiennent en miniature la pauvre humanité, idéaliste comme Mlle Cloque, pratique comme la tante Félicie Planté, médiocre et grise comme les personnages secondaires, si exacts, si plaisamment et sympathiquement observés, sensible et toujours en mouvement comme l'enfant penché au balcon.

Dans un essai sur Marcel Proust, M. Edmond Jaloux apparentait l'auteur d'*A la recherche du temps perdu* aux écrivains des XVIe et XVIIe siècles, dont le grand esprit qui les anima, disait-il, « n'est pas seulement un esprit d'ordre, de mesure, de discipline, mais une certaine façon, à la fois tragique et ironique, de voir le monde, accompagnée d'une magnifique leçon de sagesse ». Toujours le double visage. René Boylesve portait l'empreinte de la même parenté, avec un souci plus exact de la langue. La « magnifique leçon de sagesse, » elle

est partout dans son œuvre, même quand elle y paraît le moins, même au fond du libertinage des *Leçons d'amour dans un parc*, où le plaisir est chassé après s'être un peu trop étalé. Il s'est permis toutes les libertés, sauf contre l'ordre qui est la condition de toute vie sociale. Ne lui subordonne-t-il pas l'amour lui-même, dans *Mon amour*, dans *le Meilleur ami*, dans *la Jeune fille bien élevée* et *Madeleine jeune femme* qui sont les plus sensibles de ses ouvrages ? Et dans la préface de ce dernier livre, ne définit-il pas le roman : « une invitation à réfléchir sur la vie loyalement, profondément s'il se peut, et fût-ce avec amertume et difficulté » ?

La guerre éprouva ce nerveux qui désirait de servir et n'en avait pas la santé et qui avait besoin de soleil et d'un peu de douceur de vivre. Son œuvre en porta quelque temps les traces. Elle a quelque chose de plus dépouillé, de plus desséché, de plus contracté dans *Tu n'es plus rien*, où la peine individuelle se perd dans le malheur collectif, dans *Élise* sur l'impuissance de l'amour, réduit à lui-même, à procurer le bonheur. Mais elle recommençait de s'épanouir en courts drames passionnés avec *Je vous ai désirée un soir* et les *Souvenirs du jardin détruit*. Elle se serait épanouie mieux encore dans le roman inachevé qui devait porter ce titre poignant : *C'est une chose finie*... De plus en plus il voyait grandir l'ombre du destin. Il soumettait la passion à l'antique *fatum*, la passion inévitable dont le terrible pouvoir broie et brise, et c'est pourquoi il faut tant de forces religieuses et sociales pour lui opposer une digue. Mais, tandis que les anciens faisaient de la fatalité une force extérieure, dont nous pouvions apercevoir la menace, n'avons-nous pas reconnu que nous la portons en nous-même, dans notre cœur, notre cerveau et nos sens dès qu'ils sont touchés ?

Il n'avait pas achevé sa journée. Son intelligence croissait avec l'expérience de la vie. Elle atteignait ces hauts plateaux où l'air est tantôt léger et tantôt irrespirable. Interrogé sur les raisons qu'il avait d'aimer Pascal, il avait donné hier encore une réponse dévorante qui exaltait les *Pensées*, « dont je sens, disait-il, toute ma poitrine vibrer et résonner comme une cloche religieuse ». Sa conversation, discrète et pleine de sens, était zébrée de ces éclairs.

... Je l'avais vu pour la dernière fois, sur son lit de parade, la tête redressée, le visage aux traits si purs, si nobles, allongé par la calvitie et la fine barbe en pointe, et paré de cette majesté sereine qui surprend chez les grands tourmentés. Revenu chez moi, je résolus de veiller avec son esprit, ne pouvant me décider à le

quitter. Je cherchai son rayon sur ma bibliothèque. Dans chacun de ses livres rangés, n'étais-je pas sûr de le retrouver? car il ne s'est jamais menti. Lequel prendre pour lui restituer la parole? Je choisis sans hésiter *Mon amour*. C'est un mince livret, mais qui contient tant de choses! Il en est tout frissonnant, comme un arbre chargé de fleurs au printemps et pour qui l'on redoute la gelée. La gelée, c'est l'indifférence. Je vis apparaître Mme de Pons dont le genou pointait sous la robe claire d'été. Mais je savais qu'elle devait un jour s'en aller. « Ce n'est pas l'impérissable qui nous émeut : notre cœur ne se donne qu'à ce que le temps blesse d'heure en heure. » Enfin ce fut lui que je reconnus à travers le voile de la fiction. Je le reconnus à la visite aux jardins de Langeais et de Courance, et surtout à son besoin de tendresse : « Comme un malade qui sent ses jours comptés, j'ai éprouvé le besoin de revoir le pays où je suis né, où j'ai vécu ma première jeunesse, et que j'ai quitté depuis plus de vingt ans. Ce qui m'amène ici, parbleu! je le sais : c'est d'amour que j'ai besoin; je meurs du désir que quelque chose, à défaut de quelqu'un, m'enveloppe d'un certain air de tendresse, et je nourris l'illusion qu'un pan de mur, une terrasse, un vieux jardin, ou la rivière qui coule au pied de ma petite ville, vont s'émouvoir à mon aspect chagrin!... » Cependant il entre au cimetière où reposent les trois femmes qui ont veillé sur son enfance. Et dans l'émotion de ce retour, voici que, devant les choses, plus difficiles à tromper que les hommes, il s'interroge sur l'usage qu'il a fait de la vie : « Je tremble devant un morceau d'écorce rugueuse, une vieille pierre, le miroir bourbeux de l'eau : enfin n'ai-je produit aucune beauté, aucun bonheur? N'ai-je du moins donné au monde aucune émotion nouvelle? »

Mon ami, ne soyez plus inquiet. Oui, vous avez apporté une émotion nouvelle. Personne ne vous lira sans ressentir le goût et la menace de l'amour, et partant son sérieux et son importance. N'est-ce pas ce que vous souhaitiez? Le visage de la vie est ironique et tragique ensemble. Vous nous tendez le miroir où nous nous regardons quand vous êtes apaisé...

HENRY BORDEAUX.

PALADILHE

Un musicien vient de mourir, dont on ne parlait plus guère et qui, depuis longtemps déjà, ne souhaitait plus qu'on parlât de lui. Paladilhe était son nom, son nom mélodieux, ailé comme la chanson légère qui fit, voilà plus d'un demi-siècle, la renommée de ses vingt ans. Elle est demeurée populaire, à ce point que certains, ignorants ou dédaigneux, affectaient encore de n'appeler Paladilhe, même devenu le compositeur de *Patrie !* que l'auteur de *Mandolinata*. C'était vraiment savoir, ou dire et vouloir dire trop peu. Prix de Rome à seize ans, le jeune, tout jeune lauréat n'avait pas rapporté d'Italie, comme on a pu le croire, son aubade ou sérénade italienne. Au contraire, il l'y avait portée. « Quant à ma petite chanson, devenue *Mandolinata*, nous écrivait-il un jour, elle a été composée non pas en Italie, mais en wagon, entre Aix-les-Bains et Suse, alors que *je retournais pour la première fois* à Rome (1868). J'étais dans l'ivresse de ce retour. Ma première esquisse porte sur mon calepin : *Andando in Italia!* Pourquoi ai-je pensé alors à appliquer à ma petite et spontanée *improvisation* les paroles d'une canzone « variée » de Weber (jouée par moi et peut-être par vous à la classe Marmontel) :

Vien quà, Dorina bella,
Vien quà, ti vo' abbracciar.
Non far la smorfiosella,
La mamma non chiamar.

« Les deux musiques ne se ressemblent guère, mais ces paroles m'aidaient à fredonner mentalement et à fixer la première idée de ma petite *marciata*. »

Cinq ans plus tôt (juillet 1863), c'est bien en Italie que l'adolescent avait trouvé « la première idée » aussi d'un autre chant. Il revenait alors de Rome, de la Villa Médicis, ayant achevé « son temps » à l'âge où d'ordinaire les autres commencent à peine le leur. Un jour, sur la terrasse de l'église d'Assise, il vit deux petites filles pieds nus et cueillant des fleurs dont elles formaient d'humbles bouquets, tout en chantant ce que, dans leur pays, on appelle un *stornello*. Elles chantaient d'abord à l'unisson ; mais, à la fin de chaque couplet, elles divisaient leurs voix et chaque fois aussi nommaient, invoquaient une fleur nouvelle. Le jeune passant nota leur

chanson. Et cinquante ans plus tard, le musicien de *Patrie*! repassant par Assise, s'en souvint et composa, un peu dans le même style, sur le texte fameux de saint François, le *Cantique du soleil*.

Le premier essai dramatique (si le mot n'est pas trop fort) de Paladilhe fut *le Passant* (1872). « *Sweets on the sweet* », eût dit la reine Gertrude de cette musique sur cette poésie, et de leur double douceur. Sans parler de *Mandolinata*, qui vint ou revint d'elle-même aux lèvres du petit chanteur florentin, il y avait là des choses alors charmantes, et qui nous plaisent encore : l'*arioso* de Zanetto ne demandant à Silvia que la faveur de vivre à genoux sur un coussin, devant elle, en chantant; ailleurs, une brève et lumineuse vision de Florence endormie *sous l'azur scintillant*. Et puis la jeunesse alors avait le culte de Gounod. Paladilhe déjà l'aimait, comme il devait l'aimer toujours, et l'on ne reprocha point à la terrasse de Silvia de toucher à la fenêtre de Marguerite et au balcon de Juliette.

Quatorze ans plus tard, — c'était l'époque de la ferveur wagnérienne, — on se plaignit de ne trouver dans *Patrie!* qu'un « grand opéra français ». L'ouvrage est peut-être en effet le dernier d'un genre ou d'une forme qui ne fut pas sans gloire. « Il est du sang d'Hector, mais il en est le reste. » Et ce reste conserve, après quarante années, son prix et sa beauté. Beauté dramatique et musicale, noblesse, puissance, élévation de la pensée, élégance ou solidité de la forme, il ne serait pas malaisé de signaler dans *Patrie!* un peu et plus qu'un peu de tout cela. L'acte de l'Hôtel de Ville est d'une large ordonnance; l'hommage funèbre au *Pauvre martyr obscur* ne laissa personne insensible et la scène de la dénonciation survivra comme le modèle d'une action portée, poussée à son comble.

Que si maintenant un « grand opéra français », fût-ce à relire seulement, vous fait peur, parmi les mélodies de Paladilhe plus d'une vous fera plaisir. Vous aimerez pour leur intime douceur, les *Mélodies écossaises*, surtout *le Rouet*, dont le chant et les harmonies qui l'enveloppent ont vraiment introduit dans un refrain de fileuse, après tant d'autres, un frisson nouveau de mélancolie.

Quant à l'éternelle *Mandolinata*, l'on en pourrait dire à peu près ce que d'Annunzio disait un jour d'une autre chanson d'Italie : « Ceci n'est point l'âme vraie de Venise... Il y a en nous, vagabonde, comme un papillon voltigeant à la surface de notre âme profonde, une *animula*, un minuscule esprit joyeux qui souvent nous séduit. » Ce qui chantait sur la mandoline de l'adolescent d'autrefois, ce n'était

encore qu'« un minuscule esprit joyeux », mais, depuis il y eut telle ou telle poésie française, mise en musique par d'autres que Paladilhe, et que sa musique a le mieux chantée. C'est la pièce de Victor Hugo : *Si tu veux, faisons un rêve*. C'est le *Lamento du pêcheur*, de Théophile Gautier : *Ma belle amie est morte*. Gounod lui-même s'en était inspiré et ne cachait pas sa préférence pour l'inspiration de son jeune ami. Enfin sur des vers provençaux d'Aubanel, des vers d'amour désespéré, je sais une déchirante mélodie. Elle entre dans l'âme, celle-là, dans « notre âme profonde », et jusqu'au fond.

. . . .

Après l'œuvre de Paladilhe, c'est lui-même que je veux saluer une dernière fois. Tout musicien aujourd'hui, jusqu'au moindre, s'appelle « maître ». Mais Paladilhe fut le seul auquel je pouvais dire : « mon maître ». Et depuis si longtemps! Plus d'un demi-siècle avait non seulement respecté, mais accru ma reconnaissance et notre amitié. Tous nos souvenirs, même les plus lointains, nous étaient restés fidèles. En nous les rappelant, nous écoutions, comme dit Schiller, « chanter l'oiseau de nos jeunes années ». Au temps de nos premières leçons, le maître avait quelque vingt-cinq ans et l'élève à peine quatorze.

Leçons de piano sans doute, mais de musique encore plus, de toute la musique. Elles duraient volontiers deux ou trois heures au lieu d'une. Le prix en était modique et la valeur infinie. Par ses mains à lui, par les miennes, dociles et comme charmées, par nos quatre mains ensemble, tous les chefs-d'œuvre, de tous les temps et de tous les pays, sonates, quatuors, symphonies, ouvertures, ont passé. On m'avait conté de lui des prodiges. Enfant, on louait en lui déjà plus que l'espérance. Élève du Conservatoire, premier prix de piano à douze ans, il savait par cœur et dans tous les tons les quarante-huit préludes et fugues du *Clavecin bien tempéré*. Plus tard, — et si tôt encore! — le prix de Rome! Ainsi de lui pour moi tout était miracle. Je l'admirais, je l'aimais comme un grand frère, indulgent, familier, et qui me semblait glorieux.

La mort seule a rompu nos liens. Mais le musicien, sinon l'ami, depuis quarante ans, depuis *Patrie*! était entré dans le silence. Pourquoi s'y était-il, jeune encore, enfermé? Après avoir tout promis, pourquoi n'avoir pas tenu toutes ses promesses? Par je ne sais quelle nonchalance, où je sais bien quelle modestie se mêlait. Jamais Paladilhe n'avait connu l'orgueil, l'amour-propre, ou seulement l'ambition. Et plus il avançait en âge, mieux il apprenait à se

renoncer, à s'oublier lui même. Dans une lettre de lui je retrouve ces mots : « les sentiments d'humilité qui me sont chers ». Retiré du monde, entouré de ceux qu'il aimait, et d'eux seuls, il gardait en sa retraite la religion de son art et, plus pieusement encore, celle de son Dieu. Depuis des années, la musique du dehors n'arrivait plus jusqu'à lui. Mais l'autre, au dedans, ne se taisait point. Un jour, un jour pluvieux de l'été dernier, il m'écrivait : « De temps à autre une trouée bleue apparaît. Alors c'est la sérénité qui revient. Je me chante intérieurement l'air de Sarastro avec les réponses du chœur, et je me sens parfaitement heureux. » Aussi bien, pour lui seul, ou presque seul, il a travaillé jusqu'à la fin, mais à sa manière. Et celle-ci n'était pas, il le savait et ne s'en offensait point, celle qu'on préfère aujourd'hui. « Ne dormant pas, m'écrivait-il encore, il y a peu de semaines, j'ai essayé, sans ouvrir mon piano, un *Tu es Petrus*. Rien que des accords dits parfaits et leurs renversements et, chose rare en ce siècle, aucune dissonance à savourer. »

J'appris la mort de mon maître à l'Opéra-Comique un après-midi, pendant une représentation de *la Dame blanche*. Au dernier acte vint la scène, si profondément touchante, où le jeune homme, de retour en son antique demeure, la reconnaît peu à peu, et se retrouve lui-même avec elle, au chant des refrains de son enfance. Alors je compris mieux que jamais ces vers de Musset :

Ah ! comme les vieux airs qu'on chantait à douze ans
Frappent droit dans le cœur aux heures de souffrance !

Moi aussi, à l'une de ces heures-là, je me rappelai tant de vieux airs, et si beaux, que mon maître m'avait appris à cet âge, et que je ne jouerai plus avec lui.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE SCIENTIFIQUE

SUR LE TÉLÉPHONE

Il y a une question des téléphones. Ou pour mieux dire, il y en a plusieurs.

Depuis que ce surprenant appareil est devenu partie intégrante de nos mœurs, depuis qu'il est comme un nouvel organe surajouté à ceux dont dame nature nous a pourvus, et qui prolonge bien loin dans l'espace leur rayon d'action, on peut bien dire que l'existence humaine a pris un cours nouveau. Pouvoir s'entretenir à des kilomètres, que dis-je, à des milliers de kilomètres de distance, et sans élever la voix, avec qui l'on veut, et instantanément, est une chose qui dépasse en merveilleux tout ce que les vieux contes de fées ont imaginé de plus étonnant.

Pour s'en convaincre, il suffirait d'imaginer ce qu'auraient répondu nos ancêtres de l'ère prétéléphonique, du temps de Louis XIV, par exemple, si on leur eût posé la question suivante : « Qu'y aurait-il de plus merveilleux, de plus invraisemblable : qu'une belle dormît au bois durant cent ans, ou qu'on pût parler et s'entendre dans l'instant même à travers les continents et les mers? » Il est bien sûr que l'homme du peuple comme aussi le grand seigneur du temps du grand Roi eussent été d'accord pour considérer la seconde partie de l'alternative comme beaucoup moins vraisemblable que la première. Et pourtant elle est vraie.

Pour moi, ce qui m'étonne peut-être le plus dans le téléphone, c'est que pas un sur cent mille des « usagers », — comme dit, vilainement le patois administratif, — ne songe chaque jour à s'en étonner, à l'admirer dans la stupéfaction, au point d'en oublier presque de s'en servir dans l'instant qu'on en a besoin. Ah! Ciel, que l'humanité est terriblement pragmatiste, plus peut-être que par le

passé ! Elle est trop occupée à jouir et à agir, c'est-à-dire à s'agiter, pour qu'il lui reste du loisir pour réfléchir. Elle est trop, ou se croit trop sur la scène, pour se replacer parfois aux fauteuils d'orchestre, ou plus simplement au poulailler. Tant pis pour elle, car considérer la vie et l'univers de l'extérieur, et en tant que purs spectacles dont vous sépare la rampe éclatante de la philosophie, est une des seules façons de les trouver supportables. Le vol, l'assassinat, le mensonge, la maladie, la mort, toutes ces horreurs bouleversent l'âme honnête et sensible qui les voit proliférer autour d'elle; mais toutes ces choses deviennent des objets distrayants et des sujets de plaisir lorsqu'on les voit sur une scène. Et le « pourquoi » et le « comment » des choses vous posent alors mille questions passionnantes et vous donnent, pour chacune, des réponses quelquefois exactes et toujours plaisantes.

L'indifférence de la plupart des gens, leur manque d'enthousiasme à l'égard du téléphone sont des choses dont il faut les plaindre. Elles font penser au vers fameux où Baudelaire chante

L'ennui, fruit de la morne incuriosité,

car la curiosité est génératrice des étonnements et des admirations, et si la science est si passionnante, c'est parce qu'elle est *la curiosité organisée* et pas autre chose.

Il y a dans le langage populaire une image naïve pour exprimer l'étonnement sans apprêts; c'est celle qui assimile les étonnés « à des vaches qui regardent passer les trains ». Pour moi, cette locution m'a toujours paru un magnifique hommage aux bêtes à cornes. Mais il n'est, hélas ! plus mérité. Si les vaches regardaient peut-être passer les trains du temps de M. Guizot et de M. Thiers, tout le monde m'est témoin qu'aujourd'hui elles n'en font plus rien, et qu'elles ne daignent même plus lever leurs mufles roses de dessus l'herbe humide, lorsque, à côté d'elles, passent, fulgurants, les bruissants rapides. L'accoutumance, aggravée sans doute par l'hérédité, a causé ce malheur et transmuté les vaches, de créatures curieuses, étonnées, questionnantes, scientifiques pour tout dire, en êtres insensibles aux merveilles du monde, en bestiaux uniquement occupés des multiples digestions de leurs estomacs.

Et c'est pourquoi il faut déplorer que, si on parle si souvent du téléphone, ce ne soit presque jamais pour s'en émerveiller.

***

Non seulement la plupart de nos contemporains ne se sentent soulevés par aucun enthousiasme lorsqu'ils téléphonent; mais, bien au contraire, ce leur est souvent une occasion de maugréer et de se plaindre. Qu'ils veuillent bien cependant ne point considérer comme une dérision l'admiration de principe qui nous a dicté les réflexions précédentes. Il est bien entendu que si le téléphone est un instrument merveilleux, c'est lorsque, comme son nom l'indique, il transmet la voix au loin, c'est-à-dire lorsqu'il fonctionne. Dans le cas contraire, et à l'encontre de la jument de Roland, il n'a plus aucune qualité.

Nos compatriotes qui utilisent le téléphone, et singulièrement les Parisiens, se plaignent souvent de son mauvais fonctionnement. En toute sincérité, j'estime qu'ils exagèrent parfois. Lorsque, dans les deux secondes qui suivent celle où ils ont décroché l'appareil, ils n'ont pas obtenu la communication désirée, ils trouvent que c'est long. Si l'attente dépasse dix secondes, ils vouent aux gémonies toute l'administration française, et quand elle atteint une minute, ils ne sont pas loin de penser que la France est perdue. Et là-dessus, au thé de cinq heures, ou durant l'entracte du soir, s'échafaudent entre deux petites médisances mondaines les conversations qui sont en général peu favorables à notre administration téléphonique.

Eh bien! sans entrer dans aucune des discussions doctrinales, — étatisme ou administration privée, etc., — que soulève ce problème, je voudrais plaider ici les circonstances atténuantes pour des fonctionnaires dont le désintéressemnt, la patiencee, le dévouement, les connaissances techniques sont dignes d'éloge. Il est bien vrai qu'à Paris le téléphone marche en moyenne moins bien qu'à New-York, qu'en Suisse, qu'en Scandinavie. Mais il n'y marche pas moins bien qu'à Londres et autres lieux. S'il marche moins bien qu'il ne devrait, c'est d'abord parce que son personnel est insuffisant pour la besogne qu'on en attend; c'est aussi parce que les derniers perfectionnements matériels qui exigent des sommes importantes sont moins facilement réalisés dans notre pays qu'en d'autres où les dépenses des services publics sont mieux aménagées. Si nos téléphones sont moins rapides que ceux des États-Unis, c'est, — en dehors de toute doctrine économique, — pour des raisons analogues à celles qui font qu'aux États-Unis les observatoires sont mieux outillés que les nôtres, et qu'ils envoient des missions observer les éclipses de soleil où

nous brillons par notre absence. C'est, en un mot et d'abord, parce que la France, j'entends l'État français, est pauvre.

C'est aussi, il faut l'avouer, parce que nos ingénieurs et techniciens des P. T. T. sont bridés dans leurs efforts, leurs initiatives et le maniement de leurs budgets par l'inertie d'une machine administrative dont les rouages vermoulus sont bien antérieurs au téléphone. C'est par ailleurs pour quelques autres raisons tenant à notre tempérament, et dont je voudrais indiquer au moins une.

En Amérique, en Scandinavie, en Suisse, et d'une manière générale dans les pays où le téléphone marche bien, les conversations sont incomparablement moins longues que chez nous; le plus souvent, les gens, — et surtout au téléphone, — n'y parlent que lorsqu'ils ont quelque chose à dire, et le disent vite. C'est qu'ils ont peut-être plus que nous le sentiment de cette solidarité qui fait que leurs équipes de foot-ball battent régulièrement les nôtres, encore qu'individuellement et isolément nos joueurs vaillent largement les leurs. Dans les sports où l'individu seul intervient (tennis, escrime, boxe, etc.), nous n'avons point de rivaux que nous ne puissions égaler. Il en est tout autrement dans les sports où on opère par équipe et où le « tous pour un, un pour tous » est de rigueur. Or le téléphone est un sport où on joue par équipe. L'individualisme exagéré de beaucoup de ceux qui chez nous s'en servent sans rime ni raison, et d'une manière insuffisamment compendieuse, est assurément une des causes majeures d'embouteillage de nos téléphones. Il suffit d'avoir pu écouter pendant une heure les conversations qu'ils véhiculent, et surtout les féminines, pour n'en point douter.

Au demeurant, nos téléphones ne marchent pas si mal qu'on le dit, et en dépit de notre manie d'autodénigrement, il faut convenir que nous serions bien ennuyés, s'il nous fallait brusquement nous passer de leur concours. Preuve qu'il n'est point tant méprisable.



Mais ce n'est point de tout cela qu'il s'agit. Et, comme dit Musset, j'allais oublier que je suis gentilhomme; je veux dire chargé d'examiner le téléphone dans ses rapports avec la science, et non point avec l'administration et les mœurs.

Expliquer brièvement comment fonctionne ce véhicule de la parole ; faire comprendre aussi comment sont agencés ces mystérieux lieux géométriques des communications que sont les « centraux » de Paris ; comment le flot des demandes et des réponses, des

conversations y sont triées, réparties; comment l'appelé, — qui va devenir l'élu, — est mis en communication avec l'appelant : c'est ce que nous voudrions tenter maintenant (1).

L'appareil essentiel, l'organe fondamental qui fait fonctionner non seulement le téléphone récepteur que nous portons à notre oreille, et le téléphone transmetteur devant lequel nous parlons, mais aussi tous les tableaux, les circuits, les connexions, les multiples des bureaux téléphoniques ; l'organe qui assure l'établissement des communications, qui en prévient, qui les coupe et en en avertit, est *l'électro-aimant.*

Rappelons d'abord en quelques mots ce qu'est celui-ci. Vers 1820, la découverte faite par Orested, qu'un courant électrique passant dans un fil dévie une aiguille aimantée placée à proximité, — c'est-à-dire agit sur elle comme un aimant, — avait provoqué dans le monde entier un grand nombre de recherches. Arago constata d'abord que de même que le courant électrique agit sur la boussole comme un aimant, il peut aussi, comme ferait celui-ci, attirer le fer. En plongeant en effet un fil métallique, parcouru par un courant, dans de la limaille de fer, on retirait le fil tout couvert de limaille adhérente et qui avait été aimantée par le courant, comme elle l'eût été par un aimant.

Ampère, qui, en découvrant et codifiant les lois de l'électromagnétisme, a été le vrai fondateur de toute l'industrie électrique, fut mis par Arago au courant de ce résultat. On avait remarqué que l'action sur la boussole du fil parcouru par un courant était beaucoup plus forte lorsque ce fil était enroulé plusieurs fois sur lui-même en bobine. Ampère pensa donc immédiatement qu'on devait augmenter les effets d'aimantation du courant électique sur le fer en enroulant sur celui-ci le fil transmetteur du courant. Une tige de fer fut donc entourée de spires nombreuses, d'un fil métallique entouré d'isolant et où on faisait passer le courant d'une pile. La tige de fer pendant tout le temps du passage du courant, se montra capable d'attirer et de soulever des morceaux de fer très lourds qui se détachaient, dès que le courant était interrompu.

L'électro-aimant était inventé.

Celui-ci est donc constitué par un fil métallique isolé enroulé en

(1) Les précisions techniques sur toutes ces questions sont abondamment traitées dans le magistral *Cours d'installations téléphoniques* de M. Milon (Eyrolles, éditeur) et dans l'excellent traité d'*Installations téléphoniques* de Schils (Dunod, éditeur).

bobine autour d'une masse de fer doux (qui prend le nom de *noyau* de l'électro-aimant). En regard de l'extrémité du noyau, et maintenue à petite distance de celui-ci par un léger ressort, est une petite palette de fer mobile et qu'on appelle l'*armature* de l'électro-aimant. Quand un courant électrique passe dans la bobine, le noyau, momentanément aimanté, attire la palette qui vient à son contact. Sitôt que le courant cesse, l'attraction magnétique du noyau sur l'armature cesse aussi et celle-ci est ramenée à sa première position par le jeu du ressort.

Nous allons voir que l'électro-aimant est l'organe essentiel non seulement du téléphone même, mais de toutes les commutations des lignes téléphoniques.

Considérons d'abord le poste transmetteur, le téléphone devant lequel on parle. Celui-ci est constitué par une embouchure devant laquelle on se place, qui est généralement en ébonite, et au fond de laquelle se trouve une membrane vibrante, qui est constituée par une lame mince de charbon ou de métal. Par exemple, dans le microphone américain *Solid-Back* qui est très employé aujourd'hui, cette membrane est en aluminium; elle est en charbon dans le microphone français du type Paris-Rome.

Sous la plaque vibrante se trouve une sorte de petite boîte étanche que cette plaque ferme d'un côté et qu'une plaque fixe ferme de l'autre côté. Cette plaque vibrante est réunie par un fil à l'un des pôles d'une pile électrique dont l'autre pôle est réuni à la plaque fixe. Si donc entre la plaque vibrante et la plaque fixe se trouve une substance bonne conductrice de l'électricité, le courant électrique passera de l'une à l'autre et accomplira son circuit d'un pôle à l'autre de la pile à travers le fil conducteur. Si entre les deux plaques, la vibrante et la fixe, se trouve une substance dont la conductibilité électrique est variable, ce courant aura lui-même une intensité variable. Or la substance que l'on met entre les deux plaques est du charbon en granules ou en crayons, qui est plus ou moins comprimé entre les deux plaques. L'ensemble de celles-ci et du charbon qui les sépare s'appelle un microphone.

Supposons alors que je parle devant l'embouchure de ce microphone. Les vibrations sonores de ma voix sont transmises par l'air à la plaque vibrante et font vibrer celle-ci avec une amplitude qui est proportionnelle à celle de ma voix et une fréquence qui reproduit celle de mes vibrations vocales.

Or, chacune des vibrations, chacun des va-et-vient de la membrane

du microphone comprime plus ou moins et décomprime plus ou moins, alternativement, le charbon granulaire du microphone. Les granules sont plus ou moins serrées les unes contre les autres et, par conséquent, elles laissent passer plus ou moins le courant électrique. Celui-ci subira donc des variations très rapides, qui suivront fidèlement et instantanément l'amplitude et la fréquence des vibrations sonores de ma voix.

Supposons alors que le circuit de ma pile, sur lequel est intercalé le microphone, se prolonge jusqu'à quelques centaines de mètres ou de kilomètres du lieu où je parle, jusqu'à Marseille, par exemple. Et supposons qu'à Marseille soit intercalé sur le même circuit un électro-aimant, c'est-à-dire que le fil du circuit s'y enroule en bobine autour d'un noyau aimanté (constitué en fait par un petit aimant en fer à cheval). L'armature de cet électro-aimant est constituée par une membrane de fer doux placée au fond d'un pavillon que mon auditeur de Marseille place sur son oreille. Dans ces conditions, les vibrations de ma voix dans le microphone émetteur à Paris, sont traduites, comme nous l'avons vu, par des variations correspondantes de l'intensité du courant électrique, et celles-ci, grâce à l'électro-aimant placé à Marseille, y attirent, suivant un rythme identique, la membrane de fer doux ; résultat : les vibrations de celle-ci reproduisent, instantanément et avec fidélité, celles de ma propre parole à Paris. Je dis instantanément, ce qui est presque vrai, puisque l'électricité, comme la lumière, franchit 300 000 kilomètres par seconde.

L'ensemble de l'électro-aimant à membrane de fer doux et du pavillon constitue ce qu'on appelle le téléphone récepteur. On sait, d'ailleurs, comment à chaque récepteur se juxtapose un émetteur, et comment, dans la plupart des postes téléphoniques récents, l'émetteur et le récepteur sont liés et portés par une même poignée.

Avant d'exposer le mécanisme par lequel on relie entre eux les « abonnés », — puisqu'il faut les appeler par leur nom, — je voudrais encore donner une indication qui a son importance concernant la nature des courants et des circuits téléphoniques.

Dans le fonctionnement schématique, tel que nous l'avons esquissé ci-dessus, nous avons supposé qu'un courant électrique parcourt continuellement le circuit. Or, ce sont les variations seules de ce courant qui importent, puisque seules elles expriment et transmettent les vibrations vocales. Si on emploie un courant permanent, la résistance de la ligne deviendra très grande pour une certaine distance, c'est-à-dire une certaine longueur. Il y aura alors une forte

et inutile dépense de courant, sans parler d'autres inconvénients. Bref, les variations du courant microphonique étant seules utiles, on s'est proposé de ne transmettre à distance que ces seules variations, la partie constante du courant n'étant pas transmise.

On obtient ce résultat au moyen de ce qu'on appelle un transformateur, et qui est une bobine d'induction. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer ici même ce qu'est l'induction électrique, et je n'y reviendrai pas. Je rappellerai seulement que la bobine d'induction est constituée par deux fils conducteurs séparés, enroulés en bobine concentriquement. Si dans l'un des deux enroulements, et qu'on appelle le primaire, on fait passer un courant électrique constant, il ne se produira rien dans le second enroulement, qu'on appelle le secondaire. Mais si le courant du primaire subit des variations, chacune de celles-ci se traduira dans le secondaire par la naissance de courants électriques induits.

Si donc le microphone téléphonique est intercalé sur le circuit primaire très court d'une bobine d'induction, — et non plus sur le circuit très long qui le joignait à la station éloignée, — il suffira que cette station éloignée soit sur le secondaire de la bobine pour que toutes les variations et *les variations seules* du courant microphonique lui soient transmises. Tel est le système employé pour les communications téléphoniques lointaines.

***

Et maintenant comment s'établissent les communications téléphoniques?

Je suis chez moi, — ceci est une hypothèse, — et je décroche mon appareil avec l'intention de demander une communication. Que se passe-t-il?

Tout d'abord, il faut qu'on sache que mon appareil est relié par deux fils à la station centrale qui me dessert. Admettons par exemple que ce soit la station *Fleurus*, qui est précisément celle dont dépend la *Revue*, et d'ailleurs une des mieux outillées, des mieux organisées et des mieux dirigées de Paris.

Pourquoi faut-il que mon appareil soit relié par deux fils à *Fleurus?* Ne suffirait-il pas d'un seul fil, le retour du courant téléphonique se faisant par la terre à laquelle *Fleurus* et moi-même serions respectivement reliés? On pourrait certes n'opérer qu'avec un fil, mais les communications seraient moins bonnes, et souvent perturbées. En effet, d'une part, il circule continuellement dans le

sol des courants électriques assez intenses dits *courants telluriques*. Nous en avons déjà parlé ici même, et nous avons montré que leur intensité dépend des variations de l'activité solaire. Si l'on employait un seul fil avec retour par la terre, les courants telluriques modifieraient sans cesse le courant téléphonique, et il en résulterait dans l'appareil des bruits parasites (fritures) et des irrégularités.

D'autre part, et surtout dans les villes, les fils téléphoniques sont souvent à proximité de câbles de lumière ou de transport de force ou simplement d'autres fils téléphoniques. Les courants variables qui passent dans ceux-ci et dans ces câbles tendent à produire par induction des courants perturbateurs dans mon fil unique. Au contraire, si mon circuit comporte deux fils parallèles et voisins, les courants induits perturbateurs s'annuleront d'eux-mêmes, puisqu'ils seront identiques dans mes deux fils, et par conséquent dans l'un s'ajouteront à mon courant téléphonique dans le même temps qu'ils s'en retrancheront dans l'autre.

Voilà pourquoi je suis relié par deux fils à la station *Fleurus*. C'est à la station *Fleurus* même, à *Fleurus*, comme nous dirons pour abréger, que se trouve la génératrice des courants téléphoniques de tous les abonnés dépendant de cette station et qui sont actuellement au nombre d'environ 8500. Cette source de courant est constituée par de puissantes batteries d'accumulateurs, chargés au central même par des dynamos, et qui ont une capacité totale d'environ 4500 ampères-heure, sous 48 volts. Ils débitent aux heures chargées environ 350 ampères-heure, ce qui répond largement à tous les besoins, car il ne faut pas oublier que les courants téléphoniques sont très faibles et ne consomment guère à Paris que quelques microampères par ligne.

Bref, mes deux fils sont reliés à *Fleurus*, et leurs extrémités sont séparées à leur arrivée chez moi. Lorsque je décroche mon appareil, le crochet délesté de son poids remonte, et dans ce mouvement réunit métalliquement les extrémités séparées de mes deux fils, c'est-à-dire ferme mon circuit téléphonique. Le courant débité par *Fleurus* et qui ne parcourait pas mon circuit tant que celui-ci restait ouvert par l'abaissement du crochet, ce courant, dis-je, parcourt maintenant ma ligne.

Ce courant qui va permettre ensuite le fonctionnement de mon microphone, a d'abord un effet immédiat à *Fleurus* : il y ferme (grâce à un électro-aimant) le circuit d'une petite lampe, dite lampe

d'appel et qui se trouve à côté du *jack* (1) local, de ma ligne d'abonné, placé devant les yeux d'une opératrice disponible (d'une demoiselle du téléphone, comme on dit couramment, encore que plus d'une fois la demoiselle soit une dame).

C'est très simple, n'est-ce pas? Et il ne restera plus à la demoiselle qu'à me relier au bureau demandé par moi.

Eh bien! non, et il est facile de comprendre pourquoi ce n'est pas tout à fait aussi simple.

D'abord, en effet, j'ai parlé d'une opératrice disponible. Mais comment mon appel sera-t-il perçu, — grâce à l'allumage de ma lampe d'appel, — par une opératrice disponible, et non par une autre? Il y a, à *Fleurus*, une soixantaine d'opératrices affectées aux appels des abonnés du bureau. Cela fait près de 150 abonnés en moyenne par opératrice. Il est évident qu'on pourrait, en effet, affecter 150 abonnés à chacune. Mais cela aurait de graves inconvénients, il arriverait que plusieurs communications seraient demandées, en même temps, à une seule opératrice, tandis que d'autres n'auraient, pendant longtemps, rien à faire.

Il importe donc que les appels soient répartis le plus également possible entre les opératrices. A cet effet, chacune de celles-ci est susceptible de recevoir les appels de chacun des abonnés de *Fleurus*. La répartition est assurée, en quelque sorte automatiquement, au moyen d'appareils spéciaux qui sont les *chercheurs* (on les appelle aussi *sélecteurs*, *distributeurs*).

Voici le principe de ces appareils : la fermeture du circuit de l'abonné appelant actionne, au central, un électro-aimant dont l'armature ferme le circuit d'un courant qui va faire tourner un organe rotatif, une sorte de petite roue munie de balais (c'est-à-dire de prises de contact séparées par des isolants). En regard de ces balais, à l'extérieur et autour de l'organe rotatif sont des plots, c'est-à-dire des extrémités de diverses lignes reliées, à l'intérieur du bureau, aux diverses opératrices. Parmi ces lignes reliées aux opératrices, il en est qui sont libres, il en est qui sont occupées. Il est facile de concevoir que, lorsque les plots d'une ligne libre sont rencontrés par les balais de l'organe rotatif, cette ligne soit parcourue par le courant de l'organe rotatif et actionne un relais coupant le courant qui actionne cet organe. Celui-ci s'arrête alors, laissant ainsi l'abonné sur la

(1) Le jack est la cavité dans laquelle on enfonce une fiche qui met en relation par deux câbles un abonné avec un autre dont les deux fils aboutissent dans cette cavité.

ligne libre et allumant à l'extrémité de celle-ci une petite lampe d'appel en vue de l'opératrice disponible ainsi sélectionnée. Il est facile de concevoir aussi que, lorsqu'une ligne est occupée par une opératrice, la fiche qu'a enfoncée celle-ci pour occuper cette ligne ait réuni celle-ci à la terre, et l'ait par conséquent mise hors d'état d'arrêter, grâce à un relais de coupure, l'organe rotatif dont nous parlions plus haut.

Si l'un des organes rotatifs a fait un tour complet sans rencontrer une opératrice disponible, il déclenche automatiquement, à fin de course, un autre organe identique qui continue la recherche, sur les autres lignes intérieures du bureau.

Il va sans dire que l'esquisse que nous venons de faire n'a nullement la prétention de donner une idée complète du fonctionnement des appareils, lequel est en réalité bien plus complexe. Ce que nous avons voulu seulement, c'est montrer comment le trafic téléphonique se trouve automatiquement réparti entre les lignes et les opératrices disponibles.

Voici donc qu'une lampe s'allume devant une opératrice disponible, et lui indique un appel. Le casque en tête, elle entend le numéro que je lui demande et qui sera par exemple *Ségur* 00.00. Elle a devant elle un tableau portant des rangées superposées de jacks, de petites cavités dont chacune est l'aboutissant d'une ligne la reliant aux autres bureaux centraux de Paris (lesquels sont aujourd'hui au nombre d'une vingtaine environ). Il y a en moyenne une soixantaine de jacks, c'est-à-dire de lignes reliant l'opératrice à chacun des autres bureaux. Chacune des rangées de jacks correspond à un bureau qui est indiqué par une lettre imprimée sur une étiquette de couleur particulière. Par exemple la rangée des jacks de *Ségur* est indiquée par la lettre S sur étiquette orange ; les jacks d'*Elysée* par la lettre O sur étiquette blanche; les jacks de *Fleurus* (pour la liaison de *Fleurus* à *Fleurus*) par la lettre G sur étiquette bleue, etc.

L'opératrice appellera donc *Ségur* qui lui indiquera dans lequel des jacks placés devant elle, et correspondant à une ligne que *Ségur* sait libre, — par extinction du signal lumineux d'occupation correspondant, — elle doit enfoncer la fiche de l'abonné appelant.

Cela fait, l'opératrice de *Ségur* n'aura plus qu'à me relier à l'abonné demandé par l'enfoncement d'une fiche dans le jack de cet abonné, fiche qui provient de la ligne d'amenée de *Fleurus* qui a été désignée. A cet effet, l'opératrice de *Ségur* a devant elle les jacks de tous les abonnés de ce bureau. Pareillement, dans la même salle que les

60 opératrices appelantes de *Fleurus*, — mais de l'autre côté de la salle, — se trouvent les opératrices appelées de *Fleurus* au nombre d'une trentaine. Et chacune de ces opératrices appelées a devant elle sur un tableau les jacks des 8 500 abonnés de *Fleurus*. Les jacks sont placés en rangées de 20 superposées, chaque rangée occupant une hauteur d'un centimètre. Il s'ensuit que les 8 500 abonnés n'occupent guère par leurs jacks qu'une surface d'environ 1 m. 50 de largeur sur 60 centimètres de hauteur. Les opératrices appelées sont d'ailleurs assises côte à côte et de telle sorte qu'un tiers du tableau de jacks de chacune lui est commun avec sa voisine de droite et un autre tiers avec sa voisine de gauche. Chacune des opératrices appelées est reliée à un seul et même bureau de l'extérieur ; par exemple, à *Fleurus* il y a trois opératrices appelées reliées à *Ségur*, et il n'y en a qu'une ou deux qui sont reliées à certains autres bureaux.

En résumé, dans un bureau central moderne il y a deux catégories d'opératrices, placées d'ailleurs dans la même salle : les unes qui reçoivent les demandes des abonnés de ce bureau et les transmettent au bureau demandé ; les autres à qui les autres bureaux transmettent leurs demandes et qui les relient à leurs propres abonnés.

Pour compléter cette rapide esquisse, j'aurais dû décrire ici le pittoresque aspect de ces salles de travail où ces jeunes femmes et ces jeunes filles si sobrement gracieuses se plient avec une gaie assiduité à un labeur énervant et pénible, j'aurais dû évoquer la poésie moderne et singulière qui se dégage de ces visages sérieux et frais alignés derrière ces meubles électriques aux formes étranges, percés de trous comme par une volée de balles et où les cables et les fils de liaison, les « jarretières », les fiches, forment une floraison étrange de lianes métalliques et soyeuses. J'aurais dû décrire les signaux d'appel. J'aurais dû indiquer comment on recherche les faux appels, comment les lignes en dérangement sont automatiquement signalées, toujours grâce à ce maître-Jacques de la technique qu'est l'électro-aimant. J'aurais dû décrire aussi le compteur de conversations qui, depuis quelque temps, a fait parler de lui et qui, lui aussi, doit son existence à l'électro-aimant.

Mais il faut savoir se borner, et il est heureusement, aux exposés les plus ardus, des bornes typographiques.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre des Arts : *La Viveuse et le moribond*, pièce en trois actes de M. François de Curel. — Renaissance : *Le Lit nuptial*, pièce en quatre actes de M. Charles Méré. — Comédie Caumartin : *Dans sa candeur naïve*, comédie en trois actes de M. Jacques Deval. — La Potinière : *Plaire!* comédie en quatre actes de MM. Birabeau et Wachtausen.

Après *Terre inhumaine* qui reflétait, avec le superbe emportement qu'on n'a pas oublié, l'esprit de la guerre, la nouvelle pièce de M. François de Curel emprunte son atmosphère au déséquilibre des premières années de la paix. Disons d'abord que le titre en est des plus fâcheux. Les mots ont un sens qu'il n'appartient à personne de méconnaître et de fausser. Une mauvaise pièce de Henry Bataille n'a pas changé le sexe de la phalène, qui est restée, comme devant, du genre féminin. Après comme avant la pièce de M. de Curel, le terme de « viveuse » continuera de désigner ce qu'il désigne aujourd'hui et d'être le contraire d'un compliment.

Pas plus d'ailleurs que la viveuse n'est ce qu'on pourrait croire, le moribond n'est un malade près d'expirer. Philippe de Pommérieux, qui s'est très bien conduit pendant la guerre, en est sorti sans avoir été ni blessé, ni gazé, et jouit d'une excellente santé. Seulement, pris de dégoût pour le pauvre être qu'il est devenu depuis la guerre, il a résolu d'en finir avec la vie. Il avait eu d'abord l'idée peu banale de se tuer sous l'Arc de triomphe. Finalement, il choisit, pour théâtre de son suicide, son château de famille. Ayant décidé de quitter ce monde, il soigne sa sortie. Après tout, c'est son droit.

Arrivé le soir dans le château abandonné, il y trouve nombreuse compagnie ; sa fidèle domestique, Annette ; une belle personne d'une trentaine d'années, Odile de Puyréal, qu'il aime ou qu'il a aimée ; une vieille religieuse et une jeune fille aspirante au noviciat,

qui répond au nom d'Alice. Tout ce monde est instruit de son fatal projet et bien décidé à s'y opposer. Mais comment s'y prendre? Odile de Puyréal qui, jusqu'ici, s'est refusée à Philippe, est prête à se donner à lui et s'offre à ne plus le quitter. Elle lui demande seulement un délai de trois jours, ayant à figurer dans un bal travesti. Philippe promet d'être sage pendant ces trois jours. Et c'est toujours un répit.

Autre moyen, celui d'Alice. C'est le chemin mystique. Cette jeune fille a été infirmière pendant la guerre. D'elle, de sa jeunesse et de son ardeur, une telle vie rayonne que, lorsqu'elle entrait dans l'ambulance, le front des blessés s'éclairait et l'espoir renaissait dans leurs cœurs. Ces braves gens, qui n'avaient pas les mêmes raisons que M. de Curel pour respecter la langue, l'avaient surnommée « la viveuse ». Philippe est un blessé, au sens moral, un moribond. Alice continuera auprès de lui son métier d'infirmière. La cure commence sous nos yeux, et progresse si bien et si vite qu'à la fin de l'acte Philippe étreint dans ses bras son infirmière bénévole et lui applique un baiser qui n'a rien d'immatériel. Le mysticisme a de ces surprises : qui veut faire l'ange...

Novice et moribond, elle et lui ne demandent qu'à rentrer dans la vie. Il faut pour cela qu'ils soient délivrés, lui de sa fausse honte, elle de ses scrupules. L'opération chirurgicale sera faite par un prêtre soldat, l'abbé Lebleu, qui dit de fort belles choses, comme M. de Curel a coutume d'en faire dire à ceux de ses personnages qui sont ses porte-parole. Cet heureux dénouement sera d'ailleurs facilité par l'abnégation d'Odile de Puyréal, qui s'efface, non sans une sorte d'élégance, à laquelle il faut bien que nous rendions hommage, puisqu'autour d'elle personne n'y songe.

Il est des défaitistes de la paix. M. de Curel les gourmande vigoureusement et les rappelle à eux-mêmes, en leur citant leur propre exemple et au nom du courage qu'ils ont déployé devant l'ennemi. A l'héroïsme et à la sublimité des heures de guerre doit succéder la vertu, à peine moins difficile, du devoir quotidien. C'est cette crise des consciences, cette scabreuse réadaptation aux conditions de la vie normale que M. François de Curel a su mettre à la scène avec son habituelle puissance de raccourci, dans un drame rapide qui vaut surtout par la qualité du dialogue et par le mélange d'éloquence et de sarcasme qui est la marque de l'auteur.

M. Vargas joue avec aisance et bonne humeur le rôle du moribond prêt à revivre. M. Rémy est excellent en prêtre soldat.

Mlle Corciade est une Odile de Puyréal, aussi gracieuse au premier acte que touchante au troisième. Mlle Sylvie, dans le rôle de la religieuse manquée, en exagère le côté de monotonie extatique.

La pièce de M. Charles Méré, *le Lit nuptial* est d'un dramatique violent qui, dès les premières répliques, s'abat sur vous et vous secoue à la manière d'un cyclone. Le point de départ en est assez difficile à accepter. Deux mariés de la veille, Hélène et Pierre Moreuil, en route pour le classique voyage de noces en Égypte, arrivent le soir dans une chambre d'hôtel. A l'instant où le mari réclame gentiment ses droits, nerveuse et larmoyante, sa déplorable épouse lui fait l'aveu le plus désagréable à recevoir pour un mari. Elle n'est pas ce qu'il la croyait être. La chaste et grave jeune fille qu'il a cru épouser, a eu un amant. Vous jugez de la déconvenue du mari. Et tout de suite l'objection se présente : ces choses-là s'avouent, quand on les avoue, avant le mariage, non après. Mais c'est un principe qu'il ne faut pas chicaner un auteur sur son point de départ.

Au second acte, un an s'est passé. Le mari a pardonné plutôt qu'il n'a oublié. Lorsqu'arrive ce qui ne pouvait manquer d'arriver : la rencontre de l'amant, un certain M. de Chauvigny, officier de marine, que, par un pieux mensonge, Hélène avait tué, mais qui ne s'en porte pas plus mal et n'a pas renoncé à la reprendre. Notez que ce personnage fatal, qui répond au nom de Didier, comme dans un drame de Victor Hugo, est marié et père de famille. La situation se complique.

La voici, au troisième acte, montée au paroxysme. Les deux hommes s'affrontent la nuit, dans la villa qu'occupent les Moreuil à Dinard. Le mari tient à la gorge l'amant et va l'étrangler, lorsqu'un cri d'Hélène, cri de douleur, — hélas ! et de passion, — lui fait desserrer l'étreinte.

Comment dénouer cet imbroglio? Didier de Chauvigny a une femme admirable, Édith, qui ne vit que pour son mari et ses enfants, et que, pour cette cause, on accuse de froideur. Son indigne amie, Hélène Moreuil, a la cruauté ingénue de lui tout raconter en lui confiant le soin de tout rarranger. Tout s'arrange, en effet, grâce à la grandeur d'âme d'Édith et à l'humeur accommodante de Pierre Moreuil. Hélène part avec lui, non sans avoir lancé à Édith cette flèche du Parthe, qu'elle aime toujours son Didier. Cette femme est décidément une détestable pimbèche.

L'interprétation est remarquable. Mme Simone joue en grande

comédienne, avec autant d'intelligence et de souplesse que d'ardeur et d'émotion, le rôle d'Hélène qui est, à peu près, toute la pièce. M. Boyer par son tact et son art consommé sauve le rôle de Pierre Moreuil. M. Capellani prodigue les roulements d'yeux et les contorsions du visage. Mlle Frévalles a été parfaite de distinction et d'émotion contenue dans le rôle de l'épouse outragée et magnanime.

La Comédie Caumartin tient un joli succès avec une charmante piécette de M. Jacques Deval : *Dans sa candeur naïve*. De la fantaisie de la gaieté, de l'esprit et par-dessus tout de la jeunesse. Un jouvenceau, André Sallicel, s'est épris d'une demi mondaine, Simone Massoubre, qu'il guette, chaque soir, à la porte de la salle de jeu. Celle-ci, qui veut se débarrasser d'un amant dont elle est lasse, Tony Lagorce, propose à André une liaison blanche. Elle lui fait signer un engagement d'après lequel il sera sans cesse auprès d'elle, l'accompagnera, la protégera, sans jamais prétendre à aucune récompense : Ruy Blas et Fortunio.

Ce programme s'accomplit point pour point au second acte. Vainement Simone, bientôt excédée de la présence continuelle de son petit amoureux, essaie-t-elle de reconquérir sa liberté : lui partout, lui toujours. — Il y a dans ce second acte quelques scènes filées à ravir : celle par exemple où la mère d'André, qui croit son fils employé par *Monsieur* Massoubre à ses affaires, charge Simone d'obtenir pour lui une augmentation d'appointements. — Mais l'assiduité est un bon moyen de parvenir. Simone finira bien par déchirer le contrat. Et maintenant, chantez monsieur Clavaroche !... Tout cela alerte, vif, élégant, d'un tour très moderne, excellent spécimen de ce que peut être la comédie légère, mise au goût du jour.

Mme Marthe Régnier anime de sa verve et de son entrain endiablé ces trois actes. Auprès d'elle, M. Paul Bernard donne à merveille une impression de candeur naïve et rouée. Et Mlle Parizet est bien amusante dans le rôle d'Albine.

A la Potinière MM. Birabeau et Wachtausen nous content le roman d'une femme sensible et d'un adroit séducteur. Comédie un peu déconcertante et factice, mais pleine d'idées ingénieuses et de notations amusantes, supérieurement interprétée par Mlle Falconetti et M. de Guingand.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Le pays sera très dur pour ceux qui le mèneront à une nouvelle inflation et à la catastrophe qui s'en suivra. » C'est sur cette apostrophe que M. Doumer, ministre des Finances, acheva, le 19, son audition à la Commission des finances de la Chambre. De toutes parts, en effet, affluent les témoignages d'une inquiétude grandissante, d'un divorce dangereux entre le Parlement impuissant et le pays laborieux. On a dit aux Français : résignez-vous à payer de nouveaux impôts indispensables à l'équilibre du budget, condition première d'une stabilisation du franc; il s'agit, pour le moment, non de trouver la moins mauvaise forme d'impôt, mais celle qui donnera tout de suite les ressources indispensables à la trésorerie. Le ministre des Finances a mis sur pied un projet ; il ne le donne pas comme parfait, mais comme répondant aux besoins immédiats de l'État; et, depuis près d'un mois, la Commission, stylée par l'état-major du cartel, s'acharne à le démolir et retarde l'heure où le Parlement devra prendre ses responsabilités.

Jamais la confusion de la politique et de l'économique n'est apparue plus désastreuse. Ce que l'extrême-gauche reproche au projet de M. Doumer, c'est de se trouver en opposition avec le programme de la majorité, c'est de prendre le contre-pied des projets socialistes. Les Français ont fait la Révolution de 1789 pour obtenir l'égalité devant l'impôt; la science et l'expérience établissent que les impôts de classe sont d'un mauvais rendement et que, si la politique a ses préférences, l'économique a ses lois; mais elles se heurtent à « la mystique du 11 mai ». La vie de notre république laïque est encombrée de ces « mystiques » ridicules à l'abri desquelles s'agitent les intérêts électoraux et les appétits de domination. Les promesses par lesquelles le cartel a trompé, en 1924, la bonne foi des électeurs ont toutes fait faillite. Il s'agit, cette fois, d'une manœuvre à deux faces : ou bien faire voter les impôts nouveaux par l'opposition du

centre et de la droite afin d'en rejeter l'impopularité sur des adversaires politiques, ou bien voter un programme d'impôts que l'on sait à la fois insuffisant et destructif du travail national et se targuer, auprès des électeurs, d'avoir voulu « faire payer les riches ». Voilà, entre le ministre des Finances et la Commission, le fond du différend. C'est surtout sur l'article 13, qui comporte un impôt de 1,20 pour 100 sur les paiements perçu au moyen d'un timbre, que les membres cartellistes de la commission se montrent irréductibles. Il parait que cet impôt serait particulièrement antidémocratique; cependant, de tous les points du territoire, les Chambres de commerce, les syndicats agricoles, les diverses organisations de producteurs ou d'intermédiaires, l'acceptent et déclarent que les projets de M. Doumer sont ceux qui leur donnent le moins d'inquiétude et qui seront les moins lourds à porter. L'impôt sur les paiements, personne n'y tient particulièrement ; mais quel autre pourrait immédiatement apporter au Trésor les ressources sans lesquelles un nouveau et désastreux recours à la planche à billets sera indispensable?

A la confusion financière s'ajoute la confusion des pouvoirs. La commission usurpe le rôle du gouvernement ; le comité exécutif du parti radical et radical-socialiste se substitue à la Chambre. Le Congrès socialiste a rejeté, comme nous le faisions prévoir, la participation à un gouvernement de coalition, mais il ne se dérobe ni à la politique de soutien, aussi profitable et moins compromettante, ni à la pleine responsabilité de tout le pouvoir: une dictature socialiste apparait de plus en plus à une partie des radicaux comme l'idéal « démocratique » conforme à « la mystique du 11 mai », tandis qu'une autre partie, dont M. Jean Montigny se fait volontiers le porte-parole, oppose la doctrine républicaine-radicale aux velléités dictatoriales de M. Blum et de ses amis. La majorité de la commission a établi un projet. Fixant le déficit à 4 milliards 209 millions, elle propose d'y parer au moyen de ressources diverses. D'abord elle inscrit 500 millions d'économies : plaisanterie de mauvais goût destinée à tromper l'électeur. Où prendre des économies, quand le franc baisse et que les fonctionnaires s'agitent pour obtenir des augmentations de traitement que la cherté croissante de la vie ne justifie que trop? Certes on peut réaliser de grosses économies, mais par une refonte de tous les services, surtout par un changement radical des méthodes gouvernementales et parlementaires; tout cela ne se fera pas en un jour,

surtout sous le règne du cartel, et c'est de ressources immédiates que le Trésor a besoin. Un renforcement du contrôle donnerait 300 millions, un nouvel aménagement des impôts cédulaires autant, l'impôt sur les valeurs mobilières autant; on demanderait 200 millions à une majoration de l'impôt sur les opérations de bourse, 720 à une taxe sur les exportations, 500 aux tabacs, 250 aux huiles et essences, 240 aux taxes postales, 100 aux alcools, 50 aux automobiles, 80 au timbre des effets de commerce, 100 au timbre des contrats d'assurances, 30 aux cafés, 15 aux parfums, 35 au sel, 150 aux bénéfices de guerre, 400 à une réforme des lois successorales, etc.

M. Doumer est venu, le 19, devant la Commission; on s'attendait à ce qu'il cherchât, entre son projet et celui de la Commission, un aménagement : on entendit d'abord une critique mordante, précise, du programme du cartel. La plupart de ses articles n'apporteraient des ressources qu'à longue échéance et, en plusieurs cas, à la condition de créer de nouveaux rouages administratifs, une légion de fonctionnaires supplémentaires. L'exagération de l'impôt sur les opérations de bourse tuerait le marché. Le remaniement des taxes successorales implique un bouleversement du code civil et des mœurs françaises qui ne peut être opéré au pied levé. M. Doumer maintient donc ses projets; le débat vient le 26 en séance publique. M. Briand manœuvre et louvoie; son intention est de maintenir la discussion sur le terrain de la technicité financière et de ne pas poser la question de confiance : gageure impossible à tenir, et d'ailleurs contraire à l'axiome de bon sens qui veut que le Gouvernement gouverne et que le Parlement délibère. Si la franchise robuste de M. Doumer et l'art supérieur de M. Briand ne triomphent pas des partis pris dogmatiques des gauches et de l'incohérence généralisée d'un parlementarisme désaxé, nous voguerons à pleines voiles vers l'inflation, la chute du franc, les troubles sociaux. Déjà l'étranger nous regarde avec une inquiétude sous laquelle on démêle une satisfaction secrète. M. Keynes veut bien nous donner des conseils. Il devrait se souvenir d'abord que si lui et ses pareils n'avaient pas pris soin que l'Allemagne ne fût pas tenue de réparer les ruines qu'elle a faites, les finances françaises n'en seraient pas réduites à la pénible extrémité où ils la contemplent aujourd'hui avec une pitié ironique.

Le Reich allemand vient enfin de se donner un gouvernement régulier. Le cabinet Luther-Stresemann, affaibli par la retraite de

quatre ministres nationalistes qui s'étaient refusés à porter devant l'histoire l'opprobre d'avoir fait partie du « ministère de Locarno », avait donné sa démission le 5 décembre, aussitôt après avoir fait ratifier par le Reichstag les traités de Locarno et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations. Ainsi, comme le traité de Versailles, les accords de Locarno ont été présentés au Parlement par un ministère affaibli, amputé, voué d'avance à une prompte retraite. Comment le ministère serait-il remplacé ou, en d'autres termes, quels hommes seraient chargés de réaliser la politique de Locarno ? Le président Hindenburg ferait-il appel à un ministère de « grande coalition » englobant depuis les populistes à droite jusqu'aux social-démocrates à gauche, ou bien à une coalition restreinte excluant les socialistes? Dans le premier cas, le chancelier devrait être une personnalité nouvelle; dans le second, le successeur de M. Luther ne serait autre que M. Luther lui-même. L'Allemagne va-t-elle vers le nationalisme avec les vieux partis conservateur prussien et national-libéral, aujourd'hui déguisés sous les noms de allemand-national et de populiste, ou bien s'oriente-t-elle, à la suite des accords de Locarno, vers une politique franchement républicaine, démocratique et pacifique ?

La question est d'importance. Depuis le 5 décembre, les chefs de groupes ont multiplié les manifestations oratoires. La grande coalition était surtout préconisée par les catholiques du centre et par les démocrates; mais elle se heurtait à l'opposition des deux partis de droite et à la mauvaise volonté du président Hindenburg. Les élections aux diètes provinciales, qui ont eu lieu dans toute la Prusse le 29 novembre, ont montré surtout le recul du parti populiste qui serait voué à l'impuissance, s'il ne faisait alliance avec le parti allemand-national : M. Stresemann se trouvait ainsi lié à la fortune de M. Luther, la grande industrie, la richesse mobilière associée à la fortune terrienne et féodale. D'autre part, les socialistes, préoccupés, comme en France, de ne pas perdre leurs troupes au profit des communistes, refusaient, malgré l'insistance des catholiques et en particulier de M. Wirth, toute participation au pouvoir. Une grande coalition, qui n'aurait pu être dirigée que contre le programme réactionnaire et opposé aux accords de Locarno de la vieille droite, devenait impossible. L'issue que chacun prévoyait dès l'origine de la crise et que préparaient adroitement le Président et M. Luther restait seule ouverte. Le 13 janvier, M. Luther était chargé de constituer un ministère sur la même base étroite que le précé-

dent cabinet : centre, démocrates, populistes. Même en y ajoutant les populistes bavarois, groupe détaché du centre mais plus teinté de nationalisme et de monarchisme, le ministère ne dispose pas de la majorité; il vit par la tolérance des partis de droite dont l'influence ne peut que grandir.

Une dernière bataille bien caractéristique s'est livrée à propos de l'attribution des portefeuilles. Le ministère de l'Intérieur avait été d'abord attribué au chef du parti démocrate, le Dr Koch. Mais, au dernier moment, M. Koch fut l'objet de l'exclusive des populistes bavarois et il fallut choisir, dans le même parti, une personnalité moins en vue et d'opinions moins tranchées, M. Kulz, bourgmestre de Dresde. Les Bavarois craignaient que M. Koch, au ministère de l'Intérieur, ne pratiquât une politique de centralisation et d'unification : tant sont vivaces, en Bavière, les sentiments particularistes. Les nationalistes avaient souhaité voir au ministère de l'Intérieur M. Curtius, populiste de droite, partisan d'une alliance étroite des deux grands partis conservateurs. M. Curtius n'a obtenu que le ministère du Commerce et de l'Industrie, où il pourra d'ailleurs exercer une grande influence. Le Centre, en revanche, a le ministère de l'Agriculture. Ainsi achève de se caractériser le nouveau cabinet Luther : il est composé de deux démocrates, — sans compter M. Gessler qui reste immuable au ministère de la Reichswehr ou, pour l'appeler de son vrai nom, de la Guerre, — de trois populistes, parmi lesquels M. Stresemann qui garde les Affaires étrangères, de trois représentants du centre, dont l'ancien chancelier, M. Marx, qui devient ministre de la Justice, et d'un populiste bavarois. Somme toute, M. Luther a manœuvré supérieurement ; c'est avec un ministère nettement orienté vers la droite prussienne et dont la tendance est favorable à la constitution d'un puissant bloc conservateur, qu'il va mettre en pratique la politique de Locarno. Comment, dès lors, pourrions-nous prendre confiance en l'avenir démocratique et pacifique du Reich allemand? Locarno n'est qu'un paravent destiné à abriter le travail intense de reconstitution de toutes les forces actives de l'Allemagne historique. La constitution du nouveau ministère est pour nous une occasion nouvelle de déplorer que les Alliés n'aient pas exigé, avant de se fier à la signature allemande, soit un plébiscite, soit des élections générales. Puisque nous jouions tout l'avenir de la paix européenne sur une transformation interne de l'esprit allemand, c'eût été le moins que nous sachions dans quel sens s'opère l'évolution intérieure de l'opinion.

Au reste, nous nous ferions de dangereuses illusions, si nous attachions aux mêmes mots le même sens en France et en Allemagne. Par exemple, M. Koch et les démocrates se rattachent à la tradition libérale et parlementaire de 1848, antérieure à Bismarck, mais ils représentent aussi, selon la même tradition, la politique de la « grande-Allemagne » englobant tout ce qui parle allemand, y compris les Autrichiens. La politique démocratique est donc, par un certain côté, plus pangermaniste que celle des Hohenzollern et de Bismarck, mais elle l'est par d'autres méthodes. C'est ce qu'il faut savoir pour comprendre le langage, pour nous déconcertant, de ce même M. Koch dans le débat au Reichstag sur les traités de Locarno : « Notre renonciation à l'Alsace-Lorraine n'est nullement formelle... Nos efforts doivent tendre à mettre fin à l'occupation rhénane, à avancer la date du plébiscite de la Sarre, enfin à annexer l'Autriche... Au sein de la Société des nations, nous ne nous comporterons pas en membres dociles. Nous devons lutter pour tous nos idéals et aussi pour les minorités allemandes à l'étranger, minorités où la monarchie ne voyait que des sujets de souverains étrangers, mais où la République voit des Allemands. » C'est ainsi qu'un républicain démocrate se représente le programme de la politique allemande après Locarno. Les rêves les plus ambitieux des Hohenzollern se trouveraient dépassés par la République démocratique. Ne nous fions pas aux étiquettes; le flacon de M. Koch renferme la semence de plusieurs guerres; il promet à tous les voisins de l'Allemagne des troubles intérieurs; il tend à l'abolition des traités et de tout ce qui rappelle la victoire des Alliés.

La longue crise ministérielle, l'avènement d'un nouveau cabinet Luther n'ont ni passionné ni même préoccupé l'Allemand moyen. Il est blasé sur ces agitations éphémères, et d'ailleurs stériles, à la recherche d'une majorité de gouvernement. M. Naumann, au cours des débats constitutionnels à Weimar, avait prophétisé qu'avec le système de la représentation proportionnelle intégrale, il serait, dans l'Allemagne particulariste et morcelée, impossible de trouver un parti assez fort pour assumer à lui tout seul le gouvernement. La vie du pays n'est pas dans les partis et leurs rivalités, mais dans la bureaucratie qui gouverne et les puissances économiques qui travaillent et produisent. La crise industrielle, qui est sérieuse et se traduit par la faillite de nombreux établissements nés de l'inflation, préoccupe à bon droit l'opinion plus que le dosage des groupes dans le ministère. Le chômage, à Berlin notamment, s'accroît tous les

jours. M. Schacht, président de la Reichsbank, dans un article de la *Gazette de Francfort* (25 décembre), montre l'industrie allemande inquiète du manque de débouchés et de la pénurie des capitaux liquides. La balance commerciale reste fortement passive; mais la constante augmentation des exportations, en ces derniers mois, tandis que les importations restent stationnaires, apparaît à M. Schacht comme un symptôme rassurant. Si la crise devenait alarmante, ce n'est pas aux procédures parlementaires, ni aux institutions démocratiques que l'Allemagne demanderait un remède, mais à ces méthodes d'autorité qui ont fait leurs preuves, avec la loi des pleins pouvoirs, en 1923, en sauvant le pays de l'abîme où la « résistance passive » l'avait plongé. C'est là un précédent que personne n'a oublié. La longue crise ministérielle a mis en lumière le jeu strictement égoïste et utilitaire des partis, leur exclusivisme intransigeant, la surenchère démagogique des deux groupes extrêmes, socialistes et nationalistes. Le peu d'empressement des socialistes à confronter leurs doctrines avec les réalités d'une crise économique grave, l'opposition des partis de droite aux accords de Locarno dont personne ne doute qu'ils ne se félicitent *in petto*, tout cela a discrédité la politique des partis et travaille en faveur d'un gouvernement fort et des méthodes d'autorité.

Sur un point cependant, sur l'application des accords de Locarno, les partis sont d'accord. Selon la doctrine et la pratique traditionnelle des Allemands, un contrat ne lie que dans la mesure où ses clauses sont en harmonie avec les intérêts de l'État. Rien n'est changé dans les dispositions allemandes à l'endroit de la France et des traités, mais la consigne est, pour le moment, de témoigner une satisfaction relative des avantages déjà obtenus, afin de tirer de « l'esprit de Locarno » tout ce qu'il peut donner. Le thème favori, pour le moment, est le désarmement : les difficultés financières de la France proviennent de ses armements excessifs. Bien entendu, de la charge des régions dévastées, des cent milliards de la reconstruction, il n'est pas question, si ce n'est pour insister, avec tout le mauvais goût allemand, sur la gabegie qui, selon leurs journaux, y sévirait. A peine constitué, le ministère a déjà prescrit à ses ambassadeurs à Paris, Londres et Bruxelles, une démarche pour obtenir une réduction des effectifs d'occupation sur le Rhin et c'est, pour la presse, prétexte à un nouveau concert de gémissements. Avec quelle joie contenue le détail exagéré de nos difficultés et de nos divisions n'est-il pas relaté ! Et ce sont, tantôt contre la France

à propos de la Sarre, tantôt contre la Pologne à propos de Dantzig et de la Silésie, tantôt contre la Tchécoslovaquie à propos des manifestations des partis allemands au parlement de Prague, tantôt contre le gouvernement de M. Mussolini à propos du régime du Tyrol du Sud, des récriminations sans fin, des appels à la Société des nations.

Les Alliés ont commis la faute, alors qu'ils étaient défendeurs, de se faire demandeurs : alors que l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations aurait dû constituer le prix de l'exécution loyale des traités, la précipitation de l'Angleterre a donné à l'Allemagne la position dominante; comme les accords de Locarno postulent l'entrée de l'Allemagne dans la Société, c'est maintenant le gouvernement de Berlin qui se fait prier. La presse nationaliste insiste sur les conditions que l'Allemagne doit poser, sur les concessions qu'elle a le droit d'obtenir avant de consentir à entrer dans l'institution de Genève. Il y a, dans toutes ces manifestations, de quoi éclairer les gouvernements alliés qui ne sont pas volontairement aveugles. La conférence préparatoire à la réduction et à la limitation des armements est évidemment prématurée. Et comme la presse allemande et les hommes politiques, dans leurs discours, annoncent l'intention de profiter de l'entrée du Reich à la Société des nations pour troubler les États voisins et remettre en question leur statut territorial, il n'est que juste et prudent d'attribuer en même temps à la Pologne un siège permanent au Conseil. La Société des nations, après l'entrée de l'Allemagne, ne sera plus ce qu'elle était avant; elle doit modifier en conséquence la composition de son conseil et son fonctionnement interne. Les partis allemands, s'ils se disputent sur les moyens, sont unanimes sur le but : destruction de l'Europe telle que l'ont faite les traités. Ils trouvent en Hongrie des complicités toutes prêtes : l'affaire des faux billets en convaincrait, s'il en était besoin, les plus incrédules.

Il vient de se produire, en Russie soviétique, des incidents qui révèlent l'évolution interne qui s'accomplit dans les masses profondes du peuple russe. La nuit même qui suivit la révolution d'octobre 1917, Lénine décréta la socialisation du sol mais sanctionna, au mépris de la doctrine marxiste, les usurpations spontanément réalisées par les paysans. Sans ordre, sans loi, un partage des terres s'opéra. Après huit ans, que voyons-nous? Ce sont les statistiques mêmes du gouvernement et les constatations désabusées des chefs de la révolution qui nous l'apprennent. La masse des moujiks

dépourvus de terres est plus nombreuse que jamais. Malgré massacres et famines, la natalité russe a retrouvé son formidable accroissement; au taux de deux millions par an, c'est une France que la Russie, en vingt ans, essaime. La Russie a trop de bras. Le régime bolchéviste, en détruisant l'industrie sous prétexte de la socialiser, a fermé le débouché que la prudence des Tsars avait ouvert au trop plein de la population. Sur 46 millions de cultivateurs valides, 20 millions ne trouvent pas à employer leurs bras. Les terres manquent et, encore plus, les chevaux, les instruments agricoles. Près de 40 pour 100 des paysans exploitants n'ont ni un cheval, ni un bœuf. La révolution a profité à une minorité de paysans qui se sont enrichis et qui détiennent la plus grande partie des terres et du cheptel (1). Cette classe de paysans enrichis, appelés *koulaks*, est un élément nouveau d'ordre et de stabilité. La révolution, faite au cri de « mort aux bourgeois », aboutit à constituer en Russie une bourgeoisie rurale, une classe de propriétaires fonciers. Tant il est vrai que, si toutes les révolutions aboutissent, comme Taine l'a montré, à un transfert de propriété, c'est généralement au profit de nouveaux privilégiés. La révolution bolchéviste a versé des torrents de sang pour aboutir au résultat qu'avait voulu et préparé Stolypine, le ministre exécré du « tyran », à la création d'une classe puissante de bourgeoisie agricole.

Au XIVe congrès des Soviets et, tout récemment, au Congrès du parti communiste, la question qui sépara en deux groupes inégaux les dirigeants du communisme fut précisément de savoir s'il convenait de s'accommoder avec ces paysans enrichis ou s'il fallait reprendre contre ces nouveaux capitalistes la lutte sans merci au nom des principes marxistes. Kamenef, Zinovief prêchaient la guerre contre les *koulaks* et contre la N. E. P. (nouvelle politique économique). Les autres, plus opportunistes, avec, à leur tête, Staline, Rykoff, se déclaraient partisans d'une entente. Depuis longtemps déjà le régime bolchevik ne se maintient qu'en adaptant sa politique aux exigences des paysans. Au Congrès, c'est la tendance conciliante qui l'emporta. Kamenef a été remplacé dans le poste de président du Conseil du travail, Sokolnikoff au commissariat des Finances ; bien que Zinovief soit président de la IIIe Internationale, son influence, en Russie, est en décroissance. Le gouvernement de Moscou a adressé aux partis communistes à l'étranger une lettre cir-

(1) Voyez la *Lettre de Russie* du 8 novembre 1925, publiée par la *Société d'études et d'informations économiques*.

culaire pour expliquer que rien n'est changé dans la politique bolchéviste ; et, en effet, la Russie est toujours régie despotiquement par un parti fermé, organisé et armé ; la minorité d'aujourd'hui n'a pas renoncé à redevenir la majorité de demain et elle a, de son côté, expliqué son attitude dans un manifeste. Il n'en est pas moins vrai qu'en Russie ont grandi des forces nouvelles qui, même s'il se produit des crises de violence, finiront par imposer leur volonté. La séparation du gouvernement russe et du parti communiste se prépare.

La masse paysanne russe, étendant indéfiniment vers l'Est, à travers steppes et montagnes, sa colonisation agricole, rencontre aux abords de la Mandchourie et du Pacifique la masse paysanne chinoise. La diplomatie bolchéviste a, dans cette direction, continué, par d'autres méthodes, l'œuvre de pénétration des Tsars (1). A Pékin, en Mandchourie, en Mongolie, elle se heurte à des influences rivales, celle du Japon, celle des États-Unis. Lorsque, à la conférence de Washington, les Anglais ont rejeté l'alliance japonaise pour choisir l'alliance américaine, ils ont blessé au vif l'amour-propre des Japonais et inquiété leurs intérêts. Dès lors, les Japonais ont cherché un rapprochement avec les Soviets. Derrière chacun des grands chefs chinois qui se disputent par les armes l'influence dominante, se dissimulent les intérêts et l'action de l'une des grandes puissances rivales. A ces rivalités se mêle un mouvement nationaliste, souvent même xénophobe, parmi la jeunesse chinoise. Les agents bolchévistes russes ont longtemps réussi, à Canton, par exemple, à se présenter aux Chinois comme les défenseurs de leur indépendance contre les empiètements de l'impérialisme européen. Mieux éclairés, les Chinois aujourd'hui comprennent que les intrigues de M. Karakhan, ambassadeur des Soviets à Pékin, constituent pour leur indépendance le principal danger.

Les luttes des généraux gouverneurs de provinces s'éclairent dès que l'on a saisi le fil conducteur et aperçu la rivalité des influences étrangères. Tchang-Tso-Lin, qui a fait de la Mandchourie un fief presque indépendant, est soutenu par les Japonais; il paraissait, il y a deux mois, vaincu et menacé dans sa capitale, Moukden, mais les Japonais se hâtèrent d'envoyer quelques troupes pour protéger le chemin de fer et intimider les adversaires du maréchal. Le principal de ses rivaux est Feng-Yu-Siang, gouverneur du Kan-Sou, celui

(1) Voyez dans la revue *le Monde slave* de juin 1925 un intéressant article de M. André Duboscq : *la Russie et l'Extrême-Orient*

que l'on appelle souvent le « général chrétien, » parce qu'il a été baptisé par les méthodistes américains ; par la Mongolie, il reçoit les subsides et les munitions de la Russie. Tchang-Tso-Lin, reprenant l'offensive, a battu et mis à mort le principal lieutenant de Feng-Yu-Siang, nommé Kouo-Sun-Ling et il prononce un retour offensif vers Pékin qui ramène à son obéissance le gouverneur du Tché-li, Li-Ching-Lin, adversaire acharné de Feng-Yu-Siang. Ce dernier, dont on avait à tort annoncé la fuite en Russie, prépare sans doute une suprême offensive contre Tchang-Tso-Lin, tandis que, sur le Yang-Tse, Ou-Pei-Fou, soutenu par les Anglais, attend son heure. Tchang-Tso-Lin provoque, sur le chemin de fer de l'Est chinois, des incidents violents avec les Russes. Feng-Yu-Siang semble n'avoir pas été étranger à l'assassinat du général Hsu qui, après un long séjour à l'étranger, notamment à Paris et à Londres, revenait prêter à son chef, le président provisoire Tuan-Tsi-Jouei, le concours de son expérience militaire et de son intelligence cultivée, contre les tendances bolchévistes. Ainsi s'achève une phase dramatique du grand duel qui, dans la Chine du Nord, met aux prises des armées chinoises et des intérêts étrangers. On pouvait croire, il y a quelques mois, que l'influence de la Russie allait l'emporter sous le couvert du communisme ; la réalité d'aujourd'hui est au contraire un échec de la politique soviétique. Mais ce qui n'apparaît pas encore, c'est l'heure où finira, en Chine, la guerre civile et où ce peuple laborieux pourra, sous un gouvernement national, développer en paix ses richesses et sa civilisation originale.

Une grande lumière vient de s'éteindre : le cardinal Mercier est mort le 23 janvier. Philosophe, primat de Belgique, prince de l'Église, il eût été, en tout temps, une grande figure. L'invasion fit du pasteur la conscience même de son peuple, la plus haute réalisation du patriotisme, la plus sereine incarnation du droit. Une plume autorisée retracera, dans le prochain numéro, sa bienfaisante carrière. Mais nous ne pouvions relater sa mort sans saluer sa noble mémoire, sans lui dire l'adieu de la France en deuil et la douleur personnelle du chroniqueur.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

té
oit
e-
le
ur
lu
er-
ns
e,
on
ni-
le
un
ait
n-
e,
na-
es
re,
ter
au
pa-
et
al,

est
de
fit
sa-
me
nte
ble
eur